

سكدر من الامن

L'Economie : bourrasque sur les banques

Le Monde



BOURSE

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15011 - 7 F

MARDI 4 MAI 1993

Edouard Balladur reporte l'annonce du plan de redressement économique

Le suicide de Pierre Bérégovoy a provoqué un trouble profond dans le pays

Les obsèques de Pierre Bérégovoy, qui s'est donné la mort samedi 1^{er} mai à Nevers, seront célébrées dans cette ville mardi 4 mai à 15 heures. M. Mitterrand a fait savoir qu'il y assisterait. En raison de la « grande émotion » soulevée par le mort de l'ancien premier ministre, Edouard Balladur a décidé de différer de quelques jours la publication du rapport Raynaud sur l'état de la France et l'adoption du plan de redressement. Alors que le chef de l'Etat, présent le soir même à l'hôpital du Val-de-Grâce où avait été transporté l'ancien premier ministre, choisissait de

rester silencieux, tous les dirigeants politiques ont salué le mémoire de Pierre Bérégovoy, rendant hommage, à droite comme à gauche, à son courage, à son sens de l'Etat, à la force de ses convictions. La plupart des porte-parole du Parti socialiste ont également dénoncé les attaques portées contre lui au cours des derniers mois, mettant en cause les campagnes de « dénigrement » et de « harcèlement » notamment contre sa gestion économique et son implication dans l'affaire du prêt que lui avait accordé Roger-Patrice Pelat.

La tragédie du pouvoir

par Jean-Marie Colombani

Raymond Barre a trouvé les mots justes : le silence, ou, si l'on est croyant, la prière. Voilà ce que l'on doit d'abord à cet homme qui s'est offert en sacrifice.

Sans doute sait-on, depuis Albert Camus, que le suicide est « le seul problème philosophique vraiment sérieux », qu'il reste un mystère. Mais comment ne pas penser à ce héros de *Feu follet*, ce film dans lequel Louis Malle montre comment un dégoût pour la société, de même que pour soi, conduit à « considérer la mort comme une forme de salut, en même temps qu'un message à ses amis ».

Des amis, il en avait, lui si fidèle, si attentif. Mais parmi ceux qui désignent aujourd'hui des responsables, à droite, ou dans la presse, combien l'ont entouré, quand ils le savaient brisé ? Où sont-ils, qui sont-ils, ceux qui se prévalent de son amitié, et qui peuvent dire : nous l'avons entouré ? Ceux-là, parmi ceux qu'il est convenu d'appeler ses « amis politiques », qui lui imputaient plus que sa part de la défaite, feraient bien, eux aussi, de faire silence.

Mais Pierre Bérégovoy n'a pas seulement mis fin à ses jours. Il a aussi accompli une acte politique, qui justifie qu'on s'y arrête.

Lire la suite page 2



Comprendre

par Bruno Frappat

Un suicide ne s'explique pas, il s'interprète. C'est d'ailleurs son but : il est le dernier acte relationnel de celui qui s'en va. Son dernier message, sa dernière concession à autrui, comprise qui pourra.

La quête anxieuse des explications laisse les survivants sans voix ou excessivement pressés de conclure, pour se rassurer, et le plus souvent en cherchant des coupables. Les esprits simples et carrés débuisquent le principe unique, la cause singulière, l'élément isolé donnant son sens à l'acte incompréhensible et permettant de clore le dossier des culpabilités potentielles en les focalisant sur un fait, un événement, une coïncidence.

Quiconque a vécu - et qui ne l'a fait ? - l'onde de choc du suicide d'un proche sait bien que la mort qu'on se donne, on le donne aussi aux autres. Que le fait de se taire de la sorte est une manière d'ouvrir un ultime dialogue avec les vivants, une autre manière de s'adresser à eux, une fois épuisées les voies de recours de la parole routinière et sans écho.

Lire la suite page 6

Un espoir de paix pour la Bosnie

Le plan Vance-Owen a été, enfin, paraphé dimanche 2 mai à Athènes par le chef de la communauté serbe. Son sort dépend maintenant du « Parlement » de Pale, qui se prononcera mercredi

par Alain Debove

Huit mois. Il aura donc fallu huit mois de tractations diplomatiques et de menaces pour que les Serbes de Bosnie consentent à parapher l'ensemble du plan de paix Vance-Owen et notamment la carte du redécoupage de la Bosnie en dix provinces autonomes - Sarajevo bénéficiant d'un statut à part. Cette fois, le président serbe Slobodan Milosevic, dont les pressions sur ses « frères » de Bosnie ont été décisives, semble bien avoir pris conscience que, faute d'accord, le temps travaillerait désormais contre lui et qu'il valait mieux pour lui consolider les acquis que continuer à déferler la

communauté internationale, plonger son pays dans un isolement quasi total et prendre le risque d'un affrontement militaire avec l'Occident.

Après des mois d'extorcionnements, la diplomatie s'était réellement mise en branle le 26 août 1992 lors de l'ouverture à Londres de la conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie. Outre les belligérants, y participaient notamment les ministres des affaires étrangères des Douze, le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, des représentants de la Conférence islamique, et des Etats riverains du conflit - comme la Hongrie et l'Albanie. Le négociateur de la

CEE, lord Carrington, les d'avoir affaire à des Serbes, des Croates et des Musulmans « qui mentaient tous », passa la main à David Owen, lui aussi ancien secrétaire au Foreign Office. L'ambition de ce dernier, en étroite collaboration avec Cyrus Vance, le médiateur déjà désigné par l'ONU, était de « faire vite ». Les opinions

publiques, qui s'étaient peu mobilisées face à la « première guerre » (l'invasion de la Croatie par l'armée fédérale), venaient cette fois de recevoir des images et des reportages sur les camps de détention, le siège de Sarajevo, les viols, les tortures, la purification ethnique et autres atrocités.

Lire la suite page 10

Lire aussi

- Le leader des Serbes de Bosnie a donné son accord « conditionnel » au plan de paix par DIDIER KUNZ
- Les Etats-Unis s'impliquent militairement dans la crise par ALAIN FRACHON page 10

EDUARDO MENDOZA

L'ANNÉE DU DELUGE

Editions du Seuil

Gel des traitements dans la fonction publique

Edouard Balladur a informé les représentants des syndicats.

Page 22

L'assassinat du président du Sri-Lanka

La police accuse les Tigres tamouls.

Lire page 13 les articles de JEAN-PIERRE CLERC

Le second procès du sang contaminé

La cour d'appel de Paris réexamine l'affaire, six mois après la condamnation des docteurs Garretta et Allain et du professeur Roinc.

Lire page 14 l'article de MAURICE PEYROT

Cambodge : l'ONU humiliée

Trois semaines des élections qui doivent décider de l'avenir du Cambodge, les Khmers rouges ont frappé un grand coup. Ils ont attaqué l'aéroport de Siem Reap, proche des temples d'Angkor, pour montrer le peu de cas qu'ils font d'un scrutin qu'ils boycottent et des accords de paix de Paris, qu'ils avaient pourtant signés. Les « bédons bleus » de l'APRONUC, l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge, n'étant pas en mesure de faire face, les soldats du régime de Phnom-Penh ont contre-attaqué.

L'ONU apparaît impuissante face à une situation qui se dégrade dans un pays où elle avait pourtant pour mandat impératif de restaurer la paix après deux décennies de guerre et de massacres perpétrés par les Khmers rouges. Impuissance et déstabilisation par la faiblesse de ses moyens face aux ambitions armées rivales, qui se jouent à l'avance de la volonté populaire que la scrutin du 23 au 28 mai est censé exprimer. Mais, surtout, par son absence de volonté de contraindre les ambitions en faisant preuve de fermeté.

Au Cambodge, comme dans l'ex-Yugoslavie, la faiblesse n'est pas seulement à la base du système ou de la modération par les vœux-en-guerre de tous bords, mais à une impuissance qui autorise tous les excès. Pour ne l'avoir pas compris, les hommes qui dirigent l'APRONUC, et en premier lieu le japonais Yasushi Akashi, n'ont pu qu'assister à ce lent glissement vers l'effondrement.

Et, toujours comme dans l'ex-Yugoslavie, la pire était prévisible. Personne n'ignorait que les Khmers rouges avaient été conduits à la table des négociations sous la pression de leurs protecteurs chinois et thaïlandais, et qu'ils n'attendaient qu'un signe de faiblesse de la communauté internationale pour reporter à l'attaque. A ce point, ils auraient voulu oublier, ils l'ont rappelé, d'abord par des coups d'épée, puis par des attentats et des attaques de plus en plus audacieuses et sanglantes, par une campagne de nettoyage ethnique contre la communauté vietnamienne qui a entraîné un début d'exode, enfin en quittant Phnom-Penh le mois dernier.

L'ONU n'a pas, non plus, eu le courage de mettre en cause publiquement l'attitude, pour le moins ambiguë, de la Thaïlande voisine. Sans arrière-pensées, Bangkok collait que ceux-ci mettaient en coupe réglée, pour le plus grand profit de certains militaires et hommes d'affaires locaux, l'ouest du Cambodge, fournissant à Pol Pot un trésor de guerre indispensable pour poursuivre la lutte.

N'étant pas les moyens - malgré une opération d'un coût de 2 milliards de dollars, la plus onéreuse de son histoire - ni la volonté de contraindre les Khmers rouges, l'ONU n'a pas non plus su dompter les ambitions des hommes de Phnom-Penh, eux aussi peu désireux de passer par des élections libres qui risquent de leur prouver de leur impuissance. Devant cette démission d'une organisation internationale dont les Cambodgiens attendaient tant, l'aventure était vouée à l'échec. En l'absence d'une réaction d'orgueil de dernière minute de l'APRONUC - qui eût été - à défaut mal comment le plan de paix pourrait réduire l'autorité et le prestige de l'ONU en pétrifiant gravement et pas seulement au Cambodge.

Lire page 13 l'article de notre correspondant JEAN-CLAUDE POMONTI

M0147 - 0504 0 - 7 00 F



A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 DH ; Tunisie, 500 m ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 1,20 L ; Luxembourg, 45 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 5 FL ; Portugal, 180 esc ; Suède, 16 KRN ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 25 \$; USA (autres), 2,60 \$.

Un hommage unanime

Les obsèques de Pierre Bérégovoy se déroulent mardi 4 mai, à 15 heures, dans la cathédrale de Nevers; il sera inhumé dans la cathédrale de la ville dont il était le maire depuis 1983. Une chapelle ardente sera auparavant dressée dans le palais ducal de la capitale de la Nièvre, après que son corps aura été ramené du Val-de-Grâce à Paris, où un hommage pourra lui être rendu par le public lundi après-midi. C'est dans cet hôpital militaire que l'ancien premier ministre avait été transféré dans la soirée de samedi, après s'être tiré une balle dans la tête au bord d'un canal proche de sa ville. Les médecins de l'hôpital de Nevers, où il avait été transporté dans un état désespéré, avaient estimé ne pas avoir les moyens d'intervenir. Pierre Bérégovoy est décédé dans l'hélicoptère qui le rapatriait à Paris.

François Mitterrand et Edouard Balladur l'attendaient au Val-de-Grâce, en compagnie de Charles Paoqua, d'Edmond Alphandéry et de plusieurs membres de la famille de l'ancien premier ministre, que sa femme a accompagné depuis Nevers. Au début de la nuit de samedi, plusieurs centaines de personnes stationnaient, dans le silence et le recueillement, devant cet hôpital. Elles ont été aussi nombreuses toute la journée de dimanche, plusieurs d'entre elles déposant devant les grilles des bouquets de fleurs ou manifestant leur sympathie aux nombreuses personnalités venues se recueillir devant le corps de Pierre Bérégovoy: Simone Veil, Pierre Mauroy, Michel Rocard, Bernard Kouchner, Dominique Strauss-Kahn, Marcel Dabarge, Claude Cheysson, Yvette Roudy, Alain Calmat, Marie-Noëlle Lienemann.

Le président de la République a vécu la journée de dimanche dans le «recueillement», ont fait savoir ses proches, tant il ressent le décès de son ancien collaborateur comme «un deuil personnel». Ils ont ajouté qu'il avait été présent, samedi, «dans les moments les plus difficiles», auprès de la famille de Pierre Bérégovoy, à laquelle il a témoigné «son attachement, son affection et sa sympathie». Au lendemain de ce drame, il a donc prêté «le silence». L'entourage de M. Mitterrand a fait savoir que celui-ci avait eu, au cours des dernières semaines et des derniers jours, plusieurs contacts téléphoniques avec son ancien premier ministre, le dernier remontant à jeudi, et qu'ils avaient alors convenu de se voir au début de cette semaine. La classe politique tout entière a rendu hommage à Pierre Bérégovoy. Edouard Balladur a prévu d'assister aux obsèques de son prédéces-

seur à l'hôtel Matignon, où l'émotion est très vive parmi tout le personnel. Constatant que ce décès avait «soulevé dans notre pays une grande émotion», le premier ministre a décidé, dimanche, de «retarder de quelques jours l'adoption et la publication du plan de redressement préparé par le gouvernement». Le rapport d'étape sur le bilan de la France, préparé par la commission présidée par Jean Raynaud, et qui devait être rendu public lundi 3 mai, ne le sera qu'à la fin de la semaine. De même, le collectif budgétaire ne figurera pas à l'ordre du jour du conseil des ministres du mercredi 5 et la conférence de presse qui devait suivre celui-ci a été annulée. Lundi, en début de matinée, la décision n'était pas prise de tout renvoyer au conseil des ministres du 12 mai ou de tenir un conseil exceptionnel avant la fin de la semaine.

Le maire de Nevers, dernier jour

NEVERS

de notre envoyé spécial

Nevers pleure son maire à la manière des bonheurs gens. Sans excès de larmes et de cris, avec dignité et pudeur. Dimanche 2 mai, sous le crachin d'un jour de brume et de grisaille, des employés municipaux accrochaient du crêpe noir aux drapeaux en berne. Les rares badauds des rues piétonnes pressaient le pas pour éviter micros et caméras. L'heure n'était pas aux grâces de la renommée mais aux mots simples, livrés comme à confesse: «peine», «souffrance», «deuil», «tristesse». Nevers, toute à son chagrin intime, s'était, plus que jamais, blottie contre la Loire. La cité des ducs n'avait pas le cœur à s'afficher, encore moins à s'autoriser un coup d'œil, même furtif, vers le domicile de Pierre Bérégovoy, rue Saint-Martin, à mi-chemin entre l'hôtel de ville et le «Petit Café», le bistrot de quartier où il allait souvent boire un verre en famille.

Alors que le corps de l'ancien premier ministre était attendu dans l'après-midi de lundi, la ville se préparait aux obsèques du 4 mai. A quelques kilomètres de là, de l'autre côté du fleuve, le canal de la Jonction était d'un calme absolu, avec ses berges rectilignes et ses eaux brunâtres, appréciables des plaisanciers et des pêcheurs de gardons. C'est pourtant là, le long d'un chemin de halage où il aimait se promener, que M. Bérégovoy s'était suicidé d'une balle dans la tête, samedi 1^{er} mai, avec l'arme du policier chargé de sa protection.

Une information judiciaire pour «recherche des causes de la mort» a été ouverte par le parquet de Nevers et confiée au juge d'instruction Philippe Vannier. Il s'agit là d'une procédure habituelle en cas de mort non naturelle. Selon le procureur de la République, Dominique Le Bras, le suicide est fait «sans doute».

A 11 h 30, samedi matin, il arrive au palais ducal, l'ancienne résidence des ducs de Nevers, que la municipalité a fait rénovée à la fin des années 80. Comme tous les ans, il a accueilli différentes organisations syndicales et quelques élus locaux à un vin d'honneur. Seules la CFTD et Force ouvrière se sont déplacées. La CQT est absente. Certains de ses militants, quelques dizaines, manifestent devant la préfecture aux côtés d'une centaine de Kurdes, originaires de Turquie et exilés dans la Nièvre. Après s'être adressé très brièvement aux soixante-dix personnes présentes dans les salons du palais, Pierre Bérégovoy discute un moment avec les uns et les autres. Il est vêtu d'un costume gris et d'une chemise blanche. Ce type de réunion n'est jamais d'une folle gaieté mais l'un des syndicalistes confiera tout de même par la suite que l'ancien premier ministre avait prononcé un «discours d'enterrement».

Sur le ton de la plaisanterie

Une trentaine de minutes plus tard, M. Bérégovoy quitte le palais ducal. Il est accompagné de l'un des deux chauffeurs de la ville de Nevers, Jean-François Ragouneau, qu'il connaît depuis dix ans. Son garde du corps est également présent. Il s'agit de Sylvain Lesport, un policier du service des «voyages officiels» du ministère de l'Intérieur. Au total, trois fonctionnaires sont affectés à la surveillance de M. Bérégovoy depuis qu'il n'est plus à la tête du gouvernement: deux à Paris et un seul à Nevers, le brigadier Lesport, quarante-deux ans. M. Bérégovoy apprécie particulièrement ce policier expérimenté, déjà chargé de sa protection

du temps où il était ministre de l'économie.

A ce moment précis de la journée, songe-t-il déjà à mettre fin à ses jours? Selon différents témoignages, dont celui de Didier Boulaud, son directeur du cabinet et homme de confiance, l'ancien premier ministre a discuté à plusieurs reprises, au cours de cette matinée du 1^{er} mai, avec son garde du corps. Il lui aurait même demandé à deux ou trois reprises, sur le ton de la plaisanterie, s'il avait bien son arme sur lui. Le policier ne l'ayant pas, il avait fini par aller la chercher à son domicile. Ces derniers temps, M. Bérégovoy semblait s'intéresser à l'arme de service du fonctionnaire: un revolver de marque «Smith et Wesson» calibre 38, cinq coups, considéré comme le plus petit des gros calibres et surnommé «Bodyguard» («garde du corps»). Les policiers des «voyages officiels» l'affectionnent car il est maniable et discret.

Peu après midi, M. Bérégovoy et son épouse, Gilberte, se rendent à Fongues-les-Bains, petite ville thermalisée à une dizaine de kilomètres de Nevers, pour déjeuner chez la sœur de l'ancien premier ministre. Le chauffeur et le policier sont, semble-t-il, cooptés à ce repas. De retour en ville, en début d'après-midi, M. Bérégovoy demande à être conduit à la gare, sans précéder dans quel but. Il descend de sa voiture, une Renault 25, pénètre dans l'enceinte de la gare et regarde le tableau des horaires de trains pendant quelques minutes avant de revenir vers le véhicule. Interrogés par les enquêteurs, les commerçants seront formels: il n'a rien acheté, ni un journal ni ses petits cigares préférés.

La chronologie exacte des événements entre 15 heures et 16 h 30 n'a pas encore été établie avec certitude mais les enquêteurs savent déjà que M. Bérégovoy s'est rendu à son domicile, résidence des «arcades Saint-Martin», dans le centre de Nevers. Ils indiquent également qu'il est passé, «durant le courant de l'après-midi», au palais ducal tout proche. Le bâtiment étant fermé en ce jour férié, le concierge lui a ouvert les portes et le maire s'est enfoncé pendant une dizaine de minutes dans un bureau mis à sa disposition depuis la rénovation. Ses plus proches conseillers ne parviendront pas à expliquer cette visite dans un bureau qu'il ne fréquentait pratiquement jamais.

Vers 16 h 30, il se rend avec son chauffeur et Sylvain Lesport à proximité du parc Roger-Salengro où il doit assister à une course cycliste amateur, le 6^e Grand Prix de la ville de Nevers, l'épreuve traditionnelle du premier jour de mai. Il reste sur place une trentaine de minutes, le temps de discuter avec diverses personnes. Un bonlangier, veau encourager son fils, confiera qu'il l'avait trouvé «très soucieux et déprimé».

A 17 h 30, la voiture du maire file en direction du terrain de camping municipal, sur l'autre rive de la Loire. M. Bérégovoy est attendu à la «sélective régionale de fond», une compétition de canoë-kayak réservée aux enfants. Le maire s'entretient avec le président du club de canoë, Pierre Mignard, puis se dirige vers sa voiture. Il tente alors de téléphoner à son directeur du cabinet et suppléant, M. Boulaud, qui devait le rejoindre au camping. Or, ce dernier n'étant pas chez lui, Pierre Bérégovoy demande à son garde du corps de l'attendre pendant qu'il retourne au palais ducal avec le chauffeur. Le policier reste donc sur place mais il oublie de prendre son arme dans la boîte à gants du véhicule.

A la sortie du camping, le maire demande au conducteur de prendre

à gauche, en direction de la piscine et du lieu-dit «le Peuplier isolé», du nom d'un vieux arbre qui a été abattu récemment. La voiture longe la Loire, ralentit, s'arrête. L'ancien premier ministre, assis à l'avant, souhaite être seul pour téléphoner. Le chauffeur s'éloigne. Quelques minutes plus tard, sans que Jean-François Ragouneau puisse dire si son patron a effectivement téléphoné ou non, M. Bérégovoy le rappelle. Il veut rentrer à Nevers.

La Renault 25 repart. Mais, quelques instants plus tard, l'ancien premier ministre change de nouveau d'avis. Il souhaite se rendre à Sermoise, la commune voisine. La voiture emprunte la rue de la Jonction puis le petit pont du même nom, enjambant le «canal latéral à la Loire». Pierre Bérégovoy aime cet endroit, surtout par beau temps, comme c'est le cas en ce premier jour de mai. Les berges, propres et bien aménagées, sont bordées de deux colonnades de grands arbres, une sorte de double haie d'honneur pour le canal.

Chemin désert

Pierre Bérégovoy, qui a probablement profité de la halte au «Peuplier isolé» pour s'emparer de l'arme dans la boîte à gants, descend de voiture. Il dit à son chauffeur de le laisser seul un moment et de partir chercher le brigadier Lesport au terrain de camping, à huit cents mètres de là. Jean-François Ragouneau fait demi-tour. M. Bérégovoy commence à marcher au bord de l'eau, en contrebas de la route de Nevers. Il passe devant un court de tennis. Personne ne joue. Le chemin est désert. Sur la gauche, un hangar à bois et un terrain grillagé. Sur l'autre rive, des maisons basses aux volets clos. L'ancien premier ministre s'avance sur le chemin de terre, de plus en plus étroit et ombragé. Parvenu à 200 mètres du pont, il bifurque sur sa gauche, dans les herbes folles, entre les colonnades d'arbres. Il est 18 heures. M. Bérégovoy se tire une balle dans la tête.

Dans la Renault 25, aux côtés du chauffeur qui le conduisit vers le pont de la Jonction et le canal, le brigadier Lesport ouvre la boîte à gants et constate la disparition du «bodyguard». Les deux hommes se précipitent. Ils trouvent rapidement le corps de M. Bérégovoy, allongé sur le dos. L'ancien premier ministre est inconscient mais toujours en vie. Il est 18 h 19. L'un des deux hommes alerte les pompiers. Ceux-ci arrivent très vite sur les lieux du drame de même que les secouristes du SAMU. Les premiers curieux se massent aux abords du pont de la Jonction. Ils ne connaissent pas encore l'identité de la victime. Certains croient que les sauveteurs s'affairaient autour du corps d'une jeune fille, Mathilde Girardeau, disparue une semaine plus tôt dans le même secteur et dont le meurtre présumé sera mis en examen et incrimé le jour même. D'autres racontent qu'il s'agirait du maire d'une petite commune des environs.

M. Bérégovoy est évacué vers le service des urgences du centre hospitalier de Nevers. La nouvelle de sa tentative de suicide fait déjà le tour de cette ville dont il est maire depuis 1983. Une extrême confusion règne alors, aussi bien à Nevers qu'à Paris. C'est ainsi que des informations en provenance de la préfecture de la Nièvre et confirmées par l'Elysée font état, durant quelques dizaines de minutes, du décès de l'ancien premier ministre. Or, M. Bérégovoy est encore vivant. Dans un coma qualifié de «profond» par les médecins, mais encore vivant. Il semblerait, selon

les premières constatations, que la balle ait traversé le crâne de bas en haut. A 21 h 32, tandis que plusieurs centaines de personnes se massent le long des grilles de l'hôpital pour évoquer les raisons éventuelles de ce geste, un hélicoptère rouge de la sécurité civile décolle en direction de l'hôpital parisien du Val-de-Grâce. Pierre Bérégovoy décèdera à bord, à 22 h 15, entre Nevers et Paris.

Dimanche, dans la soirée, le pro-

cureur de la République précisait qu'aucune lettre d'explication n'avait encore été trouvée au domicile de M. Bérégovoy. Une information confirmée à l'hôtel de ville où les collaborateurs du maire avaient vainement fouillé son bureau à la recherche d'un quelconque message. Les différentes communications téléphoniques des heures qui ont précédé le drame devaient être étudiées.

Les auditions du chauffeur et du

policier ont permis de reconstituer les faits mais aucun témoin oculaire ne s'est manifesté (il semble également que personne n'ait entendu la détonation). Les deux hommes, «terriblement affectés» d'après diverses personnes qui les ont cités depuis samedi soir, ont confirmé l'état d'esprit dans lequel se trouvait M. Bérégovoy: selon eux, il avait tendance à «voir les choses en noir».

PHILIPPE BROUSSARD

La tragédie du pouvoir

Suite de la première page

Qui ce voit en effet que, pour la gauche, la défaite est devenue tragédie? A l'humiliation électorale, qu'il avait ressentie au point de s'accuser - est-il besoin de rappeler que le rapport des forces déssaisies se fixe et se fige à l'automne 1991, que ce n'est donc pas sous son gouvernement qu'est intervenue la rupture avec l'opinion? - s'ajoute la violence inouïe d'une mort qui renvoie la gauche à la tragédie maldiction qui semble la poursuivre, qui la rattrape alors qu'elle avait cru lui échapper. Cette maldiction du pouvoir qui va, en 1936, de la mort de Roger Salengro au ralliement de députés socialistes à l'Etat français, qui fait de la gauche au pouvoir un accident, une parenthèse. On croyait la gauche devenue, avec Pierre Bérégovoy, une pratique, une «culture» de gouvernement, installée dans la durée, interrompue certes par l'alternance, mais prête à revenir. Mais comme ce schéma, qui avait si bien fonctionné en 1986-1988, semble loin!

Tout le sens du combat de Pierre Bérégovoy était pourtant là: gérer le pays au mieux de ce que permettait une économie ouverte, dans un monde instable, pour accablant la gauche au pouvoir, et le pays à une gauche qui sache gouverner. Tout comme le sens du combat de la droite était de la discréditer, pour convaincre les Français de faire confiance à ceux qui ont, n'est-ce pas, une vocation «naturelle» à exercer le pouvoir. Sa mort peut prendre ici une signification collective, comme s'il avait voulu laisser une image pure, qui oblige au respect ceux qui en étaient dépourvus, ou qui voulaient en détourner le pays.

La diabolisation de l'adversaire

La droite est-elle allée trop loin? Dans l'exploitation des «affaires», certains - peu nombreux - ont franchi plus qu'allègrement la frontière, parlant de «maïeux» ou de «camora» pour désigner ceux qui, comme Pierre Bérégovoy, entourent le chef de l'Etat. Et revanche, le retour, par le nouveau gouvernement, à un «adict» pour établir un «châli» obéit, hélas, à une figure politique on ne peut plus classique, et d'ailleurs utilisée par la gauche elle-même en 1981. S'aidant d'experts pour donner une vision catastrophiste de l'état du pays, à seule fin d'obtenir de l'opinion quelques dizaines de mandats, d'hier les mesures impopulaires d'aujourd'hui, c'est évidemment de bonne guerre! Les opposants, quels qu'ils soient promettent toujours de «redresser» une situation «grave-

ment» compromise par leurs prédécesseurs.

Sans doute est-il été moralement préférable (mais politiquement difficile) de reconnaître, par la tenue du funérailles du commerce extérieur, de la part de Pierre Bérégovoy, sans doute est-il mieux valu ne pas avoir à attendre que Raymond Barre explique que, si l'on pouvait en effet reprocher à l'ancien premier ministre de ne pas avoir pris, à la rentrée de 1992, les premières mesures en faveur des comptes sociaux, on ne pouvait non plus lui imputer la responsabilité de la paralysie politique qui fut celle des socialistes avant les élections, et qui le privait de toute marge de manœuvre. Mais là n'est pas l'essentiel. La diabolisation de l'adversaire et la caricature de la gestion gouvernementale, on des positions de ses opposants, sont des moyens d'ont personnel, à gauche ou à droite, ne s'est jamais privé. Pierre Bérégovoy, de ce point de vue, savait à quoi s'en tenir. Et c'était pas maniché!

Plutôt que de porter davantage attention à cette mauvaise querelle, mieux vaut tenter d'appréhender la déchirure qui a emporté cet homme sincère, tout entier dévoué à une fonction gouvernementale conquise à force d'obstination au travail, de compétence acquise, et de courage politique.

Il avait, en fait, profondément conscience de concentrer sur sa personne les reproches que la gauche s'est, avant et surtout après la droute, adressés à elle-même: n'était-il pas devenu le symbole de toutes ses évolutions, celles qui la virent passer d'une critique radicale de la société à la préservation de celle-ci, de la priorité sociale au «déficit» du même nom, de la dénonciation de l'argent qui «corrompt» à la glorification du «tapisme», symbole de la décadence de l'argent facile?

Comment ne pas voir, alors, que l'impossibilité où il fut placé, par la révélation du prêt que lui avait consenti Roger-Patrice Peltat, de se prévaloir de son action novatrice contre la corruption, devait l'atteindre au plus profond?

Plus que tout autre, Pierre Bérégovoy ressentait comme une injustice l'incompréhension qui avait fini par prévaloir à son endroit: sensible à la symbolique sociale de son histoire restait, il aurait voulu être celui qui endigue le chômage, quand il lui fallait constater son déferlement; mais il continuait de croire qu'en tenant bon sur la ligne bleue du «franc fort», il préservait mieux l'avenir et l'emploi qu'en cédant aux vieux démons dévaluationnistes. Qui peut dire aujourd'hui ce que sa souffrance devait au

fait de mettre ainsi à mal sa «conscience de classe»?

Enfin voilà un homme que son parcours exemplaire, «républicain» s'il en est - un ajusteur devenu premier ministre - rendait tellement dépendant de la reconnaissance sociale, principalement de celle de «l'establishment»! Qui peut prétendre qu'il n'a pas senti le sol se dérober sous ses pieds au moment où cette reconnaissance a relégué, où il s'est vu accusé de tous les maux, et coulé jusqu'à dans sa qualité de «bon gestionnaire»?

Le traumatisme et ses ondes de choc

Comme toujours, en France, il faut attendre un traumatisme, un drame pour que la société consente à réfléchir et les politiques à agir. Pierre Bérégovoy en a provoqué un dont les ondes de choc sont encore inconnues.

La première concerne la gauche. Elle devra, dans le long parcours de refondation qu'il lui faut entreprendre, méditer sur ce qu'il en coûte de s'être à ce point coulé dans les vieux habits de l'art de gouverner, d'avoir été ainsi plus proche de Créon que d'Antigone.

La seconde concerne la «partitocratie» française, et sa survie. La mort de l'ancien premier ministre arrêtera-t-elle la «Fronde» des juges, expression de cette révolution manichéenne qui oppose le pays contre ses élites politiques? Ou bien celle-ci, comme en Italie, ira-t-elle de l'avant, Pierre Bérégovoy étant alors celui qui annonce d'autres bouleversements? La société politique a peut-être compris la menace, qui a réagi comme si cette mort devait lui permettre de se sanctifier, d'apurer les mauvais comptes du passé, et donc de se prémunir pour l'avenir.

La troisième concerne la société française où la trajectoire de Pierre Bérégovoy symbolisait le refus de la fatalité des origines, l'espoir d'ascension sociale et le rêve d'égalité. Le seul homme d'Etat du mitterrandisme qui fut issu du monde du travail n'a plus supporté l'univers qu'il avait gagné, à mesure qu'il s'éloignait de celui où il était né. Il y a là comme une leçon amère pour tous ceux qui, par delà les vicissitudes de l'histoire, continuent de donner au mot «socialisme» ce sens-là, d'égalité, de fraternité, et d'espérance sociale. Loin d'être un drame individuel, le geste de Pierre Bérégovoy résonne alors comme une alerte collective, un signe sombre en écho au déclin des théories et des pratiques. Comme si, à travers lui, s'exprimait la détresse de tous ceux qui ont rêvé, un jour, d'une «réforme totale de l'ordre social existant», ainsi que l'écrivait en 1946, un jeune intellectuel allemand étudiant les déchirures du capitalisme naissant à travers ces drames privés, les suicides. Il se nommait Karl Marx...

JEAN-MARIE COLOMBANI

LA MORT PIERRE BÉRÉGOVOY

550 من الامم

Le Monde • Mardi 4 mai 1993 3

THE UNIVERSITY OF JORDAN
LIBRARY
SERIALS No. 25786
CLASS.
DATE 26 JAN 1994

La mise en cause dans les « affaires »

D'un délit d'initiés à un prêt sans intérêt

De toutes les « affaires » qui ont marqué la présidence de François Mitterrand, la plus brève restera celle de Pierre Bérégovoy, la plus dramatique, celle qui a été la plus médiatisée, celle qui a été la plus éphémère.

C'est fin janvier dernier que le juge manœuvre Thierry Jean-Pierre, magistrat depuis le printemps 1992, a ouvert une enquête de bien social qui met en évidence des travaux effectués par Bérégovoy dans la propriété solitaire de Roger-Patrice Pelat, remonte la piste du prêt. Le 12 janvier, il avait interrogé Gilbert Simonet, PDG de la Compagnie générale du bâtiment et de construction (CGB), ex-Campenon Bernard Construction, qui sera bientôt le premier inculpé de son dossier. M. Simonet lui affirmait qu'en échange de l'intervention de Roger-Patrice Pelat pour l'obtention d'un marché en Corée du Nord, il avait assuré le financement de 20 millions de francs de travaux, imputés sur

d'autres chantiers de CBC par un système de fausses factures.

Deux semaines après cette audition, le magistrat menait une à Paris une enquête approfondie sur l'histoire du prêt sans intérêt accordé par Roger-Patrice Pelat à Pierre Bérégovoy, qui a contribué à l'obtention de la commande de la base aérienne de Toulon, en effet un feuillet éphémère.

Le 31 décembre 1992. Un prêt entre amis, sans contre-partie, devait immédiatement déclarer le premier ministre, affirmant l'avoir remboursé intégralement à la veuve de Roger-Patrice Pelat. C'était tout le problème : à l'évidence, le juge d'instruction et le procureur de la République se demandaient s'il ne s'agissait pas d'un don, masqué en prêt. Dès le 1^{er} février, M. Bot avait demandé au juge de rechercher la trace de remboursements éventuels sur les comptes de Roger-Patrice Pelat et de s'assurer que le prêt figurait sur la déclaration successorale établie après son décès.

L'épreuve du procès Pechiney

Aucun remboursement, aucune mention, répondait immédiatement la Section de recherches parisiennes de la gendarmerie nationale. Puis, que la somme était théoriquement toujours due par l'emprunteur, les héritiers Pelat auraient donc dissimulé à l'administration fiscale un actif de 1 million de francs.

Entendus le 2 février, les deux fils Pelat, Olivier et Patrice, confirmaient que le fisc s'en était ému courant 1992, après avoir retrouvé tardivement trace de la reconnaissance de dette. Ils précisèrent que, jusqu'à cette réclamation de l'administration fiscale, ils ne connaissaient pas l'existence de ce prêt. Ils affirmèrent que le remboursement avait eu lieu pour moitié avant le décès de leur père en 1989, mais sous forme de « meubles et de livres anciens », ce dont témoignait une attestation de leur mère établie trois ans plus tard, en 1992. Ils ajoutèrent que l'autre moitié avait été remboursée par un chèque de 500 000 francs, fin 1992, soit après que le fisc se fut manifesté. Interrogé par le monde le 3 février au matin, Pierre Bérégovoy confirmait les déclarations des fils Pelat, en se refusant toutefois à les préciser ou à produire des documents écrits.

Ayant demandé, dès le 3 février, communication du dossier du juge Jean-Pierre, la chancellerie faisait connaître, le 15 février, ses instructions au procureur de la République, lui enjoignant de faire cesser l'application en l'absence de tout écrit le

magistrat instructeur à ne pas aller au-delà de sa saisine originelle, « ceux d'entre eux qui ne peuvent pas prouver qu'ils ont remboursé intégralement le prêt, se voient infliger une sanction disciplinaire d'infraction ». M. Jean-Pierre répliquait par une longue lettre au premier président de la cour d'appel d'Angers, dans laquelle il demandait l'autorisation de se récusier, évoquant clairement l'hypothèse que le prêt fut « en tout ou partie une libéralité » et se demandant s'il y avait eu « une contrepartie à celle-ci ». Le 19 février, la cour d'appel rejetait la requête du juge Jean-Pierre, qui, désormais, limitait ses investigations au monde du bâtiment et des travaux publics.

Toutefois, dans l'esprit de Pierre Bérégovoy, l'affaire du prêt continuait d'autant plus à faire sentir son poids que le seul nom de Roger-Patrice Pelat lui rappelait l'affaire Pechiney qui, loin d'être derrière lui, se présentait comme une épreuve à venir. L'homme d'affaires, ami intime du président de la République, avait été l'un des principaux initiés lors du rachat,

E. P.

Les mots et la mort

par Edwy Plenel

LES mots ne sont jamais innocents. Comptables des actes qu'ils inspirent ou provoquent, ils ne sauraient être irresponsables. Aucun de ceux qui ont écrit de la mort n'ignore : il arrive que les mots écorchent, meurtrissent ou blessent, même par inadvertance, même quand leur auteur s'est cru précautionneux. Mais peuvent-ils tuer ? Ne serait-ce qu'en théorie, tout journaliste auquel est confiée une enquête délicate doit, un jour ou l'autre, affronter cette question.

En refusant de « s'en tenir aux apparences », en recherchant l'envers des choses et les sources des pouvoirs, le journaliste s'expose à être en pays inconnus. Il aura beau suivre scrupuleusement les règles professionnelles et les préceptes déontologiques, vérifier et recouper ses informations, donner la parole aux protagonistes, il ne peut jamais exclure d'être le grain de sable qui dégradera un édifice instable, ou une pierre d'angle qui se transforme en faïence indigne en gouffre dépressif. Il a beau savoir qu'un suicide n'est réductible à une cause unique, être convaincu que cet acte de suprême liberté laisse toujours les vivants prisonniers de son énigme, il sait par avance qu'il n'échappera pas à l'examen de conscience face à la mort volontaire d'un homme mis en cause sous sa plume.

ment de ce prêt - pour moitié en mandats et livraisons, pour moitié par chèque - restèrent vagues et non assorties de documents écrits.

Six articles ont été consacrés dans nos colonnes à cette affaire durant deux semaines entre le 4 et le 18 février. Un ultime entretien, le 23 février, pour signaler que le juge Thierry Jean-Pierre, qui était à l'origine de la découverte de ce prêt, était invité à poursuivre son enquête sans s'intéresser plus à cette question. Depuis, aucun des « initiés », aucune curiosité médiatique ne sont venus relancer ce dossier qui, pour la justice comme pour la presse, était clos.

Tel n'était pas le sentiment de Pierre Bérégovoy qui l'on savait profondément atteint, sans pour autant que l'on prenne la mesure de la dépression qui était la conduite au suicide, plus de deux mois après. Sans, non plus, savoir ce que l'on a appris depuis samedi et dont la presse n'avait soufflé mot : que l'éventualité d'être cité comme témoin par l'un des prévenus, lors du procès de l'affaire Pechiney fixé au 2 juin, aggravait son désarroi.

Il avait apporté la preuve. L'histoire dira si Robert Boulin n'avait commis aucune faute dans l'affaire pour laquelle il était mis en cause. La vérité oblige à reconnaître que, face aux attaques dont il était l'objet, il avait présenté ce que le monde appelait une « défense maladroite ». M. Ester avait su garder la mesure des drames ; pour Salengro, baptisé « Genséolo » par des plumes haineuses qui finirent tous dans la collaboration avec l'occupant, les mots avaient tué, en effet.

C'est peut-être l'attitude de la mémoire de Pierre Bérégovoy, que de refuser, aujourd'hui comme hier, un parallèle anachronique qui, en désignant la presse en tant que coupable, évite de prendre toute la mesure du geste de l'ancien premier ministre. Depuis Emile Durkheim, on sait que, au-delà de sa singularité, tout suicide interpelle dans son énigme la société et, par conséquent, tous ses membres. Une société qui en est pas suffisamment prévenue aux individus, insiste le père de la sociologie française ; et un suicide qui qualifie d'« anomalie » quand c'est eux passionnés proprement individuelles que la société marque, les laissant ainsi sans frein qui les règle.

une réforme de la protection sociale. Même son réajustement tarif, avant les législatives de mars 1993, au partage du travail, s'apparente à un retour aux sources, au plaidoyer qu'il faisait en 1983 pour une réduction de la durée du travail adaptée aux conditions de chaque entreprise.

Rigoureux mais pragmatique, Pierre Bérégovoy s'est ainsi efforcé de mener une politique cohérente pour « réconcilier l'économie et le social », même si son action a souvent semblé privilégier le premier terme du contrat. Il était, adepte d'une « croissance sociale » qui définit ainsi, « l'effort, l'engagement, la recherche des équilibres que nous accomplissons sont les bases sur lesquelles nous pouvons retrouver le chemin de la croissance et par conséquent remporter la victoire sur le front du chômage ».

Au lendemain du suicide de Pierre Bérégovoy, les médias sont ainsi pris à partie. A entendre ce qu'il se dit ici et là, leur traitement de l'affaire du prêt sans intérêt de 1 million de francs que lui avait consenti, en 1986, l'homme d'affaires Roger-Patrice Pelat, ami intime du président de la République, aurait relevé d'une campagne prolongée de colonnes et de fausses nouvelles.

Une querelle déontologique

Les faits eux-mêmes n'étaient pas discutables, ni discutés puisque confirmés par celui qui était alors premier ministre. Le débat portait sur leur signification et leur portée. Pierre Bérégovoy estimait qu'il s'agissait d'un acte privé qui ne concernait pas son activité d'homme public. Lui-même et son gouvernement ayant mis un point d'honneur à défendre et à imposer la transparence du patrimoine des élus et des ministres, il était permis de penser le contraire. La querelle était d'ordre déontologique, recouvrant la question si longtemps taboue des rapports du pouvoir et de l'argent, trop souvent perçus de façon malicieuse dans la culture française.

De fait, la commission de prévention de la corruption - que Pierre Bérégovoy avait eu l'audace d'investir des nominations à Maignon - avait fait figurer « les prêts d'argent, les avances, les garanties ou cautions » parmi les questions auxquelles des administrations publiques et des entreprises devaient apporter « des réponses claires et aussi honnêtes que possible ». Or celles que, en l'occurrence, Pierre Bérégovoy et les héritiers de Roger-Patrice Pelat apportèrent sur le rembourse-

L'anomalie du socialisme

Ce rappel des faits ne saurait cependant suffire à rendre quitte de la question abrupte que posait, dès 1980, un contraire, Patrick Boyer, en titre d'un essai décapant sur les pouvoirs journalistiques français et américains : Les journalistes sont-ils des assassins ? Quelques voix proches de l'Elysée s'empressent aujourd'hui, avec plus ou moins de précautions, de répondre par l'affirmative. Les précédents de Robert Boulin et de Roger Salengro sont avancés dans des comparaisons qui, pour équilibrées qu'elles soient, n'en sont pas forcément pertinentes. Au lendemain du suicide, en 1979, du ministre du travail du gouvernement Raymond Barre, Pierre Mauroy jugeait « inacceptable » la mise en cause de la presse, déclarant : « Dès qu'on accepte d'être un homme public, je crois qu'on doit accepter une transparence totale en ce qui concerne sa situation matérielle, et que, par conséquent, les journalistes puissent en parler, puissent révéler un certain nombre de faits, dès lors qu'ils sont exacts. » Et le maître de Lille, lointain successeur dans cette fonction de Roger Salengro, ajoutait que cette « transparence » constituait « le service de ceux qui acceptent des mandats publics ».

Le rapprochement ayant été fait, comme aujourd'hui, par quelques gouvernements de l'époque, Claude Estier alors directeur de l'Observatoire du PS, l'Union, avait fermement récusé tout analogisme entre le sort de Robert Boulin et celui de Roger Salengro : « Le ministre socialiste de l'Intérieur du gouvernement du Front populaire n'était pas impliqué dans une affaire immobilière. Il n'avait moralement pas résisté à une campagne de colonie du journal d'extrême droite Gringore, l'accusant d'avoir été déserteur en 1915, ce qui était un mensonge

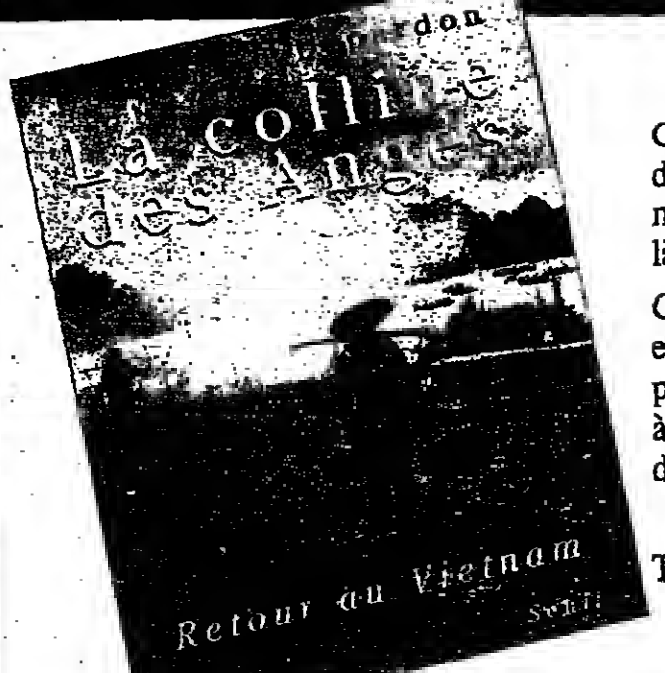
La philosophie sociale de Pierre Bérégovoy, il la défendait pleinement lorsqu'il était ministre des affaires sociales, de juillet 1982 à juillet 1984. Il n'est pas de bonne politique économique sans justice sociale, écrivait-il dans le Monde du 14 décembre 1983. Il n'est pas de justice sociale sans une économie compétitive et dynamique. Celui qui, en 1982, comme secrétaire général de la présidence de la République, avait pourtant conseillé à François Mitterrand de compenser l'augmentation de la réduction de la durée du travail (trente-neuf heures payées quarante) s'est ainsi rapidement donné une image de rigueur tant économique que sociale.

Rompant avec la politique jugée dépendante de son prédécesseur - Nicole Questiaux -, Pierre Bérégovoy apparaît très vite comme le ministre

L'image d'un père la rigueur

Comme ministre de l'économie et comme premier ministre, Pierre Bérégovoy a laissé l'image d'un père la rigueur réticent à donner des coups de pouce au SMIC et caressant l'idée de favoriser la création d'un SMIC jeunes - un SMIC trop colossaux soupçonné de dévaloriser le chômage des jeunes non qualifiés - mais il était pourtant loin d'être hostile aux réformes sociales. Il restera comme l'homme qui a mis en œuvre la retraite à soixante ans, qui a rétabli l'élection des administrateurs de la sécurité sociale, sans toutefois établir la véritable parité entre hommes et femmes, et qui a ouvert des pistes, avec un Livre blanc et un premier débat sur le budget social à l'Assemblée nationale en 1983, pour

Guillebaud / Depardon



Guillebaud et Depardon ont sorti un récit à deux voix, superbe, où leur propre passé se mêle au présent du Vietnam. L'émotion est là...

Julia Ficalet / La Croix

C'est l'aller-retour, ébahi ou navré, entre hier et aujourd'hui, entre le communisme triomphant et le capitalisme omniprésent, qui donne à ces choses vues une poignante profondeur de champ et de temps.

Régis Debray / Le Nouvel Observateur

Toute la force du témoignage authentique.

Anne Robin / VSD

Editions du Seuil

par Thierry Bréhier
et Patrick Jarreau

l'année suivante, en 1942, à la SNCF, il y avait participé à la Résistance, puis, en 1944, en tant que chef de la Force armée de l'intérieur, fait le coup de feu pour libérer Elbeuf. Il avait côtoyé les communistes, mais n'avait pas été tenté de les rejoindre. Le passé de son père, officier dans les armées blanches en Ukraine, l'influence d'un instituteur anarchiste, son père, un anabaptiste, avaient peut-être pesé pour détourner le jeune cheminot du PCF et l'inciter à entrer au Parti socialiste de l'époque, la SFIO.

Celle-ci dispute alors aux communistes le contrôle d'un secteur public que le programme du Conseil national

Les négociations avec le PCF

Soutenant Gaston Defferre et Pierre Mendès France à l'élection présidentielle de 1969, parce qu'il veut éviter que le PCF ne parvienne à placer son candidat, Jacques Duclos, au 1^{er} et à devenir ainsi hégémonique à gauche, Pierre Bérégovoy adhère au congrès d'Alfortville, en mai, derrière Alain Savary, au Nouveau parti socialiste, qui prend la place de la SFIO, mais

En 1950, il est élu au Gaz de France, dont le directeur régional est un sympathisant de la SFIO. Numéro deux de la fédération de Seine-Maritime, directeur de l'hebdomadaire du parti, la *République de Normandie*, Pierre Bérégovoy est désigné comme tête de liste pour les élections législatives de janvier 1956, où les socialistes ne peuvent espérer remporter qu'un siège. La direction nationale lui préfère Tony Laroche, le maire de Grand-Quevilly, celui-là même qui, en 1957, laissera son siège à l'adversaire d'un autre futur premier ministre, Laurent Fabius. Pierre Bérégovoy décide de quitter Rouen pour Paris et d'y tenter l'expérience, parallèle, des échelons de l'encadrement de GDF et de ceux de la carrière politique.

**Collaborateur
de Pierre Mendes France**

En 1958, il participe à la scission de la SFIO, qui éloigne de la « gauche » le ministre de l'Agriculture Guy Mollet, hostiles surtout à sa politique algérienne. Pierre Bérégovoy est, avec Michel Rocard, Edouard Depeux, François Tangry-Prigent, de ceux qui fondent le Parti socialiste nouveau, qui s'oppose au Rocard avec d'autres communistes, dont celui de Jean Popereen, ex-communiste, pour fonder, en 1960, le Parti socialiste unifié (PSU). Il devient alors un collaborateur de Pierre Mendès France, dont on ne peut pas dire qu'il devienne un spécialiste des questions sociales, il découvre, auprès de l'ancien président du conseil, le monde des dirigeants politiques parisiens. « Il m'a donné sa confiance et, *ex aequo*, cela m'a permis de faire partie du monde de la SFIO », dit-il.

Le 17 février 1969, il est élu député.

Membre du bureau du secrétariat national du PSU, Pierre Bérégovoy est partisan de l'union avec les communistes. En juin 1965, alors que Gaston Defferre a lancé son projet de « grande Fédération » avec l'objectif centralisé de conduire à la victoire présidentielle contre le général de Gaulle, il pourfend le maître de Marseille, devant le congrès du PSU, en ces termes : « Gaston Defferre et son « brain trust » ont renoncé à une expérience qui leur a coûté cher, à la faveur de changements, qui ne veulent rien changer à la société. » Deux ans plus tard, les relations avec le PCF deviennent si spécialisées nant que les dossiers sociaux. Représentant le PS au comité de liaison des partis signataires du programme commun, le PCF et radicaux de gauche, il participe à l'élaboration de la stratégie des socialistes, après des élections partielles favorables aux socialistes, à l'automne de 1974, déclenchent contre leurs alliés, accusés de mollesse dans la défense de l'union de la gauche.

Après l'échoué, une fois encore, aux élections législatives de 1975, le 18 juin, en mars 1977, Pierre Bérégovoy se prépare à affronter

L'image de rigueur acquise aux affaires sociales est transférée rue de Rivoli: il est, et il restera, le seul ministre des finances de la V^e République à n'avoir pas dévalué le franc. Cette fameuse culture de gouvernement, cette démonstration de leur capacité à gérer, qui leur permettra une défaite honorable en 1986, les socialistes la doivent pour beaucoup à Pierre Bérégovoy. Ses «camarades» ne lui en savent pas gré, et le maintiendront à la marge de l'appareil dirigeant du PS.

Alors que Michel Rocard dispute à François Mitterrand la candidature à l'élection présidentielle de 1981, Pierre Bérégovoy a clairement choisi son camp. Il est, pour lui, le candidat de la gauche.

**La découverte
du pouvoir.**

La solitude après l'échec

[illegible]

PIERRE BÉRÉGOVOY

Des précédents

Deux ministres de la République se sont suicidés : Robert Salengro, en 1936 ; Robert Boulin, en 1979. Un ancien ministre s'est suicidé quelques années après avoir quitté ses fonctions : Louis de Guiringaud, en 1982. Un élu socialiste s'est suicidé après avoir été mis en cause dans une affaire : Yves Laurent, en 1991.

■ **Roger Salengro**, ministre de l'intérieur du Front populaire. Né en 1890, militant socialiste, le SPQ lors du congrès de Tours, en 1920. Maire de Lille en 1923, député du Nord en 1928, il devint, après la victoire du Front populaire en 1936, ministre de l'intérieur dans le cabinet Léon Blum, où il joua un rôle décisif dans la conclusion des Accords Matignon. Ayant signé, en juin 1936, les décrets portant dissolution de plusieurs « ligues fascistes », dont notamment les Croix de feu, il fut dès lors une cible privilégiée de l'extrême droite.

Celle-ci l'accusa d'avoir déserté au front, en 1915, et d'avoir collaboré avec l'ennemi. La vérité était que Roger Salengro avait eu l'autorisation de son lieutenant d'aller chercher, en avant des lignes, le cadavre d'un de ses amis avec qui il avait échangé le serment que le survivant veillerait sur le défunt. Fait prisonnier, il avait dû affronter trois années de guerre allemande, n'avait cessé de se révolter contre les conditions de détention et était revenu de captivité, en 1919, ne pesant plus que 42 kilos. Malgré son acquittement lors d'un jugement rendu par contumace devant le conseil de guerre, en janvier 1916, la presse d'extrême droite, relayée par celle de droite, ne cessa durant l'été 1936 de broder sur le thème de sa « trahison ».

Le 13 novembre 1936, au terme d'un débat à la Chambre, salengro, sobriquet-trope, député, fut un député de droite sur trois, refusant de se soumettre à une condamnation de cette campagne de calomnies. Mais son vote ne réparait pas le mal fait. A bout de forces physiques, épuisé par sa charge de travail, moralement atteint, déprimé par la mort de son épouse, dix-huit mois plus tôt, Roger Salengro rejoignit Lille le lendemain du vote de la Chambre qui l'innocentait. Le 17 novembre 1936 au soir, il boucha les issues de son appartement où il vivait seul, ouvrit le robinet du gaz et s'assit dans sa cuisine, où sa femme de ménage le trouva mort, le lendemain. Dans une lettre à Léon Blum, il clamaient une dernière fois son innocence : « Si je n'ai pu réussir à me déshonorer, du moins porteront-ils la responsabilité de ma mort, car je ne suis ni un déserteur, ni un traître. Mon parti aura été ma vie et ma joie ».

■ **Ayméric Simon-Lorière**, député RPR du Var. — Benjamin de l'Assemblée nationale lorsqu'il avait été élu en 1973 député UDR du Var, à l'âge de vingt-neuf ans, Ayméric Simon-Lorière est aussi maire de Sainte-Maxime et conseiller général lorsqu'il est gravement blessé, le 15 décembre 1976, dans un accident de la route. Après plus d'un mois d'hospitalisation, encore handicapé, il reprend ses activités et, en 1977, brigue le maire de Toulon, avec l'étiquette RPR, contre le maire sortant, Maurice Arredon, qui soutient les républicains indépendants. Il est battu après une campagne émaillée de coups bas, de sondages déshonorés et d'injure dont il est l'objet ainsi que son épouse. Deux jours après être entré au comité central du RPR, il se donne la mort de deux balles de revolver, le 21 avril 1977.

■ **Robert Boulin**, ministre de la santé du gouvernement Barre. — Membre important et influent du RPR, Robert Boulin était ministre du travail et de la participation dans le gouvernement de Raymond Barre, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. En 1979, à cinquante-neuf ans, son nom était avancé comme l'un des possibles successeurs de M. Barre au poste de premier ministre. Jusqu'à ce qu'on le retrouve mort, le 30 octobre 1979, à 8 h 30, dans les eaux d'un étang de la forêt de Rambouillet. Le 7 novembre, l'enquête conclut à un suicide. Au cours des semaines précédant sa mort, il avait été mis en cause par plusieurs organes de presse à propos d'une opération immobilière douteuse sur des terrains situés sur la commune de Ramatuelle (Var). Bien que n'étant pas inculpé, il se trouvait, en tant que propriétaire d'un terrain acquis en 1974, au cœur d'un imbroglio juridico-immobilier avec d'autres personnes, notamment un homme d'affaires de ses amis, Henri Tournet.

Vingt-quatre heures après sa mort, plusieurs organes de presse recevaient par le poste des lettres de Robert Boulin dans lesquelles, au dernier, expliquant son suicide, portait de graves accusations contre Henri Tournet, contre le jeune juge chargé du dossier de Ramatuelle, un certain Renaud Van Rymswyk, et contre quelques-uns de ses amis politiques, notamment son collègue au gouvernement et au RPR Alain Peyrefitte, alors garde des sceaux, qu'il soupçonnait de violations du secret de l'instruction. Ces diverses accusations devaient provoquer une vive agitation et une large polémique dans les milieux politiques et dans la presse. En novembre 1980, Henri Tournet, en fuite et réfugié aux Baléares, était condamné par contumace à quinze ans de réclusion par la cour d'appel de la Manche pour faux en écritures publiques.

En 1983, la famille Boulin, remettant en cause de manière spectaculaire la thèse du suicide, déposait plainte contre X pour homicide volontaire. En septembre 1991, douze ans après la mort de l'ancien ministre, un juge d'instruction rendit un non-lieu et la famille faisait appel. Le 15 septembre 1992, la chambre criminelle de la Cour de cassation a définitivement clos l'affaire en déclarant irrecevable l'acte de poursuite de la famille.

■ **Louis de Guiringaud**, ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement Barre. — Diplômé de carrière, Louis de Guiringaud était représentant de la France à l'ONU depuis 1972 quand il est nommé ministre des affaires étrangères dans le gouvernement de Raymond Barre, le 27 août 1978. Le 28 novembre 1978, il quittait sans bruit le gouvernement à la demande du président de la République et prenait sa retraite. Dépressif depuis plusieurs mois, il mit fin à ses jours près de quatre ans plus tard, le 15 avril 1982, à l'âge de soixante et onze ans.

■ **Yves Laurent**, maire socialiste de Saint-Sébastien-sur-Loire. — Militant socialiste, conseiller général et chargé de mission auprès du ministre de la ville, Yves Laurent était maire de Saint-Sébastien-sur-Loire (Loire-Atlantique) depuis 1983. Le 13 septembre 1991, à l'âge de trente-neuf ans, il mit fin à ses jours dans sa voiture, face à l'océan Atlantique, expliquant dans une lettre qu'il n'avait pu supporter la « déshonneur » d'être mis en cause dans un article de l'*Evening* du jeudi rapportant les accusations de René Trager, industriel nantais ayant contribué au financement du PS.

L'état dépressif, un retour vers le passé

De la même manière qu'il est parfois dangereux d'arrêter trop brutalement de fumer ou de se droguer, l'arrêt brutal de l'exercice du pouvoir peut avoir des conséquences imprévisibles. Le professeur Jean Bernard, qui, au cours de sa longue carrière, fut appelé à maintes reprises au chevet de quelques-uns des grands de ce monde, a été à plusieurs reprises interrogé sur ce qui se passe au moment de la retraite des hommes d'Etat. « L'état dépressif est alors évident, écrit-il (1). Il peut devenir dramatique pour certains dirigeants ».

Selon plusieurs témoignages, Pierre Bérégovoy était effectivement déprimé depuis son départ de l'hôtel Matignon. Cet état dépressif était apparu, selon certains proches, avant même la défaite du Parti socialiste aux élections législatives, au moment où il fut mis en cause dans l'affaire du prêt sans intérêt de Roger-Patrice Pelat. Quel que soit le moment où se soit produite cette dépression, on ne peut qu'être frappé aujourd'hui par l'isolement dans lequel, progressivement, s'était réfugié M. Bérégovoy.

Visiblement, lui qui, en dépit de ses origines modestes, avait été si fier de parcourir au plus haut niveau de l'Etat, n'arrivait plus à retrouver goût à la vie. Dans l'homme qu'il a rendu à son vieil ami, Pierre Mauroy, lui aussi ancien premier ministre, a bien décrit cette « décompression » qui suit un passage à l'hôtel Matignon.

cet état d'extrême fragilité dans lequel se trouve alors celui qui a goûté au poison grisant du pouvoir.

Si certains hommes d'Etat arrivent sans trop de difficultés à surmonter pareil changement de vie, d'autres, pour peu qu'ils aient quitté le pouvoir à la suite d'un échec cuisant, et qu'il s'ensuive l'apparition d'une dépression, n'y parviennent pas. Pour eux, le temps n'est plus le même. Ainsi que l'explique le professeur Daniel Widlocher dans son ouvrage *Logiques de la dépression* (2), la dépression est une maladie du temps. « Le malade n'a plus conscience d'un avenir qui viendrait à sa rencontre. (...) Il se sent fuir vers le passé, attiré vers lui ».

Ce passé, Pierre Bérégovoy ne le reniait pas, bien au contraire. Il en était fier et, en quelque sorte, le revendiquait. Mais peut-être ne supportait-il pas de ne pouvoir en sortir au regard des autres, fussent-ils ses proches, et d'être toujours considéré, en définitive, comme un éternel ancien ajusteur. Après son passage à l'hôtel Matignon, paré de son titre d'ancien premier ministre,

il acceptait mal de voir resurgir en lui une conscience de classe qu'il pensait avoir à jamais surmontée.

An dire de ses proches, il était triste, parfois plongé dans une espèce d'isolement mélancolique d'autant plus importante qu'il avait à la fois le sentiment d'être victime d'une injustice, s'agissant de son bilan politique, et qu'il n'avait plus cette existence trépidante de Matignon pour l'euphoriser. Comment, en outre, ne pas rapprocher cette confiance qu'il avait faite il y a quelques jours à Jean Glavany — « Nous avons été trop gestionnaire, pas assez social » — du désenchantement d'un idéal, caractéristique de la mélancolie ?

Encore une fois, toutes ces considérations ne valent certainement pas explications et sans doute ne connaîtrons-nous jamais la ou les raisons qui ont poussé M. Bérégovoy à accomplir ce geste ultime. Homme du peuple et « Pinay de gauche », sans doute cette dualité lui était-elle parfois difficile à vivre. Ayant l'impression d'avoir perdu tout contrôle sur les événements, le suicide lui était-il apparu comme le seul acte lui permettant de reprendre sa revanche sur une situation qu'il vivait comme atroce et injuste, en adressant un message de déresse que personne, sinon, ne voulait entendre ?

Le suicide de M. Bérégovoy rappelle en tout cas quelle situation psychologiquement difficile peut engendrer la mise à la retraite de certains dirigeants, non seulement

politiques, mais aussi militaires, chefs d'entreprise, etc. A ce propos, le professeur Jean Bernard envisageait des pistes de recherches originales, se demandant si l'accession au pouvoir, qui constitue un événement exceptionnel dans la vie d'un homme, est capable de modifier toutes sortes de sélections, en particulier hormonales. Il se demandait si la connaissance de cette nouvelle situation physiologique, qui peut être déterminée par des sélections que nous connaissons mal, ne permettrait pas de « mieux comprendre ce qui se passe chez beaucoup au moment de la retraite ». Et ainsi de tenter de prévenir, moyennant une prise en charge médicale ou psychologique adaptée, le risque de dépression et de suicide.

D'une manière générale, le suicide de Pierre Bérégovoy est l'occasion de rappeler à quel point est inquiétante, en France, l'évolution du nombre de suicides (ce nombre a augmenté de 55,6 % entre 1968 et 1983). Depuis 1982, le nombre annuel de suicides dépasse celui des accidents de la route. Aujourd'hui, le suicide représente 2,3 % de l'ensemble du nombre des décès survenus chaque année en France.

FRANCK NOUCH

(1) Dans *Ces nouveaux malades qui nous gouvernent*, de Pierre Accot et du docteur Pierre Rentchick (Editions Stock).

(2) Editions Fayard (collection « Le temps des sciences »).

Vos données sont un filon que nous vous aidons à exploiter.



Aujourd'hui, l'entreprise la plus compétitive est celle qui est la mieux informée sur ses clients. Pourtant, plus votre entreprise est grande, plus il vous est difficile d'analyser les montages de données transactionnelles brutes qu'elle recueille chaque jour mais n'exploite pas toujours au mieux.

Avec NCR, il est maintenant possible d'exploiter le filon que représentent vos données. Imaginez, par exemple, le bénéfice que réaliserait un hypermarché en décrivant une augmentation soudaine des ventes sur un article, juste à temps pour effectuer un

réassort. Ou une compagnie de transport ferroviaire capable de gérer l'ensemble du trafic voyageurs pour optimiser les tarifs et le mode de remplissage des trains et mieux répondre ainsi à l'attente des voyageurs.

Nos systèmes ont le pouvoir d'extraire de vos données ce qui est vital pour votre entreprise : grâce au traitement massivement parallèle. Une centaine de processeurs Intel 486 exploitent simultanément une centaine de parties différentes de la base de données et trouvent en quelques secondes la réponse que vous cherchez. S'il se produit un changement significatif

dans le volume des transactions traitées, dans le niveau des stocks, ou dans le comportement des clients, vous en êtes le premier informé. Et vous pouvez agir en conséquence.

Nos systèmes ont simplement prouvé leur supériorité dans de nombreuses entreprises pour lesquelles l'information est vitale : compagnies aériennes, banques et sociétés de crédit, compagnies d'assurances ou chaînes d'hypermarchés. Nous en sommes à notre quatrième génération de systèmes, avec dix ans d'expérience dans l'application du traitement massivement parallèle à

l'informaticque de gestion. Mais ce n'est qu'une des facettes de nos compétences.

La fusion d'AT&T et de NCR a donné naissance à un groupe spécialisé dans les systèmes d'information d'un nouveau type. Elle vous offre les technologies dont les entreprises d'aujourd'hui ont besoin pour les accompagner dans le prochain millénaire. Pour tout renseignement complémentaire, contactez NCR, Nathalie Beaumont, tél. 49.03.27.75.



La libre-informaticque® Pour maîtriser le changement.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

MAI 1993

SPECIAL EXAMENS

Le dernier état du monde et de la France

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

Le suicide d'un juste

DANIEL SCHNEIDERMAN

La première victime d'une nouvelle culture

O :
7.700 F
Voyacilurs
M. F. J. N.
42 86.16 16
US VRAI

POLITIQUE

A l'occasion du défilé du 1^{er} mai du Front national

M. Le Pen présente son parti comme « la seule opposition honorable » au gouvernement

Après avoir été reçu, le 30 avril, par Edouard Balladur à l'hôtel Matignon (le Monde daté 2-3 mai), Jean-Marie Le Pen a participé, samedi 1^{er} mai à Paris, au défilé annuel du Front national, au terme duquel il a prononcé un discours évoquant longuement l'immigration. Le lendemain, le parti d'extrême droite a tenu une convention nationale consacrée aux prochaines consultations électorales. Tout en se montrant conciliant à l'égard du premier ministre, le président du Front national s'est présenté, en ces différentes occasions, comme le représentant de « la seule opposition honorable » face au gouvernement.

Avant que les membres du bureau politique et les nomades de « la flamme d'honneur » ne prennent place, derrière lui, sur la tribune, s'est défilé une quarantaine de sièges vides ceints d'une écharpe tricolore que Jean-Marie Le Pen s'est présenté à la foule massée, samedi 1^{er} mai, sur la place du Palais-Royal à Paris, lieu d'arrivée du cortège annuel du Front national en l'honneur de Jeanne d'Arc et des « travailleurs nationaux ». Ces fauteuils symbolisaient le mode de scrutin « unique » qui écarte, malgré leurs 3 millions de voix aux législatives, les représentants du lep-

nisme de l'Assemblée nationale. A la proportionnelle intégrale, l'extrême droite aurait eu soixante-quatre députés.

Après avoir « trop brièvement » raconté la saga de cette « vraie jeune fille » que fut la pucelle d'Orléans, M. Le Pen a longuement expliqué que « la principale cause du chômage en France est constituée par la surcharge de jour en jour plus écrasante de l'immigration étrangère, qu'elle soit légale ou sauvage ».

En campagne « permanente »

Selon lui, cette immigration est une « invasion », notamment des « concentrations urbaines s'élevant en ghettos, puis en véritables villes étrangères, noyées ethniques et religieuses échappant à la loi commune », qui donnent naissance à « un style de vie asocial comparable à celui des banlieues américaines de Harlem et de Los Angeles et branchée sur la culture raciste et révoltée du rap ». « Il y a en France, a-t-il dit, des milliers de métastases de ce type, risquant de créer partout des phénomènes d'affrontement ethnique et social analogues à ceux qui ont assailli le Liban et récemment, au Liban, l'ex-Yugoslavie. Il se constitue dans notre pays une véritable zone occupée, dans laquelle les citoyens français se voient privés d'un certain nombre de leurs droits essentiels, touchant à leur liberté et à leur sécurité, ce qui est proprement intolérable ».

L'insécurité qui règne dans nos villes et dans nos banlieues, et qui provoque un véritable phénomène

d'épuration ethnique des Français de souche, n'est qu'une conséquence et non une cause », a affirmé M. Le Pen, en prénotant un « changement radical de la politique d'immigration », fondé sur la « préférence nationale ». « Je le dis calmement, mais fermement, a continué le président du Front national, ce ne sont pas les quelques mesures, pour l'instant purement symboliques et, au demeurant, positives, qui suffiront, loin de là. »

« Sans faire un procès d'intention au premier ministre, il n'est pas interdit d'essayer de situer l'axe de la politique qu'il va mener, a-t-il déclaré. La composition de son gouvernement, ses déclarations et celles de certains de ses ministres le situent, évidemment, au centre-gauche, pas très loin des gouvernements socialistes recrutés dans les délices et les poisons de la Capoue capitaliste. Ses choix d'ores et déjà, nous assignent notre place, hors du Parlement, mais évidemment dans l'opposition, on peut même dire la seule opposition honorable : l'opposition nationale ».

« Nous ne ferons rien qui puisse aggraver la situation de notre pays, a souligné M. Le Pen, mais nous n'avons pas, pour autant, l'intention de nous taire ni de nous résigner. »

Dénouant la « loi stupide et scélérates », qui ne procure aucun député au Front national, le chef de file de l'extrême droite a affirmé qu'il exerce, « comme le fit Jeanne d'Arc et comme le feront tous les grands Français, au rassemblement des Français dans le combat final pour la défense de notre liberté ». Considérant que « MM. Chirac, Rocard et

d'autres, qui attendent dans l'ombre, sont déjà entrés en campagne présidentielle », M. Le Pen a précisé : « Nous, nous y sommes en permanence ».

« Toutes les occasions, a-t-il observé, doivent être utilisées pour créer le grand courant national et populaire qui doit aboutir, à travers les élections cantonales, européennes, municipales et, plus tard, présidentielle, au redressement de l'Etat et à la renaissance de la patrie. » En attendant, le chef de file de l'extrême droite a assuré de son « opposition totale » à la régionalisation du mode de scrutin européen, et il a indiqué qu'il avait « vivement insisté » auprès du premier ministre, le 30 avril, à la tête d'une délégation du Front national, pour qu'une réforme du mode de scrutin législatif intervienne « avant l'élection présidentielle ».

« Avant la fin du siècle, les choses évoluent comme elles évoluent, a conclu M. Le Pen, notre sort sera scellé. Il sera celui que nous aurons fait. Il sera celui de la servitude ou celui de la liberté, du malheur ou du bonheur à mesure de l'effort que nous aurons su faire pour ouvrir les yeux, les oreilles et l'esprit de nos compatriotes. A la vérité, le Front national est aujourd'hui et sera plus encore demain, une force de recours, celle de laquelle pourront se regrouper les Français de toutes confessions, de toutes races, de toutes opinions, car, au moment où le péril est mortel pour la patrie, tous nos compatriotes doivent se rassembler ».

D. B.

La réunion du courant Garder le cap

M. Waechter cherche à reprendre l'offensive au sein des Verts

Le courant Garder le cap, animé, au sein des Verts, par Antoine Waechter s'est réuni, samedi 1^{er} et dimanche 2 mai, à Nouan-le-Fuzelier (Loir-et-Cher), pour rechercher les moyens de reprendre l'offensive face à la dynamique qui s'est créée autour de Dominique Voynet.

NOUAN-LE-FUZELIER
(Loir-et-Cher)

de notre envoyé spécial

Une semaine après la réunion du courant Verts au pluriel, animé notamment par Dominique Voynet (le Monde du 27 avril), les amis d'Antoine Waechter, signataires de la motion Garder le cap - qui l'avait finalement emporté, au quatrième tour de scrutin, par 51 % des suffrages, lors de la dernière assemblée générale des Verts, en novembre 1992, à Chambéry, se sont retrouvés, samedi et dimanche, dans un village de Sologne pour tenter de renouer les fils de l'autonomie politique du mouvement écologiste. Face à la dérive que constitue, selon eux, les velléités d'une partie des amis de Dominique Voynet de participer à la récomposition d'un « espace progressiste », les plus ardents défenseurs du principe « ni gauche ni droite » se sont pas cachés que les Verts sont plus que jamais menacés d'une scission.

« La majorité [interne] est en train de basculer. Je ne peux plus continuer de travailler avec les écologistes », a affirmé le conseiller régional de Lorraine, Jean-Claude Notinelle. « L'alliance

avec Génération écologie brouille notre message », a ajouté Patrice Miran, conseiller régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, tandis que la plupart des intervenants concentraient leurs tirs sur le trio formé par M. Voynet, Brice Lalonde le président de Génération écologie, et Alain Lipietz, porte-parole de la commission économique des Verts et « inventeur », à ce titre, d'une politique radicale de partage du travail. Deux des proches d'Antoine Waechter, ex-revanche, ont fait part de leur trouble devant la crispation de leur propre courant. « On a trop souvent peur d'aller se confronter aux autres », a déclaré André Buchmann, l'un des quatre porte-paroles des Verts. « Il y a une dynamique attractive chez les Verts au pluriel, alors que notre propre groupe fonctionne en marginalisant ceux qui ne sont pas d'accord à 100 % avec ses positions », a renchéri Christian Brodhag, député national au sein et président du groupe des Verts au conseil régional Rhône-Alpes (1).

Les « quatre ruptures »

Doté d'une majorité relative, qui s'était singulièrement effritée lors de l'assemblée générale de Chambéry et qui intègre des adversaires résolus de l'Étisme des écologistes, Antoine Waechter s'est efforcé, une fois encore, d'occuper une position centrale, pour mieux rassembler ce « marais » qui, chez les Verts comme partout, fait et défait les majorités. Signe de cette volonté : son courant, Garder le cap, s'appelle désormais les Verts en mouvement. M. Waechter a suggéré les « quatre ruptures » de l'écologie politique avec le socialisme et le libéralisme : la reconnaissance des limites de la planète, la définition de la notion de progrès, le respect des autres espèces, la prise en compte de la personne humaine dans sa totalité. « Même si c'est encore difficile à faire passer dans l'opinion, il faut impérativement que l'écologie s'impose comme un troisième pôle », a-t-il réaffirmé.

M. Waechter est ainsi parvenu à faire adopter une motion d'orientation selon laquelle les Verts souhaitent continuer à « travailler, à l'initiative et selon le libre choix des groupes locaux, avec Génération écologie » et entretenir, sur le plan national, une concertation « sur les grands dossiers » avec les responsables de GE. Pour les élections européennes de 1994, le programme des écologistes serait préalablement défini en liaison avec les Verts des pays voisins, avant d'être soumis à GE. Enfin, et surtout, jugeant la « situation évolutive », l'ancien candidat à l'élection présidentielle a obtenu de son propre courant - contrairement à ce qu'il avait fait entendre lors de l'assemblée générale de Chambéry - « le report d'un an » (soit de la fin de 1993 à la fin de 1994) du choix de la candidature des Verts pour la présidentielle de 1995.

A la lumière de sa propre expérience, Antoine Waechter sait que le candidat à l'élection présidentielle est durablement perçu par l'opinion comme le chef de file de l'écologie politique. Dans la perspective de l'assemblée générale extraordinaire des Verts, prévue les 26 et 27 juin à Paris, qui doit se prononcer sur une candidature unique ou non, des écologistes à cette élection, et face à la double concurrence de Brice Lalonde et de Dominique Voynet, M. Waechter cherche donc à gagner du temps. Il compte refonder sa majorité sur le thème de l'autonomie en se préparant à dénoncer, dans un prochain appel, tous ceux qui, chez les Verts, semblent séduits par « la tentation rose ».

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Pour répondre à ce type d'attentes, M. Waechter et ses amis ont décidé d'ordonner un club de réflexion : Ecologie et prospective.

Deux élections municipales

Saint-Tropez : la liste de M. Couve (RPR) l'emporte de cinquante-deux voix sur celle de M. Spada (div. d.)

NICE

de notre correspondant régional

A Saint-Tropez (Var) où était organisé, dimanche 2 mai, le premier tour d'une élection municipale partielle (le Monde daté 13, 16 avril et daté 2-3 mai), la liste conduite par Jean-Michel Couve (RPR), conseiller général et député du Var, a devancé de cinquante-deux voix celle dirigée par Alain Spada (div. d.), maire sortant. Le scrutin avait été rendu nécessaire par des démissions en cascade - dont dix sur vingt-deux élus dans le rang de la majorité - ayant fait perdre le tiers de ses effectifs au conseil municipal.

A l'issue du dépouillement, qui s'est effectué dans un climat passionné, M. Spada, qui avait battu M. Couve aux municipales de mars 1989, a annoncé qu'il allait déposer un recours en annulation des élections. « C'est M. Pasqua qui a gagné, ce soir, de cinquante-deux voix », a-t-il déclaré. M. Couve, quant à lui, a fait valoir que l'annulation de l'installation de M. Brunet, le 29 avril, le tribunal avait donné satisfaction à M. Couve. Le commissaire du gouvernement avait cependant fait valoir que l'annulation de la convocation des électeurs était prématurée (dans la mesure où il aurait dû intervenir postérieurement au jugement définitif du « cas » de M. Brunet), et donc illégal. Toutefois, cet acte, considéré comme une partie du processus électoral, ne pouvait être évoqué qu'après la proclamation des résultats. Il est donc probable que l'élection du 2 mai sera annulée.

G. P.

Les résultats du premier tour :

L. 4 948 ; V. 4 004 ; A. 19,07 % ; E. 3 878.

Liste conduite par Jean-Michel Couve, RPR, d. c. p. 1 965 (50,67 %), 22 sièges. Liste conduite par Alain Spada, div. d., 1 913 (49,32 %), 7 sièges.

Les précédents résultats :

En 1989, au deuxième tour, la liste conduite par M. Spada avait obtenu vingt-trois sièges avec 2 247 voix (53,5 %) et celle de M. Couve, six avec 1 952 suffrages (46,48 %). Il y avait eu 4 315 votants (soit 17,14 % d'abstention) et 4 199 suffrages exprimés sur 5 208 inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : L. 5 208 ; V. 4 072 ; A. 21,81 % ; E. 3 945 ; liste de M. Spada, 1 770 (44,89 %) ; liste de M. Couve, 1 534 (38,88 %) ; liste de M. Pélissier, div. d., 641 (16,24 %).

LOT-ET-GARONNE :

Villeneuve-sur-Lot (second tour)
L. 16 341 ; E. 10 696 ; A. 34,34 % ; E. 9 971.

Liste conduite par Michel Gosselle (RPR), 7 735 voix (57,52 %) 28 élus ; liste conduite Jacques Descayre (PS et ceo-tristes), 4 236 voix (42,48 %), 7 élus.

(Michel Gosselle confirme son avance au premier tour et l'emporte nettement sur l'adversaire du maire sortant, Claude Larroche, ex-UDF, incriminant notamment son manque de sérieux. Il prend ainsi sa revanche après sa défaite aux législatives de mars 1991, où il avait pourtant distancé au premier tour. Vingt ans après le règne de Jacques Raphaël-Leygues, ancien ambassadeur de France, ex-gaulliste va donc reprendre le maire de Villeneuve-sur-Lot.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : L. 16 349 ; V. 10 007 ; A. 38,79 % ; E. 9 432. Liste Michel Gosselle, RPR, 3 612 voix (38,30 %) ; liste Jacques Descayre, PS, 2 285 (24,23 %) ; liste Claude Larroche, ex-UDF, 1 405 voix (14,96 %) ; liste Jacques Eugener, RPR diss., 842 (8,93 %) ; liste Marie-Claude Leriche, Verts, 657 (6,96 %) ; liste André Garrigue, PC, 630 voix (6,68 %).

En 1989, au premier tour, L. 16 911 ; V. 11 543 ; A. 31,74 % ; E. 11 244. Liste Larroche, 2 701 (24,02 %) ; liste Lasseigne, PS, 2 634 (23,42 %) ; liste Lapeyronie, CNR, 2 135 (18,98 %) ; liste Dupont, RPR, 1 239 (11,11 %) ; liste Descayre, diss. PS, 964 (8,83 %) ; liste Valla, FN, 830 (7,39 %) ; liste Lenoire, écol., 790 (7,02 %). Au second tour, L. 16 911 ; V. 12 289 ; A. 27,33 % ; E. 11 464 (56,43 %). Liste Larroche 6 493 (56,63 %), 20 élus ; liste Lasseigne, 4 971 (43,36 %), 7 élus.

Catholiques traditionalistes et skinheads

Dans un ordre qui, année après année, semble immuable, plusieurs milliers de personnes ont défilé de l'église Saint-Augustin à la place du Palais-Royal, à Paris, derrière Jean-Marie Le Pen, son épouse et sa famille. Elles ont battu le pavé en réclamant « des députés pour tous les Français » et l'entrée de leur président à l'Élysée. Délaissant le slogan lapérisiste « Les Français d'abord », elles ont en privilégiant un autre, plus ancien : « La France aux Français ». Les jeunes du Front national ont clémé leur antipathie pour les étrangers et pour les tenants de l'internationalisme prolétarien, en scandant : « Immigrés, dehors ! Du travail pour les Français ! » et « Communistes, je te hais ! » Bannières ou vent, les catholiques traditionalistes de Chrétienté-Solidarité préféraient : « La loi Vail à la poubelle ».

Dans le sillage de l'ultime service d'ordre frontiste, défilé en colonnes, plusieurs dizaines de skinheads, bras tendus pour certains, criaient « Juifs, socialistes, assassins ! », « Europa, jeunesse, révolution ! », « Journalistes, socialistes ! » et « Hookers non stop ». Par leur mobilité, ces derniers ont quelque peu déjoué les plans de la police, qui visaient à les contenir en bout de cortège. Après quelques petites frictions et quelques échanges de noms d'oiseaux, malgré les bons offices de Sery Ayoub dit « Batskin » (le Monde daté 21-22 mars), les forces de l'ordre ont procédé à tranta-dix interpellations. Il y avait parmi les « skins » interpellés des Allemands et des Néerlandais.

Face aux changements de la fiscalité, le système d'information Lamy réagit instantanément. Toute modification est immédiatement annoncée par minitel, confirmée, analysée et télécopiée par le Lundi fiscal, traitée dans les bulletins d'actualité bimensuels, ajoutée aux formulaires et intégrée à la nouvelle édition de l'ouvrage. Le système d'information Lamy s'affirme de plus en plus comme la référence des fiscalistes pour lesquels la fiscalité est aussi un outil de gestion.

iscalité :
le système
d'information
Lamy

3 ouvrages, 2 pratiques, 1 CD-Rom,
1 logiciel, 1 lettre par fax, des bulletins d'actualité,
un service minitel

Pour plus d'informations appeler le
16 (1) 44 72 12 12

SCIENCES-PO
Stage intensif d'été
Classes préparatoires
annuelles "pilotes"

ipesup
18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris - 43.25.63.30

POLITIQUE

Les assises du Mouvement des citoyens

M. Chevènement veut créer une « troisième gauche »

Le Mouvement des citoyens, lancé à Belfort par Jean-Pierre Chevènement en septembre 1992, a tenu à Paris, les 1^{er} et 2^e mai, ses premières assises nationales, qui ont donné l'occasion au député du Territoire de Belfort d'appeler à la construction d'une « troisième gauche », d'une « grande force citoyenne pour faire pièce aux féodalités de l'argent ». Dimanche matin, M. Chevènement a rendu hommage à Pierre Bérégovoy. Une minute de silence a été observée à la mémoire de l'ancien premier ministre.

Jean-Pierre Chevènement a, cette fois-ci, définitivement quitté « la vieille maison », qui n'est plus pour lui que « l'ex-PS ». Longtemps différé pour cause d'élections législatives, la rupture, consacrée après la prise de pouvoir de Michel Rocard, a été confirmée aux militants venus en nombre dans la salle mythique de la Mutualité. Dès l'ouverture de ces assises, Max Gallo, député européen, a moqué les états généraux du PS,

prévus pour juillet prochain. « Les « reality shows » de la démocratie, de la politique et de la pensée sont soit des aveux d'impuissance, soit des aveux de manipulation politique, a-t-il assené. On substitue des hommes à des autres, on ne parle pas de politique, on rassemble le « reality show », on secoue et on obtient les états généraux, ça n'est pas ça, la démocratie. »

« Au-dessus »
du PS et du PCF

M. Chevènement y est allé également de son oraison, le lendemain, à l'endroit du « parti d'Épinay, mort de ses renoncements, bien avant les actuels soubresauts ». « Ceux qui portent la responsabilité de l'échec ne peuvent pas, aujourd'hui, proposer un autre projet, a-t-il poursuivi. Ils n'en sont pas capables. Ils n'en ont pas la volonté. Ils n'en ont plus la légitimité pour avoir cautionné les choix de renoncements (...) imposés par le gouvernement invisible de l'argent. » « Il est hors de question pour nous d'aider cette gauche à revenir au pouvoir, si c'est pour y faire la même

politique de résignation », a-t-il ajouté.

Fondé sur le triple refus de la conversion au socialisme de gestion en 1983, de la guerre du Golfe et du traité de Maastricht, le mouvement ira donc son chemin, dont la voie reste à tracer pour qu'il devienne la « troisième gauche », une « grande force citoyenne pour faire pièce aux féodalités de l'argent ». Le Mouvement des citoyens, a expliqué Georges Sarre, député de Paris, n'est pas « un parti qui cherche sa place à la gauche du PS et à la droite du PCF », il est « au-dessus ». André Lajoinie, ancien député de l'Allier, devait participer dimanche matin aux assises mais il s'est annulé sa participation après la disparition de Pierre Bérégovoy.

Nouveau président du Mouvement des citoyens (en lien et place de M. Gallo, qui en devient le porte-parole) au sein d'un secrétariat national sur la composition duquel les militants présents à Paris n'ont pas eu à se prononcer, Jean-Pierre Chevènement conçoit ce nouveau parti comme « un levier dans le débat démocratique », qu'il compte glisser dans le jeu politique quand « les impasses de l'Europe libérale se

découvriront, car c'est là la vraie ligne de fracture ». Alors, a-t-il prédit, « l'immense malaise social que crée la montée continue du chômage ne manquera pas de faire voir pour ce qu'elle est l'hostilité de M. Balladur, un rocardisme bis », puisque « l'UPF et l'ex-PS sont deux partis infroddés à l'établissement ».

Le premier congrès du mouvement se tiendra en décembre. M. Chevènement a fixé comme objectif le nombre de 10 000 adhérents (2 287 sont recensés aujourd'hui). Ce n'est pas rien, a expliqué le président, quand on songe aux 3 500 cartes placées chez les Verts. Deux batailles d'égale importance vont être engagées, contre l'autonomie de la Banque de France et contre l'éventuel changement du mode de scrutin pour les élections européennes, qui priverait M. Chevènement d'une tribune à ses mesures. Le nouveau parti du député du Territoire de Belfort devra, en outre, éviter un écueil : ne devenir que l'ultime avatar du CERES, un « groupuscule », une nouvelle chapelle de la gauche.

GILLES PARIS

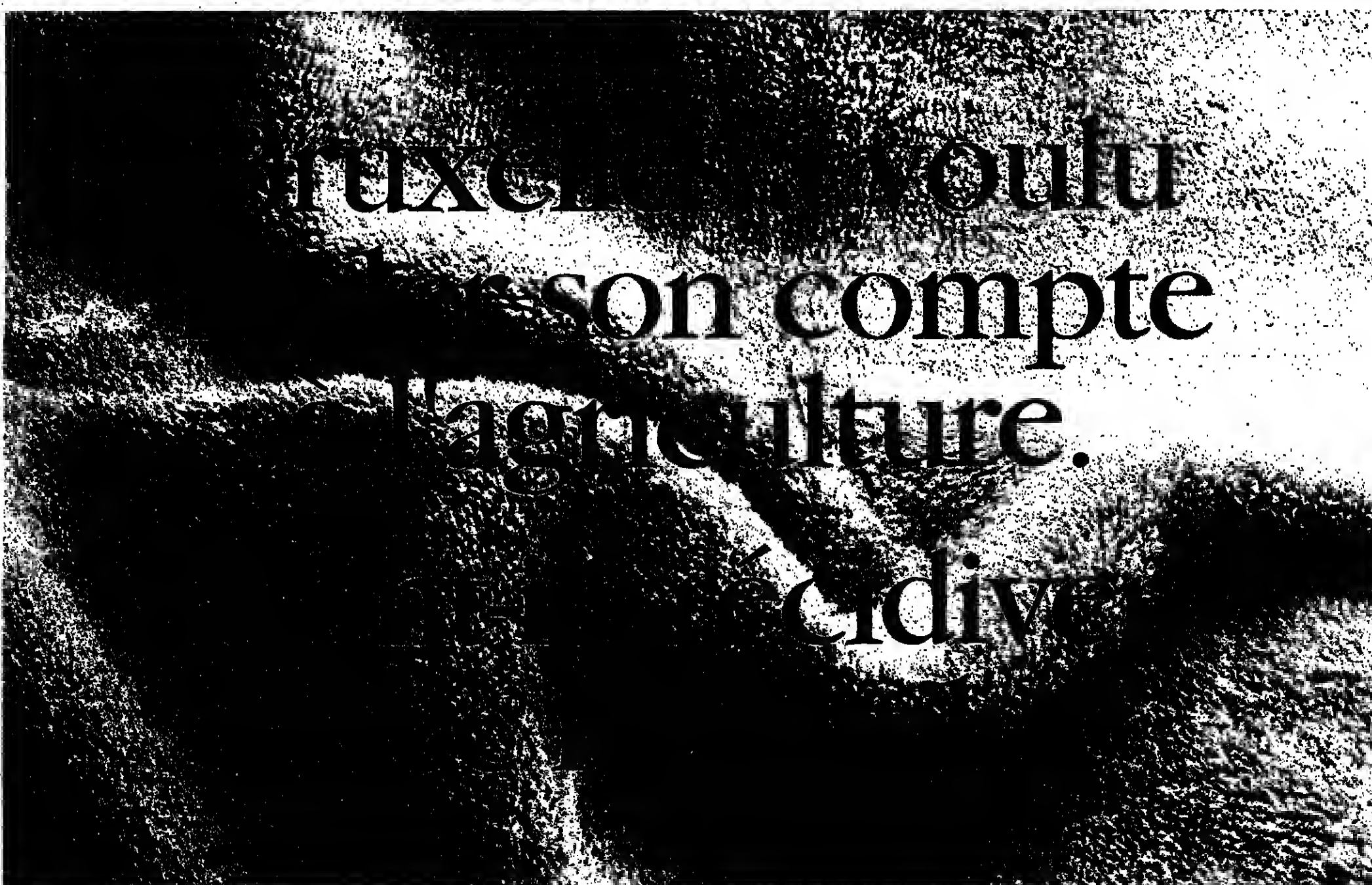
ESSEC PROGRAMME DOCTORAL ASSOCIÉ IAE D'AIN-ES-SECC

Pour devenir professeur,
chercheur, conseiller en gestion
et économie d'entreprise

- DEA "Sciences de Gestion" IAE d'AIN-ES-SECC
Diplôme requis : 2^e cycle ou grande école d'ingénieurs ou de gestion
- Programme Post-DEA de préparation à une thèse de Doctorat IAE d'AIN-ES-SECC
Diplôme requis : DEA en Sciences de Gestion ou Économie
Thèses dirigées par des professeurs de l'ESSEC
durée des travaux : 2 à 3 ans
possibilités de bourses de recherches significatives
- Date limite des candidatures : 15 juin 1993

PROGRAMME DOCTORAL ESSEC
Groupe ESSEC - BP 105
95021 Cergy-Pontoise Cedex
Tél. : (1) 34 43 30 85

* Établissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles
Programme affilié au réseau de la FNEGE - Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises
Groupe ESSEC Établissement d'Enseignement Supérieur Privé



Si l'Europe signe les accords du GATT tels quels,
une industrie française leader et 750.000 emplois sont menacés.

Les 750.000 personnes qui travaillent en France pour le textile et l'habillement sont menacées dans leur emploi.

Car le sort de toute une industrie performante et compétitive est en jeu dans les négociations du GATT.

Or les négociateurs qui parlent pour l'Europe, donc pour la France, sont une fois de plus, prêts à tout concéder.

A accepter que soient légalisés la contrefaçon et le piratage, pillant ainsi les créations des grandes marques européennes du textile et de l'habillement.

A accepter que la libération des échanges se fasse à sens unique, les frontières de l'Europe s'ouvrant mais pas les autres.

A accepter que nos exportations soient taxées pendant que d'autres pays subventionnent les leurs.

A accepter que l'on fasse, ailleurs, travailler des enfants à des salaires de misère.

C'est ce que Bruxelles appelle la libre concurrence.
Ceci, le Gouvernement français ne doit pas l'accepter :
pour qu'à Bruxelles la fermeté prenne la place du
renoncement, il doit parler avec force.
750.000 personnes en France le lui demandent.

L'UNION DES INDUSTRIES TEXTILES



SE BAT POUR L'INDUSTRIE FRANÇAISE

Plus de 20 millions de chômeurs en Europe,
c'est assez.

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie : les Occidentaux maintiennent la pression sur les Serbes

Les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies ont accueilli avec satisfaction, mais aussi avec circonspection, la signature du plan de paix par le dirigeant des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, et semblent décidés à ne pas relâcher leur pression tant que la partie serbe au conflit n'aura pas démontré sa bonne foi sur le terrain.

Immédiatement après la réunion de samedi à la Maison Blanche, au cours de laquelle Bill Clinton s'était prononcé pour des « mesures nouvelles, y compris militaires » contre l'agression serbe en Bosnie, le secrétaire d'Etat Warren Christopher a quitté Washington avec pour mission d'obtenir le soutien des Européens et de Moscou à ces décisions américaines.

A l'issue de sa rencontre de près de cinq heures avec John Major dans le Kent, les services du premier ministre britannique ont publié un communiqué faisant état d'une « approche commune » de Londres et Washington « visant à l'adoption de mesures plus énergiques si les Serbes échouaient à mettre en œuvre le règlement de

paix ». « Plusieurs options sont considérées, y compris militaires », poursuit le communiqué officiel britannique, qui indique que les sanctions actuelles sont maintenues, et que les belligérants « doivent maintenant prouver leur bonne foi en convenant d'un cessez-le-feu et en mettant en œuvre sans retard l'accord d'Athènes ».

M. Christopher devait s'entretenir lundi à Londres avec les chefs de la diplomatie espagnole et grecque Javier Solana et Michalis Papakonstantinou, et quitter Paris dans l'après-midi. Il se rendra ensuite à Bonn et à Moscou, les 4 et 5 mai.

Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a également indiqué dimanche qu'il fallait maintenir la pression sur les Serbes. Il a appelé « tout le monde, Américains, Russes, grandes puissances en général » à participer à la mise en œuvre du plan de paix et ce dernier est ratifié mercredi à Pale. Il a rappelé qu'en cas de non ratification « aucune mesure de force ne peut être envisagée sans que la FORPRONU ait été redéployée ».

L'accord d'Athènes devait être discuté lundi au Conseil de sécurité de l'ONU. On ignorait toujours dimanche à New-York la méthode qu'entendait adopter le Conseil pour la mise en œuvre du plan de paix. Selon certains diplomates, une résolution du Conseil devrait prendre acte, avant la réunion du « parlement » de Pale mercredi, de la signature de M. Karadzic et annoncer une seconde résolution sur les modalités pratiques de mise en œuvre du plan.

Le secrétaire général, M. Boutros-Ghali, avait indiqué la semaine dernière que des échanges de vues avaient déjà eu lieu avec l'OTAN, qui, sur la base d'études préliminaires, a estimé qu'un effectif de 60 000 à 75 000 soldats serait nécessaire. Parmi les mesures prévues dans le plan figurent en effet, outre la cessation effective des hostilités, la remise en état des infrastructures, l'ouverture d'hôpitaux, la séparation des forces, le contrôle des armes lourdes, la démilitarisation de Sarajevo, le retrait des forces dans les provinces désignées, etc. Les modalités de financement et de commandement

de cette opération extrêmement complexe n'ont pas, non plus, été arrêtées.

Comme en écho aux réactions très mitigées des Serbes de Bosnie après l'accord d'Athènes, de nouveaux affrontements ont éclaté dimanche soir. Un pilonnage de Sarajevo a fait cinq morts et des dizaines de blessés. La ville, les bombardements avaient tué huit personnes dans la capitale. Radio Sarajevo a rapporté que les forces serbes avaient aussi bombardé dimanche les régions de Visegrad et Gorazde, faisant six morts et dix blessés, et que les forces musulmanes avaient tué vingt Serbes et perdu trois hommes lors d'autres affrontements en Bosnie orientale.

Des heurts sporadiques ont également été signalés entre Musulmans et Croates en Bosnie centrale, où un « casque bleu » a été légèrement blessé, ainsi qu'entre Croates et Serbes dans d'autres régions. Un convoi d'aide humanitaire, le premier depuis un mois, a pu cependant parvenir dans la ville musulmane de Gorazde assiégée par les Serbes. (AFP, Reuters)

Les Etats-Unis vont s'impliquer militairement dans la crise

WASHINGTON

de notre correspondant

Finalement, les Etats-Unis pourraient bien avoir à déployer des troupes au sol en Bosnie, ou « option militaire » qui leur déplaît autant, sinon plus, que l'éventualité de bombardements aériens officiellement envisagée depuis quarante-huit heures. Car si « Parlement » des Serbes de Bosnie entérine cette semaine l'accord conclu dimanche 2 mai à Athènes, les Etats-Unis devront donner suite à l'engagement qu'ils ont pris début février : déployer plusieurs milliers de soldats américains dans le cadre d'une force de l'ONU chargée, sur le terrain, de faire appliquer le plan de paix dit Vance-Owen.

Autrement dit, d'une façon ou d'une autre, l'administration Clinton paraît contrainte à s'impliquer plus avant, militairement, dans la crise bosniaque. Cela précéderait sans doute la forme de bombardements aériens sur les positions serbes si le Parlement de la « République serbe » auto-proclamée de Bosnie prenait la décision de désavouer son chef, M. Radovan Karadzic, qui a accepté, lors de la réunion de Voulaguet, de soumettre au plan Vance-Owen. Cela prendrait la forme d'un solide contingent américain – sans doute plusieurs milliers d'hommes – participant à la force de paix qui sera envoyée sur le terrain si la conférence d'Athènes est suivie d'un accord en bonne et due forme.

Dans un cas comme dans l'autre, le président Bill Clinton devra convaincre une opinion sceptique. Les Américains considèrent que cette guerre est prioritairement l'affaire de l'Europe. Si les Etats-Unis doivent finalement s'en occuper, cela tient d'abord, pensent-ils, à la faillite des Européens. A en croire un dernier sondage, 52 % des Américains sont opposés à un quelconque engagement des Etats-Unis en Bosnie. Le Pentagone est tout aussi réticent.

Il s'agit sans doute sans réserves, une « option militaire limitée », sous forme de bombardements aériens, contraire à sa doctrine qui privilégie l'emploi massif de la force au service d'un objectif bien précis. Mais il n'est guère plus enthousiaste à l'idée de participer à une gigantesque opération de maintien de la paix – la plus vaste que l'ONU ait jamais considérée – destinée à « refroidir » un conflit aussi effrayant que la guerre civile libanaise.

Il faudra « plus qu'une signature »

Le président Clinton s'est félicité, discrètement, dimanche, des résultats de la conférence d'Athènes. Une fois obtenu l'accord « définitif » du « Parlement » des Serbes de Bosnie, les Etats-Unis, leurs alliés européens et les Russes devront s'attacher à un nouveau casse-tête : faire appliquer un plan de découpage de la Bosnie en dix provinces autonomes, qui risque de tourner en une sorte de « dépeçage légal » de la République et qui suppose, au départ, que les milices serbes rendent le quart des 70 % du territoire bosniaque qu'elles contrôlent. « Cauchemardesque » : tel est l'adjectif le plus souvent entendu, à Washington, pour qualifier cette tâche.

Pour l'instant, on se veut encore prudent, méfiant, même si l'administration estime que les résultats de la réunion de Voulaguet sont largement dus à sa stratégie d'escalade de la pression sur les Serbes, qu'il s'agisse de pressions militaires sur les milices ou des pressions économiques sur leur « patron », la République de Serbie. Il faudra plus que les bonnes paroles de M. Karadzic, « plus qu'une signature », plus qu'un accord de prin-

cipe pour que les Etats-Unis considèrent que les Serbes sont de bonne foi. Ils ont trop mené par le passé et, avant même le résultat de la conférence d'Athènes, le secrétaire d'Etat, M. Warren Christopher, avait défini, samedi, les critères qu'il appliquerait pour juger de la bonne volonté des Serbes : respect immédiat du cessez-le-feu, arrêt de tout bombardement contre les villes de Bosnie, enfin, accès libre pour les convois d'aide humanitaire destinés aux populations musulmanes.

M. Christopher venait de faire part à la presse de la « décision de principe » prise par l'administration d'envisager l'emploi de la force contre les Serbes pour les amener à la table de négociation. Au terme d'un long processus de délibérations, M. Clinton a conclu que les Serbes ne réagiraient qu'à la menace de la force. La nouvelle « direction » de la politique américaine, a dit M. Christopher, « comprend un certain nombre de recommandations spécifiques, dont des actions militaires ». Celles-ci ont déjà été largement commentées dans la presse : bombardements aériens sur les lignes de ravitaillement des milices serbes, leurs positions d'artillerie, dépôts de munitions, etc., et levée de l'embargo sur les armes à destination des musulmans.

Agir avec les Européens

C'est une « décision de principe » et « rien n'est imminent », s'empresse-t-il de souligner des responsables de l'administration (qui, encore une fois, parlaient avant les résultats d'Athènes). Avant de s'embourber pour l'Europe, M. Christopher expliquait que les Etats-Unis n'entendaient pas agir seuls. Sans pour autant « leur octroyer de droit de veto », les Etats-Unis veulent définir une action coordonnée avec leurs alliés européens, ce serait-ce que parce que ceux-ci ont des troupes sur le terrain dont le dispositif devra être modifié en cas d'intervention militaire occidentale.

Dans une petite phrase destinée à souligner la responsabilité des

Européens, le secrétaire d'Etat observait : « Le problème est au cœur de l'avenir de l'Europe. Nos efforts doivent être entrepris avec nos alliés, nous voulons bien jouer notre rôle mais les autres (comprenant les Européens) doivent en faire autant ». Si Britanniques et Français, après avoir réorganisé le déploiement de leurs troupes déployées dans le cadre de la FORPRONU, pourraient être favorables à des bombardements aériens, ils sont, en revanche, farouchement opposés à la levée de l'embargo, comme le sont, d'ailleurs, la quasi-totalité des spécialistes de l'ONU.

M. Christopher s'adressait à la presse à l'issue d'une conférence de presse à la Maison Blanche, à laquelle participait l'état-major militaire stratégique du président Clinton. Il a fait valoir que ce n'est pas en jouant sur la « direction » de la politique américaine, a dit M. Christopher, « que nous pouvons résoudre les questions de conscience, des soucis humanitaires mais, fondamentalement, notre action est aussi guidée par les intérêts stratégiques des Etats-Unis, à savoir contenir les risques d'élargissement d'un conflit qui pourrait déboucher sur une guerre plus générale dans les Balkans ». Ce qui est également en cause, c'est pas moins important, disait-on en privé, c'est la capacité des Occidentaux, voire de l'OTAN, à agir face au premier test de l'après-guerre froide. Cité dans le Washington Post, un haut responsable du département d'Etat observait : « Que pourrions-nous faire les Occidentaux s'ils se révélaient incapables d'agir ensemble cette fois ? »

A ce stade, M. Clinton n'a pas besoin de l'autorisation du Congrès et il bénéficie du soutien des chefs de la minorité républicaine pour passer à l'action en Bosnie. Pour le présent, l'affaire est aussi un défi politique et personnel : il lui revient à lui, l'opposant à la guerre du Vietnam, d'annoncer une intervention dans un conflit extérieur. Que ce soit en déplaçant des milliers d'hommes dans une force de maintien de la paix ou en prenant l'initiative d'une série de frappes aériennes.

ALAIN FRACHON

Un espoir pour la Bosnie

Suite de la première page

Dès septembre 1992, le secrétaire de la Conférence s'installait à Genève et préparait, en particulier, un plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine. Il comprenait trois volets : l'adoption de nouveaux principes constitutionnels pour la future République, les modalités de l'arrêt des hostilités impliquant le retrait et le regroupement des armements lourds des zones « chaudes », et enfin la carte du découpage de la Bosnie. En janvier 1993, les Croates de Bosnie acceptaient, sans broncher, l'ensemble de ce « paquet » qui leur faisait, il est vrai, la part belle.

Les Musulmans d'Alija Izetbegovic, principales victimes de cette guerre et grands perdants de la diplomatie, finirent eux aussi par l'accepter, voici quelques semaines, apparemment sous la pression des Etats-Unis, pour mieux isoler les Serbes de Bosnie et de Belgrade sur la scène internationale, pour mieux démontrer que ceux-ci étaient « les seuls à ne pas vouloir de règlement ». Cette tentative d'intimidation ne produisit d'abord guère d'effet, et il eut fallu le renforcement de l'embargo et les menaces de plus en plus concrètes d'intervention militaire étrangère, ces derniers jours, pour les faire plier.

Et maintenant ? Dans l'immédiat, expérience oblige, la plus grande prudence s'impose. D'abord parce que le

compromis d'Athènes reste vague. Ensuite, parce que le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, va devoir affronter, mercredi, à Pale, son « Parlement » autoproclamé. On ne peut exclure que le président-médiateur soit désavoué par une majorité de députés ultra-nationalistes qui estiment que le « corridor démilitarisé », proposé par lord Owen pour relâcher les provinces à dominante serbe de Bosnie à la mer-pas, est tout à fait insuffisant. Il y a parmi eux des gens qui sont prêts, comme ils le disent, à déclencher une « troisième guerre mondiale » pour parvenir à leurs fins – la Grande Serbie par exemple – et à mener un combat de guérilla sur le terrain en cas d'intervention. Les Serbes ont montré, pendant l'occupation allemande, qu'ils maîtrisent parfaitement ces techniques.

Victime de l'Histoire

Cyrus Vance, lord Owen et leur équipe reconnaissent, en privé, qu'ils n'ont peut-être pas accordé suffisamment d'importance depuis le début du conflit et des négociations à la psychologie et à la mentalité des Serbes, peuple de « héros », de « martyrs », qui se considère comme « vic-

Radovan Karadzic a donné son accord « conditionnel » au plan de paix

Réunis pendant deux jours dans un palais de la station balnéaire de Voulaguet, près d'Athènes, les diverses parties engagées dans le conflit bosniaque sont parvenues, dimanche 2 mai, lors d'un sommet « de dernière chance » et sous la menace d'une intervention militaire occidentale, à un accord sur le plan de paix Vance-Owen. La signature obtenue du leader des Serbes de Bosnie est cependant « conditionnelle ».

ATHÈNES

de notre correspondant

Après bien des hésitations, après avoir été soumis pendant une partie de la nuit de samedi à dimanche aux pressions des présidents de Serbie, Slobodan Milosevic, du Monténégro, Momir Bulatovic, et de la Yougoslavie, Dobrica Cosic, auxquelles s'ajoutaient les encouragements du premier ministre grec, Constantinos Mitsotakis, le dirigeant des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a finalement approuvé, le 2 mai, au chef du plan de paix Vance-Owen.

Il a fait « sous condition » : si le « parlement » des Serbes de Bosnie, qui se réunira le 3 mai à Pale – leur « capitale » – devait le démentir et refuser le plan, comme il l'a déjà fait une fois il y a deux semaines, la signature apposée dimanche par M. Karadzic deviendrait « nulle et non avenue », affirmait dimanche soir un communiqué de la délégation serbe. Si les « parlementaires », en revanche, validaient à Pale la signature de M. Karadzic, les Serbes, pourrait-on en conclure, entendent « soulever un certain nombre de questions, y compris celles liées aux cartes provinciales des provinces et aux activités de la commission des frontières ».

Interrogé peu après par la BBC, M. Karadzic, qui avait jusqu'alors refusé l'ensemble du plan, expliquait son revirement de dimanche par le fait qu'il avait obtenu « de nouvelles informations et des clarifi-

cations » sur son contenu, ainsi que « des possibilités de modifier la carte », sans toutefois dévoiler aucune précision sur ce point. Alors qu'on lui demandait de commenter les remarques du médiateur David Owen selon qui les projets des Serbes bosniaques d'avoir leur propre Etat en Bosnie étaient morts, Radovan Karadzic a répondu : « ni morts ni enterrés, peut-être repoussés. Personne ne peut le dire ». M. Karadzic a cependant ajouté qu'il démissionnerait si le parlement de Pale n'approuvait pas le plan.

Si les frontières des dix provinces prévues par le plan Vance-Owen peuvent encore faire l'objet de révisions ponctuelles, les deux médiateurs n'ont pas cédé sur la ligne essentielle des Serbes, qui visait notamment à s'arroger le contrôle du corridor reliant par le nord de la Bosnie toutes les provinces serbes. Ce corridor, que lord Owen a proposé d'élargir, doit, en vertu du plan, être placé sous contrôle international.

Un « jour très heureux pour les Balkans »

Le premier ministre grec, Constantinos Mitsotakis, pour qui ce sommet constitue un indéniable succès, s'était entretenu toute la soirée de samedi avec les leaders serbes avant de recommencer dimanche matin lors d'une séance marathon. Alors que le dirigeant serbe bosniaque hésitait encore, c'est M. Mitsotakis, selon une source grecque, qui lui a arraché la décision en lui offrant même son stylo personnel pour qu'il appose sa signature. « Nos arguments étaient très simples. C'étaient des arguments d'hommes », a indiqué M. Mitsotakis qui, depuis le début de la crise, fait valoir l'unité traditionnelle de la Grèce avec la Serbie, et tente de se poser en médiateur. Pour le chef du gouvernement grec, il faut maintenant que la communauté internationale « avance vers la suppression graduelle de l'embargo contre la Serbie », un point sur lequel les dirigeants serbes comptent.

Lord Owen, l'air épuisé mais satisfait, s'est félicité à la fin du sommet de « ce jour très heureux

pour les Balkans ». Il a indiqué que dorénavant les quatre volets du plan (désengagement militaire, principes constitutionnels, carte de découpage en dix provinces et arrangements intermédiaires) étaient signés par l'ensemble des parties concernées. Selon la carte envisagée par le plan, les Serbes bosniaques devront céder le quart des 70 % des territoires qu'ils contrôlent.

« Le temps est venu d'écarter une option militaire et de parler de paix », a ajouté lord Owen en espérant que « cela marque le début d'un processus irréversible vers la pacification en Bosnie-Herzégovine ». Il a estimé improbable que Washington intervienne militairement avant mercredi, date de la réunion du « parlement » des Serbes. Les présidents yougoslave et serbe, Dobrica Cosic et Slobodan Milosevic, qui ont appelé ce « parlement » à se rendre à leurs arguments, pourraient se rendre à Pale. Son président, Momir Bulatovic, qui accompagnait M. Karadzic à Athènes, a cependant déclaré que le plan Vance-Owen est pour lui « inacceptable tel quel ». Le plan doit être « réexaminé », a-t-il dit. De même, M. Dragoslav Rancic, un conseiller du président yougoslave Cosic, a estimé que M. Karadzic n'avait obtenu d'essentiel, et qu'il « avait signé son arrêt de mort ».

Alors que la menace d'une intervention ponctuelle américaine se faisait plus précise, l'accord obtenu sur le papier au sommet d'Athènes a relancé l'espoir de voir aboutir une solution diplomatique au conflit. Tous les observateurs présents dans la capitale grecque attendaient cependant pour se prononcer de voir ce qui va se passer maintenant sur le terrain : les Serbes se résoudront-ils de bonne foi à appliquer le plan ? Avant cela même ont-ils l'intention de faire taire les armes ? C'est à cela qu'appellait dimanche le président de Bosnie, Alija Izetbegovic, en demandant « un cessez-le-feu, immédiat, aujourd'hui, tout de suite ».

DIDIER KUNZ

clateurs estiment que les Européens et les Américains ne doivent absolument pas relâcher leurs pressions ni renoncer à leurs menaces d'intervention militaire. Car d'autres crises, d'autres atterrissements, d'autres « sommets de dernière chance » ne peuvent être exclus. Il ne faut pas se laisser observer-on dans les milieux diplomatiques à Genève, le règlement politique du conflit prendra des années et « on ne forcera pas les Serbes à la paix à coups de bombardements ».

Eviter l'extension du conflit

La conférence de Londres, transférée d'abord à Genève puis à New-York, aura au moins permis, selon les médiateurs – en dépit de ses échecs – d'éviter jusqu'à présent une internationalisation du conflit et – dans le cadre de l'ex-fédération – une extension des combats au Kosovo, au Sandjak et à la Macédoine.

« Milosevic, dit un diplomate, sait que s'il entreprend la moindre chose au Kosovo, les Occidentaux réagiront immédiatement. Ce n'est pas un mauvais résultat, même si les opinions publiques de nos pays démocratiques s'indignent à juste titre de voir ce qui se passe en Bosnie et condamnent notre passivité ». L'éventuelle signature des accords sur la Bosnie-Herzégovine le 5 mai par les Serbes marquerait l'ouverture d'une nouvelle phase des pourparlers.

Pour ce qui touche uniquement aux aspects constitutionnels de la « nouvelle » Bosnie-Herzégovine, MM. Vance et Owen avaient par-

exemple promis une aide considérable de la communauté internationale à la mise en place, fort compliquée, de gouvernements et d'administrations « intermédiaires » intercommunautaires dans les dix provinces autonomes ainsi qu'à l'échelon fédéral. Il y a surtout l'aspect militaire de l'application du plan : le regroupement des armes lourdes, sous le contrôle de l'ONU, et le respect de la cessation des hostilités vont engager l'envoi de nouveaux contingents de « casques bleus ». Enfin, les discussions politiques sur les tracés des provinces sont loin d'être achevées, puisque l'évolution des combats et des conquêtes serbes les a déjà rendus caduques.

Voilà la tâche immense qui attend lord Owen et Thorvald Stoltenberg, le successeur de Cyrus Vance, comme représentant de l'ONU dans la négociation. L'ancien ministre norvégien des Affaires étrangères connaît le dossier et les mentalités yougoslaves. Il a commencé sa carrière diplomatique à Belgrade et maîtrise le serbo-croate. Selon l'équipe de médiateurs et les spécialistes militaires occidentaux, il faudrait environ soixante-quinze mille hommes pour superviser la mise en œuvre de l'ensemble du plan (forcément révisé par rapport à sa version initiale). Qui est prêt à payer ? A envoyer des troupes pour des missions qui s'annoncent bien plus périlleuses que les opérations actuelles de « maintien de la paix » ? Peu d'Etats ont, à ce jour, manifesté leur empressement.

ALAIN DEBOVE

EUROPE

RUSSIE : après les affrontements du 1^{er} mai à Moscou

Les violences sont exploitées par les néocomunistes et par Boris Eltsine

MOSCOU

de notre correspondant

«Provocation». Le mot fétiche de la vie politique russe a été repris en chœur - aussi bien par l'équipe présidentielle que par l'opposition «dure» - après les violents affrontements qui ont marqué l'un des manifestations du 1^{er} mai à Moscou. Jamais depuis le putsch d'août 1991 des scènes d'une telle violence n'avaient été vues dans la capitale russe : plusieurs centaines de personnes ont été blessées, certaines grièvement, un policier reste entre la vie et la mort, on a jeté des pierres, brûlé des camions, attaqué les policiers à coups de hampes de drapeaux (rouges), avant que les forces de l'ordre ne fassent par répéter très durement.

Pour le président russe, la leçon des événements est simple. «Les communistes», après avoir «subi une défaite au référendum» du 25 avril, ont «organisé des désordres de masse», et «révélé leur vrai visage». Les violences du 1^{er} mai marquent ainsi le lancement d'une «campagne de résistance contre le pouvoir démocratique légitime». Et M. Eltsine souligne immédiatement que «des députés» figurent parmi les organisateurs de ces désordres.

En face, c'est-à-dire parmi les responsables des divers groupements conservateurs et nationalistes qui avaient appelé à manifester (Front de salut national, Russie du travail, etc.), on est tout aussi catégorique. Le pouvoir a délibérément suscité les violences, et organisé cette «provocation» pour «désorganiser» l'opposition, et préparer l'opinion à des mesures autoritaires.

La manifestation avait commencé par un rassemblement plutôt tranquille, place d'Octobre, où l'on remarquait entre autres divers «putschistes» d'août 1991, comme l'ancien président du Parlement Anatoli Loukianov, ou l'ex-chef du KGB Vladimir Krioutchkov. Une

manifestation comme Moscou en a connu des dizaines, avec ses drapeaux rouges et bandes noires, ses banderoles à la gloire de l'ex-URSS.

Les brutalités ont commencé lorsque la colonne des manifestants, à qui l'on avait interdit tout le centre de Moscou, et qui avait donc pris la direction opposée, en direction de l'Université, s'est vu barrer la route par un autre cordon de policiers. Les images diffusées à de très nombreuses reprises par la télévision russe, dont les caméras étaient remarquablement bien placées à l'endroit précis des affrontements, montrent clairement les manifestants qui tentent de forcer le barrage, d'arracher les boucliers des policiers.

La police «trahie» par les autorités

Cependant, certains organisateurs affirment que l'attaque a été menée «par un groupe de jeunes gens en survêtements qui ensuite ont participé à la répression de la manifestation». Des manifestants, certains assez âgés et visiblement échoqués par les événements, prétendent même que le cortège a été attiré «dans un piège». Certains témoins s'étonnent d'autre part de l'attitude de la police qui, peut-être dans l'attente de renforts, est longtemps restée passive, face à des manifestants très agressifs. Elle n'a en particulier pas utilisé de gaz lacrymogènes, et le chef de la section moscovite des OMON (les forces spéciales du ministère de l'Intérieur), Vitali Keiko, a tenu à ce sujet des propos accusateurs : «On nous a empêchés de nous défendre», a-t-il déclaré, affirmant que ses hommes avaient été «trahis» par les autorités.

Une seule chose paraît claire. Cette flambée de violence peut être utilisée aussi bien par les néocomunistes que par l'équipe de M. Eltsine. Elle conforte en effet la thèse présidentielle, selon laquelle

tous ceux qui s'opposent à Boris Eltsine sont au service de la réaction et du «revanchisme» : il y a d'un côté les démocrates, qui ont obtenu la confiance du peuple par les urnes, de l'autre les communistes, qui misent sur la violence. Telle est la version abondamment développée par les porte-parole du président tout comme par la télévision, qui en a profité pour confondre dans un même opprobre les dirigeants du Parlement.

De leur côté, les dirigeants du Front de salut national et des autres groupements national-communistes, dont l'audience dans le pays reste en fait très faible, profitent de l'occasion pour donner de la voix, se poser en défenseurs du peuple et en héros de la résistance à une dictature naissante. On prononce des discours flamboyants, on avertit que seuls «les chars russes» pourront sauver la situation, on annonce de nouvelles manifestations pour le 9 mai - l'anniversaire de la victoire. «S'il n'y a pas eu de coup de feu aujourd'hui, il y en aura demain», s'exclame Viktor Ampilov, dirigeant du Parti communiste ouvrier de Russie.

«Aujourd'hui», renchérit Ilya Konstantinov, du Front de salut national, marque le début de la vraie résistance. La patrie ou la mort. Dans la foule, on appelle à placer «un Russe» à la présidence



du Parlement, manière de signifier que les jours de Rousslan Khasboulatov, le Tchétchène, sont comptés.

Dans cette situation de polarisation outrée, la position de M. Khasboulatov devient de plus en plus délicate. Le président du Parlement, sur lequel les médias d'Etat continuent à tirer à boulets rouges, se

laisse en effet rejeter de plus en plus du côté de l'opposition systématique à M. Eltsine, c'est-à-dire du côté d'alliés conjoncturels qui furent et restent en fait ses ennemis. Dans l'immédiat, M. Khasboulatov a ordonné la création d'une commission d'enquête parlementaire sur «les raisons de l'emploi de

la force contre les participants à la manifestation pacifique du 1^{er} mai».

A nouveau, donc, l'atmosphère est au drame. Des groupes de militants anti-eltsiniens montent la garde devant la Maison Blanche, siège du Parlement, pour «défendre la démocratie», refusant, avec une émotion qui paraît sincère, le récit de la manifestation du 1^{er} mai et annonçant que la «prochaine fois», ils seront armés... Tout cela alors que, dans le reste de la Russie, on ne signale à peu près aucun incident : à Saint-Petersbourg, un autre défilé de «conservateurs» s'est terminé tranquillement.

Et alors que la plupart des Moscovites se préoccupent essentiellement de leur datcha. Les autorités, gouvernement et Parlement pour une fois d'accord, leur ont en effet accordé un très long week-end, en application d'une ingénieuse nouvelle règle : chaque fois qu'un jour de fête, ou un lendemain de jour férié, coïncide avec une journée normalement chômée (samedi ou dimanche), on «compense». Du coup, les Russes ont droit à quatre jours pour le 1^{er} mai et trois jours, une semaine plus tard, pour l'anniversaire de la victoire. Qui a dit que la patrie, voire l'économie, étaient en danger?

JAN KRAUZE

3 mai 1993. Journée internationale de la Liberté de la Presse.

Il n'y a pas de liberté sans liberté de la presse.

REPORTERS SANS FRONTIERES.



CENT PHOTOS POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

En vente chez tous les marchands de journaux.

AVEC LA FEDERATION NATIONALE DE LA PRESSE FRANÇAISE.



EN BREF

■ ALLEMAGNE : protestations de la communauté juive contre le verdict d'un tribunal de Potsdam. La communauté juive d'Allemagne a jugé, vendredi 30 avril, «scandalieux» le verdict d'un tribunal de Potsdam, qui a condamné sciemment à des peines avec sursis deux extrémistes de droite qui avaient tenté d'incendier un mémorial de l'ancien camp de concentration nazi de Ravensbrück. Le vice-président du Conseil central des juifs en Allemagne, Jerzy Kanak, craint que «ce verdict n'encourage les néo-nazis à commettre de nouveaux attentats.» - (AFP)

■ Le président du SPD pourrait démissionner. - Le président du SPD, candidat social-démocrate à la chancellerie, Björn Engholm, n'a pas esca, samedi 1^{er} mai, de démissionner de ses fonctions. Depuis plusieurs semaines, il est mis en cause par la presse qui l'accuse d'avoir été informé, en 1987, des agissements menés contre lui par le ministre-président du Schleswig-Holstein, Uwe Barschel et d'avoir attendu que le scandale éclate à la suite des révélations du Spiegel. Cette affaire avait provoqué le suicide d'Uwe Barschel et le triomphe de Björn Engholm aux élections régionales en mai 1988. - (AFP)

■ IRLANDE DU NORD : un ouvrier tué par des extrémistes protestants. - Un ouvrier qui effectuait à Belfast, en Irlande du Nord, des travaux de maçonnerie chez l'un de ses amis, Alec Maskey, élu du Sinn Féin, la branche politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), a été tué par balles, samedi

1^{er} mai. Un groupe paramilitaire protestant illégal, les Combatants pour la Liberté de l'Ulster (ULF), a revendiqué l'acte. L'incident, tout en déclarant avoir voulu, en réalité, tuer Alec Maskey. - (AFP, Reuters)

■ PRINCIPAUTÉ D'ANDORRE : la nouvelle Constitution a été signée par les deux coprinceps. - La nouvelle Constitution démocratique de la principauté d'Andorre, issue du référendum du 14 mars (le Monde du 13 mars), a été signée par les deux coprinceps de la principauté, Mgr Joan Martí Alania, évêque de la Seu d'Urgell, a paraphé le document en Espagne, jeudi 29 avril, suivi à Paris, vendredi 30, par François Mitterrand. Cette Constitution doit être promulguée le 4 mai. - (AFP, Reuters, UPL)

■ TURQUIE : Ankara proteste auprès de l'ONU après le mitraillage d'un cargo par un patrouilleur chypriote. Le ministre des affaires étrangères turc a indiqué qu'Ankara a porté «à l'attention du secrétaire général de l'ONU» - en attirant son attention sur les «dangers de riposte» à une telle action - un incident naval au cours duquel un ou plusieurs patrouilleurs chypriotes ont tiré sur un cargo turc, au large du port de Larnaca, mercredi 28 avril. Le capitaine et un matelot ont été blessés. Les patrouilleurs chypriotes ont indiqué que le navire, mouillé dans les eaux territoriales, avait refusé d'obtempérer aux sommations. Ankara et la partie chypriote turque affirment que le cargo mouillait dans les eaux internationales.

alternatives économiques

mai 93

- LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DU SIDA
- BALLADUR FACE À LA CONJONCTURE
- LES 100 JOURS DE CLINTON

19F Chez votre marchand de journaux

4 semaines Économiques 12 rue du Chagrat 21000 DIJON

ASIE

SRI-LANKA : un attentat qui a fait une vingtaine de morts

La police accuse les Tigres tamouls d'être responsables de l'assassinat du président Premadasa

Le premier ministre du Sri-Lanka, Dingiri Banda Wijetunga, âgé de soixante et onze ans, a été assassiné, samedi 1^{er} mai, comme chef de l'Etat intérimaire après l'assassinat, quelques heures plus tôt, du président Ranasinghe Premadasa. Une vingtaine d'autres personnes ont été tuées à Colombo, lors de cet attentat-suicide à la bombe, qui n'a pas été revendiqué mais dont la police accuse les Tigres tamouls du LTTE d'être responsables. Ranasinghe Premadasa était à la tête du défilé organisé par la formation au pouvoir, l'UNP (Parti national uni, conservateur) pour la fête du travail.

L'assassinat du président Premadasa par un « homme-torpille » est survenu huit jours après celui de Lalith Athulthumudali, son principal opposant, tué par balles le 23 avril dans la banlieue de la capitale lors d'un meeting de sa formation, le DUNF - Front démocratique national uni, né en 1991 d'une scission de l'UNP, en vue des élections provinciales de 1991. C'est dire qu'en l'absence de revendication la commotion provoquée par un attentat qui, outre le chef de l'Etat, a tué au moins 20 personnes et fait 60 blessés, a toute chance de relancer la violence multiforme dans l'île.

Le LTTE - Tigres de libération de l'Est du Sri-Lanka, en lutte depuis les années 80 pour arracher à la majorité cinghalaise bouddhiste un Etat séparé - a aussitôt démenti toute implication dans ce massacre. Son porte-parole a, de façon prévisible, suggéré qu'il s'agissait d'une « opération » en sa faveur, organisée par le DUNF, Ganihi Dissanayake, pour lequel le numéro deux du DUNF, Ganihi Dissanayake, a été tué.

Un autre, avait lui-même dénoncé le chef de l'Etat. Le LTTE se devait de démentir vite, car on lui prête beaucoup de méfiance.

Nul n'a oublié qu'il a été accusé par l'Inde d'avoir armé la « femme-torpille » qui, le 21 mai 1991, avait assassiné le premier ministre Rajiv Gandhi au Tamil Nadu, à quelques centaines de kilomètres du Sri-Lanka. Un de ses hommes avait, en novembre dernier, tué dans un attentat-suicide à la moto le chef de la marine, l'amiral Fernando. Le gouvernement de Colombo avait, de façon très peu convaincante, annoncé, dans les heures suivant l'assassinat d'Athulthumudali, la découverte du corps d'un militant tamoul qui se serait suicidé au cyanoure après avoir commis ce crime. Le LTTE avait rejeté cette accusation.

Une vie publique très violente

Le pays est décapité après la disparition de ces deux personnalités politiques. M. Wijetunga a, comme premier ministre, vécu dans l'ombre du président, personnalité autoritaire, très jaloux de son pouvoir. Et M. Dissanayake, opposant, a bien tenté pour une fonction de premier plan dans un pays déchiré. Quant au chef en titre de l'opposition, Sirimavo Bandaranaike, ex-premier ministre et chef du Parti de la liberté (SLF), populiste de gauche, elle est, à son tour, très diminuée par la maladie, et sa succession est paralysée par les querelles entre son fils Anura et sa fille Chandrika.

Seul le chef des Tigres tamouls, le guerillero Velupillai Prabhakaran, trente-huit ans, paraît avoir ses troupes en main - au prix, il est vrai, de terribles contraintes et violences - en sa capitale septentrionale de Jaffna, virtuellement indépendante de Colombo depuis 1989.

Le Sri-Lanka est souvent présenté, dans les brochures touristiques, comme un « pays de paix éternelle ». De fait, ce pays à l'agriculture riche, à la population très éduquée et fort douée pour les activités industrielles, attire, de surcroît, de nombreux visiteurs. Au total, son économie est la plus prospère de l'Asie du Sud.

Mais le Sri-Lanka connaît une vie publique très violente. Un de ses premiers chefs de gouvernement, S. W. R. D. Bandaranaike, avait été assassiné onze ans après l'indépendance, en 1959, par un moine bouddhiste qui lui reprochait sa mollesse envers les minorités ethniques et religieuses. Il avait pourtant fait approuver une loi faisant du cinghalais l'unique langue officielle du pays, une décision qui souleva l'indignation des Tamouls (1) et lança le cycle des violences.

Dans les années 80, deux guerres civiles ont déchiré le Sri-Lanka, faisant près de cent mille morts, dans ce pays de dix-sept millions d'habitants. L'une a opposé des Cinghalais entre eux, dans le Sud. Le JVP - Front de libération populaire, mouvement appuyé par de nombreux jeunes diplômés sans emploi, qui avaient tenté un soulèvement d'extrême gauche en 1971 avant de se convertir à l'ultra-nationalisme - s'était lancé, en 1987, à l'assaut du gouvernement conservateur de M. Jayawardene. Leur action terroriste et l'horrible répression qui l'en avait suivie, achevée en 1989 et 1990 par M. Premadasa, avait fait soixante mille morts, selon des organisations humanitaires.

En 1983, par ailleurs, a commencé la « guerre tamoule » : un soulèvement conduit par des groupes extrémistes de cette minorité, victime de huit décennies racistes de la part des Cinghalais depuis 1956, et qui a déjà fait quelque vingt-cinq mille victimes. Une des

ses étapes les plus spectaculaires a été l'intervention, en 1987, de l'Inde, désireuse de s'interposer dans un conflit où des hindous étaient partie prenante. Mais les troupes de New-Delhi ont dû, assez rapidement, rembarquer en 1989, après avoir subi de lourdes pertes infligées par des Tigres devenus les uniques représentants des Tamouls du nord de l'île.

Après un armistice de quelques mois conclu sous l'égide du président Premadasa, le LTTE a relancé l'assaut en juin 1990. Les affrontements durent toujours, sur trois fronts : au nord, les forces armées de Colombo mènent une guerre conventionnelle ; à l'est, le LTTE conduit des actions de guérilla ; et, à Colombo, ont lieu, de temps à autre, des attentats attribués avec plus ou moins de crédibilité aux Tamouls.

Enfin, le chef de l'Etat assassiné avait, aussi, polarisé d'innombrables haines. En 1991, en particulier, il avait fait l'objet d'une tentative de destitution menée par MM. Athulthumudali et Dissanayake, alors ministres. M. Premadasa avait maté, non sans mal, cette rébellion, écartant ses adversaires, qui avaient alors fondé le DUNF. Après un départ hésitant, cette formation grimpait dans les sondages, au point d'espérer arracher au parti du président la direction d'une des huit provinces intéressées par le scrutin. Dans son discours de rentrée au Parlement, le 21 avril, le chef de l'Etat avait violemment attaqué M. Athulthumudali, qui devait périr assassiné deux jours plus tard.

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Les Tamouls, hindous, représentent 13 % de la population. Les Cinghalais, bouddhistes, 73 %, et les musulmans 7 %.

CAMBODGE

Les Khmers rouges ont attaqué l'aéroport de Siem-Réap

Les Khmers rouges ont attaqué, lundi 3 mai, l'aéroport de Siem-Réap, à proximité des temples d'Angkor. Des combattants auraient également eu lieu, selon un porte-parole de l'APRONUC (Autorité provisoire des Nations unies), sur la route qui relie cet aéroport à la ville. Aucune victime n'a été signalée dans les premiers rapports. Les forces de Phnom-Penh ont indiqué que l'attaque avait été repoussée et fait état de treize morts parmi les Khmers rouges.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les Khmers rouges, qui ont évacué leurs quartiers à Phnom-Penh le 13 avril, ont toujours refusé d'exclure le recours à la violence pour empêcher les élections organisées par l'APRONUC le 25 au 28 mai. La question était donc de savoir s'ils avaient la volonté et les moyens de saboter le scrutin auquel ils ne participent pas et nient toute validité. L'attaque aux alentours de Siem-Réap apporte quelques éléments de réponse.

Les conditions de sécurité, dans cette province disputée, se sont détériorées ces derniers mois - banditisme, accrochages entre Khmers rouges et forces de Phnom-Penh, exactions et attaques khmers rouges contre l'APRONUC - à telle enseigne que plu-

sieurs pays ont conseillé à leurs ressortissants, dès le mois de mars, de renoncer à visiter les temples d'Angkor. C'est également à vingt kilomètres de Siem-Réap, dans un village lacustre du Tonlé-Sap, que les Khmers rouges ont perpétré le plus grave massacre de Vietnamiens, qui a provoqué le début d'un exode.

L'attaque de Siem-Réap pourrait entraîner la paralysie, au moins partielle, de l'opération électorale de l'APRONUC dans une province où l'ONU a enregistré 260 000 électeurs sur un total de 4,7 millions. L'organisation d'élections y était déjà en cause dans certains districts, notamment en raison de la présence d'éléments armés khmers rouges. En outre, les forces de Phnom-Penh ne vont pas manquer de réagir, ne serait-ce que pour prouver qu'elles contrôlent le chef-lieu et ses environs. Toute retenue, s'il y en a jamais eu, semble désormais exclue et les tentatives de nombreux à cesser-le-feu, décidées en juin 1991, risquent de se multiplier.

JEAN-CLAUDE POMONTI

(Publicité)

QUINZIÈME DU SIONISME ET D'ISRAËL (suite)

1 - MARDI 4 MAI 1993 18 h 30 : Film « Siouy - l'Etat d'Israël » 21 h 00 : Table ronde « Israël : Etat juif ou Etat des Juifs ? » AVEC : Claude KLEIN (université de Jérusalem) et Alain DICKOFF (chercheur) et Eli BARNAVI (université de Tel-Aviv) 2 - MERCREDI 5 MAI 1993 20 h 30 : Table ronde « Démocratie et libertés en Israël » AVEC : Nicole GOLDMAN (vice-présidente ESU) et Claude KLEIN (université de Jérusalem) et Emmanuel HALPERIN (journaliste TV israélienne) et Henri HALDENBERG (président du Renouveau juif)

Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, 75005 PARIS. Tél. : 43.31.75-4743-51-95-20.

PROCHE-ORIENT

Les négociations israélo-arabes à Washington

Les Palestiniens font état de nouveaux progrès

Après une interruption de trois jours pour respecter le repos hebdomadaire des communautés musulmane, juive et chrétienne, les négociations bilatérales israélo-arabes devaient reprendre, lundi 3 mai, à Washington. Le climat semble s'être encore détendu quelque peu, les Palestiniens ayant enregistré de nouveaux progrès à la fin de la première semaine de travail (le Monde du 30 avril).

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Le porte-parole de la délégation palestinienne, Hanane Achraoui, a révélé, au cours du week-end, que cette dernière avait obtenu, outre le retour dans les territoires occupés de trente expulsés et la régularisation de la situation de quelque 5 000 habitants de ces régions, l'engagement du gouvernement d'Izrahak Rabin d'accorder des licences de construction pour dix mille habitations menacées de destruction parce que bâties illégalement. A ces gestes s'ajoute, toujours selon M^{me} Achraoui, la promesse de l'administration américaine de fournir des renseignements chiffrés sur les colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie et à Gaza. De même que l'engagement de l'Arabie saou-

die, à la demande des Etats-Unis, d'aider financièrement les Palestiniens.

Sur ce dernier point, il n'est pas évident qu'il s'agisse d'une reprise de l'aide annuelle (de plus de 85 millions de dollars) que Riyad accordait à l'OLP et qui est interrompue depuis 1991, en raison du soutien apporté par Yasser Arafat à l'Irak lors de la guerre du Golfe. Le montant et les modalités de cette assistance sont en cours de discussion entre le ministre saoudien des Affaires étrangères et le chef des négociateurs palestiniens, Fayçal Hussein. Il est sûr, en revanche, que le royaume wahabite a demandé aux autres monarchies pétrolières du Golfe de faire ce qu'il n'a jamais lui-même osé de faire : reprendre le versement à l'OLP de la taxe de 5 %, prélevée obligatoirement sur les salaires des employés et fonctionnaires palestiniens travaillant dans ces pays.

Forts des acquis réels et des promesses de progrès dans les négociations, les Palestiniens devaient donc s'engager, lundi, dans la discussion sur les questions de fond. « Nous espérons qu'ils négocieront sérieusement cette semaine de la nature et des structures de l'autogouvernement » palestiniens, qui doit prendre la relève de l'administration civile israélienne en Cisjordanie et à Gaza, a déclaré, au New York Times, un responsable du département d'Etat.

MOUNA NAÏM

Israël admettrait la participation des habitants de Jérusalem-Est à des élections dans les territoires occupés

Israël est prêt à accepter la participation des 150 000 habitants de Jérusalem-Est à l'élection des membres du conseil chargé de gérer l'autonomie des territoires occupés, a-t-on indiqué, dimanche 2 mai, de sources proches du ministère des Affaires étrangères. C'est la première fois, depuis le début du processus de paix, en mois d'octobre 1991, que l'Etat juif évoque une telle concession.

Cette participation est toutefois assortie de trois conditions. Les bureaux de vote doivent être installés en dehors des limites administratives de Jérusalem, dans des localités de Cisjordanie occupée. Seuls, les Palestiniens

de Jérusalem-Est (annexée en 1967), disposent d'une deuxième adresse en Cisjordanie, pour être élus à ce Conseil qui, ainsi, ne serait composé que d'élus de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

D'autre part, le gouvernement a décidé de porter à 33 000 le nombre d'ouvriers palestiniens des territoires occupés, autorisés à travailler en Israël. La bande de Gaza est bouclée depuis le 29 mars, le Conseil des ministres a décidé, dimanche, de prolonger cette mesure, une nouvelle fois. Auparavant 120 000 Palestiniens se rendaient chaque jour en Israël. - (AFP)

YÉMEN : premières élections législatives depuis l'unification

Le parti du président Saleh remporte une large victoire

SANAA (YÉMEN)

de notre envoyé spécial

Le Congrès populaire général (CPG) du président Ali Abdallah Saleh a remporté une nette victoire aux premières élections législatives du Yémen unifié, en obtenant 121 sièges sur 301, soit le double du total des sièges acquis par les deux principales formations concurrentes : le Rassemblement yéménite pour la réforme (Al-Islah, parti islamiste à caractère tribal) en gagne 62 et le Parti socialiste yéménite (PSY), ancien parti nique du Sud-Yémen s'en voit attribuer 58.

Les indépendants, qui représentaient plus des deux tiers des candidats, obtiennent 47 sièges, mais déjà 25 d'entre eux se sont ralliés

au CPG et 13 autres au PSY. Avec 146 sièges, le Parti du président Saleh frôle donc à 5 sièges près la majorité absolue.

Le résultat de ces élections, dont la régularité a laissé beaucoup à désirer, ne modifie pas fondamentalement l'équation politique yéménite qui devrait rester, longtemps encore, sur la cobaltation des trois grands partis. Ceux-ci semblent, malgré leurs divergences et une méfiance réciproque, condamnés à s'entendre au sein d'un gouvernement d'union, avec une Assemblée où seuls une vingtaine de députés n'appartiennent pas à ces trois principales formations (le Monde du 27 avril).

F.C.

o IRAQ : le pape demande aux catholiques de ne pas émigrer. Dans un message lu, dimanche 2 mai, au cours d'une messe célébrée à Bagdad, en présence de son envoyé, le cardinal Achille Silvestrini, préfet de la congrégation pour les Eglises orientales, le pape a demandé aux catholiques d'Irak de surmonter les « circonstances douloureuses » et de rester dans leur pays. Jean-Paul II a formulé le souhait que « l'Irak puisse reconstruire des relations fructueuses avec les autres peuples, dans un esprit de réconciliation et de paix ». - (AFP)

o JORDANIE : le roi Hussein fête ses quarante ans de règne. Le quarantième anniversaire du règne du roi Hussein de Jordanie a été marqué, dimanche 2 mai, à Amman, par des démonstrations aériennes et des parades militaires. Agé de cinquante-sept ans,

le souverain hachémite a été proclamé roi au mois d'août 1952 alors qu'il n'avait que dix-sept ans, mais n'a commencé à exercer ses pouvoirs constitutionnels que le 2 mai 1953, après une courte régence. - (AFP)

o LIBAN : un soldat israélien tué dans une embuscade. La Résistance islamique, formation paramilitaire du Hezbollah pro-iranien, a revendiqué, samedi 1^{er} mai, l'attaque qui a coûté la vie à un soldat israélien dans la bande frontalière occupée par l'Etat juif dans le sud du Liban. Dans un communiqué, la formation intégriste affirme avoir fait exploser une charge, dans la nuit de vendredi à samedi, au passage d'une patrouille israélienne près du Château de Beaufort. - (AFP)

Un homme aussi adulé que haï

Ranasinghe Premadasa était une forte personnalité, que l'on haïssait ou adulait. Pour ses adversaires, plus nombreux peut-être dans son camp que pour ses partisans, il était un homme qui n'honorait pas son pays. Craignant pour son pouvoir au-delà de ce qui est inévitable, le président n'avait consenti à s'écarter pour la première fois de l'île pour se rendre en visite officielle à l'étranger que lorsque la désignation, début 1992, de Colombo comme capitale temporaire du SAARC (Association des pays d'Asie du Sud) ne lui avait plus permis de se confiner dans sa capitale pour mieux garder à l'œil ses adversaires. Moins sûr de lui qu'il n'apparaissait à ses contemporains, le chef de l'Etat n'avait jamais donné la moindre interview, une frilosité qui était également mal interprétée par l'intelligentsia de l'île.

Dans l'acte par lequel deux ministres et plusieurs députés de son parti avaient demandé sa destitution, à la mi-1991, figuraient les accusations suivantes : « Trahison (de présumées complaisances pour les « Tigres »), abus de pouvoir (il menait son cabinet à la baguette), corruption (son entourage était, de ce point de vue, davantage que lui-même sur la sallette) et turpitudes morales (adultère, notamment, à son recours immodéré aux astrologues). » Il avait qualifié cette action de « cabale aristocratique », allusion à l'origine sociale de ses adversaires qui était méprisante dans la bouche de cet homme à la fois fier et complexe en raison de son humble extraction.

De fait, Ranasinghe Premadasa était le premier dirigeant de l'île, depuis l'indépendance de 1948, à ne pas appartenir aux nobles familles qui l'avaient dirigée jusqu'à la colonisation britannique du début du XIX^e siècle. Entré en politique encore adolescent, il avait fait ses premiers pas au sein du SLFP avant, très vite, de rejoindre l'UNP. Député, ministre, il devint numéro deux de son parti et chef du gouvernement en 1978, au début de la présidence de J. R. Jayawardena. D'abord ombre

portée du chef de l'Etat, il s'affirma ensuite, notamment à la faveur de la « crise tamoule » dans laquelle il adopta une attitude plus dure que le président envers l'intervention de l'Inde, et se montra davantage prêt à négocier avec les « Tigres ».

C'est lui, pourtant, que le « vieux renard » Jayawardena poussa à sa succession en 1988. Il écartait ainsi un autre « candidat naturel », Lalith Athulthumudali qui, en sa qualité de ministre de la sécurité, avait fait merveille depuis 1988 en répression des guerres civiles qui ravageaient le pays. Ecartant, en 1989, l'insurrection nationaliste du JVP par des méthodes qui horrifiaient les organisations humanitaires, le chef de l'Etat recherchait, en revanche, un cessez-le-feu avec le LTTE, après avoir obtenu le départ des troupes indiennes à la mi-1989. Les « Tigres » ne lui en surent rien gré puisqu'ils relancèrent la guerre quelques mois après, dans des conditions pour lui humiliantes. Il n'empêche : l'énigme de ce « négociateur » lui colle à la peau, infamante aux yeux de l'influent clergé bouddhiste et des nationalistes cinghalais. M. Premadasa était pourtant lui-même très pieux, ne buvant ni ne fumant, et « toujours courtois avec les moines », selon ses adversaires.

Des préoccupations sociales

Ses adversaires, aux aussi nombreux, étaient touchés par ses évidentes préoccupations sociales, qu'il avait manifestées dès les années 60 comme ministre du logement. Il avait, en particulier, lancé dans l'île, et anglophilement dans les campagnes, un grand programme de logements à bon marché. Ses adversaires qualifiaient de « démagogie » cette action dont, il avait fait sa bannière politique. Pour certains de ses amis politiques eux-mêmes, il s'agissait d'un « populisme » bien éloigné du conservatisme d'inspiration libérale qui est la marque traditionnelle de l'UNP.

J.-P. C.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Six mois après la condamnation des docteurs Garretta et Allain et du professeur Roux

La cour d'appel de Paris réexamine l'affaire du sang contaminé

La cour d'appel de Paris réexamine, à partir du lundi 3 mai, le rôle de deux responsables du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) et de deux hauts fonctionnaires du ministère de la santé dans la contamination des hémophiles par le virus du sida. Ce second procès est la conséquence de l'appel formé par le docteur Jean-Pierre Allain et le professeur Jacques Roux contre le jugement de la 16^e chambre correctionnelle de Paris du 23 octobre 1982, les condamnant respectivement à quatre ans de prison dont deux avec sursis et quatre ans de prison avec sursis. Condamné à quatre ans de prison ferme, le docteur Michel Garretta, qui comparaitra détenu, n'avait pas fait appel, mais il sera jugé à nouveau, de même que le professeur Robert Netter, relaxé par le tribunal, car le parquet a décidé de faire appel contre l'ensemble des dispositions pénales du jugement, afin que l'affaire soit jugée dans son ensemble.

Pour vivre avec un minimum de contraintes, les hémophiles ont besoin d'injections régulières de produits élaborés à partir du sang humain. Ces produits contiennent la substance nécessaire à la coagulation que l'organisme des hémophiles ne fabrique pas en quantité suffisante à cause d'un accident génétique. Pour l'hémophilie A, la plus répandue, il s'agit du facteur VIII et pour l'hémophilie B du facteur IX. Cette technique de traitement, apparue au début des années 70, a permis d'améliorer les conditions de vie des hémophiles en agissant préventivement au lieu d'avoir recours à la transfusion de sang après l'accident hémorragique.

À l'aboutissement des 80, ces produits se sont présentés sous la forme de cryoprécipités congelés ou lyophilisés, soit sous celle de concentrés autorisés à l'auto-perfusion. Le traitement, surtout sous cette dernière présentation, offrait un tel confort d'utilisation que les hémophiles furent naturellement amenés à procéder à des injections systématiques qui leur assuraient des conditions de vie proches de la normale. La demande a donc augmenté dans de larges proportions, obligeant les centres de transfusion à se tourner vers les produits d'importation qui étaient un monopole du Centre national de transfusion sanguine.

La date de la contamination

C'est aussi au début de la décennie 80 qu'une maladie inconnue apparaît aux États-Unis. Ceux qui en sont atteints présentent un syndrome d'immunodéficience acquise dont les initiales SIDA servent bientôt à désigner la maladie. Si la voie sexuelle constituera au départ le vecteur privilégié, on envisage déjà que sa transmission puisse s'opérer également par le sang. Ce n'est encore qu'une hypothèse qui se confirmera progressivement, alors que parallèlement l'issue fatale de la maladie apparaît peu à peu comme inéluctable.

Les hémophiles seront donc contaminés par les produits sanguins destinés à les soigner et d'autant plus rapidement que plusieurs circonstances aggravantes seront réunies. Ainsi les concentrés d'usage si confortable sont élaborés à partir de plusieurs milliers de donneurs, et il suffisait qu'un seul

soit porteur du virus découvert en février 1983 par le professeur Luc Montagnier pour que l'ensemble du lot soit contaminé. En outre, les produits d'importation venaient pour une grande part des États-Unis où le don de sang, rémunéré, pouvait attirer les toxicomanes, considérés comme une population « à risques ».

Au début du mois de mai 1983, un laboratoire américain propose un concentré sanguin ayant subi un chauffage selon une technique destinée à « réduire le risque viral ». La formule utilisée révèle que le risque était donc connu, même si son appréciation n'atteint pas le niveau de certitude qui évoluera avec les recherches menées dans différents pays. À la même époque, les signaux d'alerte se multiplient et, en juin 1983, un rapport confidentiel, faisant état d'une étude portant sur 2 300 hémophiles, constate que 6 d'entre eux présentent les symptômes du sida.

Un test de dépistage mis au point par le professeur Montagnier pourrait encore constituer une réponse à une contamination qui devient de plus en plus certaine. Mais il faut un délai pour le produire en quantité suffisante et un autre test, proposé en février 1985 par la firme américaine Abbott, verra son agrément retardé sur le territoire français par une décision qui ressemble bien à une forme de protectionnisme.

À CNTS, les notes, les rapports, les comptes rendus de réunions et les courriers échangés avec les ministères concernés deviennent de plus en plus alarmants. Pourtant, il faudra attendre le 24 juillet 1985 pour que le *Journal officiel* publie un arrêté décidant que les produits sanguins non-chauffés ne seront plus pris en charge par les organismes d'assurance-maladie lorsqu'ils auront été prescrits après le 1^{er} octobre 1985.

La responsabilité du docteur Garretta

À quelle date la constatation d'un risque de contamination devrait-elle conduire à l'arrêt immédiat de la distribution des produits en cause, à leur destruction et à leur remplacement par des produits chauffés ? Cette question peut résumer l'ensemble de l'affaire du sang contaminé dans la mesure où elle coïncide en elle-même une foule d'autres questions qui se divisent grossièrement en trois groupes : que signifie le verbe « savoir » à une époque donnée ? Qui était en possession de ce savoir ? Qui disposait du pouvoir d'agir à chaque échelon ?

Les premières plaintes datent de 1983, mais en se tournant vers la justice les victimes et leurs familles n'hésiteront pas à révéler plusieurs types de réponses, encaissant respectivement les responsabilités civiles, administratives, politiques et pénales.

En 1991, tout en admettant que des incertitudes demeuraient en matière de date de l'année 1985 sur les effets secondaires de la technique de chauffage, le tribunal administratif de Paris déclarait que « la révélation de la catastrophe sanitaire annoncée commandait qu'il soit mis fin, autoritairement et sans délai, à la distribution des produits sanguins contaminés ». Le 16 juin 1992, la cour administrative d'appel confirmait cette décision, en fixant le début de la période où la responsabilité de l'État est engagée au 12 mars 1985. Le 9 avril 1993, le Conseil d'État, saisi à son tour, a élargi cette période en la faisant partir du 22 novembre 1984.

Sur le plan pénal, l'instruction menée par Sabine Foulon a permis de juger devant la 16^e chambre correctionnelle de Paris quatre incul-

pés. Dans sa décision, rendue le 23 octobre 1992, le tribunal a condamné le docteur Garretta, ancien directeur général du CNTS, et le professeur Allain, ancien chef du département recherche et développement au CNTS, en déclarant ce qui suit : « Les prévenus avaient tous deux, à un degré équivalent, personnellement conscience du caractère gravement contaminant des produits distribués par le CNTS (...). Par leur silence, leur réticence à informer et même leur mensonge (...), ils ont, avec persévérance, poursuivi un but : induire les hémophiles en erreur, les tromper jusqu'à épuisement des stocks. De cette politique, le docteur Garretta est incontestablement l'inspirateur et le maître d'œuvre... ». Pour sa part, le docteur Netter, ancien directeur du Laboratoire national de la santé, était relaxé, mais le professeur Roux, ancien directeur général de la santé, était jugé coupable de non-assistance à personne en danger, pour s'être « manifestement abstenu d'user de ses pouvoirs pour empêcher le docteur Garretta d'agir ainsi qu'il l'a fait ».

La re-qualification du délit

Ce jugement n'a semblé satisfaire personne. Une partie des victimes acceptaient difficilement le délit retenu contre le docteur Garretta et le professeur Allain, tous deux condamnés pour « tromperie sur une marchandise entraînant un danger pour la santé de l'homme ». Une qualification jugée dérisoire face à ces deux chiffres : 1 250 hémophiles contaminés et un peu plus de 290 morts. Aussi certaines parties civiles avaient-elles soulevé l'incompétence du tribunal, en soutenant que les faits correspondaient à la qualification criminelle d'empoisonnement.

La question sera à nouveau posée à la cour d'appel, et, même si ce point de vue paraît déjà justifié, il s'agit alors juridiquement d'abandonner le droit pénal pour se tourner vers le droit pénal des crimes et délits. Aussi les premières journées de l'audience seront-elles entièrement consacrées à ce débat.

Parallèlement, le procès a laissé un goût amer chez beaucoup de ceux qui, tout en s'en remettant à la décision des juges, auraient souhaité que les responsabilités soient aussi recherchées à d'autres niveaux. La Haute Cour de justice,

qui fut saisie le 20 décembre 1992 du cas de Laurent Fabius, ancien premier ministre, Georgina Dufin, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et Edmond Hervé, ancien secrétaire d'État à la santé, s'est heurtée à la prescription du délit de non-assistance à personne en danger. La procédure pouvait être à nouveau engagée sur la qualification d'homicide involontaire, un délit qui réduit à néant la prescription lors de chaque décès d'un hémophile contaminé.

Mais si l'on repense aujourd'hui de Haute Cour, c'est seulement pour envisager une réforme de son fonctionnement. Cette poursuite, toujours possible, va peser sur les débats de la cour d'appel de Paris, car, comme le note un avocat, « la mise en cause des ministres apparaît chimérique à l'époque du premier procès ». De la même manière, les plaintes déposées par deux hémophiles contaminés contre les conseillers des ministères seront certainement évoquées à l'audience pour déplorer, d'un ton précis, les responsabilités.

Tous ces éléments conduisent les avocats à vouloir faire entendre des témoins. Mais la procédure de la cour d'appel, déconcertante à bien des égards, ne prévoit pas de faire venir des témoins ni des experts qui se sont déjà exprimés devant le tribunal. Ce n'est donc qu'à l'issue des premières journées de débats que la cour fera connaître les témoins admis. En préliminaire, parmi les incidents de procédure qui sont insupportables de tout procès important, la cour devra statuer sur la citation du professeur Allain. Expédiée par le parquet dans les délais, elle ne lui avait pas permis, et son avocat, M. Olivier Schnerb, laisse planer un doute sur les conséquences de l'incident qui ne seront connues que le 3 mai.

Prévu sur plusieurs semaines, les débats se dérouleront dans une nouvelle salle, construite spécialement aux frais de la justice, au Palais de justice de Paris, qui a retrouvé sa destination d'origine, car, sur des plans anciens, les lieux sont déjà occupés par une salle d'audience. Bien plus grande que celle du tribunal, elle pourra accueillir dignement, cette fois, des malades qui cherchent la vérité.

MAURICE PEYROT

EN BREF

■ Mise en examen du meurtrier présumé de Mathilde Girardeau. Le meurtrier présumé de Mathilde Girardeau, disparue le 24 avril, près de Nevers (Nièvre) a été mis en examen, samedi 1^{er} mai, sous l'inculpation d'assassinat. Il a été inculpé à la prison de Nevers. L'homme, un nuyézien agé de 27 ans, avait été placé en garde à vue vendredi dernier. Pour expliquer son geste, il a déclaré avoir été « pris d'une envie subite et irrésistible de tuer » le corps de la jeune fille. Après l'avoir étranglée, il avait lougouement circulé sur des routes de campagne avant de jeter le corps dans des taillis. Les gendarmes poursuivaient lundi matin leurs recherches pour le retrouver.

■ Mandat d'amener, à la Réunion, pour Paul Vergès, maire et conseiller général. Un mandat d'amener vient d'être délivré à l'encontre du maire et conseiller général communiste de Port (île de la Réunion), Paul Vergès. Mis en examen le 7 avril pour « soustraction, destruction ou enlèvement de pièces à un dépositaire public », M. Vergès n'avait pas répondu à un mandat de comparution qui a expiré mercredi 28 avril. Un député de mars, le maire du Port est soupçonné d'avoir participé à la falsification d'un appel d'offres portant sur un marché de 153 millions de francs et remporté par l'entreprise de construction Dumez. Plusieurs personnes ont été mises en examen et écrouées dans cette affaire.

■ Sans-logis : réquisition symbolique d'un immeuble à Paris. Une centaine de personnes proches de l'association Droit au logement (DAL), dont le professeur Albert Jacquard et le chanteur Jacques Higelin, ont manifesté, samedi

1^{er} mai, devant un immeuble de vingt-cinq logements vides appartenant à la Banque de France, 41, boulevard du Temple, près de la place de la République à Paris.

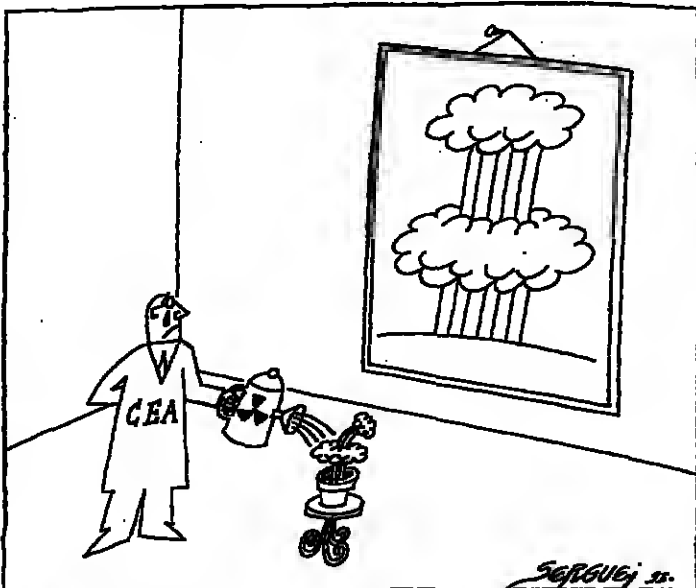
■ Le RU-486 sera expérimenté dans l'Oregon. Les premiers essais cliniques de la pilule abortive RU-486, menée sous l'égide du Population Council, seront effectués aux États-Unis dans l'État de l'Oregon auprès de 2 000 patientes, ont annoncé vendredi 30 avril les représentants du département de la santé de cet État. Le Population Council devra ensuite trouver, en vertu d'un accord passé avec le Food and Drug Administration (FDA) et la firme française Roussel-Uclaf (groupe Hoechst), une firme pharmaceutique américaine à laquelle seront confiées la fabrication et la commercialisation du produit. (AFP)

■ M. Chirac estime que le choix de Melun-Sénart pour le Grand Stade n'était « pas raisonnable ». Invité, dimanche 2 mai, au « Grand jury RTL de Melun », Jacques Chirac a indiqué que le futur Grand Stade, prévu pour la Coupe du monde de football 1998, ne devrait pas être « trop éloigné du centre de Paris ». « C'est pourquoi, j'ai toujours pensé, sans vouloir polémiquer, et même sans le dire, que le choix de Melun-Sénart n'était pas raisonnable. Je crains fort que cela n'apparaisse de plus en plus clairement. Il appartient au gouvernement (...), en accord très étroit avec les représentants du monde sportif, de décider de son implantation pour que cette réalisation pèse le moins possible sur les finances publiques, qui n'ont pas besoin de cela. »

DÉFENSE

Souhaitant une décision rapide du gouvernement

Le Commissariat à l'énergie atomique s'est mis en situation de reprendre les essais nucléaires après juillet



La direction du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) considère que la reprise de ses essais nucléaires par la France est « une nécessité » pour la dissuasion nationale. Elle estime que ces expérimentations sont « irremplaçables » et elle souhaite « une décision rapide » favorable du gouvernement, après la décision de François Mitterrand de suspendre les tirs jusqu'en juillet, comme l'ont fait les Américains et Russes. Des dispositions ont été prises par le CEA « pour une éventuelle reprise des essais durant le second semestre de 1993 ».

C'est ce qu'ont déclaré en substance Philippe Rouvillois et Roger Baléras, respectivement administrateur général et directeur des applications militaires du CEA, lors de leur audition, à la fin de la semaine dernière, par les députés de la commission de la défense à l'Assemblée nationale. Les deux hommes ont expliqué que la reprise des essais sur l'atoll de Mururoa figurait « premier rang de leurs préoccupations ».

Pour la première fois, l'administrateur général a dressé le compte du nombre des expériences nucléaires de la France, depuis leur début et jusqu'au moratoire décidé unilatéralement en avril 1992, soit 161, contre 961 aux États-Unis et 657 dans l'ex-Union soviétique. Jusqu'à présent, ce nombre était secret et les décomptes publiés ici ou là en France n'avaient jamais été aussi précis. Occupant 6 000 personnes, la direction des applications militaires (DAM) a reçu, pour 1993, un budget de 9 milliards de francs, dont l'essentiel provient du ministère de la défense. Depuis 1988, selon M. Rouvillois, ce budget a diminué de 27 %, et même de 30 % si l'on tient compte de l'abandon de 320 millions de francs intervenu au début de 1993. La DAM a, depuis 1988, enregistré quelque 5 000 départs.

L'administrateur général du CEA a précisé, pour la première fois, que la production de plutonium pour les besoins de la défense avait cessé en 1992 et que la suffisance en uranium enrichi serait atteinte dans quelques années. Ce qui n'aurait pas sans poser des problèmes (assainissement final, traitement des déchets entreposés, démantèlement des installations, coûts financiers et volume des effectifs) liés à l'arrêt progressif des sites de Marcoule et de Pierrelatte, dans le Sud-Est.

Une arme à énergie réglable

« D'un point de vue scientifique et technique, a déclaré M. Rouvillois à propos des armes, la reprise des expériences est une nécessité pour le maintien de l'outil de conception et de développement de la dissuasion nucléaire. Car les essais sont aujourd'hui indispensables pour valider les concepts et les calculs. Une décision rapide, qui tienne bien entendu d'une appréciation gouvernementale, est très souhaitable. »

M. Baléras a, de son côté, insisté sur « le caractère irremplaçable de l'expérimentation nucléaire, qui constitue une véritable expérience physique de laboratoire ne pouvant, bien entendu, être effectuée à même échelle sur le territoire métropolitain ». Il a indiqué que le CEA avait conçu le projet PALEN (préparation à la limitation des expérimentations nucléaires), qui consiste à mettre au point des moyens et des techniques de simulation, mais qui ne supprime pas les essais en vraie grandeur. Qu'il s'agisse de

techniques informatiques de modélisation ou d'un recours au laser de forte puissance, toute simulation, selon le « patron » de la DAM, suppose des délais, des crédits et la continuation des expériences - même en nombre restreint - pour « valider la pertinence des modèles et ajuster les paramètres de simulation » par les techniciens.

Aux députés, M. Baléras a donné une précision inédite sur le programme de missile ASLF (air-sol à longue portée), qui devrait constituer la future seconde composante nucléaire à côté des missiles embarqués sur des sous-marins. Le missile ASLF serait monté sur le Rafale et la Grande-Bretagne a été invitée par la France à s'associer à ce programme majeur.

Le « patron » de la DAM a indiqué qu'il s'agira de concevoir une charge explosive propre au missile ASLF et que « ce système d'armes sera probablement à énergie réglable ». Ce qui signifie que, à l'instar de certains armements américains, la tête du missile dégradera une puissance de destruction dont les effets seront variables selon l'effet attendu d'une cible.

[Aussitôt connues, les déclarations des dirigeants du CEA ont suscité une réaction du gouvernement néo-zélandais par la voix de son premier ministre, Jim Bolger, qui s'est déclaré « très déçu » si la France reprendait ses essais dans le Pacifique. « Nous allons faire connaître notre point de vue à la France », a ajouté M. Bolger. De son côté, le mouvement Greenpeace a indiqué, à Auckland, qu'il était prêt à envoyer un bateau vers Mururoa si la France reprendait ses tirs.]

FAITS DIVERS

À Bègles (Gironde)

Un chômeur se suicide par le feu

BORDEAUX

de notre correspondant

Un homme d'une trentaine d'années s'est immolé par le feu, vendredi 30 avril, vers 23 h 30, sur le parking d'un immeuble de bureaux donnant sur les quais de la Garonne, à Bègles, dans la banlieue bordelaise. L'homme, entièrement nu, n'a mis le feu à son corps, probablement avec de l'essence, à l'abri des regards, dans un coin, avant d'aller s'étendre sur le parking. Alertés par les flammes, des automobilistes ont tenté de lui porter les premiers secours. Conscient, mais déjà trop gravement atteint pour sentir la douleur, il expliquait aux témoins vouloir mettre fin à ses jours parce qu'il était au chômage depuis un an. Et il leur demandait de le laisser mourir.

Pendant son transfert à l'hôpital, l'homme répétait aux sapeurs-pompiers qu'il avait agi ainsi parce qu'il était au chômage. Il devait succomber des suites de ses brûlures, samedi matin 1^{er} mai. Son identité n'avait toujours pas été établie, dimanche soir, par les policiers. (Interim.)

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

mba
INSTITUTE
Groupe IPESUP

Enseignement supérieur international libre
(1) 42 78 95 45

Terminals et Bac +1 :
un M.B.A.
à Wharton, MIT,
Northwestern, Cornell, etc.
après 4 ans
de gestion bilingue
au sein du département
international d'IPESUP

Imaginez un monde UNIX qui serait d'abord le vôtre.

IMAGINEZ UN MONDE OUVERT, UN MONDE D'ÉCOUTE. UN MONDE OÙ L'ON DÉVELOPPE LES TECHNOLOGIES ET OÙ L'ON UTILISE LES TALENTS POUR VOUS SERVIR SIMPLEMENT.

A votre écoute, ce que nous avons appris est simple : un UNIX Unifié est celui d'un utilisateur et non celui d'un constructeur.

Un UNIX Unifié, c'est pour Digital vous laisser choisir vos interfaces, vos applications sans vous enfermer dans quelque dépendance que ce soit.

Un UNIX Unifié, c'est pour Digital vous assurer la possibilité de gérer des univers hétérogènes et des systèmes traditionnellement incompatibles.

Un UNIX Unifié, c'est pour Digital vous assurer que tous les standards sont intégrés sans remettre en

cause vos choix, en fournissant la puissance dont vous avez besoin. Grâce à sa technologie Alpha AXP, Digital vous propose dès maintenant ce que d'autres vous promettent pour demain. Grâce à sa technologie Alpha AXP RISC 64 bits, Digital vous présente dès maintenant une gamme complète de stations de travail, de serveurs et de grands systèmes, qui utilise une seule architecture au meilleur prix du marché.

Imaginez, chez Digital, votre standard est le nôtre. Notre monde UNIX est le vôtre.

Imaginez un monde ouvert, où les services, les applications et les solutions particulières trouvent toutes leur place. Un monde où nous continuons à vous écouter.

Bienvenue dans votre monde UNIX Unifié.

digital

L'imagination vous réussit

UNIX est une marque de UNIX Systems Laboratories. Pour en savoir plus sur la gamme de stations et serveurs sous DEC OSF/1 AXP, l'UNIX Unifié, consultez-nous.

SPORTS

BASKET-BALL : finale du championnat de France

Bozidar Maljkovic, entraîneur sans frontières

JUDO :
championnats d'Europe
Domination française

La France a conservé sa suprématie sur le judo européen lors des championnats disputés à Athènes du 29 avril au 2 mai : avec un total de douze médailles dont cinq d'or, l'équipe de France fait aussi bien que l'an dernier lors des championnats qui avaient eu lieu à Paris. Elle devance largement la Russie (9 médailles, un titre) et les Pays-Bas (5 médailles, 2 titres). Le record français resta toutefois le palmarès de 1987, avec 13 médailles dont 5 d'or.

La palmarès des tricolores traduit à la fois des confirmations de la part des champions installés mais aussi un renouvellement prometteur en ce début d'olympisme. Trois Français ont conservé leur titre : Pascal Teyssie (moins de 88 kg), Stéphane Traineau (moins de 95 kg) et Laetitia Meignan (moins de 72 kg). Deux autres ont connu leur premier sacre européen, Darcet Yandji (moins de 78 kg) et Alice Dubois (moins de 66 kg). De son côté, Natalina Lupino a confirmé sa médaille de bronze de Barcelone, en additionnant l'argent des toutes catégories et le bronze des plus de 72 kg. David Douillet a également gagné une médaille d'argent en plus de 85 kg. Cécile Nowak, championne olympique à Barcelone, n'a pas totalement réussi son passage en moins de 52 kg, échouant de peu en finale. L'autre championne olympique, Cathy Fleury-Vachon, a dû se contenter d'une médaille de bronze, comme Patrick Rosso et Marine Dupond. — (AFP, AP)

Le Limoges CSP a battu Pau-Orthez, tenant du titre (85-53), dimanche 2 mai, lors du premier match de la finale du championnat de France de basket-ball qui se dispute au meilleur des cinq matches. Après son titre de champion d'Europe, il espère, avec son nouvel entraîneur Bozidar Maljkovic, emporter le trophée national, qui lui échappe depuis deux ans.

LIMOGES

de notre envoyé spécial

Dans la capitale de la porcelaine, Bozidar Maljkovic est un héros. Juste hommage à l'entraîneur du club chéri par une ville qui arbore les couleurs jaune et pourpre sur les places et dans les vitrines. Les habitants le saluent avec respect dans la rue ou, lors des matches, l'ovationnent encore plus que ses joueurs lorsqu'il gagne le banc de touche. Le Limoges CSP est champion d'Europe et, six semaines plus tard, Bozidar Maljkovic est pour beaucoup dans ce triomphe.

Silhouette généreuse drapée dans le traditionnel costume croisé-croisé de l'entraîneur de basket-ball, l'index replié sous un menton qui termine un visage ovale, un peu «balladurien», Bozidar Maljkovic tiendrait plutôt de l'anti-héros. Il n'est ni mystérieux ni secret, réservé, tout au plus, et son français balbutiant le rend encore inaisissable.

Il n'est pas de ceux qui s'énervent ou explosent de joie. Durant les rencontres, il passe ses orbes sur des tablettes de chewing-gum qu'il mastique consciencieusement. Au comble de l'exaspération, il croise les bras, fera les cent pas, ou jonglera du pied avec un ballon. «J'essaie de contrôler mes émotions

et je ne gesticule pas, dit-il. Je ne me comporte pas comme un candidat aux élections présidentielles américaines. Si j'étais candidat, je ne serais pas élu.»

On dit qu'il vit pour le basket. Mais du basket, il parle peu. On dit qu'il s'est révolutionné ce sport. Il rit. «Personne ne sait vraiment ce que c'est que le bon basket ; moi, je me contente de faire accepter ma philosophie aux joueurs, et c'est l'acceptation, comme ils l'ont fait à Split ou à Limoges, je suis heureux.» Parce que les portes de la salle d'entraînement sont souvent interdites aux intrus, on lui a inventé une alchimie secrète basée sur le vidéo. Il sourit en montrant une collection de cassettes nichées sous un téléviseur installé dans son bureau : «Nous faisons comme tout le monde, nous visionnons nos matches et nous tentons d'y déceler les défauts et d'y remédier. Rien de bien diabolique.»

Le talent de Bozidar Maljkovic réside tout d'abord dans sa longévité. A quarante et un ans, cet homme a déjà passé plus de vingt ans sur le banc de touche. Membre de l'équipe de Krajivica, en Serbie, il a raccroché son maillot à vingt ans. «J'ai été honnête, moi-même, se souvient-il. J'étais loin d'être le meilleur. Les copains m'ont demandé de rester comme entraîneur. Quand on est dans le circuit, c'est difficile d'en sortir, alors, j'ai accepté.»

Pendant vingt ans, en Yougoslavie, à Belgrade, puis à Limoges où il est exilé depuis décembre 1991, Bozidar Maljkovic a mis au point un basket basé sur un labour imposé par sa poigne de fer. «Nous nous entraînons dix fois deux heures par semaine, cote à cote, Golman, directeur sportif du Limoges CSP. Personne, en France, ne bêche plus que nous ; les séances sont souvent plus épuisantes que les

matches.» Depuis l'arrivée de Boza, au début de la saison, le capitaine Richard Dacoury et ses collègues ont éprouvé une rigueur quasiment inédite pour une équipe française. Après des heures passées à refaire les gammes, à se faire engueuler, aussi, l'équipe, renouvelée de plus de moitié au début de la saison, s'est soudée. Il n'y a plus de vedette, mais cinq hommes qui se battent ensemble sur le parquet.

Solides défenseurs — parfois accusés de servir un basket trop posé, trop attentiste, — les joueurs sont pourtant capables de mener des attaques éclair, inlassablement réglées à l'entraînement et surtout, de décrypter les stratégies de leurs adversaires pour mieux les grigner. Ainsi, dimanche, face à Pau-Orthez, les jaunes et pourpres ont su casser avec succès le rythme de leurs adversaires émus par les contre-offensives limogéennes.

Le «sorcier de Split»

Bozidar Maljkovic n'en dira pas beaucoup plus, sinon qu'il se demande comment il n'est pas devenu fou après avoir fait ce métier pendant plus de vingt ans. Sans doute est-ce parce qu'il a beaucoup voyagé. Dans son pays, aujourd'hui déchiré par la guerre civile, il est veçu prodigieux, ses conseils à l'étoile rouge de Belgrade avant de partir à Split, en 1987, pour se faire un nom et un surnom, le «sorcier de Split», en révélant de jeunes joueurs comme Kukoc, aujourd'hui vedette à Trévise, et en permettant à l'équipe de devenir championne d'Europe en 1989 et 1990. Il a ensuite choisi l'Europe, avec Barcelone, qui échoua en 1991 face à... Split et, aujourd'hui Limoges : «Je me considère comme un homme cosmopolite», explique-t-il.

Cosmopolite mais pas apatride. Bozidar Maljkovic se rappelle toujours qu'il est serbe et yougoslave. Maintenant, il parle de son pays avec une voix feutrée d'inquiétude. Il se souvient que jamais, en quinze ans, il n'a rencontré de quelconques nationalistes au sein des équipes yougoslaves. Il se souvient qu'il y a deux semaines, tous ses amis serbes, croates, les entraîneurs du Monténégro lui ont téléphoné pour le féliciter de la victoire en Coupe d'Europe : l'un des souvenirs les plus émouvants de sa carrière. «Je ne connais personne de mes amis, de quelque nationalité qu'ils soient, qui ait commencé cette guerre. Aujourd'hui, je suis convaincu qu'ils seront contraints de la terminer.» Pour l'heure, Bozidar Maljkovic pense à ce titre de champion de France qu'il faut accrocher, même si cela lui semble parfois bien dérisoire.

Le «sorcier de Split» ne retournera pas travailler dans son pays, même si la guerre civile prend fin demain : «Que peut faire un entraîneur contre cette folie meurtrière ? Le sport peut-il panser les plaies de ce pays en guerre ?» Bozidar Maljkovic devrait rester encore un an à Limoges avant de refaire ses valises. Le bruit court, cependant, qu'il va repartir pour la Catalogne, qui se languit d'un titre de champion d'Europe. «Quand je suis dans un pays, dans un club, je me dis qu'il est bien petit par rapport au monde entier, alors, une fois mon travail accompli, j'ai envie d'aller voir ailleurs. Je me suis fixé pour mission de donner quelque chose au basket, dans la possibilité de mes moyens. C'est la seule chose que je sais faire. Ce qui restera de ma philosophie de ce sport ? Cela, je laisse les autres en juger.»

BÉNÉDICTE MATHIEU

FOOTBALL : championnat de deuxième division

Martigues tient à sa montée

Vainqueur de Perpignan, 2-0, le FC Martigues (Bouches-du-Rhône) a conservé, samedi 1^{er} mai, la première place dans le groupe A, un point devant Cannes, à deux journées de la fin du championnat de France de deuxième division. Leader surprise depuis le début de la saison, le club voit ainsi poindre une montée en première division que ni son maigre budget ni son équipe hétéroclite ne lui permettaient d'espérer.

MARTIGUES

de notre envoyé spécial

Longtemps le club a ressemblé à la ville, blottie à l'entrée de l'étang de Berre, sous le béton d'un pont autoroutier. Le FC Martigues avait fini par prendre ses habitudes au creux desissements de deuxième division. Vingt années de présence ininterrompue, vingt saisons à regarder d'autres équipes franchir le gouffre, rejoindre les poids lourds de l'élite du ballon rond. A Martigues, la montée restait une ambition inavouée, dont personne n'aurait osé faire un objectif. A peine le club avait-il sacrifié à la mode de

l'argent facile, en tournant des années 80. Quelques recrues mal assorties, quelques emprunts inconsidérés, histoire d'améliorer l'ordinaire. A la fin de la saison dernière, le club était au bord de la cessation d'activité, avec un passif supérieur à 15 millions de francs. La direction nationale de contrôle et de gestion (DNCG), père fouettard des débâches budgétaires, avait imposé la potion habituelle : interdiction de recruter puis limitation draconienne de la masse salariale. L'incroyable s'est enchaîné de ce trou financier. Pour se relancer et espérer gagner sa place en super D2 (1), le FC Martigues s'était d'abord choisi que de se fabriquer une équipe de bric et de broc. Sept apprentis footballeurs ont quitté les bancs du centre de formation. Six joueurs ont été prêtés au club — un record pour une seule équipe. Les uns ont amené leur envie de se faire une place au soleil des professionnels. Les autres brûlaient de prouver à leurs clubs d'origine qu'ils valaient mieux que des marchandises. Un nouvel entraîneur, Christian Sarramagna, l'ancien allié du grand Saint-Etienne, s'est chargé de fédérer ces enthousiasmes et ces rancœurs, de donner une âme à l'atletage hétéroclite. Et les solutions de fortune se sont transformées en martingale.

Sur un graphique affiché dans le bureau de l'entraîneur, un trait vert, rectiligne, résume le miracle. Les Martigues se sont hissés à la tête du championnat au bout de trois journées, et ce foot plus qu'utile. «Jusqu'à présent le club avait procédé lentement, en ajoutant wagon par wagon, explique le nouveau président du club, Michel Bérard. En 1974, l'accession en deuxième division, en 1983, le passage au statut professionnel puis la création du centre de formation. C'est comme si, tout à coup, nous étions devenus un TGV.»

Remplir les conditions de la D1

Trop vite ? En dribblant la logique, le club a suscité l'inquiétude des hautes autorités du football. Au FC Martigues, les propos de l'administrateur général de la Ligue nationale, rapportés par l'hebdomadaire *Foot-Box*, ont doué l'euphorie, en laissant planer un doute sur la possibilité d'accepter au paradis. «Le FC Martigues ne remplit pas les conditions de la première division», constatait Jacques Thébaud. Avec son budget de 13 millions de francs, le club fait déjà figure de oïse en deuxième division. A l'étage supérieur, il ressemblerait à

un microbe, qui aurait du mal à faire éternuer les mastodontes. Surtout, le club ajoute une autre anomalie à son parcours atypique. Il multiplie les exploits dans le vide. Le FC Martigues a beau réussir sa plus belle saison, son stade d'attire pas plus de 1 500 spectateurs en moyenne, sur les 44 000 que compte la ville. «Le voisinage de l'Olympique de Marseille nous a toujours tenu dans l'ombre», explique Paul Lombard, maire (PC) de la ville. Les gens en ont sans doute assez assez de manger les mêmes plats. La première division attirent un nouveau public.»

Dans le fief communiste, enrichi par l'argent des industries pétrolières, la municipalité a toujours su se montrer généreuse avec le club de football. Ainsi Paul Lombard, amoureux du ballon rond, dont les Martigues s'inscrivent qu'il est le vrai patron du club, s'est-il immédiatement révoqué devant les menaces de la Ligue. «Cela reviendrait à interdire l'entrée de Polytechnique à un jeune qui aurait réussi le concours, parce qu'il serait issu d'une famille ouvrière. Et cela reviendrait en cause l'existence de la deuxième division.» Le FC Martigues s'entend pas se laisser dépasser de sa montée-récompense, et vit depuis un mois au rythme de deux parcours parallèles.

Celui des joueurs, qui ont vu fondre sur eux l'AS Cannes et ses vedettes. Ils défendent leur point d'avance avec l'énergie de ceux qui se savent regardés comme des gilets. Celui des dirigeants qui se démentent, sous le regard attentif du maire, pour démontrer que la présence du club en première division ne serait pas incongrue. Ils ont présenté à la DNCG, un budget de 37 millions de francs. Et ils rêvent de faire prospérer parmi l'élite une petite entreprise du football, sans stars. Un coucou Auxerre, sur les bords de la Méditerranée.

JÉRÔME FENOGLIO

(1) La prochaine saison, les deux groupes de deuxième division n'en formeront plus qu'un, qui comptera vingt équipes.

LOTTO		SAMEDI 1er MAI 1993	
1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12
13	14	15	16
17	18	19	20
21	22	23	24
25	26	27	28
29	30	31	32
33	34	35	36
37	38	39	40
41	42	43	44
45	46	47	48
49	50	51	52
53	54	55	56
57	58	59	60
61	62	63	64
65	66	67	68
69	70	71	72
73	74	75	76
77	78	79	80
81	82	83	84
85	86	87	88
89	90	91	92
93	94	95	96
97	98	99	100

LOTTO		RESULTATS OFFICIELS	
1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12
13	14	15	16
17	18	19	20
21	22	23	24
25	26	27	28
29	30	31	32
33	34	35	36
37	38	39	40
41	42	43	44
45	46	47	48
49	50	51	52
53	54	55	56
57	58	59	60
61	62	63	64
65	66	67	68
69	70	71	72
73	74	75	76
77	78	79	80
81	82	83	84
85	86	87	88
89	90	91	92
93	94	95	96
97	98	99	100

Les résultats

FOOTBALL

Championnat de France

Première division

(32 journées)

*Nantes et Caen	1-1
*Bordeaux h. Lille	3-0
*Monaco h. Valenciennes	2-1
*Paris-SG h. Auxerre	2-1
*Toulon h. Toulouse	2-0
*Nîmes et Metz	2-2
*Le Havre h. Lyon	2-0
*Saint-Etienne h. Sochaux	2-0
*Marseille h. Strasbourg	5-0
*Lens h. Montpellier	2-0

Classement : 1. Marseille, 47 pts ; 2. Monaco, 45 ; 3. Paris-SG, 44 ; 4. Bordeaux, 43 ; 5. Nantes, 39 ; 6. Saint-Etienne, 37 ; 7. Auxerre et Strasbourg, 35 ; 8. Lens, 34 ; 9. Caen, Metz, Lyon et Montpellier, 31 ; 14. Sochaux, 29 ; 15. Toulouse et Lille, 27 ; 16. Valenciennes et Le Havre, 25 ; 19. Toulon, 23 ; 20. Nîmes, 18.

Deuxième division

(32 journées)

GROUPE A

*Epinal h. Mulhouse	3-0
*Metz h. Perpignan	2-0
*Lorient h. Luchan-Ouessant	2-0
*Cannes h. Rodez	4-2
*Nîmes h. Créteil	3-1
*Albi h. Nancy	3-2
*Valence h. Amiens	3-0
*Bastia h. Sedan	1-0
*Charleville h. Ajaccio	1-0

Classement : 1. Martigues, 43 pts ; 2. Cannes, 42 ; 3. Nîmes, Nancy et Valence, 37 ; 6. Bastia, Sedan et Lorient, 35.

GROUPE B

*Lorient h. Tours	3-0
*Rennes et Beauvais	1-1
*Red Star h. Amiens	2-1
*La Roche-sur-Yon et Dunkerque	0-0
*Angers h. Caennan	2-0
*Amiens h. Guingamp	4-1
*Rouen h. Lens	2-1
*Boulogne h. Niort	2-1
*Le Mans h. Châteauroux	4-1

Classement : 1. Angers, 44 pts ; 2. Rouen, 43 ; 3. Rennes, 41 ; 4. Red Star, 40 ; 5. Le Mans, 38.

Championnat d'Angleterre

Manchester United, où évolue l'attaquant français Eric Cantona, est devenu champion d'Angleterre, dimanche 2 mai, après la défaite de son dernier rival, Aston Villa face à Oldham, 1-0, lors de l'avant-dernière journée. Le club, qui compte quatre points d'avance et un match de plus à jouer que son adversaire, attendait ce titre national depuis vingt-six ans (le *Monde* du 28 avril). Eric Cantona, qui avait rejoint Manchester United en novembre après avoir gagné le championnat avec Leeds United, réussit ainsi l'exploit d'obtenir deux titres d'affilée avec deux clubs différents.

RUGBY

Championnat de France

Phases qualificatives

(Dernière journée)

Poule A

*Perpignan h. Biarritz	56-6
*Colonniers h. Brive	37-21

Classement : 1. Perpignan, 16 pts ; 2. Brive, 12 ; 3. Colonniers et Biarritz, 10.

Poule B

Stade Toulousain h. Toulon	15-10
Bigles-Bordeaux h. Montpellier	23-12

Classement : 1. Toulouse et Toulon, 14 pts ; 2. Bigles-Bordeaux, 12 ; 4. Montpellier, 8.

Poule C

Narbonne h. Grenoble	19-16
*Béziers h. Pau	32-30

Classement : 1. Narbonne, 15 pts ; 2. Grenoble, 14 ; 3. Béziers, 10 ; 4. Pau, 8.

Poule D

*Agen h. Castres	18-6
Tarbes h. Dax	28-21

Classement : 1. Agen, 16 ; 2. Castres, 14 ; 3. Tarbes, 10 ; 4. Dax, 8.

Les deux premiers de chaque poule sont qualifiés pour les quarts de finale qui opposeront, dimanche 16 mai sur terrain neutre, Agen à Brive, Toulouse à Grenoble, Narbonne à Castres et Perpignan à Toulon.

HOCKEY

Championnat de France

Phases qualificatives

(Dernière journée)

Poule A

*OM-Vitrolles h. Montferrand	2-1
------------------------------	-----

Classement : 1. OM-Vitrolles, 2 pts ; 2. Montferrand, 0.

Poule B

*Lyon h. Stade de France	2-1
--------------------------	-----

Classement : 1. Lyon, 2 pts ; 2. Stade de France, 0.

Poule C

*Lyon h. Stade de France	2-1
--------------------------	-----

Classement : 1. Lyon, 2 pts ; 2. Stade de France, 0.

Poule D

*Lyon h. Stade de France	2-1
--------------------------	-----

Classement : 1. Lyon, 2 pts ; 2. Stade de France, 0.

Poule E

*Lyon h. Stade de France	2-1
--------------------------	-----

Classement : 1. Lyon, 2 pts ; 2. Stade de France, 0.

Poule F

*Lyon h. Stade de France	2-1
--------------------------	-----

Classement : 1. Lyon, 2 pts ; 2. Stade de France, 0.

Poule G

*Lyon h. Stade de France	2-1
--------------------------	-----

Classement : 1. Lyon, 2 pts ; 2. Stade de France, 0.

TENNIS

La sécurité des joueurs renforcée
après l'agression contre Monica Seles

La Yougoslave Monica Seles, blessée vendredi 30 avril d'un coup de couteau dans le dos pendant un match des quarts de finale du tournoi de Hambourg, a quitté dimanche l'hôpital où elle était soignée et s'est envolée pour les Etats-Unis où elle réside. Le coup, ayant fait une blessure de 1,5 cm de profondeur dans les muscles du haut du dos, a mené de peu la colonne vertébrale et n'a touché aucun organe vital.

L'indisponibilité de Monica Seles pourrait durer d'un à trois mois, ce qui devrait entraîner son forfait aux Internationaux de France qui débutent le 24 mai. Cette agression de la part d'un Allemand qui voulait permettre

à Steffi Graf de redevenir la meilleure joueuse du monde, pose le problème de la sécurité. Dès samedi, des policiers revêtus de tenues anti-émeutes avaient été postés entre le court et les tribunes, les yeux rivés sur le public de Hambourg. Les organisateurs des prochains tournois de Rome, Roland-Garros et Wimbledon ont annoncé le renforcement des mesures de sécurité. Des fouilles pourraient être opérées à l'entrée des stades, tandis qu'à l'intérieur, les effectifs des forces de police et des gardes du corps seraient augmentés. La plupart des organisateurs n'envisagent pas toutefois la pose de filets ou d'écrans autour des courts.

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaze, gérant directeur de la publication
Bruno Frappet, directeur de la rédaction
Jacques Guille, directeur de la gestion
Manuel Loubert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès, Thomas Fereznaz
Philippe Hémery, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Faure (1989-1992)
André Laurens (1982-1989), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUERE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-85-25-59

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 92452 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 48-80-30-10

CULTURE

ARTS

L'Afrique polychrome

Un voyage à travers la statuaire africaine doublé d'une leçon d'esthétique

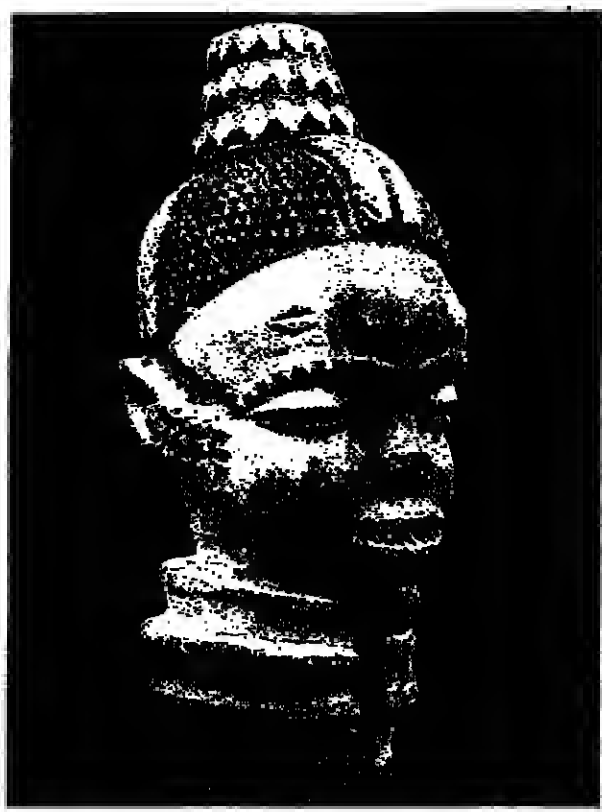
FORMES ET COULEURS au Musée Dapper

« La sculpture africaine est couramment peinte », note Frank Willett. « Le nègre peint rarement ses sculptures », remarque Elsy Leuzinger. Pour départager ces deux éminents spécialistes de l'art africain, on peut se rendre à l'exposition « Formes et couleurs » organisée par le Musée Dapper.

Qu'y voit-on ? Au rez-de-chaussée, dans une obscurité sépulcrale, des terres cuites de Jenné, dont un splendide cavalier quadrillé de rouge. Puis, aux niveaux supérieurs, mieux éclairés, parmi des pièces d'une grande qualité, deux chefs-d'œuvre : un masque (Congo/Zaire), des masques peints au kanila, rehaussés de quelques pigments colorés ; un grand serpent baga (Guinée), tout en courbes, orné de chevrons noirs, bleus et ocre sur fond blanc ; un beau masque grebo (Côte-d'Ivoire/Libéria), bleu délavé, avec des yeux tubulaires ; un crâne bamiléké (Cameroun), orné de perles de couleurs ; une minuscule statuette villi (Congo) en ivoire rouge ; un bouclier de danse kikuyu (Kenya), qui redouble les peintures corporelles de son propriétaire ; un haut masque bwa (Burkina-Faso) avec ses damiers, cercles et croissants teints de noirs, de blancs, et d'ocre rouge.

Un choix de sculptures qui illustre quelques-uns des styles pratiqués sur le continent africain. La plupart de ces pièces - dont certaines ont déjà été présentées ici même - sont effectivement peintes ou peintes à partir de pigments végétaux ou minéraux. La patine d'usage, les divers matériaux qui les composent, les coquillages, perles, ou plumes qui les ornent, viennent y ajouter des touches de couleurs. Quelques-unes enfin sont délavées ou ravivées par le temps. L'ensemble des objets, reproduit dans un volumineux catalogue, sert de support à une rigoureuse démonstration.

Car les expositions du Musée Dapper, dont on a souvent critiqué le côté « grégaire », établissent, sont désormais liées par des publications, simples recueils techniques à l'origine, maintenant de plus en plus détaillées, sensibles aux érudits. Ainsi l'étude de Philippe Laburthe-Tala sur la sculpture fang, accompagnée d'un texte introuvable de l'Allemand G. Tesman ou *Vital d'Océanie* de Vincent Boncourt, qui accompagnait l'exposition consacrée aux civilisations du Pacifique. Le volume qui correspond à l'exposition « Formes et couleurs » est signé par Christiane Falgayrettes-Leveau, directrice du musée, et par Lucien Stéphan, coauteur (avec Jean-Louis Paudrat et Jacques Kerchache)



Kuyu, Congo, tête, bois et pigments.

d'une somme, *l'Art africain* (éd. Citadelles, 1988).

Ce dernier poursuit ici son travail sur la définition d'une esthétique africaine avec une érudition parfois redoutable. Son étude sur les liens entre formes, couleurs et matières brasse Kant, Hegel, Gombrich et Goodman. L'auteur multiplie les citations et les classifications. Le lecteur surfe sur les tableaux, les diagrammes, et les formules chiffrées, pour s'arrêter sur un développement passionnant abondant, par exemple, formalisme ou symbolisme, avant d'être avalé de nouveau par une avalanche de schémas. Au passage, Stéphan aura cependant réglé la vieille querelle de l'ethnologue aveugle et de l'esthète sourd. Le premier ne voulant pas voir l'objet qu'un lui présente puisqu'il est destiné à parler. Le second refusant de l'entendre puisque sa forme est suffisamment significative. Bizarrement, s'agissant de couleurs, on retrouve les deux antagonistes sur le même terrain de l'indifférence. Le collectionneur ne reconnaît guère de statut esthétique qu'aux formes sculptées et considère volontiers les sculptures comme si elles étaient incolores. Quant à l'ethnologue qui multiplie les études *in situ* et pour qui la symbolique des couleurs ne devrait pas avoir de secret, il oublie souvent de les mentionner quand il aborde l'étude de ces objets.

Lucien Stéphan, après l'Américain Sally Price, renvoie dos à dos ces extrémistes. Le conservateur de musée à œillères qui refuse le savoir ethnologique puisque l'objet « primitif » ne reçoit dans l'histoire « artistique » qu'intégrée dans l'histoire occidentale (les populations dites primitives sont ainsi privées de tout sens du beau puisqu'elles n'en ont pas conscience). Comme l'ethnologue à l'ancienne, qui tient toute évaluation esthétique pour ethnocentrique, refus de l'autre, mais qui de ce fait refuse à ces « productions exotiques » toute vertu transcendante en les enfermant dans un fonctionnalisme strict. Et Lucien Stéphan demande, à l'amateur comme au scientifique, d'acquiescer ce regard éloigné d'un parler Lévi-Strauss. Le conseil est judicieux. C'est lui qu'il faut adopter pour parcourir les salles du Musée Dapper.

EMMANUEL DE ROUX

► « Formes et couleurs », au Musée Dapper, 50 av. Victor-Hugo, 75116 Paris. Tél. : 45-00-01-50. Tous les jours de 11 h à 19 h. Jusqu'au 15 septembre.

► *Formes et couleurs*, de Christiane Falgayrettes-Leveau et Lucien Stéphan, Musée Dapper, 208 pages, 100 F. 190 F.

MUSIQUES

Les fins de siècle d'un Italien cultivé

Chanteur-contreur, Paolo Conte propose pendant un mois un spectacle d'une rare finesse

PAOLO CONTE

Au Théâtre des Champs-Élysées

Voilà, c'est fini. Le siècle se termine, et nous ne l'aurons pas vu passer. Restent les souvenirs. Des bouquets d'impressions. Un jour, à Asti, Paolo Conte roule dans sa petite Alfa Romeo, « en respectant très scrupuleusement les règles du code de la route », raconte l'avocat qui ne l'est plus depuis que le succès a frappé à sa porte avec insistance. Alors, une jeune femme aux formes somptueuses décide de traverser, soudain. Aussi soudainement, le titre le *frin à main, par pure solidarité humaine, le je jure*. Mais la dame, « de Turin, sans aucun doute » se rebiffe, « Elle me traite de *unaccato* » (singé). Une injustice que l'on voudrait voir réparée par le conducteur d'une voiture à pneus lisses.

La fable, devenue chanson bien plus tard (*Sparring Partner*), nous est contée sur la scène du Théâtre des Champs-Élysées, où Paolo Conte s'est installé pour un mois avec un spectacle d'une rare finesse. Elle permet au chanteur « à l'accent du nord-ouest de l'Italie » de tirer la morale de la vie : « On nait tout seul, on meurt tout seul, mais pendant l'attente, il y a beau-

coup de trafic ». Un mot dont on ne sait s'il faut le prendre dans son sens italien (circulation) ou dans son acception française la plus courante. Car il y a du mouvement, mais aussi des tricheurs et des malfaiteurs dans l'univers de Paolo Conte. D'innocents tricheurs, des cabotins amoureux qui abandonnent des fleurs confidentes aux pieds de leurs idoles, puis les ramassent en catimini pour mieux les relancer en pleine lumière. Des dames chics qui portent des robes logues et de faux brillants pour épater la galerie et séduire la victime. Pris dans les filets du *cantautori* (auteur-compositeur-interprète) italien, les personnages de la comédie humaine glissent tels des fantômes ironiques.

En mourant, notre siècle tue ce qu'il a bériné du précédent, ces refrains de grand-mère, nos goûts pour le via pétillant, le fromage parfumé et le jambon sec. A Asti, petite ville du Piémont encerclée de campagne, on va à la mer pour le week-end comme on prendrait un navire pour l'autre monde. Dans son précédent album, *Parole d'amare scritta a macchina*, le compositeur érudit et féroce d'Amérique noire avait fait une incursion vers la modernité. Sur scène, des

choristes anglo-ghanéennes, mnémopistes, anéantissent un ton plus enlevé, une joie souple annuaire, trace de la préhistoire du funk. *Novecento*, l'album paru l'an passé, et le spectacle qui s'ensuit, éclairaient les facettes d'un artiste fasciné par la nostalgie créatrice.

Paysan rude et mal rasé, intellectuel raffiné, Paolo Conte ténit l'aventure de la musique avec dix musiciens d'une étonnante subtilité (quatre cuivres, dont une joueuse de tuba, violoncelle, contrebasse, guitare, claviers, percussions, accordéon). Ensemble, ils explorent les minidres recoins du style Conte, assemblage sans faute de goût, « la plus belle invention artistique du siècle », le jazz, mais aussi ses racines, ses ramifications, toutes nées de galères identiques.

Balayant la poussière d'un doigt nonchalant, il retrouve les traces des grands orchestres de jazz (Chick Webb, Duke Ellington) et de l'afro-cubain (un *Dancing* réhaussé aux congas), les mélodies prolongées des milongas argentines (avec référence à Atabalupa Yupanqui), les atmosphères de bal (accordéon, caisse-claire travaillée aux balais, cymbales), la janie du New-Orleans tendance Bechet, le climat cool du vibraphone.

Ce fragile équilibre est travaillé à merveille. S'appuyant rythmiquement sur l'ineptie guitare sèche (Daniele Dall'Omo), l'édifice sonne (l'ingénieur du son, Guido Caliendo, mériterait au passage une Palme d'or de la sensibilité) est un labyrinthe aux surprises délicieusement étudiées. Bourru sentimental, le maestro déabusé joue du piano et du smoking, s'offre le luxe de changer les tempos de ses chansons à succès (*Via con me, veloce, Sotta le Stelle del Jazz*, *alanguie*), respecte les accords de fanfares des nouveaux titres extraits de *Novecento*. Le percussionniste (Daniele Di Gregorio, venu de la musique contemporaine) brode, le violoncelle imite des bruits de voiture. Et Paolo Conte promet dans le programme que, peut-être, il chantera *Azzurro*, qu'il avait écrite à la fin des années 60 pour Adriano Celentano. Mais tout cela n'est que comédie.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, 75008, Paris. Tél. : 49-52-50-50. Jusqu'au 23 mai. Album : 900, 1 CD Carré 450991033.

Le laboratoire du Mans

Le quatorzième Festival Europa rassemble les expériences du jazz

LE MANS

de notre envoyé spécial

Retrouvailles : le terme aurait pu figurer en sous-titre du Quatorzième Festival Europa Jazz Festival du Mans, qui a eu lieu du 27 avril au 2 mai, tant la plupart des musiciens conviés avaient, lors d'autres éditions, laissé des traces. Ils sont donc revenus, Français et Italiens en majorité, par plaisir, par fidélité à un public qui a appris l'existence d'un jazz contemporain, free-jazz - ici le mot n'a jamais fait peur et n'a jamais été un étendard - folklores et traditions populaires des cultures européennes, reconnaissance des sources afro-américaines du jazz comme inspiration et non comme modèles, ont ainsi fourni la matière de cette semaine du Mans.

L'Europa version 1993 s'est enrichie d'un nouveau lieu : la collégiale Saint-Pierre-le-Cour, dont les voûtes étaient ornées de photographies en noir et blanc, signées Maphisto, qui venaient raviver les souvenirs des treize années passées. C'est ici que le Festival se présente toujours comme un laboratoire qui aime le risque : les Lyonnais du trio Apollo, emmenés par le tromboniste Alain Gilbert ; Darius Luzzo et Jo Me Phee, saxophonistes hors normes ; ou le duo entre le saxophoniste Marin Schiano, figure indispensable du jazz italien, et le

guitariste Jean-Marc Montero. Tout aussi décapant, même si la salle surchauffée de la FNAC n'invitait pas à l'attention, le trio Atipico de Carlo Attis Dato a passé en revue, avec brio, toute la famille des saxophones et des clarinettes.

En fin de semaine, le Festival prend véritablement ses quartiers à l'abbaye de l'Épau, aux portes du Mans. On y espère la surprise. Le quintette italien Nexus s'est lancé à la suite d'Albert Ayler tout en évitant les références aux fanfares ou au cri, qui collent au nom du saxophoniste disparu. Nexus a préféré jouer « autour » d'Ayler et pour sa musique.

Le Mans a également montré la place prépondérante du trompettiste Enrico Rava, dont le travail sur les airs et les mélodies de l'opéra reste élégant et subtil. Évaluant tout effet spectaculaire, Rava - épaulé par les soubres des cordes ou la batterie de John Christensen - évoque, d'un son pincé, la *Tosca* de Puccini, le *Stabat Mater* de Pergolèse ou le *Chant d'amour* de Bizet.

Il faut enfin retenir les folies, les exubérances de l'italien instable Orchestra, bel exemple du renouveau du jazz transalpin : les dix-huit instrumentistes tournent, sur scène, une nouvelle page jubilatoire de l'Europa.

SYLVAIN SICLIER

Sous le bruit, la musique

Ned's Atomic Dustbin fait son apprentissage en public

NED'S ATOMIC DUSTBIN

à la Maison de Radio-France à Paris

Les « Black Sessions » organisées par Bernard Lenoir à l'occasion de son émission sur France-Inter consacrée au rock, sont devenues un étrange rituel. Les groupes, souvent britanniques, souvent bruyants, sont confrontés au public du studio 105, sagement assis, séparé de la petite scène par une vaste étendue de parquet ciré. Brett Anderson, le chanteur de Suede, y avait perdu son latin mardi 27 avril, les musiciens de Ned's Atomic Dustbin (la pouille atomique de Ned, « le nom le plus crétin que nous ayons rencontré » nous sommes rencontrés) pressent la situation avec brio. John Penachy, l'immense chanteur du groupe, s'adresse à cheveu de John Cleese, s'émouille d'un rien - « merci d'être venus nous écouter », dit-il en appuyant lourdement sur le dernier mot - comme si l'idée de se rendre au concert pour écouter de la musique était totalement neuve.

En quatre ans de carrière, les Ned's ont acquis une réputation de sportifs du rock, de musiciens prodiges de leurs calories, portés à travers les festivals par un titre au relent punk, *Kill Your Television*. Mais *Are You Normal?* leur second album, révélait un groupe en pleine transformation qui découvrait les possibilités d'une formation originale (voix, guitare, deux basses et batterie). Bon gré, mal gré, ils ont été obligés d'accélérer ce voyage du bruit vers la musique devant le public de la maison de la radio. Sans tout à fait transgresser les limites du genre (les décibels et la vitesse restent les principes fondateurs du groupe), les Ned's donnent un peu plus que la plupart de leurs contemporains. Ce qui n'empêche personne, au cours de la tournée à venir, de denser à corps perdu.

T. S.

► Le 4 mai à Lille, l'Aérodrome. Le 5 mai à Lyon, Transbordeur. ► Discographie : *Are You Normal?* 1 CD Squart/Sony Music 4726332.

PHOTOGRAPHIE

Jardins secrets

ERICA LENNARD

chez Agathe Gaillard et au Parc Floral

Deux expositions, deux traitements différents. La photographe Erica Lennard se passionne depuis une dizaine d'années pour les jardins à travers le monde. Dix ans après son livre *Classic Gardens* (1982), devenu aussi classique que les jardins qu'elle photographiait, elle présente quelques visites privées de jardins d'artistes, qui ressemblent tant à ceux qui les ont inventés. Le noir et blanc est chez Agathe Gaillard, la couleur au Parc Floral de Paris.

Ces paysages personnels appellent-ils la couleur ? Parfois, répond cette photographe américaine de quarante-trois ans, par exemple dans le jardin secret de Joan Mitchell, qui n'en parlait qu'en termes chromatiques. Mais, Erica Lennard, connue pour ses photos de mode et de publicité, affirme utiliser la couleur pour des commandes et le noir et blanc pour le « travail personnel ». Ses photos en couleurs ne méritent effectivement guère d'être exposées, leur véritable

place est le livre illustré, d'ailleurs à paraître sous peu.

En revanche, les fougères jaunes, fleurs roses et arbres teints, qui semblent surgir d'un livre de botanique, prennent en noir et blanc du caractère, un relief étonnant, une élégance toute en nuances. On n'oublie les propriétés des lieux, leurs œuvres. Dans cet ensemble inégal, on retiendra un amoncellement de cailloux chez Isamu Noguchi au Japon, des oliviers dans la pénombre chez Renair à Cagnes-sur-Mer, une lumière éblouissante chez Robert Dash à Long Island. La matière photographique reprend tous ses droits.

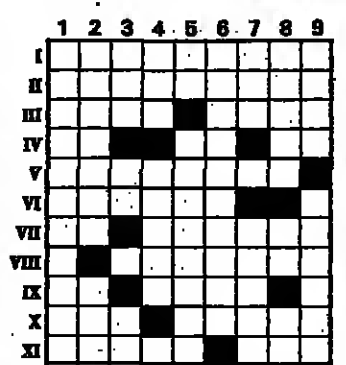
M. G.

► « Jardins d'artistes », d'Erica Lennard, galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, 75004 Paris. Tél. : 42-77-38-24. Jusqu'au 15 mai.

► Parc floral de Paris, pavillon 21, aplanada du château de Vincennes, 75012 Paris. Jusqu'au 16 mai. Livre en collaboration avec Madison Cox. Michel Aveline éditeur, 208 p., 485 F jusqu'au 30 juin. 580 F ensuite.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6031



HORIZONTALEMENT

1. Livre d'air. - 2. Ne veut pas qu'un lui serve de crutité. - 3. Des marais, il n'est pas cultivé. Fait beaucoup de bruit quand il se lève. - 4. Dieu. Fleuve. Préposition. - 5. Qui ne peuvent pas descendre plus bas. - 6. Qui l'ont trouvé dans la poêle de l'évêque. - 7. Article. Eux, prêts à prendre la suite. - 8. Invitation à enlever le morose. - 9. Une base d'accord. Pas loin de l'Espagne. - 10. Mauvais fond. Fait sauter la chef. - 11. Greffes. Cri hostile.

VERTICALEMENT

1. Dont les traits sont très fins. - 2. Est capable de tout emporter. Rivière. - 3. En Suisse. Pas couvert. Lie. - 4. Entre pas à pas. Gemme infâme pour Apollinaire. - 5. Entre deux propositions. Peut trouver dans la danse un moyen de s'exprimer. - 6. Pour sauver la tapade. - 7. Cri de celui qui s'est fait pincer. Qui ont beaucoup vécu. - 8. Qui n'ont rien coté. Symbole. Pas dit. - 9. On il n'y a rien à enlever. Les basses, c'est à tirer le rideau.

Solution du problème n° 6030

Horizontalement

1. Trinquet. - 2. Otseux. M. - 3. Ca. Péon. - 4. J. Déro. - 5. V. h. Se. - 6. Non. U. - 7. V. C. - 8. Na. le. - 9. X. Déro. - 10. Esau. Eur.

Verticalement

1. Toccin. Mod. - 2. Ria. Novic. - 3. la. Naters. - 4. Nipes. Au. - 5. Quêteur. Ni. - 6. Uxorilocal. - 7. Nilles. Lu. - 8. Un. Is. Nier. - 9. Reste. Sère. GUY BROUTY

CULTURE

THÉÂTRE

Comédiens et partisans

Futur fusillé, Lorca se reprochait de jouer au théâtre alors qu'on se battait dans la rue

SANS TITRE
de Bobigny

« Je ne serai jamais un homme politique », a dit Federico Garcia Lorca, quelques semaines avant d'être fusillé par les franquistes. Mais il ajoutait : « Je suis révolutionnaire, car il n'y a de vrai poète que révolutionnaire. » Avant de partir, en juillet 1936, pour Grenade où il allait être arrêté, il avait confié à un proche le brouillon de sa pièce appelée *Sans titre*, qui tranchait sur ses autres œuvres, en ce que, dans celle-ci, il « plaide coupable », si l'on peut dire. Coupable de jouer du théâtre, de jouer au théâtre, pendant que dans les rues, les mines, les casernes, les campagnes, les hôpitaux, les taudis, ou contre des murs et des poteaux, c'est la faim, la peur, la souffrance, l'assassinat.

Cette pièce sonnerait un peu comme un testament, un ultime témoignage d'auto-accusation, si Lorca, après l'avoir écrit, n'avait achevé et lu plusieurs fois en public un texte sans « mea culpa » : *la Maison de Bernarda Alba*. Notons aussi qu'il ne s'agit pas d'une pure et simple déclaration publique par l'entremise de la scène ; c'est une « mise en doute », une « mise en écho ou en contre-écho » de l'acte théâtral entier, avec référence à Dieu le Père, c'est-à-dire à Shakespeare, qui, dans *Hamlet* et dans le *Songe d'une nuit d'été*, convoque des acteurs (et leur metteur en scène) sur les planches. Chez Lorca, cette incursion du public dans l'espace du théâtre est interrompue par les bombes des révolutionnaires.

« Que la pluie trempé les chères ! », crie l'auteur. « Le peuple a enfoncé les portes ! », crie un machiniste. « Vive la Révolution ! », crie un ouvrier. Rideau. Jean Genet reprendra cette situation dans *le Balcon*.

« Homme politique », au sens de député, ministre, certes Lorca ne l'était pas. Mais il était homme de manifestation, d'action, d'intervention. Lorsqu'en octobre 1934 le général Franco fit 3 000 à 4 000 tués et 50 000 emprisonnés pour briser une grève des mineurs d'Asturie, Lorca se mit en grève aussi, lui et son théâtre. A Barcelone, il donna des représentations pour des internés politiques. Il ne laissait pas passer une occasion de s'opposer au fascisme, c'est pourquoi il fut arrêté et fusillé l'été 1936. Mais l'aspect tragique de sa mort avec le brouillon de *Sans titre* va en fait au-delà de sa pensée. Il reprochait au théâtre « bourgeois » de présenter

des personnages creux, absolument vides, chez qui on ne peut voir, à travers leur gilet, qu'une montre arrêtée, un os postiche, ou une croûte de chat, comme on en trouve dans les greniers », et il ajoutait que le public « frappe », « le peuple, ne comprend pas comment on vient lui parler de problèmes qu'on méprise autour de lui ». Mais Federico Garcia Lorca n'était pas l'homme du théâtre militant, engagé. Il faisait confiance à l'énergie proprement dramatique, poétique, de l'imagination créatrice.

Ces ambiguïtés et ces contradictions font de *Sans titre* une pièce difficile à jouer. Embêter carrément le pas au culpabilisme de l'œuvre, c'est risquer de trop basculer dans un exercice de style, une sorte de forlément. Trop gonfler cet aspect, c'est laisser la pièce sur une patte. La mise en scène de Jean-Louis Hourdin, soignée, curieuse, ajoutée à la théâtralisation du propos et de l'écriture une théâtralisation du spectacle : un second décor dans le décor, masques, automatisme des conduites.

C'est fort bien exécuté, et pittoresque, mais c'est quelque peu appliqué, démonstratif. L'esprit de Lorca y devient un peu plus étroit que nature. L'auteur de la traduction (excellente), Claude Demarigny, rappelle que Luis Pasqual avait donné, en 1990, à l'Odéon, une « formidable mise en scène » de *Sans titre*, et c'est vrai. Mais la meilleure saisie de cette pièce fuyante, elle-même masquée, ne serait-elle pas celle des marionnettes, qui permettent des transferts d'optique, des accélérations, des élipses, toute une dialectique folle et vive de l'irréel et du réel ? Lorca faisait confiance aux marionnettes. En 1936, il commandait encore au sculpteur Angel Ferraz des figures pour *Don Cristobal et Rodin*, et à la Foire du Livre de Madrid, en mai, ce sont des marionnettes qui interprétaient le *Jeu de Don Cristobal*.

Animés par Jean-Louis Hourdin, de vrais acteurs cette fois, en nombre égal genevois et strasbourgeois, jouent trois rôles : Philippe Berod, Françoise Chavallaz, Franck Colini, Anne Cuenca, Caroline Gasser.

MICHEL COURNOT

► Maison de la culture, 93, boulevard Lénine, 93002 Bobigny, métro Bobigny Pablo-Picasso. Grande salle du mardi au samedi à 21 heures. Divanoches : 18 heures. Jusqu'au 13 mai. Tél. : 43-63-61-71. 95 à 130 F.

« Mon Dieu, quel homme, quel petit homme ! »

Les lettres d'amour, même celles de Botho Strauss, n'ont pas intérêt à être jouées

SA LETTRE DE MARIAGE
de l'Athlète

« Je t'ai donné ma vie et je n'ai plus rien... Sur mon lit, mes mains sont froides, reposent à mes côtés comme dans un tombeau... Je regarde fixement les draps blancs... Je pense toute la journée à attendre que tu reviennes le soir... » C'est la lettre d'une femme que son homme a quittée ; il va épouser une jeunesse, semble-t-il. Lettre nulle et non avenue, se dit la femme abandonnée, mais elle l'écrit tout de même : « Ne suis-je donc plus qu'un morceau de papier, creux, balbutiant, épuisé ? »

L'auteur, Botho Strauss, prend ses distances en donnant à ces pages fugitives un titre plaisant : *Sa lettre de mariage*. Pourquoi n'a-t-il pas mis du même coup un peu d'air, un rien de séduction, ou bien quelques accents d'imagination forte, dans ce qu'est supposée écrire cette femme ? Non, juste les plaintes conformes, les larmes amères, les mains supplantes, comme si Botho Strauss avait préféré s'en tenir au petit manuel de correspondance, chapitre des ruptures sauvages.

Un écrivain qui s'aventure à poser la pièce sur ce terrain miné, moulu — la rupture, ou l'extinction d'un beau feu — n'est attachant que sur deux notes : ou bien il est absolument vrai, sincère, et génial, c'est-à-dire capable d'ouvrir tout grande des horizons inexplorés, et c'est Franz Kafka dans ses lettres à ses plus ou moins proches ; ou bien, sur un mode plus mineur mais dont le charme peut avoir des mérites, il fait entendre une abandonnée (ou un abandonné) qui sait rester calme, amène, et d'un certain sourire, et c'est Colette dans la lettre qu'elle a appelée *Régis*.

« Je ne t'attends pas », écrit la désespérée de Colette. « J'attends le soir à travers la distance infinie... Qu'elle est belle, l'attente blonde et vide ! La barre bleue de ton ombre ne chemine plus sur le sable pur... Maintenant l'aube est à moi seule, et seule je la savoure rose, emperlée, comme un fruit intact qu'on dédaigne les hommes jaloux... » Tout à l'avant... Mais Sidonie Colette est un grand écrivain, une grande femme aussi, et dans *Sa lettre*

de mariage en tout cas, Botho Strauss ne casse pas trois pattes à un canard.

Pourquoi Laurence Masliah a-t-elle eu l'idée étrange de dire en public ce texte si chair et poisson, d'en faire un « spectacle » ? Est-ce pour dissimuler l'insignifiance du texte que le « metteur en scène », Patrick Haggag, a incité l'actrice à chuchoter dans ses dents ces pages, de manière à les faire carrément inaudibles même du premier rang du parterre (c'est en ayant recours à l'édition Gallimard qu'il devient possible de donner, comme ci-dessus, des extraits) ? Est-ce pour briller mieux encore les pistes que Laurence Masliah se présente sur scène engoncée, en dépit du bon sens, dans une robe assez hideuse, étoffe de rayonne triste, imprimé gris et noir style nappes de table cirées écossaises pour table de cuisine, avec de chaque côté de la taille, des sortes de grosses corbeilles comme pour mettre le poivre et le sel... « Une actrice mal habillée ne peut pas jouer bien », c'est un postulat irréfutable du théâtre, qui veut dire que le spectateur, ne pouvant dissocier l'art de l'actrice du costume qui l'encadre, ne peut plus savoir si elle joue bien ou pas : il est chifonné par la vision d'ensemble.

Une innovation : quand cette malheureuse *Lettre de mariage* est enfin terminée, le soir final ne se fait pas, et le théâtre de l'Athlète nous donne l'audition gratuite d'une petite ambade à l'accordéon, œuvre de Dominique Probst, style chanson sans danger — genre *Nous n'avons plus au bois ou Mon père m'a donné un mari, mon Dieu quel homme, quel petit homme !* — plus accordée aux circonstances.

M. C.

► Salle Christian-Bérard, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 75009 Paris. Métro : Opéra ou Châteaud'Armes. Le mardi à 18 h 30. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Rétache le 1^{er} mai. Jusqu'au 28 mai. Tél. : 47-42-67-27. De 65 F à 90 F.

Du bonheur au cauchemar

Une superbe mise en scène de « la Mégère apprivoisée », tuée par les cris des comédiens

LA MÉGÈRE APPRIVOISÉE
de Chailot

C'est une mise en scène géante, somptueuse, éclatante, emportée, de *la Mégère apprivoisée*, que sort aujourd'hui, comme d'une corne d'abondance, Jérôme Savary. Invention, surprise, accident, volée d'images : une étoile déchirée du regard. Défilé rapide de très grands décors, essentiellement des toiles peintes, descriptives mais uniques, horizons infinis de paysages, ou bien panoramas de côtes, places, palais, tout cela italien, toscane, vénitien. Ce sont des décors de rêve signés Serge Marzoff, avec un côté illustratif simpliste, mais profonds.

Évoluant comme ablettes dans l'eau, ou comme marionnettes dans l'azur, devant la magie de ces décors, une nuée de merveilleux costumes, principes, clownesques, cocasses, anime la force de l'illusion. Des peintres comme Caravaggio, des cinéastes comme Pasolini, ont usé eux aussi de cette richesse des costumes de l'Italie. Des éclairages de grand soleil, style « midi roi des étés », ou bien bleus lunaires,

jouent entre euphorie et malaise. Tout cela n'est pas du spectaculaire pour la frime. Au contraire, la dynamique des inventions de jeu, qui viennent sans cesse recouper l'ascendant de ces toiles peintes, de ces éclairages, de ces costumes, concourent à fermement cerner, illuminer, radiographier cette pièce de Shakespeare, souvent sous-estimée parce que jouée trop sommairement. L'effet Savary réussit presque à nous faire saisir que *la Mégère apprivoisée* est une pièce capitale, très personnelle peut-être, profonde, mystérieuse, libre et originale, et qui pourrait bien être la source d'ouvrages aussi divers qu'*Ubu roi*, le *Capitaine Fracasse*, *Madre Puntilla* et son valet Matti, d'autres.

« Réussit presque... » Oui, hélas : presque... Parce que toutes ces merveilles visuelles se heurtent à un désastre : cette *Mégère apprivoisée* est « ABOMINABLEMENT » mal jouée. Un sabotage intégral : tous les acteurs hurlent comme des brutes. Il n'y a plus de pièce, il n'y a plus de Shakespeare. Il semble que les acteurs, dans les écoles et les Conservatoires, n'apprennent plus à

s'exprimer. A se faire entendre clairement de loin sans du tout élever la voix. Il semble qu'il n'y ait plus de professeurs d'éloquence, qui enseignaient l'emploi du souffle, des muscles, du ventre. Il semble que les nouveaux acteurs, aujourd'hui, ne savent même pas respirer. Ils sont à bout de souffle, ils n'ont pas leur voix à leur disposition, alors ils forcent, ils hurlent. Mais il y a aussi une part d'inconscience, peut-être de paresse. Le drame est que les metteurs en scène, ici et là, laissent faire. Ou bien déclarent forfait, reconnaissent qu'ils sont incapables d'arrêter une surenchère qui s'installe d'un gueleur à l'autre.

Cette *Mégère apprivoisée* est donc, tout compte fait, une déconiture. Seuls les deux rôles principaux échappent au vicarisme, c'est un féroce de paille dans la tempête. Jacques Weber a une telle présence, un art si sûr, qu'on parvient à exprimer tout au moins quelques signes. Et Christine Boisson, seule à ne pas crier du tout, et qui donne un jeu précis, libre, fin, conduisant avec beaucoup de sensibilité sa « mégère » de la douleur à l'apaisement, apparaît en fait comme une petite chose faiblarde, presque aphone, tellement elle tranche sur la gestualité et la criallerie maniaque. Elle est la seule à se conduire en vraie actrice, et à jouer.

M. C.

► 1, place du Trocadéro, 75116 Paris. Du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 15 heures, sauf le 30 mai à 20 h 30. Rétache les 1^{er}, 2, 19, 20 mai, 6 et 13 juin. Jusqu'au 26 juin. Tél. : 45-27-61-15. De 100 à 140 F. Scolaires 80 F. Étudiant 70 F dans la mesure des places disponibles.

THEATRE

MARDI 4, MERCREDI 5 ET JEUDI 6 MAI 20H30

prenez une place, venez à deux

FIGARO DIVORCE

ODON VON HORVATH

mise en scène Jean-Paul Wenzel

Après le Mariage de Figaro, la comédie du désenchantement

2 PL. DU CHATELET - LOC. 42 74 22 77

PARIS

création française

Pascal BERNARDIN en accord avec BCL Group présente

U2 ZOO TOUR

avec ZOO ROPAX

avec

NANTES 26 MAI

STADE DE LA BEAUJOIRE

STRASBOURG 23 JUIN

STADE DE LA MEINAU

PARIS 26 JUIN

HIPPODROME DE VINCENNES

MARSEILLE 14 JUILLET

STADE VELODROME

Locations : FNAC, VIRGIN, POINTS HABITUELS ET SUR MINITEL 3615 CODE NRJCLUB

FOUR COUVERTS LA FREQUENCE URJ DE VOTRE VILLE, TAPPEZ 3615 CODE NRJ, RUSPHELE STA

1, place du Trocadéro, 75116 Paris. Du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 15 heures, sauf le 30 mai à 20 h 30. Rétache les 1^{er}, 2, 19, 20 mai, 6 et 13 juin. Jusqu'au 26 juin. Tél. : 45-27-61-15. De 100 à 140 F. Scolaires 80 F. Étudiant 70 F dans la mesure des places disponibles.

LA GRANDE HALL

Les étoiles

L'athlète dans

La première grande exposition-spectacle du sport

du mardi au dimanche de 12 h à 19 h

nocturne le samedi jusqu'à 22 h

fermeture le lundi

renseignements 40 03 75 75

métro porte de Pantin

la Villette

la grande halle-Paris

Porte de Pantin

Le laboratoire du Mans

Le laboratoire du Mans est un lieu de rencontre et de création pour les artistes du Mans et de la région. Il propose des ateliers, des résidences, des expositions et des performances. Le laboratoire du Mans est un lieu de rencontre et de création pour les artistes du Mans et de la région. Il propose des ateliers, des résidences, des expositions et des performances.

MOTS CROISÉS

MOTS CROISÉS

Le laboratoire du Mans est un lieu de rencontre et de création pour les artistes du Mans et de la région. Il propose des ateliers, des résidences, des expositions et des performances. Le laboratoire du Mans est un lieu de rencontre et de création pour les artistes du Mans et de la région. Il propose des ateliers, des résidences, des expositions et des performances.

AGENDA

MUSIQUE

CONCERTS

AMPHITHÉÂTRE DE LA SORBONNE (42-62-71-71). Orchestre de Paris-Sorbonne : 20 h 30. Jacques Glimbert (direction). Fauré, Ravel, Chausson.

AMPHITHÉÂTRE RICHELIEU. Quatuor Athénien-Ensemble : 20 h 30. Nicolas Parnier, Dominique Thibaut (direction). Philippe Lesgourgues, Viviane Lopez (violon), Gilles Delage (alto), Philippe Penninguer (violoncelle), Wim Hoogeveert (basse). Roussel, Vienne, Choron, Leroux, Czerny.

AUDITORIUM CHARLES-MUNCH (47-00-88-07). Lauréats des concours internationaux : 20 h 30. Olivier Bouillon, David Laszlo, Aurélien Abbes (piano), Isabelle Durin, Julie Fraz, Pierre Alain Chouard (violin), Delphine Blin, Marie Caravassali (violoncelle). Saint-Saëns, Brahms, Franck, Bach, Kabalevski, Tchaïkovski.

AUDITORIUM COLBERT (BIOTHÉQUE NATIONALE). Guillaume Sürte, Miguel de Silva, Marc Coppey : 12 h 30. Violon, alto, violoncelle, Mozart, Schubert, Dohnányi.

AUDITORIUM DES HALLES (40-28-28-02). Groupe vocal de France : 19 h. Jean-Benoît Tardieu (direction). Schumann, Franck, Aurélien Abbes (piano).

AUDITORIUM DU LOUVRE (40-20-52-29). Gérard Caussé, Marie Schaubert, Yvett Weisman : 12 h 30. Alto, violon, violoncelle, Alain Marion (flûte). Haydn, Mozart, Schubert, Beethoven.

AUDITORIUM SAINT-GERMAIN (46-33-67-03). Mélodie Chœur : 20 h 30. Jean-Benoît Tardieu (direction). Lesin : 17 h 30. Piano, Mozart, Brahms, Schubert Ensemble vocal Pythago : 20 h 30. Géraldine Toulain (direction). Monteverdi, Lescant, Poulenc, Ravel, Debussy.

CENTRE DE LANGUE ET DE CULTURE ITALIENNE (48-34-27-00). Joseph Guesch : 18 h 15. Guitare, Villa-Lobos, Lohet, Copland, Tárrega.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER (47-42-63-71). Ballet de l'Opéra de Paris : jusqu'au 5 mai 1993. 18 h 30. 20 h 30. Paul Méfano (direction). Fedele, Dapraz, Baroque, Darses.

CHATELET. THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-02). Carlos Dourado, Walter Cervera : 12 h 45. Violoncelle, piano, Chausson, Debussy, Brahms Ensemble Intercontinental, Philharmonie Orchestra : 20 h 30. Suzanne Menzies (mezzo-soprano), Stanford Olsen (ténor), David Wilson-Johnson (baryton), Joana McGregor (piano), Pierre Boulez (direction). Schoenberg, Bartók, Stravinsky, Petruska Lang, Richard Schaeffer : 12 h 45. Soprano, piano, Schubert, Mahler, Wolf, R. Strauss.

CIRQUE D'HIVER BOULGNE. Margareta Zimmermann, Francisco Ariza : 20 h 30. Soprano, ténor, Orchestre Colonne, Raï Walker (direction). Massenet, Mozart, Rossini, Berlioz, Weber, Gounod.

CONSERVATOIRE ITALIEN DE PARIS (45-26-48-07). Ekaterina Tamazova, Gabriela Torma : 20 h 30. Violon, piano, Paganini, Kreisler, Prokofiev.

EGLISE DANOISE (42-55-12-84). Mikael Brydenfelt, Carol Contat : 16 h. Trompette, piano, Haydn.

EGLISE DE LA MADELAINE. Sinfonietta de Paris : 20 h 30. Chœur, Muséi Europe, Dominique Fauriol (direction). Requiem de Mozart.

EGLISE OES BILLETES (42-46-06-37). Chorale Cori Spazzati : 21 h. Palestrina. Au profit de la Ligue nationale contre le cancer Michèle Leduc : 10 h. Orgue. Bach, Lohet.

EGLISE NOTRE-DAME-DE-LA-GARE. Chœur et orchestre Pierre Molina : 20 h 45. Pierre Molina (direction). La Messe de Haydn.

EGLISE SAINT-EUSTACHE. Ensemble Organum : 21 h. Marcel Pérès (direction). Plain-chant parisiens des XVIIIe et XIXe siècles.

EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Maîtres des Petits Chantiers de Versailles : 21 h. Jean-Christophe Einhorn (ténor), Théo Calissano (baryton-basse), Orchestre baroque de Versailles, Jean-Philippe Frémont (direction), Bach, Orchestre Bernard Thomas : 20 h 30. José Torrado (ténor), José Luis Ba-

rrero (basse), Chœur de Saint-Eustache, Bernard Thomas (direction), Puccini, Verdi, Donizetti.

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Les Trompettes de Versailles : 21 h. Haendel, Vivaldi, Telemann.

EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ÎLE. Ensemble instrumental Futuro-musiques : 20 h 30. Ensemble vocal Soli Tutti, Denis Gauthier (direction). Chans, Massenet Académie de Saint-Louis en l'Île : 20 h 45. 17 h 30. Jean-Louis Pava (baryton), Métrine de Paris, Patrick Hénocq (direction). Fauré Chœur de Saint-Michel : 20 h 30. Anita Nerdeau (alto), Christian Dassié (ténor), Luc Rapin (baryton), Sandrine Fournilly (piano), Marie-Anne Morel (orgue), Norma Basso (direction). Britten, Kodaly.

ESPACE JEMMAPES (45-35-87-31). Avon Stuart Company : 12 h. Négron, Spinale.

GALERIE D'HONNEUR DU CONSEIL D'ÉTAT (42-67-36-47). Quatuor Ernest Chausson : 20 h 30. Mozart, Beethoven, Mendelssohn, Bartók.

LE MADISAN (42-71-31-51). Annelise Jorjy, Louise Delisle : jusqu'au 14 mai 1993. 22 h 30. Violon, piano, Schubert, Brahms, Kraler, Bartók, Matthieu Papadimitriou : 22 h 30. Jean-Louis Pava (baryton), Sandrine Fournilly (piano), Marie-Anne Morel (orgue), Norma Basso (direction). Britten, Kodaly.

MAIRIE DU XVIIIE ARRONDISSEMENT. Jungwirth Lee, Xavier Maistre : 20 h 30. Sandrine Chabron, Christine Grevin (piano), Michel Marchesini, Sylvain Gasqui, Frédéric Masson (violoncelle), Haendel, Salzedo, Grandjany, Albaniz, Debussy, Godfridi, Tchaïkovski.

MUSÉE D'ORSAY (40-48-48-27). John O'Connor : 12 h 30. Piano, Field, Fauré, Debussy.

PÉNICHES OPÉRA (42-46-19-20). Garth Knox, Jean-Yves Peneff, Pascal Zaver : 21 h. Violon, piano, 17 h. Alto, voix, marimba.

SAINT-CHAPPELLE (46-61-55-41). Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 7 mai 1993. 19 h 21. Musique des troubadours et des trouvères, musique espagnole du XVIIe siècle Les Musiciens du roy : jusqu'au 17 mai 1993. 21 h. Marais, Bach, Telemann, Mozart Les Trompettes de Versailles : jusqu'au 24 mai 1993. 21 h. Vivaldi, Purcell, Marcell.

SALLE CORTOT (47-63-06-16). Jean-Louis Caillard : 20 h 30. Piano, Beethoven.

SALLE GAVEAU (49-63-06-07). Orchestre symphonique, Français : 20 h 30. Yvan Chiffolleau (violoncelle), Gilles Silvestrini (hautbois), Laurent Pettigriard (direction), Mahler, Arca, Ravel, Chostakovitch, Georges Fudenberg : 20 h 30. Pierre, Scarlatti, Bach, Beethoven, Chopin, Prokofiev, Liszt, Gywneth Jones : 20 h 30. Soprano, Geoffrey Parsons (piano), Wagner, Sibelius, R. Strauss, Dominique Marlet : 20 h 30. Piano, Brahms, Liszt, Legay, Chopin.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Chœur et Orchestre de Paris : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Liza Zilverstein : 20 h 30. Piano, Schubert, Schumann, Brahms, Liszt, Legay, Chopin.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Liza Zilverstein : 20 h 30. Piano, Schubert, Schumann, Brahms, Liszt, Legay, Chopin.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky, Radu Lupu : 20 h 30. Piano, Schubert, Brahms, Schumann.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30. Jean-Louis Caillard (ténor), André Czapet (cor), Antonio Pappano (direction), Schubert, Strauss, Brit

ÉCONOMIE

BILLET

Mobilisation textile

Lutter contre la concurrence déloyale, la contrefaçon et le « dumping » social. Obtenir un accord « équilibré » sur le GATT. Doter la Communauté européenne d'une véritable politique commerciale. Décidées à se faire entendre, les industries du textile et de l'habillement ont décidé d'appeler à l'opinion. Par voie de presse pour la première, qui tance, début mai, une campagne publicitaire dans les quotidiens nationaux. Par le canal d'une manifestation de rue, le 14 mai, pour les professionnels de la confection : démarche inhabituelle où l'on voit les patrons prier leurs salariés de leur côté. Les syndicats n'ont guère apprécié, qui n'ont pas repris le mot d'ordre à leur compte. Quand ils n'ont pas, comme la CFDT, dénoncé par tract une initiative patronale derrière laquelle pourrait se cacher d'autres, comme la recherche d'une plus grande « flexibilité du travail » par exemple.

Il n'empêche. Les temps sont favorables aux initiatives, même désordonnées, même concurrentes, des deux fédérations patronales. Longtemps négligées par les pouvoirs publics au profit des secteurs considérés comme « stratégiques » comme l'électronique ou l'informatique, les professionnels du textile et de l'habillement ont retrouvé une écoute plus attentive. Menaçant de fédérer autour d'eux d'autres industries manufacturières, ils avaient déjà contraint le CNPF à amender sa position libérale-déchaînée sur le GATT. A l'heure d'un « plan textile » lorsqu'il était ministre de l'Industrie, Dominique Strauss-Kahn ne leur avait pas mesuré son soutien. Son successeur, Gérard Longuet, lui emboîte le pas, qui affirmait dès le 30 avril dans le *Nouvel Économiste* : « Les emplois supérieurs dans la chaussure ou le textile ne se remplacent pas. » Entre-temps, en effet, le désastre de l'emploi est passé par là. Avec plus de trois millions de chômeurs et des licenciements économiques en hausse régulière, la France peut-elle continuer à désigner des industries – un peu vite qualifiées de traditionnelles, quand le montant total des investissements du textile et de l'habillement s'est élevé, l'an dernier, à 60 milliards de francs chez les Douze – et qui emploient directement et indirectement sept cent cinquante mille salariés dans le pays et cinq millions dans la Communauté ? A l'heure où la France redécouvre la rôle des petites et moyennes industries dans la défense de l'emploi, développement de l'emploi, peut-elle encore accepter que les effectifs des industries du textile et de l'habillement fondent de dix mille à quinze mille postes par an ?

PIERRE-ANGEL GAY

La fin des réunions de Washington

La Grande-Bretagne souhaite vendre une partie de l'or du FMI

Les réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale se sont achevées, samedi 1^{er} mai à Washington. Le groupe des Dix (1) a examiné un rapport sur les marchés des changes, à la suite de la crise monétaire européenne de septembre. Il a souligné le rôle crucial des taux d'intérêt dans des systèmes de changes fixes mais ajustables, tels que le SME, et préconisé un renforcement de la coordination des politiques économiques. Ce thème était également au centre du comité intermédiaire du FMI, l'Instance politique qui réunissait les ministres des finances des 177 pays membres du Fonds.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Norman Lamont a-t-il voulu se venger de George Soros ? La question, mi-droite, mi-gauche, était sur les lèvres de nombreux responsables présents à Washington vendredi 30 avril. A l'occasion du comité intermédiaire du FMI, le chancelier de l'Echiquier britannique a en effet proposé que le Fonds vende une partie de ses stocks d'or, afin de régulariser l'enveloppe consacrée par l'institution au financement des pays les plus pauvres. Immédiatement, les cours de l'or ont baissé sur les marchés ; car si, comme le suggère M. Lamont, le FMI met sur le marché 10 % environ de ses réserves d'or, soit 10 à 15 millions d'onces, les cours du métal fin en souffriront très certainement.

Or George Soros, célèbre financier américain, vient d'acquiescer à une idée d'or. Il risquerait ainsi de perdre une partie des gains encaissés lors de la dévaluation de la livre sterling, le 16 septembre dernier, contre laquelle il avait massivement spéculé, au grand dam des autorités britanniques.

L'idée que le FMI puisse vendre une partie de ses réserves d'or, déplaît profondément à Michel Camdessus, directeur général du Fonds : « La force de cette institution, c'est son or », a-t-il déclaré vendredi lors d'une conférence de presse, ajoutant que « nous vivons une époque difficile et périlleuse ne peut dire ce que le début du siècle prochain nous apportera ». Catégorique à l'encontre de la proposition de M. Lamont – même si dans le passé, le FMI s'est déjà séparé d'une partie de son or – M. Cam-

dessus a réitéré toujours pour obtenir l'autorisation d'entreprendre des tirages spéciaux (DTS), la monnaie émise par le FMI (le *Monde* du 29 avril). Le directeur général n'exclut pas de réussir à convaincre les responsables allemands et américains, opposés à une telle démarche, et de faire approuver l'allocation lors de l'assemblée de septembre. L'allocation ne viserait pas à renforcer une enveloppe particulière du FMI, comme le ferait la vente d'or, mais permettrait d'augmenter les réserves de change de tous les membres. Au sujet de l'enveloppe pour les pays pauvres (qui prendra le relais de la facilité d'ajustement structurel renforcée) le FMI est toujours à la recherche de financements, et attend des propositions de la part de son conseil d'administration avant la fin de l'année.

Le découragement des pays en développement

La recherche d'argent frais, à laquelle se livre le FMI pour lui-même comme pour ses membres, témoigne des difficultés économiques de l'époque, et de l'extinction des missions du Fonds. Cette année, le comité intermédiaire a tenu, pour la première fois, à publier une déclaration solennelle affirmant la volonté de tous les Etats, industriels, en développement, ou en transition vers l'économie de marché, de coopérer pour faire face aux « graves difficultés que laisse pressager à l'heure actuelle la faiblesse générale de l'activité économique ». Faut-il voir un signal adressé au groupe des Dix, le ministre français de l'économie, Edmond Alphandery, a déclaré que des règles prudentielles devraient également s'appliquer aux établissements non bancaires présents sur les marchés.

FRANÇOISE LAZARE

(1) – Le groupe des Dix comprend en fait onze membres : l'Allemagne, la Belgique, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Il apporte occasionnellement, à travers les accords généraux d'emprunt, des ressources à certains membres du FMI.

La réforme de la Banque de France

Les neuf membres du « conseil de la politique monétaire » seront nommés par le gouvernement

Transmis mercredi 28 avril au Conseil d'Etat, le projet de loi relatif à la réforme de la Banque de France contient des dispositions qui ne devraient pas manquer de provoquer de vifs débats au Parlement. L'objectif de cette réforme est, comme l'avait indiqué le ministre de l'économie, Edmond Alphandery, de « confier la gestion de la politique monétaire à une autorité qui assurera en pleine indépendance » (le *Monde* du 24 avril). C'est donc naturellement sur la composition et le mode de désignation de cette autorité, appelée « conseil de la politique monétaire », que repose la clé de cette indépendance.

Un collège de six renouvelé par tiers

Dans son état actuel, le projet de loi prévoit un dispositif complexe. Nouvelle instance de pouvoir, le « conseil de la politique monétaire » sera composé de neuf membres : un gouverneur, deux sous-gouverneurs et six autres personnes. Tous seront nommés par le gouvernement mais selon des procédures et pour des durées différentes. Le gouverneur et les deux sous-gouverneurs seront nommés directement par le gouvernement pour un mandat irrévocable d'une durée de six ans, un mandat qui sera renouvelé.

La désignation des six autres personnes sera plus diversifiée : les présidents d'institutions non politiques (notamment du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation, de la Cour des comptes et du Conseil économique et social) seront chargés d'établir, ensemble, une liste de noms, le nombre de

personnalités présentées devant être supérieur au nombre de postes à attribuer. Le gouvernement choisira dans cette liste les membres du conseil. Dans certains cas, précisés par la loi, les personnes nommées devront abandonner leurs activités professionnelles (les chefs d'entreprise notamment). Leur mandat, irrévocable également, sera d'une durée de neuf ans. Ce collège de six sera renouvelé par tiers tous les trois ans. Les premiers nominations se feront donc pour des périodes de trois, six et neuf ans.

Ce conseil de neuf membres déterminera et mènera en toute indépendance la politique monétaire – la gestion des taux d'intérêt, de la masse monétaire et des réserves obligatoires. Complété par deux personnalités, ce conseil deviendra le conseil général de la Banque de France, son conseil d'administration en fait. Les deux membres supplémentaires seront un élu représentant les personnes de la Banque et un représentant de l'Etat, le censeur. C'est ce conseil qui gèrera l'institution Banque de France, son personnel et ses activités non monétaires.

ERIK IZRAELWICZ

La FNSEA a élu son nouveau bureau. Le conseil d'administration de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) a élu, mercredi 28 avril, son nouveau bureau. Luc Guyon a été élu président de la Fédération. Gérard Lapié, qui était secrétaire général adjoint, devient secrétaire général, et Michel Tesseyrou, secrétaire général adjoint.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ 1992 : + 17 %

Le Conseil d'Administration, réuni le 26 avril 1993, sous la présidence de Monsieur Gilbert Simonet, a arrêté les comptes de l'exercice 1992.

Malgré un environnement économique difficile, le Groupe CBC a maintenu son activité en 1992. Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 6,634 milliards de francs, contre 5,584 milliards de francs l'année précédente. Le résultat net consolidé par le Groupe s'élève à 118 millions de francs, en hausse de 17 % par rapport à 1991.

Chiffre d'affaires par secteur (en millions de francs)	1992	1991
Construction France	3 749	3 427
CEE	785	1 073
Export	569	801
Immobilier et Diversification	1 531	1 283
Total	6 634	6 584

Construction France. 1992 a constitué une nouvelle fois une année satisfaisante, les entreprises du Groupe ayant su maintenir un bon niveau d'activité et de résultat. Le Groupe a renforcé sa présence dans la région Rhône-Alpes, à la suite de l'acquisition de la société Enbatra à Grenoble.

Filiales CEE. Après la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Espagne et le Portugal, l'année 1992 a été marquée par l'acquisition de la société allemande Brüggemann dont les résultats ne seront intégrés dans les comptes consolidés qu'en 1993. En ce qui concerne le Portugal, CBC s'est désengagé de son activité construction pour se consacrer essentiellement à la promotion immobilière.

Export. Traditionnellement implanté dans les pays d'Europe Centrale, le Groupe CBC a élargi son champ d'investigation en 1992. Traînée par le département Export, une opération importante a été mise en vigueur à la fin de l'année en Nouvelle-Calédonie : la réalisation clé en main

d'un complexe hôtelier qui sera exploité sous l'enseigne Méridien. Début 1993, une autre grande opération a été traitée au Luxembourg : la construction de l'extension du siège de la Banque Européenne d'Investissement.

Immobilier et diversification. Face à la crise aiguë que connaît la promotion immobilière, le Groupe CBC est resté fidèle à sa politique de rigueur et de prudence. Le niveau des stocks au 31 décembre 1992 s'élève à 1,212 milliard de francs, contre 1,457 milliard de francs l'exercice précédent.

Résultat consolidé (en millions de francs)	1992	1991
Résultat courant (y compris quote-part des sociétés mises en équivalence)	226	240
Résultat exceptionnel	(53)	(27)
Amortissements écarts d'acquisition	(20)	(30)
Participation des salariés	(17)	(18)
Impôts sur les bénéfices	(23)	(62)
Résultat net consolidé	113	103
Résultat net par Groupe	118	101

La société mère CBC dégage, pour sa part, un bénéfice de 126,3 millions de francs contre 110,5 millions de francs en 1991 (+14 %).

Perspectives 1993

En 1993, l'activité devrait rester au niveau de celle de 1992, le carnet de commandes étant du même ordre que celui de l'exercice précédent : 6,1 milliards de francs au 31 décembre 1992 contre 6,2 milliards de francs au 31 décembre 1991.

Dividende

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire, qui se tiendra le 17 juin 1993, le versement d'un dividende global de 20,25 francs par action, dont 6,75 francs d'avoir fiscal. Ce dividende sera mis en paiement à partir du 21 juin 1993.

NOTRE PREMIÈRE RICHESSE, CE SONT LES HOMMES.

Les économistes redoutent une hausse des prix incontrôlable en Russie

Moscou devrait recevoir très prochainement 1,5 milliard de dollars (8 milliards de francs) de crédits octroyés par le FMI dans le cadre d'un nouveau programme d'aide. Pourtant, les économistes du Fonds monétaire international ne peignent pas un portrait flatteur de la situation économique de la Russie. Lors d'une rencontre avec la presse, organisée en milieu de semaine dernière à Washington, Ernesto Hernandez-Casta, directeur adjoint de la direction qui au FMI chapeaute les pays de l'ex-URSS – désormais tous membres du Fonds – a indiqué que « des taux d'inflation mensuels de 20 % à 25 % par mois ne sont pas tenables ». De tels taux sont pourtant enregistrés en Russie depuis plusieurs mois.

Selon M. Hernandez-Casta, « la tâche prioritaire des autorités russes est de contenir l'inflation ». Seconde plaie qui empêche toute réforme économique : le « fossé immense » qui existe entre l'inflation, largement supérieure à 1 000 % par an, et les taux d'intérêt, qui s'élèvent à 100 % à peine. La conséquence en est une fuite de capitaux massive, généralement estimée à plus de 10 milliards de dollars par an, et une accélération de la chute du rouble.

La solution ne peut se trouver, explique Ernesto Hernandez-Casta, que dans un assainis-

sement des comptes de l'Etat. Côté dépenses, le responsable du Fonds préconise un strict contrôle des crédits et une diminution des subventions et, côté recettes, la disparition des exemptions fiscales ainsi que l'introduction d'une taxe sur l'énergie.

Qu'il en soit, la FMI et les responsables russes devraient se mettre d'accord au cours des prochaines semaines sur les objectifs économiques qui conditionnent la déblocage rapide de la première tranche de crédit du Fonds. Moscou, selon certaines sources, s'engagerait en particulier à ramener son déficit budgétaire à 5 % de son PNB (produit national brut), alors qu'il a atteint 20 % l'an dernier.

Ce faisant, le FMI, poussé il est vrai par les pays industriels, prend des risques. En dépit de la situation économique confuse qui règne en Russie, il s'apprête en effet à accorder à Moscou une aide sur la base de critères moins stricts qu'à l'ordinaire, et dotée de conditions de remboursement plus souples. Les pays en développement, réunis au sein du groupe des Dix, ont d'ailleurs exprimé leurs réserves à l'égard de cette nouvelle facilité réservée à l'Est.

F. L.

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Edouard Balladur annonce un gel des traitements de la fonction publique en 1993

Edouard Balladur, qui recevait lundi 3 mai à l'hôtel Matignon les représentants des sept fédérations syndicales de fonctionnaires (CFDT, CFE-CGC, CGT, FEN, FO, FGA), a annoncé que les 4,5 millions d'agents de la fonction publique ne bénéficieraient d'aucune nouvelle mesure d'augmentation générale en 1993. En revanche, le premier ministre a précisé que les engagements pris par ses prédécesseurs concernant la mise en œuvre du « protocole Durafor » (réforme de la grille de classification des fonctionnaires) et des « accords Jospin » (évaluation des enseignants) seraient intégralement tenus. Les cinq fédérations signataires du protocole Durafor, qui lors de leurs premiers entretiens bilatéraux avec André Rossinot, ministre de la fonction publique, avaient mis en garde le gouvernement contre toute écarte au calendrier de ces accords pluriannuels, ont donc été entendues. L'entrée en vigueur des mesures prévues par ces accords au titre de 1993 devrait, selon les estimations budgétaires, coûter 3,2 milliards de francs.

Le gel des traitements de la fonction publique, qu'Edouard Balladur

justifie par la situation économique de la France, a suscité une déception parmi toutes les fédérations de fonctionnaires. « Nous n'échangerons pas l'application du protocole Durafor contre la non-augmentation des fonctionnaires », a indiqué Roland Gaillard (secrétaire général de FO) qui a, comme les représentants de la CGT, d'ores et déjà appelé ses adhérents à se mobiliser. « L'Etat ne peut pas reprendre d'une main ce qu'il donne de l'autre », a pour sa part indiqué Michel Agostini, secrétaire de la fédération CFDT en estimant que les fonctionnaires ne devaient pas être

pénalisés deux fois, en qualité de salariés et en tant que citoyens. M. André Rossinot, qui assistait à cette rencontre de même que Nicolas Sarkozy, ministre du budget, Philippe Douste-Blazy, ministre de la santé, Daniel Hoefel, secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire, a laissé entendre que le gouvernement serait toutefois « amené à engager des négociations salariales sur 1994 et 1995 ». M. Edouard Balladur a d'ores et déjà accepté de revoir les fédérations de fonctionnaires à l'automne, pour en discuter.

Chute du bâtiment en 1992

Pour la première fois depuis sept ans, le bâtiment et les travaux publics ont vu en 1992 leur activité baisser en volume : -1,4 % à 814 milliards de francs, selon les chiffres publiés dans le dernier numéro d'INSEE première. Ce recul intervient après deux années de faible croissance : +1,6 % en 1990 et +0,2 % en 1991. Les conséquences sur l'emploi sont lourdes : près de 60 000 ont été perdus en 1992 et le nombre de

journées de chômage partiel indemnisable a été multiplié par plus de trois.

En 1992, 277 000 logements ont été mis en chantier, chiffre le plus bas depuis quarante ans avec un repli plus marqué (-14 %) dans la maison individuelle que dans les logements collectifs (-4 %). La crise est plus durement ressentie en Ile-de-France (-22 %) et dans la région Rhône-Alpes (-25 %). En conséquence, la production de logements neufs baisse pour la deuxième année consécutive : -5 % après -4 % en 1991. La tendance s'est poursuivie au premier trimestre, selon les dernières statistiques du ministère : à la fin mars, les mises en chantier au cours des douze derniers mois s'établissaient à 264 100 (-15 %).

F. V.

Le déficit de la RATP a atteint 135 millions de francs en 1992

La RATP a enregistré un déficit d'exploitation de 135 millions de francs en 1992 contre une perte de 95 millions en 1991. Ce déficit représente 0,7 % du budget de la RATP (de l'ordre de 19 milliards de francs) et résulte, selon la direction financière de l'entreprise, d'une réduction conjuguée de l'activité, qui frappe la RATP comme d'autres acteurs économiques. L'année 1992 s'est traduite par un recul des ventes de Carte orange mensuelle de l'ordre de 3,5 %, alors que les abonnements hebdomadaires et les ventes de billets ont observé une légère augmentation. Le trafic a progressé de 1,8 % par rapport à 1991. Sur les trois premiers mois de l'année, la RATP observe les mêmes tendances qu'en 1992.

Les perspectives de production des chefs d'entreprise ont cessé de se dégrader en avril. Les perspectives personnelles de production des chefs d'entreprise ont cessé de se dégrader en avril, montre la dernière enquête de l'INSEE. Les perspectives générales se sont, quant à elles, légèrement améliorées. Les stocks de produits finis sont toujours jugés supérieurs à la normale et les carnets de commandes restent à un niveau particulièrement bas.

J.-M. N.

SOCIAL

La célébration du 1^{er} mai

La CGT a rassemblé 15 000 personnes à Paris

Le seul défilé organisé le 1^{er} mai à Paris a rassemblé quelque quinze mille personnes samedi à l'appel de la CGT, entre la place de la République et l'Opéra. « La situation qui se développe dans le pays nous conduit à placer ce 1^{er} mai résolument sous le signe de la solidarité, de la justice, de la défense des libertés et de la paix », a déclaré Louis Vianney, secrétaire général de la CGT. Des représentants d'organisations antiracistes (SOS-Racisme, MRAP) et des associations de travailleurs immigrés s'étaient joints à la manifestation. Dans les régions, quelques rares manifestations ont eu lieu.

A Nancy, où la CFDT a organisé une journée de débats, en présence d'André Rossinot, ministre (UDF) de la ville et ministre de la fonction publique, Nicole Notat, secrétaire générale de la confédération, a

indiqué qu'elle attendait d'Edouard Balladur « une confirmation nette et claire des accords qui ont été passés avec les gouvernements précédents » sur l'évolution des classifications des fonctionnaires. « Si ces accords étaient remis en cause, il y aurait là franchissement de la ligne jaune pour la CFDT ». « Les fonctionnaires, comme l'ensemble des Français, n'ont ni plus ni moins, seront astreints à des efforts et à des sacrifices », a répondu M. Rossinot.

Eofin, Marc Blondel, leader de Force ouvrière, qui a profité du 1^{er} mai pour dialoguer avec des jeunes à l'Arche de la Défense, a également évoqué le sujet en réclamant l'ouverture de négociations salariales dans la fonction publique et « à tous les niveaux » avec le patronat.

Deux cent soixante syndicalistes ont été assassinés en 1992

Dans son rapport annuel rendu public à l'occasion du 1^{er} mai, la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) - qui regroupe 164 centrales dans 117 pays - indique que « 260 syndicalistes ont été assassinés de par le monde » et que « 2 500 militants ont été arrêtés » en 1992.

« Défendre les droits des travailleurs, c'est encore trop souvent risquer sa vie, la torture, la prison, la persécution et la perte de son emploi », souligne la confédération. Selon elle, « plus de 40 000 travailleurs ont perdu leur emploi pour avoir revendiqué des améliorations de leurs conditions de travail » et « plusieurs multinationales installées dans des pays en voie de développement (Spie Botgoolles ou Lesotho, Daewoo au Pakistan, Good-year en Colombie, Volkswagen au Brésil) se sont tristement illustrées par une attitude antisyndicale, voire carrément répressive ».

Au total, 87 pays sont évoqués dans le rapport « pour avoir, à des degrés divers, bafoué les droits syndicaux fondamentaux reconnus dans les conventions internationales de l'OIT ». L'Afrique du Sud, la Birmanie, la Chine, la Colombie, le Salvador, le Guatemala, l'Iran, le Malawi, le Pérou, la Côte-d'Ivoire, Cuba et le Soudan apparaissent une fois de plus comme des pays où il ne fait pas bon être syndicaliste. Alors que les régimes « durs » d'Asie « n'ont guère réagi à la vague de démocratisation qui a balayé d'autres continents », la CISL dénonce la Serbie et le Kosovo où « les sanctions internationales sont utilisées comme prétexte pour museler les organisations indépendantes ». Quant aux pays industrialisés, ils ne sont pas au-

dessus de tout soupçon. Ainsi, la CISL observe « une recrudescence d'attaques contre les droits syndicaux » aux Etats-Unis, en Nouvelle-Zélande, en Grande-Bretagne et en Australie.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes
4^e arrdt
75004 Place des Vosges, 2 P, d'exception, Refait M. Terrain, 400 000 F. 40-20-93-95

LE SAINT-LOUIS
RAIS A SAISON
GO STUDIO DE CARACTÈRE
EXCEPTIONNEL
690 000 F. 43-74-46-12

14^e arrdt
PLAISANCE, 2 P, 110 m², 40 m² et cour, 550 000 F.
ARBOURN 40-44-74-71

18^e arrdt
N° LAMARQUE 2 P, 41 m², 71 m², 800 000 F.
Mme. MARCADET 43-51-51-51

94
Val-de-Marne
NOGENT/BOIS
N° 3 P + base Caron, sur jrd, 1 250 000 F + parking.
J.N. 40-89-00-00

appartements achats
Rech. URGENT 100 à 120 m² Paris. Préf. 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 163

سكدر من لايصل

ÉCONOMIE

COMMUNICATION

La crise de la presse écrite

M. Carignon annonce un fonds de soutien aux journaux

Le ministre de la communication, Alain Carignon, a affirmé, vendredi 30 avril, après un entretien avec le premier ministre, Édouard Balladur, que le gouvernement veut aider la presse en créant un fonds de soutien en faveur des journaux et en réservant à l'écrit une part des campagnes publicitaires qui seront organisées en vue de la privatisation de certaines entreprises nationales.

M. Carignon a convoqué, lundi 3 avril après-midi, à l'occasion de la journée internationale de la liberté de la presse, une table ronde des dirigeants de la presse, pour discuter de ces mesures et de leur application. Le fonds de soutien - qui pourrait être doté, dès cette année, de 200 millions de francs - doit permettre, selon M. Carignon, de «sauver la presse écrite, de lui permettre d'exister». Devant la commission des affaires culturelles du Sénat, jeudi 29 avril (le Monde daté 2-3 mai), M. Carignon avait noté que le gouvernement de Pierre Bérégovoy avait

déjà 450 millions de francs en faveur des sports mécaniques et des organisateurs de courses automobiles affectés par la «loi Evin» antitabac alors que rien n'avait été fait pour la presse. M. Carignon ne souhaite cependant revenir ni sur la «loi Evin» ni sur la «loi Sapin», dont «l'intérêt est manifeste» dans les domaines de la santé et de la transparence, et il a déclaré au Journal du Dimanche.

Le président du Syndicat de la presse hebdomadaire, parisienne, Georges Montaron, s'est félicité de la perspective de la table ronde convoquée par le ministre de la communication mais il s'est exprimé la crainte que les mesures envisagées ne soient «trop limitées, trop circonstancielles et ne touchent en rien aux structures du monde de la presse». M. Montaron suggère à son tour de ramener au taux zéro la TVA sur la presse tout en préconisant l'octroi de prêts bonifiés pour la modernisation et des aides postales pour les journaux d'opinion et d'information.

Répondant au ministre de la communication

M. Bourges conteste que les programmes des chaînes publiques ressemblent à ceux de TF1

Répondant aux propos tenus la veille, au Sénat, par le ministre de la communication, Alain Carignon, le président de France Télévision, Hervé Bourges, a estimé, vendredi 30 avril, dans un entretien accordé au Quotidien de Paris, qu'il est faux de dire qu'on ne fait pas la distinction entre les chaînes commerciales et les chaînes publiques. M. Carignon ayant affirmé que «tout le monde s'accorde aujourd'hui à reconnaître que les programmes de nos chaînes nationales ressemblent à s'y méprendre à ceux de leurs principales concu-

rentes privées» (le Monde daté 2-3 mai), M. Bourges a précisé : «France Télévision refuse de fabriquer des reality-shows, des émissions pornographiques ou érotiques» en évoquant «les beaux parleurs, comme Jean Drucker de M6, [qui] oublient souvent qu'une bonne partie de leurs recettes publicitaires sont liées à la pornographie ou au sexe».

M. Bourges a également démenti le droit du service public d'être présent dans tous les autres genres télévisuels comme «les jeux ou les séries» et surtout le sport.

Dans la presse d'extrême droite

«Mohamed Bourges»

La presse d'extrême droite se déchaine contre le président de France Télévision. La dernière page du quotidien Présent du 29 avril, conçue traditionnellement comme une «page vitrine» susceptible d'être utilisée en guise de tract ou d'affiche, a pour titre : «Hervé Bourges : trentième anniversaire de son acquisition de la nationalité algérienne». Elle précise la date du décret conférant cette qualité à M. Bourges en prétendant que «si Hervé Bourges est toujours directeur de France 2-France 3, la fête sera retransmise par câble et satellite».

M. Bourges ayant exercé des fonctions de conseiller auprès du premier ministre algérien Ahmed Ben Bella, de 1982 à 1985, l'hebdomadaire National Hebdo n'est pas en reste sur

Présent. Il fait état, dans son numéro du 29 avril, sous la forme d'un anecdote, de la récente condamnation du président de France Télévision - que le journal surnomme «Mohamed Bourges» - et des deux producteurs de l'émission «Envoyé spécial» (France 2) à 5 000 francs d'amendes et à 10 000 francs de dommages et intérêts (le Monde du 28 avril). Dans le cadre d'un reportage sur le Front national, ces derniers avaient diffusé un témoignage de l'ex-épouse de Jean-Marie Le Pen concernant l'antisémitisme militant dont aurait fait preuve le président du Front national auprès de ses propres filles. National Hebdo regrette les «exonérations dérisoires» accompagnant cette condamnation.

Dans l'Indre

Le journal «le Provisoire» est menacé de disparition

LIMOGES

de notre correspondant

«Journal d'expression libre d'intérêt local et de salut public» paraissant dans le département de l'Indre, le Provisoire est menacé de disparition. Trois procès en cours pour diffamation risquent de frapper mortellement à la caisse ce périodique à la parution irrégulière, qui joue un rôle actif dans les rebondissements de l'affaire Mias et Thiennot, ces deux hommes qui tentent depuis quarante-sept ans d'obtenir la révision de leur procès (le Monde du 10 mars).

D'une périodicité approximative (quatre-vingt-sept numéros en dix-huit ans d'existence, pour un tirage moyen de 7 500 exemplaires), le Provisoire commente avec une vigueur agressive la vie politique régionale et locale. De sensibilité anarchiste, il a pour cible la classe politique locale, principalement Michel Aurillac, RPR, ancien ministre de la coopération, et

André Laignel, PS, ancien secrétaire d'Etat. «Le Provisoire», fait remarquer son directeur, Roland Henault, professeur de lettres à Châteauroux, ne meurt pas de ses difficultés financières; il meurt de l'argent qu'on lui demande. Les amendes concernant un journal de bénévoles sont les mêmes que celles qui concernent un journal professionnel : le Provisoire paie le même prix que Libération, l'Événement ou le Monde. Or, les choses dites ne sont que l'expression de la libre parole, avec droit de réponse pour tous».

Sa dernière livraison, la «87», constitue donc un «numéro exceptionnel de soutien» : on y trouve les signatures de Gilles Perrault, Claude Confortes, Agnès Moine, et du dessinateur Tignous, de Charlie Hebdo.

GEORGES CHATAIN

Le Provisoire, BP 271, 38005 Châteauroux Cedex. Tél. (16) 84-38-15-66.

Engagée après la fausse interview de Fidel Castro

L'action de TV Carton Jaune contre TF1 est déclarée irrecevable

La première chambre du tribunal de grande instance de Paris vient de déclarer «irrecevable» l'action en justice que l'association TV Carton Jaune avait introduite le 15 juin 1992 contre TF1. Patrick Poivre d'Arvor et Régis Faucon à propos d'une «fausse interview» de Fidel Castro (le Monde du 5 mars). Le 16 décembre 1991, le journal de TF1 avait présenté sous forme d'entretien un certain nombre de déclarations du leader cubain. Ces propos, recueillis au cours d'une conférence de presse, avaient fait l'objet d'un montage spécifique destiné à introduire des questions laissant supposer qu'il s'agissait d'un dialogue. Estimant que MM. Poivre d'Arvor et Faucon avaient méconnu leurs «obligations élémentaires» d'information et d'exactitude, l'association TV Carton Jaune avait introduit une action en justice.

C'est celle-ci que le tribunal a déclarée irrecevable. Les magistrats ont jugé que «le litige entre les parties est relatif au support et à la présentation de ladite information, éléments qui ne sont certes pas sans importance sur les téléspectateurs qui la reçoivent, mais qui sont secondaires par rapport au contenu

de l'information elle-même». Ils ont fondé leur jugement sur le fait que «la teneur même de l'information et son contenu ne font pas l'objet de discussion» et que le seul grief est d'avoir diffusé «un dialogue qui n'a, en réalité, pas eu lieu».

L'association TV Carton Jaune a décidé de faire appel. Elle a pris acte de la reconnaissance par le tribunal du fait que l'information «doit être honnête et exacte». «On comprend ainsi qu'à contrario, souligne-t-elle, en cas d'atteinte au strict contenu de l'information les téléspectateurs seraient fondés à agir devant les tribunaux».

Un colloque sur les rapports entre la presse et la justice. - L'ordre des avocats à la cour de Paris organise un colloque sur les rapports entre la justice et la presse, le 13 mai au CNIT de l'esplanade de la Défense, sous la présidence du bâtonnier de l'ordre de Paris, Georges Flécheux. Ce colloque comprendra quatre tables rondes : les relations médias-justice, la liberté d'expression et la déontologie du journaliste, la liberté de la presse et la protection de la personne, et la presse et la vie économique. Renseignements : 43-43-45-65.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Aéroports de Paris prépare l'avenir

pour répondre aux besoins de transport aérien, Aéroports de Paris investit 12 milliards de francs (1992-1995) : 6 milliards pour une large part de développement des plates-formes commerciales, 6 milliards de développement comportant notamment les grands projets suivants :

- modernisation de l'aéroport sud
- création de nouvelles plates-formes
- nouveau terminal C de CDG
- gare d'interconnexion TGV
- nouvelle aéroport d'Orly
- installations pour les submersibles
- amélioration de l'infrastructure de l'aéroport, etc.

(en millions de francs)

Le projet de loi de finances pour 1993 prévoit une partie de ses investissements. Aéroports de Paris bénéficie d'un montant de 1 milliard de francs sur le marché français. Note A.A.A. par Standard and Poor. ADE a obtenu le statut de société anonyme et a émis 100 000 obligations de 5 000 francs.

Taux nominal : 7,25%
Taux actuariel : 6,25%
Prix d'émission : 99,53%
soit 4 976,50 francs par titre
Durée : 10 ans + 72 jours
Amortissement : le 21/07/2003
en 100 versements
Date de versement : 10 mai 1993
Date de versement : 10 mai 1993
RATP : 1993

Le projet de loi de finances pour 1993 prévoit une partie de ses investissements. Aéroports de Paris bénéficie d'un montant de 1 milliard de francs sur le marché français. Note A.A.A. par Standard and Poor. ADE a obtenu le statut de société anonyme et a émis 100 000 obligations de 5 000 francs.

VIE DES ENTREPRISES

Pour des motivations financières et industrielles

Philips se retire de la joint-venture Matsushita Electronic Corporation

AMSTERDAM

de notre correspondant

« Surprise » : tel est le mot-clé des commentaires et des réactions à la suite de l'annonce par Philips, vendredi 30 avril, de la cession de son intérêt de 35 % dans la joint-venture Matsushita Electronic Corporation (MEC), au sein de laquelle il était associé depuis 1992 avec le groupe japonais. Pour devenir l'unique propriétaire de MEC, Matsushita va verser à la multinationale néerlandaise la somme de 185 millions de yens, soit quelque 9 milliards de francs.

La surprise, en l'occurrence, est double. En premier lieu, parce que le désengagement de Philips est en contradiction avec les déclarations récentes de son président, Jan Timmer, qui avait affirmé début avril que le groupe n'envisageait pas de vendre certaines de ses composantes ou de ses participations pour améliorer sa situation financière. En second lieu, parce que le montant de la transaction avec Matsushita, dont un porte-parole a déclaré qu'elle avait lieu à l'initiative de Philips, est trois fois supérieur aux pertes enregistrées en 1992 par ce dernier.

Philips ayant renvoyé ses explications à la présentation, mercredi 5 mai, des résultats du premier trimestre de l'exercice 1993, les observateurs en sont réduits à spéculer. L'impression générale est que les mobiles du groupe d'Eindhoven sont essentiellement financiers. Endettée à hauteur de 38 milliards de francs, la multina-

tionale doit rembourser aux banques 7,8 milliards de francs d'ici à la fin de l'année. Le retrait de MEC lui permettra de faire face « en douceur » à cette échéance, tout en empochant un bénéfice comptable estimé à 3 milliards de francs. Alléger sa dette et renforcer ses fonds propres, Philips redresse structurellement ses comptes : le *Financial Dagblad* a calculé que le rapport fonds propres/dettes allait passer de 18,5/81,5 à 21/79.

Mais les motivations de Philips seraient aussi industrielles. L'alliance avec Matsushita était censée lui procurer, à l'origine, un accès au marché asiatique, en échange d'un transfert de savoir-faire. Celui-ci a bien eu lieu, mais la position de Philips en Extrême-Orient ne s'est pas sensiblement renforcée. « MEC est même devenu un concurrent de Philips », a déclaré au *Financial Dagblad* une « source interne ». Le quotidien ne demande dans quelle mesure la dissolution de la joint-venture n'annonce pas un désengagement plus poussé du groupe néerlandais du marché asiatique.

En attendant, Philips et Matsushita, qui ont développé ensemble le compact-disc interactif et la cassette audio digitale et possèdent une usine commune de piles en Belgique, affirment vouloir continuer à coopérer. En dehors de MEC.

CHRISTIAN CHARTIER

Pour restaurer sa rentabilité

Eastman Kodak annonce une restructuration majeure

Eastman Kodak va procéder d'ici le mois de septembre à une importante cession d'activités. Key Whitmore, PDG du géant américain de la photographie, a annoncé ce désengagement jeudi 29 avril, à l'issue d'une semaine difficile pour la firme de Rochester. Confronté à une érosion régulière de sa rentabilité, endetté à hauteur de 10 milliards de dollars (53 milliards de francs), Kodak, de plus en plus attaqué par les milieux boursiers pour la timidité de ses actions de redressement, s'emploie désormais à restructurer son portefeuille d'activités, jugé trop diversifié.

La chimie pourrait faire les frais de cette volonté de recentrage, même si M. Whitmore n'a pas voulu donner davantage de précisions. Le patron de Kodak s'est contenté de souligner que la photographie et l'imagerie resteraient la raison d'être du groupe.

L'annonce d'un désengagement majeur couplé avec un plan d'éco-

nomies prévisibles suffira-t-elle à redonner le sourire à Wall Street, où l'on juge sévèrement la firme de Rochester ? Le groupe avait déjà, au début de l'année, annoncé une série de mesures choc, dont 3 000 licenciements parmi ses 133 200 salariés. Kodak avait aussi débouché, à grands renforts de publicité, un financier d'envergure, Christopher Steffens, ancien de chez Chrysler, en poste chez Honeywell, réputé pour son savoir-faire dans la réduction des coûts.

« L'effet Steffens » s'est dissipé mercredi 28 avril. Trois mois à peine après son arrivée, le « gestionnaire de haut vol » de Kodak a tout bonnement élargi la porte pour cause de désaccord sur la stratégie du groupe avec M. Whitmore. Le titre Kodak a immédiatement plongé. En une seule séance, la firme a perdu 1,7 milliard de dollars, soit 9 milliards de francs, en capitalisation boursière.

C. M.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CRISE

■ Ceres va diviser par deux son capital social. — Ceres, le holding français de l'homme d'affaires italien Carlo De Benedetti, va diviser par deux son capital social, qui sera ramené de 5,146 milliards de francs à 2,573 milliards, pour réduire les importantes pertes accumulées par la société depuis trois ans. Cette opération sera réalisée par réduction de 200 francs à 100 francs de la valeur nominale des 25 729 680 actions composant le capital social. Les actionnaires de Ceres (Compagnies européennes réunies) seront « proportionnellement » convoqués en assemblée générale extraordinaire pour ratifier cette décision. Ceres, qui contrôle notamment l'équipementier automobile Valeo, a perdu 1,54 milliard de francs en 1992, 1,3 milliard en 1991 et 2,2 milliards en 1990, en raison notamment des déboires de sa filiale bancaire Dumenil-Leblé.

OPA

■ OCP : M. Duché cède les commandes au vainqueur de la bataille boursière. — Jean-Pierre Duché, gérant des deux sociétés en commandite dont dépendent les activités opérationnelles de l'OCP (Office commercial pharmaceutique), a décidé de céder le contrôle de ces sociétés à ceux qui emporteront la bataille boursière. — Jean-Pierre Duché, gérant des deux sociétés en commandite dont dépendent les activités opérationnelles de l'OCP (Office commercial pharmaceutique), a décidé de céder le contrôle de ces sociétés à ceux qui emporteront la bataille boursière.

RÉSULTATS

■ Air Canada a enregistré une perte de près de 2 milliards en 1992. Air Canada va supprimer 2 200 emplois cette année afin de limiter ses pertes qui se sont élevées à 1,96 milliard de francs en 1992. « Nous ferons tout ce qu'il faut faire pour assurer notre survie, nous devons commencer à faire de l'argent », a commenté Holis Flaris, le président de la compagnie. Officielle fin de l'année, le nombre de salariés d'Air Canada devrait tomber à 16 000, soit 7 000 de moins qu'en 1990, quand les premières mesures de réduction des effectifs de la compagnie sont intervenues.

■ SEB met en œuvre son plan de 314 millions de francs. — Le groupe de petit électroménager SEB (marques Calor, Rowenta, SEB, Tefal) a réalisé en 1992 un bénéfice net de 314 millions de francs, en progression de 1 % par rapport à l'année précédente. « Malgré le ralentissement économique mondial et les dévaluations monétaires, le groupe maintient ses marges », indique le groupe dans un communiqué, en rappelant que son résultat courant a augmenté de 2,5 % à 746 millions de francs. Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 8,2 milliards de francs, en hausse de 2,5 % sur 1991. Les actionnaires du groupe ont approuvé, mercredi 28 avril, à plus de 99 %, l'attribution d'un dividende majoré de 10 % pour les actions détenues au nominatif depuis au moins deux ans (*Le Monde* du 5 mars).

■ Technip voit son bénéfice consolidé avant impôts progresser de 19 % en 1992. — Technip, société du groupe

Elf-Aquitaine spécialisée dans l'ingénierie et les services parafinanciers, a accru son chiffre d'affaires consolidé de 14 % en 1992 pour atteindre 7,408 milliards de francs. Le bénéfice consolidé avant impôts a progressé de 19 %, soit 322 millions de francs contre 270 millions en 1991. En revanche, son bénéfice net part du groupe est en baisse de 8,8 % par rapport à 1991 à 228 millions de francs. Il a été testé en 1992 par une augmentation de la charge fiscale de 70 millions de francs, n'indiquant mercredi 7 avril son PDG Pierre Vailaud. En 1992, la France a représenté 16 % de l'activité du groupe (en heures) avec 270 contrats en cours de réalisation pour un montant moyen de 6,5 millions de francs. L'Europe représente 59 % de l'activité (contre 48 % en 1991) dont 9 % pour l'Europe de l'Est, le Moyen-Orient 16 % (contre 31 % en 91). L'Asie reste stable à 13 %, l'Amérique et divers 7 % et l'Afrique 5 % (contre 3 % en 1991). Les hydrocarbures et la pétrochimie représentent toujours une part prépondérante de l'activité du groupe avec respectivement 49 % et 25 % (ex pourcentage du nombre d'heures sur contrats).

ÉMISSION

■ SFEF : les actionnaires approuvent l'augmentation de capital. — Les actionnaires de la SFEF (Société française d'entreprises et de participation), holding de contrôle du groupe Schneider, ont approuvé vendredi 30 avril, lors d'une assemblée générale extraordinaire, une augmentation du capital social de 22,5 millions de francs. Cette augmentation, sous forme d'une émission de 1,125 million d'actions nouvelles, avait été décidée le 19 mars par le conseil d'administration de la SFEF. Il s'agit du deuxième volet d'une opération d'augmentation du capital, annoncée l'an dernier. Le premier volet a eu lieu en novembre 1992 et s'est effectué aux mêmes conditions, soit 1,125 million d'actions nouvelles d'une valeur nominale de 20 francs. Le cours d'émission est de 390 francs. Le premier volet a été souscrit par les petits actionnaires de la SFEF et le public. Le second volet est réservé à la société Valodifrance, détenue par Elf-Aquitaine et Compagnie. Le total des fonds propres de la société, après ces deux volets, se trouve augmenté de 877 millions de francs.

INVESTISSEMENT

■ Apple renforce sa présence au Mexique et sur les marchés latino-américains. — Le fabricant d'ordinateurs américain Apple a annoncé récemment la création d'un département chargé spécialement de commercialiser ses produits au Mexique. Apple Computer Mexico, ainsi qu'un accord avec une société spécialisée dans les marchés latino-américains, Apple souligne dans un communiqué le « développement rapide du marché des micro-ordinateurs » au Mexique, qui devrait atteindre 1 milliard de dollars en 1993, soit une hausse de 29 % sur l'an dernier. Ce marché, le plus prometteur en Amérique latine, devrait augmenter de 25 % d'ici la fin de 1995, estime Apple. En outre, Apple a conclu un accord avec la société Government Technology Services Inc. (GTISI) aux termes duquel GTISI vendra la gamme complète de produits Apple aux agences fédérales et à leurs principaux fournisseurs. GTISI est le premier revendeur américain de micro-ordinateurs, de logiciels et de produits en réseau.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 3 mai ↓ Atonie

La Bourse de Paris était en baisse lundi matin, avec un volume insignifiant, en raison de la fermeture des bourses de Londres et de Tokyo. Après avoir ouvert en recul de 0,71 %, le CAC 40 était en baisse de 0,7 % en fin de journée. Le tassement s'atténuait peu après et l'indice des quarante valeurs se multipliait à - 0,18 % à 13 h 30, soit 1 934,90 points.

La séance était atone après la brève hausse de vendredi. Au lendemain de la mort de Pierre Bérégovoy, la décision de Matignon de reporter l'annonce de son cabinet budgétaire et des conclusions du rapport Reynaud sur les finances de la France limitant les initiatives. La Banque de France a retiré 15,2 milliards de francs de liquidité du marché monétaire, lors d'un appel d'offres ordinaire, au taux inchangé de 8,25 %. Elle a accordé au total 19,8 milliards pour une tombée globale de 35,1 milliards de francs.

Du côté des valeurs, Michelin continuait de reculer après son repli de 6 % vendredi sur des rumeurs de pertes plus fortes que prévu en 1993. L'action perdait ainsi plus de 3 %.

Carus perdait plus de 6 % suite à la décision du groupe de diviser son capital par deux. Cap Gemini continuait son repli sur la menace de viabilité et l'absence de reprise économique. Son actionnaire principal affirmait avoir cédé vendredi à Londres 1,85 million d'actions Cap Gemini au prix du marché, soit 4,41 % de sa participation. Euro-tunnel s'apprêtait légèrement après l'annonce par la presse outre-Manche que le responsable britannique de TMB pourrait être remplacé par Neville Stammers, directeur-général de Tarmac Plc. Cette nomination pourrait permettre la résolution du différend entre les deux entités.

Le groupe danois Hafnia a perdu 8 milliards de francs en 1992

Epilogue d'une folle ambition, le groupe financier et d'assurances danois Hafnia a enregistré en 1992 une perte record de 9,125 milliards de couronnes (5 milliards de francs), contre un déficit de 1,313 milliard de couronnes (1,1 milliard de francs) en 1991. Ces résultats catastrophiques, les pires de l'histoire financière danoise, sont la conséquence des investissements stratégiques coûteux de Hafnia dans son concurrent danois Baltica, dont il détient 94,6 % de l'assureur suédois Skandia (15,1 %).

Le groupe a perdu en tout 4,41 milliards de couronnes en 1992 à la suite de la baisse significative des cours d'actions des portefeuilles détenus dans Baltica et dans Skandia. Mais il a perdu également 1,6 milliard de couronnes dans son portefeuille d'actions non cotées en Bourse et considéré comme pratiquement invendable.

La société-mère Hafnia Holding, en cessation de paiement depuis le

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indice général de base 100 : 31 décembre 1982

	23-48	30-48
valeur franc. à rev. variable	109,1	107,3
valeur industrielle	109,2	107,4
valeur commerciale	113,4	118,1
valeur financière	108,3	108,3
valeur énergétique	99,8	83,1
valeur culturelle	107,1	107,1
valeur scientifique	107,2	107,2
valeur sociale	109,4	107,1
valeur politique	108,5	107,1
valeur juridique	100,9	99,9
valeur médicale	113,4	113,1
valeur militaire	107,1	104,1
valeur religieuse	123,6	121,1
valeur artistique	113,8	111,1
valeur littéraire	122,3	122,1
valeur philosophique	119	117,1
valeur historique	120,3	110,1

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 3 MAI

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel																	
Code	VALEURS	Cross product	Primer costs	Dumier costs	%	Code	VALEURS	Cross product	Primer costs	Dumier costs	%	Code	VALEURS	Cross product	Primer costs	Dumier costs	%
5420	CHE 2%	5430	5430	5430	...	1110	Créd. Fonder.	1021	5058	1078	+ 0.85	1490	S.I.T.A.	840	840	840	...
5430	B.N.P. P.	1020	1020	1020	...	1120	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1500	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5440	C.I.P. T.P.	306	306	306	...	1130	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1510	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5450	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1140	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1520	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5460	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1150	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1530	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5470	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1160	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1540	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5480	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1170	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1550	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5490	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1180	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1560	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5500	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1190	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1570	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5510	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1200	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1580	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5520	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1210	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1590	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5530	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1220	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1600	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5540	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1230	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1610	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5550	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1240	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1620	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5560	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1250	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1630	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5570	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1260	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1640	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5580	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1270	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1650	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5590	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1280	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1660	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5600	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1290	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1670	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5610	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1300	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1680	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5620	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1310	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1690	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5630	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1320	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1700	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5640	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1330	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1710	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5650	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1340	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1720	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5660	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1350	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1730	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5670	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1360	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1740	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5680	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1370	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1750	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5690	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1380	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1760	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5700	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1390	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1770	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5710	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1400	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1780	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5720	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1410	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1790	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5730	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1420	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1800	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5740	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1430	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1810	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5750	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1440	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1820	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5760	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1450	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1830	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5770	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1460	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1840	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5780	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1470	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1850	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5790	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1480	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1860	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5800	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1490	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1870	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5810	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1500	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1880	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5820	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1510	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1890	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5830	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1520	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1900	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5840	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1530	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1910	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5850	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1540	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1920	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5860	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1550	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1930	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5870	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1560	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1940	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5880	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1570	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1950	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5890	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1580	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1960	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5900	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1590	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1970	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5910	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1600	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1980	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5920	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1610	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	1990	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5930	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1620	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2000	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5940	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1630	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2010	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5950	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1640	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2020	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5960	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1650	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2030	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5970	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1660	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2040	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5980	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1670	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2050	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
5990	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1680	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2060	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
6000	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1690	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2070	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
6010	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1700	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2080	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
6020	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1710	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2090	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
6030	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1720	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2100	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
6040	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1730	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2110	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
6050	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1740	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2120	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
6060	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1750	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2130	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
6070	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1760	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2140	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
6080	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1770	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2150	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
6090	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1780	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2160	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
6100	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1790	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2170	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
6110	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1800	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2180	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
6120	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1810	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2190	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
6130	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1820	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2200	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
6140	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1830	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2210	S.I. Rougier	1070	1070	1070	...
6150	Créd. Loc. Faut.	1020	1020	1020	...	1840	Créd. Loc. Faut.	1021	5058	1078	+ 0.85	2220	S.I. Rougier	1			

Comptant (selection)

'SICAV (sélection)

30/4

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du marché	% du cotation		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Evolution	Rechert. net		Evolution	Rechert. net		Evolution	Rechert. net
Obligations						Etrangères														
EST 100%	7.12		FIAPE	347		ALG	180		Andorra NV	183.70	160	Asiatic	222.05	216 15	France Générale	288 38	288 44	Paribas Capitalisation	1722 37	1886 52
Exp. 6% 6/94	7.12		FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Polonia	3180.30	311	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
10.00% 7/94	101.20	7.12	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
Exp. 10% 14/94	105.25	7.12	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
10.00% 0% 00	106 96	1.46	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
DAT 10% 5/2000	110 80	9.34	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
DAT 8.5% 12/1997	111 84	9.34	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
DAT 8.5% 11/1998	107 83	2.48	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
PTT 11.2% 0%	109 50	1.46	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
Exp 10.00% 0% 00	104 16	1.97	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10 % 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82
CH 10% 10/94	101 70	1.60	FIAPE	2587		Alban NV	422.70		Belgium	31150.30	31150 30	Asiatic	2180.30	2180 30	France Obligations	470 07	455 35	Paribas Obligations	131 17	125 82

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.
Almal Citrus	820	828	Grosvengh	185
B.A.C.	23 70		Gulfair	310
Bellini Ltd.			I.C.E.	243
Belland (Ivory)	220		Imvoro	73
CAL-der. (C.A.)	885	886	Imvoro-Hillview	1184
Colabron	276		Inter. Computer	124 80
CORP.	170	170	I.P.M.	35 25
C.F.P.I.	182	200	Imvoro	157
C.N.M.	128	127	A.S.C. Scholtenweg	780
Crans	348	348	Ind. Fabrik	820
Deutsche	185		Phono-Audio (S.A.)	357
Dynalco	229 30	229	Sales Invest (Iv)	180
Dynalco	2250		Sarbo	170 80
Elance	120	120	Sopre	272
Elance Belgium	186		T. Yamashita R. G.	427
Emp. Population	240	237	Thyssen (Iv) G.	240
Franzer	154 80		U.C.	75
G.E.F. (Group Ltd.)	58	58	U.S. Am. Co.	180
G.M.	598	598	V. S. Am. Co.	740

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS prix	COURS 3/5	COURS ach
Eaux Unie (1 unit)	5 321		
Bou	1 588		
Algeriens (100 dm)	303 050		30
Breves (100 f)	2 691		28
Paye-Bas (100 f)	300 010		8
Italie (1000 fcs)	5 339		
1000 fcs (1000 fcs)	87 330		
Islande (1 fcs)	2 218		
Gé-Brevette (1 f)	5 380		
Géon (100 drachmes)	2 300		35
Suède (100 fcs)	373 410		8
Suède (100 fcs)	73 140		8
Norvège (100 fcs)	79 710		7
Australie (100 fcs)	47 911		4
Belgique (100 fcs)	4 600		
Portugal (100 fcs)	3 640		
Canada (1 fcs)	4 185		
	5 805		

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 3/
1 fin (gros or barème)	80420	81800
1 fin (fin lingot)	80750	81800
1 onpolon (20g)	352	368
1 franc Fr (10 g)	384	400
1 franc Suisse (20 g)	347	353
1 franc Suisse (20 g)	347	363
1 franc Suisse	443	440
100 dollars	2296	2380
10 dollars	1190	1180
5 dollars	680	680
50 pesos	2296	2315
10 florins	368	375

Marché à terme international de France MATIF

Cotation du 30 avril 1993

NOTIONNEL 10 %

Nombre de contrats estimés : 149

CAC 40 A TERME

Volume : 31 291

COURS	Juin 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Avril 93	Mai 93	Juin 93
Dernier	116,90	116,76	116,50	Dernier	1 910,50	1 947	1 929
Précédent	116,96	116,84	116,46	Précédent	1 919	1 927	1 914,50

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché connu

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché connu

Le compartiment de l'eurofranc très sollicité

Le mai du franc français

Baisse accélérée sur les taux courts remontée brutale des taux longs

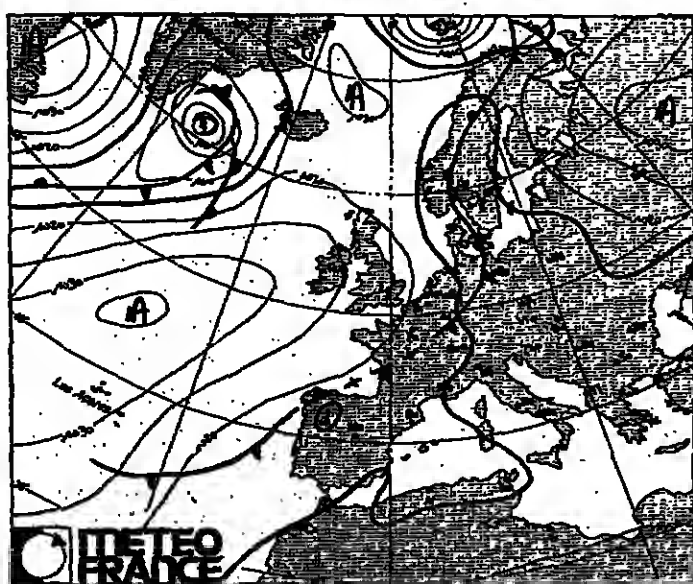
La fièvre du sucre

Plus que la crainte d'une pénurie, l'espoir de nouveaux achats stimule un marché toujours à l'affût. Le Zimhwe a acquis 100 000 tonnes de sucre roux auprès du Zaïre; c'est encourageant. Le groupe Sucres et denrées annonce que des groupes privés russes ont acheté 400 000 tonnes de sucre raffiné; voilà qui est mieux.

Les coeurs s'en trouvent aussitôt rapaillards, d'autant qu'un responsable de Productum (société d'Etat russe chargée du négoce du sucre) estime qu'elle importera au total près de 4 millions de tonnes de sucre, soit 1 million de plus que les

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 3 MAI À 0 HEURE TUC



Mardi : retour du soleil avec des températures de saison. - Le matin, le ciel sera très nuageux sur les côtes de la Manche, avec un vent de nord-est soufflant à 40 km/h.

De la Franche-Comté aux Alpes du Nord, les nuages seront encore abondants. Au nord de la Loire, le soleil fera de belles apparitions et sur l'Aquitaine le ciel sera variable. Sur le Sud-Est et la Corse, le soleil sera au rendez-vous. Le ciel sera voilé sur les Pyrénées.

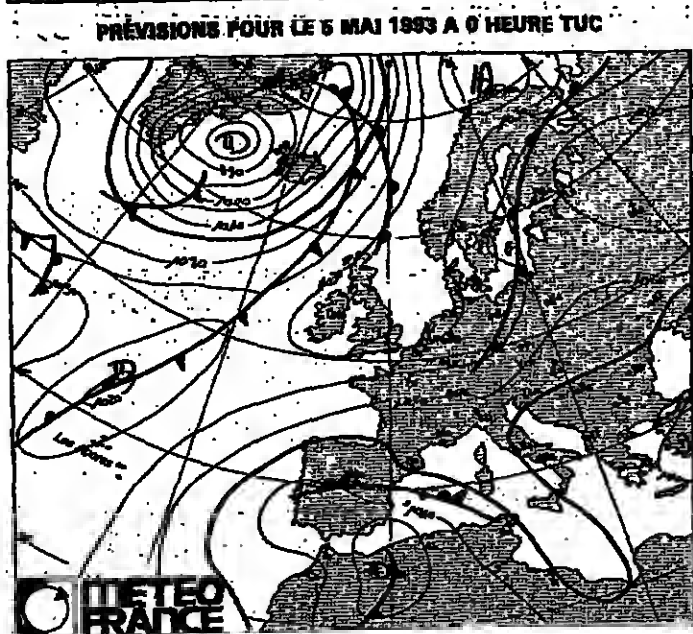
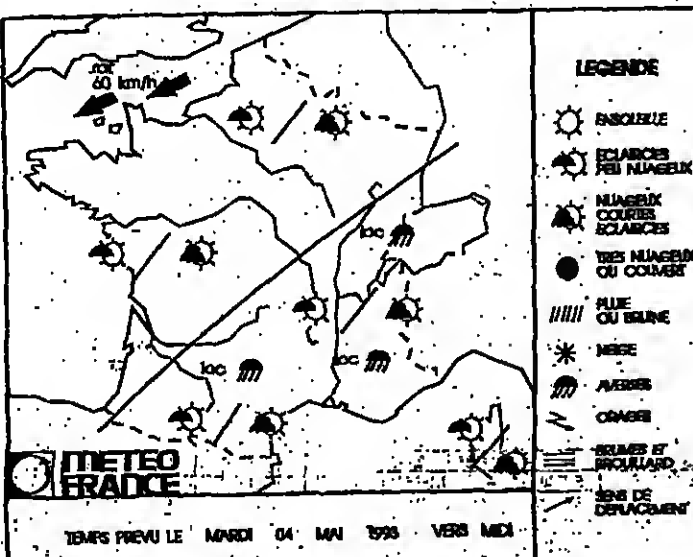
L'après-midi, on atteindra 17 degrés à 20 degrés au Nord et 22 degrés à 24 degrés au Sud.

d'une ligne Biarritz-Strasbourg. Plus au sud, nuages et éclaircies alternent et des orages isolés éclatent surtout sur le relief des Alpes et des Pyrénées.

Les températures minimales seront de 8 degrés à 12 degrés dans les régions méditerranéennes, 8 degrés à 9 degrés en moitié nord et 8 degrés à 12 degrés au sud.

L'après-midi, on atteindra 17 degrés à 20 degrés au Nord et 22 degrés à 24 degrés au Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 4 MAI 1993



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 3-5-93

FRANCE				STRASBOURG				19	13	C	MAGNÉ				20	14	N
ALGER	19	13	C	TOULOUSE				16	11	N	MARSEILLE				23	15	N
MARSEILLE	17	11	N					15	9	C	MILAN				19	13	N
AMSTERDAM	14	8	D								MONTREAL				18	7	C
BARCELONE	16	10	D								MOSCOW				20	10	C
BELGRADE	14	11	C								HAMBURG				26	18	N
BERLIN	13	7	D								NEW ORLEANS				44	29	D
BUDAPESTE	12	6	D								NEW YORK				26	11	N
COPENHAGUE	12	6	D								PALMA				13	6	C
DUBLIN	12	6	D								PERKIN				26	14	N
GENÈVE	12	6	D								RIO-DE-JANEIRO						
LONDRES	12	6	D								SANTO DOMINGO				13	9	N
MADRID	12	6	D								STOCKHOLM				26	22	C
MILAN	12	6	D								DUBLIN				23	18	N
MOSCOW	12	6	D								SANTO DOMINGO				23	26	C
PARIS	12	6	D								STOCKHOLM				23	19	N
PRAGUE	12	6	D								STOCKHOLM				23	19	N
ROME	12	6	D								STOCKHOLM				23	19	N
ST-PETERSBURG	12	6	D								STOCKHOLM				23	19	N
VIENNE	12	6	D								STOCKHOLM				23	19	N
ZAGREB	12	6	D								STOCKHOLM				23	19	N

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 3 mai

TF 1	FRANCE 3	M 6
20.45 Variétés : Stars 90. Emission présentée par Michel Drucker. Premier anniversaire d'Euro-Disc. Avec France Gall, Cyndi Lauper, l'Affaire Louis Trio, C. Jérôme, Phil Barney, Anne.	20.45 Cinéma : La Zizanie. ■ Film français de Claude Zidi (1978).	20.45 Cinéma : Les Vikings. ■ ■ Film américain de Richard Fleischer (1958).
22.45 Magazine : Santé à la Une. Les animaux guérisseurs.	22.25 Journal et Météo. 22.55 Magazine : A la une sur la 3. Présenté par Christine Ockrent.	22.45 Série : Le Saint. Avec Roger Moore, Sylvia Syms.
0.15 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.	23.25 Magazine : Les Arts. D'Alain Joubert. Emile Reynaud, le magicien : Marcel et Victor vont en gondole ; Foster à Nîmes ; Kikou Suro Heko, sculpture mexicaine ; René Duvillier : Les Compositions de Pierre Bastien ; Le Mal du livre d'art.	0.35 Informations : Six minutes première heure.
1.05 Divertissement : le Bébête Show	0.20 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.	0.45 Magazine : Culture pub. Roosevelt Sykes.
FRANCE 2	CANAL PLUS	FRANCE-CULTURE
20.50 ► Téléfilm : La Fortune de Gaspard. De Gérard Blain, d'après le roman de la comtesse de Ségur.	20.35 Cinéma : Ralph Super King. ■ Film américain de David S. Ward (1991).	20.30 L'Histoire en direct. Prisonniers en Alle- magne : 1940-1945.
22.30 Magazine : Savoir plus. Présenté par François de Closets. Les can- cers que l'on guérit. Invités : professeur Michel Bolron, de l'Hôpital Saint-Louis à Paris ; docteur Thierry Philip, de Lyon.	22.05 Flash d'informations. 22.15 Le Journal du cinéma. 22.20 Cinéma : Une nuit sur Terre (Night on Earth). ■ ■ Film américano-franco-japonais de Jim Jar- mouch (1990) v.o.	21.30 Dramatique. La Peau et le Témoin (5 et fin), de M. Maurice Garçon, d'après le pro- cès Kravchenko.
23.55 Journal et Météo.	0.25 Cinéma : La Nurse. ■ Film américain de William Friedkin (1989).	22.40 Le Radio dans les yeux. Spécial poésie. 0.05 Du jour au lendemain. Avec Roger Munier (l'Ardenne Patience d'Arthur Rimbaud).
0.10 Magazine : La Carde de minuit. Présenté par Michel Field. Spécial musique baroque.	ARTE	0.50 Musique : Coda.
	20.40 Cinéma : Mauvais Sang. ■ De Patrick Jacq. Invités : Jean-Paul Ferré. 22.35 Magazine : Ich liebe dich. De Patrick Jacq. Invités : Jean-Paul Ferré. 22.40 ► Téléfilm : Carrefour heitien. De Raoul Peck. 0.20 Cinéma d'animation : Snark. On Land et Sea and in the Air, de Paul Driessens.	FRANCE-MUSIQUE
		20.30 Concert (en direct du Théâtre communal de Bologne) : Sereina par un satellite, de Madama ; Concerto secondo pour piano et deux groupes instrumentaux, Roderigo, de Berio, par l'Orchestra Giovanile Italiana, dir. Luciano Berio.
		23.09 Ainsi la nuit. Par Roubaud Saidkhanian. Trio pour piano, violon et violoncelle en ut mineur n° 2 op. 86, Sonate pour piano, de Mendelssohn ; Octave pour cordes en ut majeur op. 176, de Ravel.
		0.33 L'Heure bleue. L'accusé international du jazz, par Henri Renaud.

Mardi 4 mai

TF 1	FRANCE 3	M 6
18.20 Série : Hélène et les garçons. 18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! Invité : Michel de Grèce.	15.55 Cinéma : Revanche. ◻ Film américain de Tony Scott (1989).	18.00 Série : L'Homme de fer. 19.00 Série : Les Rues de San-Francisco.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 1.05).	18.00 Canaille peluche. En clair jusqu'à 20.35	19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Série : Cosby Show.
20.00 Journal et Météo.	18.30 Ça cartoon. 18.50 Le Top. 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Jean-Paul Ferré.	20.35 Le Mardi, c'est permis. 20.45 Téléfilm : Le Vol de Blue Yonder. De Mark Rosman.
20.40 Sport : Football. Huitième de finale de la Coupe de France : Monaco-PSG, en direct de Monaco ; à 21.30, M-temps et Tercet.	20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Cinéma d'animation : Snark. Film américain de Sheldon Letich (1991).	22.20 Série : Mission impossible. 23.20 Série : Soko, brigade des stup.
22.40 Magazine : Durand la nuit. La Vaiteurmarie.	22.20 Flash d'informations. 22.25 Cinéma : Après l'amour. ◻ Film français de Diane Kurys (1992).	0.10 Informations : Six minutes première heure.
23.35 Magazine : Le Club de l'enjeu. Invités : Claude Bova, d'Alcibiade ; Bri- gitta Deydier, de Sout France ; Jean Sarrailh (leconteur, gendre plus) ; Chantal Berthé- lemy-Ruiz (le Jeu et les supports ludiques en formation d'adultes) ; Jean-Louis Marie Montorol, de Brandt ; Gilles Johanne, du CNAJ.	0.05 Le Journal du hard. 0.10 Cinéma : Couples infidèles. Film français, classé X, de Michel Ricard (1991).	0.20 Musique : Flashback.
1.10 Journal et Météo.	ARTE	FRANCE-CULTURE
	Sur le câble jusqu'à 19.00	20.30 Archipel science. Les orages et la fou- dre. Avec Frank Roux (la Temps qu'il fait).
	17.00 Théâtre : Le Temps et la Chambre. De Boris Strassburg (rediff.).	21.30 Enquête. Les signaux au cœur des années six (rediff.).
	18.35 Cinéma d'animation : Snark. La Rue ; La Piste (rediff.).	22.40 Les Nuits magnétiques. L'œuvre d'un jour : un jeu à cinq voix.
	19.00 Magazine : Rancœur. Frédéric Vester/Karl Heinz Böhm.	0.05 Du jour au lendemain. Avec Gérard Macé (la mémoire aime chas- ser dans la nuit).
	19.30 Documentaire : Edouard Chevardnadze et la Géorgie. De Vera Tschichouva et Vadim Gionis.	0.50 Musique : Coda.
	20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Soirée thématique : Allemands de l'Est et de l'Ouest de l'unité à la séparation ?	FRANCE-MUSIQUE
	20.45 Série : Motzki, une satire divise la nation. 20.55 De l'unité à la séparation. 21.00 Reportage : Vues à l'Ouest. 21.30 Reportage : Soirées défilées. e culture / Est s'est-elle vue ?	20.30 Concert (donné le 3 mai 1992 à Lugano) : Genova, ouverture op. 81. Concerto pour violoncelle et orchestre en la mineur op. 129, de Schumann ; Symphonie n° 2 en si bémol majeur, de Dvorak, par l'Orchestra symphonique de la radio de Berlin.
	22.10 Téléfilm : La Grande Fête. De Frank Beyer et Klaus Poche.	22.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Goretz. Ernest Blanc, baryton ; Irma Kollasi, mezzo- soprano ; Maud Blumstein, alto solo ; Julien Giovannetti, baryton basse ; René Doris, soprano. Œuvres de Paladino, Verdi, Wagner, Bartók, Massenet, Gounod, Rim- ski-Korsakov, Thomas.
		23.09 Ainsi la nuit. 0.33 L'Heure bleue.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les réducteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry

Société anonyme des lectures du Monde

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourme, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-85-29-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-0371

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du Monde • 12, r. M.-Cimbourg 94832 IVRY-CDX

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : (1) 40-85-25-99

Téléc : 208.506 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : (1) 49-80-30-10

Téléc : 261.311 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les nouveaux prospectus en capital de l'impression

301 MDN 01 PP Paris RP

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourme

Directeur général : Michel Gros

Membres du comité de direction : Jacques Gélis, Philippe Dupuis, Isabelle Tardif

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis 75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc : MONOPOL 64 128 F

Téléc : 46-62-72-72 - Société H&M

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 35-15 - Tapes LEMONDE

ou 35-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS PAR MINUTEL 36-15 - Tapes LEMONDE

code d'accès ABO

ABONNEMENTS

PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-80-30-10

Téléc : 261.311 F

FRANCE	SUR-SEINE	PARIS-SEINE	AUTRES PAYS
3 mois	570 F	570 F	790 F
6 mois	1 030 F	1 030 F	1 390 F
1 an	1 890 F	1 890 F	2 580 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

« LE MONDE » (USPS - periodical) is published daily by 582 per year by « LE MONDE » 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at New York, N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE at NY. For US subscriptions, please send payment to: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 300 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 2303 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

La mort de Pierre Bérégovoy

Un acte mûrement réfléchi

NEVERS

de notre correspondant

Pour toute décision importante, Pierre Bérégovoy réfléchissait longtemps avant de prendre une option et, une fois son choix arrêté, il s'y tenait et allait jusqu'au bout. Tel semble aussi avoir été le cas pour sa décision de mettre fin à ses jours. C'est la conclusion unanime à laquelle sont arrivés, dimanche, les proches collaborateurs de l'ancien premier ministre, qui l'ont accompagné pendant dix ans à la municipalité de Nevers.

Abattu, réunis pendant toute la journée dans un petit bureau de la mairie, trois adjoints, Didier Bolland, suppléant à l'Assemblée nationale de Pierre Bérégovoy, Marcel Charmaut, adjoint de la Nièvre, et Jean-Pierre Harris, premier vice-président du conseil général, se sont interrogés pour essayer de comprendre les motivations de celui que certains appelaient « le patron ».

Ils ont évoqué par bribes des confidences, des attitudes et des décisions récentes de Pierre Bérégovoy, qui, ces derniers temps, leur « donnait le boudon ». Les pistes étaient convergentes, et ils acquiescent à la certitude que le suicide de l'ancien premier ministre avait été un acte mûrement réfléchi.

A cet entourage de fidèles, il est apparu que le maire de Nevers n'avait pas commencé à envisager sa disparition il y a deux à trois semaines. Ainsi, il est significatif que, vers le 18 avril, il se soit mis en tête de vouloir régler au plus vite les plus importants des dossiers municipaux en suspens. Des élus et des fonctionnaires de la ville s'en étaient d'ailleurs étonnés, constatant que rien n'imposait une telle précipitation.

De même, conformément à son esprit méthodique et rigoureux, Pierre Bérégovoy s'était attaché dernièrement à se mettre à jour dans les demandes d'avis soumis par ses collaborateurs. Il s'était efforcé aussi de régler la situation

de certains de ses anciens collaborateurs de Matignon. Pour quelques proches, il est également révélateur qu'il ait récemment fait la tour des membres de sa famille comme pour un dernier adieu.

Enfin, depuis une quinzaine de jours, périodiquement, sur un ton faiblement léger, il évoquait sa disparition future et parlait de la mort, tout en marquant son souci que son entourage « fasse ce qu'il fallait » pour l'avenir de Nevers.

Admission
à Roger Salengro

Devant plusieurs de ses collaborateurs, il a ainsi fait allusion au suicide de Roger Salengro et, il y a quelques jours, il a confié à l'un d'eux : « Je préfère être enterré à Nevers, c'est encore là qu'il y a le moins d'hypocrisie ». Ces propos morbides inquiétaient ses proches, qui s'efforçaient de le rassurer et de l'encourager. Mais ils avaient fini par se rendre compte que Pierre Bérégovoy, enfilé dans son obsession, était devenu inaccessible à tout raisonnement lucide.

Pour cet entourage, la dépression de l'ancien premier ministre était consécutive à l'« affaire » du prêt sans intérêt que lui avait accordé Patrick Pelt, et toutes ses conséquences. Pierre Bérégovoy se tenait ainsi pour « responsable » de la déroute du PS aux législatives, « coupable », parce que cette « affaire » du prêt avait politiquement affaibli et qu'il n'avait donc pu mener la campagne électorale de son parti comme il l'aurait souhaité.

Physiquement épuisé par cette campagne, il avait encore été déstabilisé par la prochaine publication de l'indit sur l'état des finances de la France et l'approche du procès de l'affaire Pechiney, où il risquait d'être à nouveau mis en cause.

JACQUES SPINDLER

par Bertrand Poirot-Delpech

De Napoléon à de Gaulle, c'est le péché mignon des hommes d'Etat français de croire que le monde entier nous regarde et nous veut pour modèle. La majorité nouvelle n'a pas failli à cette prétention en proposant d'offrir à la planète un nouvel exemple français. Ainsi, espère-t-on changer un prospectus programme de gouvernement en ce qui, paraît-il, nous manqueraient : un grand dessin collectif.

S'il est une spécialité dans nous avons connue le spectacle depuis cinquante ans, ce n'est pas la « troisième voie » entre capitalisme et socialisme, ni le « partenariat », ni la « nouvelle société », ni l'« économie mixte », mais une férocité dans le débat public et dans les mises en cause personnelles, sans égard pour les autres pays latins, dans le tiers-monde même, et qui, par chance, ne fait pas trap d'émules.

A comparer les campagnes électorales dans les démocraties comparables, nous tenons la triste record des vocabulaires de guerre civile et des insinua-

Exemple français

tion assassine. Au-delà des idées, au pour mieux nuire qu'il en manque ou qu'elle ne diffèrent plus guère, les divers « camps » croient généraliser leurs troupes en se promettant mutuellement l'« entente » et en vouant les leaders d'en face à l'indignité.

Dans le temps où tombaient en désuétude la lutte des classes et son aboutissement « final », des propos de plus en plus martiaux et exterminateurs envahissent les tribunes. Plus les programmes se ressemblent, faute de marges de manœuvre dans les gestions nationales, plus on s'en est pris à l'immoralité supposée de l'adversaire. Aux batailles de chiffres, jugées fastidieuses, ont succédé les statistiques, jugées plus érudites, d'inculpations.

A qui mieux mieux

Le citoyen n'en demande pas tant. Il n'est pas né avec des réflexes torves qu'on lui inspire. Il se réjouit plutôt, les lendemains de scrutin, de voir que les ennemis jurés de la veille aient fraternellement, hors caméras du

moins, les avantages de la vie parlementaire. Restent les coups violents portés, les blessures foudroyées, les honneurs meurtris, qui ne se lèvent plus sur le pré, c'est heureux, mais pas davantage dans les prétentes remueurs de brève, cependant que la presse satirique et ses amies de l'audiovisuel trébuchent les coups, à qui mieux mieux.

La licence de seif autrui n'a jamais tant servi, et comment s'en plaindre ! La liberté est un bien qui ne se divise pas, et qui se perd faute d'en abuser. Mais historiens et vieux témoins croient percevoir dans ces assauts d'insultes des relents de la potémique de carnaval pratiquée vers 1930, avec la circonstance aggravante que les excès de langage ne sont plus limités à une poignée de publicistes pour quelques milliers de lecteurs amateurs de castagne.

Deux ou trois égards du petit monde littéraire s'autorisent de ce climat pour réhabiliter ce qu'ils croient être la verve polémique, en maniant l'outrage ignoble aux personnes, sans s'apercevoir que l'invective, comme le remarquait François Mauriac à propos de

Léon Daudet, « prend toujours sa source dans un cinquième d'ouïes avortées ».

Après le geste désespéré de Salengro, en 1936, le ton de la presse cannibale baissa, comme dût se taire l'aboiement entêté après la découverte d'Auschwitz en 1945. Il est des haines et des infamies que seule la mort tient en respect.

Les causes d'un suicide demeurent le secret sacré de celui qui n'a plus vu d'issue qu'en lui. Il y en a généralement plusieurs. On ne sure jamais ce qui l'a emporté, durant les quelques pas de Pierre Bérégovoy le long du canal avant l'irréparable, des injustices subies dans son action publique ou dans son comportement privé. Ceux qui profitèrent le plus aisément de la cure n'ont pas assez de mots déferents, aujourd'hui, devant un cadavre qui est leur œuvre.

Puisse leur larme ne pas être de crocodile, leurs appels tardifs à la « courtoisie » n'être pas de pure forme, et ce geste d'honnête homme servir d'exemple, ou plutôt de garde-fou, à ce qui est devenu la bassesse française !

Les réactions à l'étranger

Comme dans l'Hexagone, les réactions à l'étranger à la mort de Pierre Bérégovoy sont unanimes pour souligner les qualités politiques et personnelles de l'ancien premier ministre.

Le premier ministre britannique John Major s'est dit « profondément choqué et attristé » samedi soir par la disparition de Pierre Bérégovoy. « Le premier ministre est une personne d'origine humble qui s'est fait tout seul et qui est devenu premier ministre de la France et un excellent ami », a déclaré John Major. « C'était une personne d'origine humble qui s'est fait tout seul et qui est devenu premier ministre de la France et un excellent ami », a déclaré John Major.

Cité dimanche par l'agence DPA, M. Waigel a ajouté qu'il gardait un bon souvenir du travail fait en commun et des longues heures passées avec son collègue « pour la France, l'Allemagne et pour toute l'Europe ». « M. Bérégovoy était un bon porteur », a-t-il ajouté.

Le président du conseil italien Carlo Azeglin Ciampi a envoyé un message de condoléances au gouvernement français en soulignant également « le rôle déterminant joué par Pierre Bérégovoy dans la progression de la construction européenne ».

« Ne pas introduire la haine »

Quant au vice-président du gouvernement socialiste espagnol, Narcis Serra, il s'est déclaré dimanche, lors d'une réunion publique, à Barcelone, « très affecté » par le suicide de M. Bérégovoy. Il a rappelé que l'ancien chef de gouvernement français avait toujours défendu l'idée que « le socialisme doit lutter pour l'intérêt général et pas pour des intérêts particuliers ».

De son côté, Jordi Pujol, président du gouvernement autonome catalan, a estimé que M. Bérégovoy « n'a pu éviter de se sentir coupable, sans l'être, du déclin socialiste dans son pays ». M. Pujol, qui présentait à Barcelone le programme électoral de son parti, Convergència i Unió (CIU), a ajouté que l'ancien premier ministre était « un homme très droit qui n'a pu résister aux doutes qui se sont abattus sur son honnêteté ». Il ne faut pas

« Mgr Jean-Marie Lustiger : « Dieu seul connaît le secret des cœurs. » - « J'ai appris à connaître le dévouement de Pierre Bérégovoy pour le bien de ses concitoyens, à déceler l'archevêque de Paris, et le témoignage du respect et de l'estime que je lui porte. Pour lui, je prie Dieu, qui seul connaît le secret des cœurs et les pensées des hommes. Qu'il accorde courage et espérance à tous les Siens. »

Selon le rapport Raynaud

Le déficit des comptes publics approche les 6 % du PIB

Le rapport d'évaluation des déficits publics commandé par Edouard Balladur le 9 avril à Jean Raynaud, procureur général près la Cour des comptes, n'a pas été publié lundi 3 mai, contrairement à ce qui avait été prévu. La disparition de Pierre Bérégovoy a incité le gouvernement à ne repousser la publication à la fin de la semaine, vendredi 7 ou samedi 8 mai. Ce rapport d'une trentaine de pages est la première partie d'un audit plus large qui comprendra 70 pages, sera publié à la fin de ce mois et concernera les grands problèmes qui sont posés au pays : emploi, justice, sécurité, éducation.

La première partie de l'audit décrit l'état des finances publiques, aussi bien le déficit budgétaire que celui des collectivités locales ainsi que les déséquilibres de la Sécurité sociale et du régime d'assurance-chômage. En revanche, les comptes des entreprises publiques ne seront examinés que dans la deuxième partie du rapport.

Il n'y a pas de révélation fracassante à attendre du rapport Raynaud, qui confirme pour l'essentiel la dérive des comptes publics, une dérive dont l'ampleur est grandissante depuis le début de l'année (le Monde du 17 février). Le déficit budgétaire risque d'atteindre 330 milliards de francs cette année (avec une incertitude de plus ou moins 20 milliards de francs), c'est-à-dire le double de ce qui avait été prévu (165,4 milliards de francs) à la fin de l'année dernière lors du vote de la loi de finances par le Parlement. Le déficit des comptes de la Sécurité sociale et de l'assurance-chômage aurait atteint - sans les mesures de redressement qui seront annoncées la semaine prochaine - 60 milliards de francs pour le régime général et une dizaine de milliards pour l'Unedec. Soit au total, si l'on prend en compte une dizaine de milliards de francs de déficit de financement des collectivités locales, entre 410 et 430 milliards de francs, l'équivalent de 6 % du PIB (produit intérieur brut).

Si le gouvernement ne prenait pas rapidement des mesures de rééquilibrage, la dérive se prolongerait et entraînerait selon toute vraisemblance un déficit qui l'année prochaine atteindrait 520 à 530 milliards de francs - dont 80 milliards de francs pour le seul régime général de la Sécurité sociale - soit presque 7 % du PIB. Les chiffres montrent la rapidité avec laquelle peuvent se dégrader les comptes publics. La France était à la fin des années 80, un modèle de vertu dans le monde pour l'état de ses comptes publics.

Le rapport devrait souligner que les tentatives à appliquer pour rééquilibrer les comptes de notre système de protection sociale sont connues aussi bien à court terme (ralentissement des prélèvements obligatoires) qu'à moyen et long terme (application des mesures préconisées dans les divers rapports et études commandés aux régimes d'assurance-maladie et vieillesse). Sous-entendu : ne manque qu'une décision politique pour les appliquer. Le rétablissement des comptes budgétaires, s'il n'implique pas quant à lui de décision politique spectaculaire, sera autrement plus long à obtenir. Il est vain d'espérer - contrairement à ce qu'annonce le nouveau gouvernement - ramener la croissance des dépenses publiques au rythme de la hausse des prix, c'est-à-dire en fait stabiliser complètement les dépenses de l'Etat en valeur. Une telle prouesse n'est possible qu'exceptionnellement, grâce notamment aux produits des privatisations. De même, les recettes fiscales, même si elles recommencent à croître plus vite quand l'activité redémarrera, augmenteront-elles toujours un peu moins vite que la croissance économique. La réduction des déficits budgétaires prendra de longues années.

ALAIN VERNHOLLES

SOMMAIRE

LA MORT DE PIERRE BÉRÉGOVOY... 2 à 7

POLITIQUE

Le déficit du 1^{er} mai de M. Le Pen... 8
M. Waechter cherche à reprendre l'offensive au sein des Verts... 8
M. Chevènement veut créer une « troisième gauche »... 9

ÉTRANGER

Les négociations sur la Bosnie... 10
Après les affrontements du 1^{er} mai à Moscou... 11
Afrique du Sud : l'attentat contre un hôtel d'East London... 12
Sri-Lanka : la police accuse les Tigres tamouls d'être responsables de l'assassinat du président Premadasa... 13
Les négociations israélo-arabes à Washington... 13

SOCIÉTÉ

Le cour d'appel de Paris réexamine l'affaire du sang contaminé... 14
Le Commissariat à l'énergie atomique s'est mis en situation de reprendre les essais nucléaires après juillet... 14

SPORTS

Judo : domination française aux championnats d'Europe à Athènes... 18
Basket : Bazdger Maljkovic, entraîneur sans frontières... 18

CULTURE

Arts : l'Afrique polychrome... 18
Musiques : Paolo Conte ou la fin de siècle d'un Italien cultivé... 18
Théâtre : Sans titre, de Federico Garcia Lorca ; la Méduse approchée, de Shakespeare, revue par Jérôme Savary... 19

ÉCONOMIE

La fin des réunions monétaires de Washington... 21

Réforme de la Banque de France... 21

Chute du bâtiment et des travaux publics en 1992... 22
La célébration du 1^{er} mai... 22
Philippe se retire de la joint-venture Matsushita Electronic Corporation... 24
Eastman Kodak annonce une restructuration majeure... 24
Crédits, changes, grande marchés... 24

COMMUNICATION

M. Carignon annonce un fonds de soutien aux journaux... 23

L'ÉCONOMIE

• Bourrageage sur les banques
• La révolution Mercedes à Los Angeles, un an après la lourde facture de l'immobilier • Les privatisations en Italie • Dossier : la politique familiale • Opinions : « Une nouvelle génération d'investissements », par Albert Merli • Les revenus immobiliers sont surtaxés », par Pierre Fernoux... 29 à 38

Services

Abonnements... 27
Annonces classées... 22
Carnet... 17
Loto, Loto sport... 18
Marchés financiers... 24 et 25
Météorologie... 27
Mots croisés... 18
Radio-télévision... 27
Spectacles... 20
La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde-L'Économie » folioté 29 à 38
Le numéro de « Monde » daté 2-3 mai 1993 a été tiré à 554 320 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Initiatives » : la cuisine technologique
Avec les bouleversements des modes alimentaires et des comportements de consommation, la bouffe évolue et ses métiers aussi...

« Sciences et médecine » : le nouveau rêve spatial russe
En dépit du manque de moyens, les responsables de l'espace, en Russie, ne renoncent pas à leur projet de station du futur, en coopération avec les Américains et les Européens.

Dalloz crée pour vous
le Code Européen
de la Concurrence.
Pouvez-vous l'ignorer ?

Première édition
entièrement
annotée
par le
Professeur
Robert Kovar.



DALLOZ

Les privatisations en Italie



La nouvelle gouvernement italien devrait confirmer la politique de privatisation lancée par le cabinet Amato. Mais, si le terrain juridique a été préparé, il reste bien des incertitudes sur les prix, la méthode, le calendrier.

page 31

Les privatisations en Italie

Le nouveau gouvernement italien devrait confirmer la politique de privatisation lancée par le cabinet Amato. Mais, si le terrain juridique a été préparé, il reste bien des incertitudes sur les prix, la méthode, le calendrier.

page 31

Dossier : la politique familiale



La nouvelle majorité a promis de transférer progressivement des entreprises au budget de l'Etat le financement des prestations familiales. C'est l'occasion de faire le bilan de la politique familiale à la française.

page 36

Dossier : la politique familiale

La nouvelle majorité a promis de transférer progressivement des entreprises au budget de l'Etat le financement des prestations familiales. C'est l'occasion de faire le bilan de la politique familiale à la française.

page **36**

Nouvelle génération d'investissements

Pour Albert Merin, directeur des études de Saint-Gobain, l'investissement est toujours essentiel, mais sa nature évolue : 18 % des budgets concernent l'environnement et 15 % les produits nouveaux.

page 37

Nouvelle génération d'investissements

Pour Albert Martin, directeur des études de Saint-Gobain, l'investissement est toujours essentiel, mais sa nature évolue : 18 % des budgets concernent l'environnement et 15 % les produits nouveaux.

page 37

MODE D'EMPLOI	30
Essai de décodage des paradoxes du papier recyclé. Humeur, par Josée Doyère : Marketing à trois bandes. La cote des mots, par Jean-Pierre Colignon. Livres : Dessin de l'Afrique. Notes de lecture. Agenda.	
PERSPECTIVES	31 à 35
OPINIONS	37
Les revenus immobiliers sont suretaxés, une opinion de Pierre Fémont.	
CONJONCTURE	38
Indicateur, la production industrielle : Economie Régionale de l'Afrique subsaharienne : Marchés sans mer. Pays, la Côte-d'Ivoire : Diversification. Secteur, l'automobile : Sombres pronostics.	

À-CÔTÉS

La révolution Mercedes

**Moins chers,
moins « allemands »,
les nouveaux modèles
du constructeur
traduiront un
changement de culture**

FRANCFORT
de notre correspondant

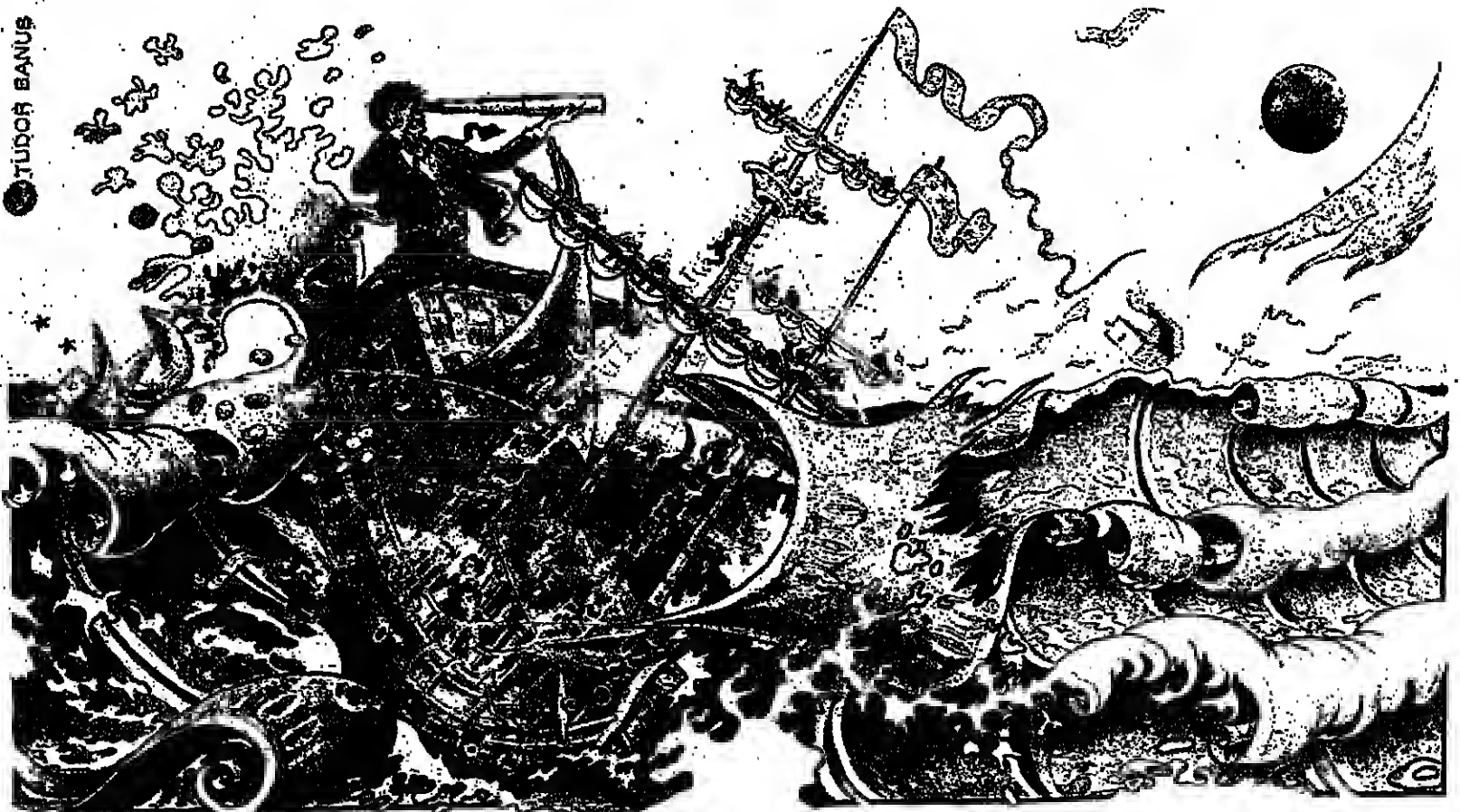
ELLE s'appelle la Classe C. Elle mesure 4,49 mètres et sera livrée en juin dans toute l'Europe. « Comme une vraie voiture, elle ne se contente pas de départ vers un nouvel avenir pour Mercedes », assure Werner Niefer, le président de la firme. Mais c'est dit sans la fanfare habituelle d'un constructeur qui sort un nouveau modèle. On ne vante ni le confort ni les performances, pas plus qu'on ne laisse entendre qu'elle va laisser sur place les misérables concurrents. Werner Niefer, comme tout l'ést-major de Stuttgart, tremble. Si — ne parlons pas de malheur ! — cette Mercedes nouvelle, remplaçant de la 190 actuelle, ne rencontrait pas le succès, tous les projets futurs du constructeur seraient annulés. Et, par voie de conséquence, Daimler-Benz, la maison mère, premier industriel du pays, serait, lui, contrainct à une révision déclinante de ses énormes ambitions.

La Classe C marque le début d'une révolution : il s'agit d'abandonner la « Mercedes Kultur » qui voulait que tout soit « fait en Allemagne », et que la technique prime quel qu'en soit le prix.

Eric Le Boucher
Lire la suite page 31

FINANCE

Bourrasque sur les banques



Effondrement de l'immobilier, crise économique, multiplication des faillites, concurrence et contraintes accrues, 1992 a été pour les banques françaises l'année terrible. Les bénéfices

Lire pages 32 et 33 les articles de Eric Leser et de Francois Renard

ÉTATS-UNIS

Los Angeles, un an après

Le quartier de South Central, dévasté par les émeutes d'avril 1992, n'a toujours pas été reconstruit. Déserté, le ghetto s'enfoncé un peu plus dans la crise malgré les efforts publics et privés pour recréer une vie économique

LOS ANGELES
correspondence

Alors, au-dessus des avenues Manchester et Vermont, un des lieux les plus touchés, rien, absolument rien, n'a été reconstruit... Aux coins de Florence et de Normandie, où furent allumés les premiers incendies, comme sur Avalon Boulevard, des terrains vagues ont succédé aux carcasses de bâtiments brûlés par des éboulements de Los Angeles, les plus destructrices qu'aient connues les États-Unis, avec des dégâts estimés à 1 milliard de dollars (1). Partout dans le ghetto noir et latino de la mégapole californienne, des trous béants...

Un an après, l'état des lieux à South Central est sans appel : à peine 10 % des bâtiments détruits sont aujourd'hui reconstruits. Avec une exception bien visible : les stations-service flamboyantes au coin des rues, mais ces franchises (rentables) sont contrôlées par de grandes chaînes de distribution comme Texaco, Shell, Unocal.

Le quartier de South Central vit-il une « désertification » économique identique à ce qu'a subi Watts après la rébellion de 1965 ? Ce secteur est aujourd'hui encore le plus délabrée de tout le quartier noir, avec 44 % de ses habi-

tants vivant en dessous du seuil de pauvreté. Les émeutes du printemps dernier risquent d'accroître la détérioration d'une zone urbaine où vivent près de deux millions d'Angelenos, avec un revenu annuel par famille de seulement 20 000 dollars (alors que ce chiffre atteint 35 000 dans le comté de Los Angeles) et une concentration d'entreprises trois fois plus faible qu'ailleurs.

RECONSTRUIRE • Qu'a donc accompli Rebnild L. A. (R.L.A., Reconstruire Los Angeles), l'association lancée avec grand fracas médiatique en mai dernier ?... C'est à Peter Ueberroth, un homme d'affaires connu pour avoir rentabilisé les Jeux olympiques de 1984, que la ville de Los Angeles a confié le sort de ses quartiers déshérités : le président de R.L.A. est un peu le Bernard Tapie de la Californie ! Chef d'entreprise, il a fait fortune dans le tourisme, tête du sport, fut tenté par la politique (tendance républicaine). Il a vite proclamé haut et fort le but de sa mission : inciter de grandes firmes créatrices d'emplois à investir dans les zones urbaines abandonnées. En bref : rallier l'Amérique des corporations au sort des ghettos. Il y eut des volontaires (Vons, IBM, Edison, Shell, Aco, Hughes, Pioneer, Disney).

et près de 500 millions de dollars investis ou promis, en équipements, centres de formation, dons, prêts. Mais force est de constater que la relance économique est lente, voire inexistante. D'après un consultant auprès de RIA, il faudrait 4 à 6 milliards de dollars d'investissements pour générer les 75 000 à 95 000 emplois nécessaires au redressement de South Central.

L'aide fédérale a tout juste parté aux cas des plus démunis avant d'être dévotée sur la Floride, victime d'un cyclone. Et, avec un budget déjà déficitaire, l'Etat de Californie n'a pas encore voté les allègements fiscaux susceptibles d'inciter les entreprises à investir dans ces zones sinistrées, ni alloué les crédits utiles à la reconstruction de l'infrastructure urbaine. En effet, les transports en commun, les services sanitaires, les écoles adéquates, les équipements sportifs, les centres culturels... font cruellement défaut à South Central.

Claudine Mulard

(1) 1 dollar vaut environ 5,60 francs.

**Lire la suite et l'article de Serge Marti
pages 34 et 35**

orientations

SERVICE

**Filières, débouchés, métiers :
des écoles vous informent.**

M. Mme Mlle _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Niveau d'Études 92-93 _____ Age _____

Désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> Préparer au MBA	<input type="checkbox"/> Formations Continue
<input type="checkbox"/> 5 cycles de Gestion, Droit	<input type="checkbox"/> Sciences Financières
<input type="checkbox"/> Classes à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion, Commercial en Partenariat
<input type="checkbox"/> Architecture Intérieure	<input type="checkbox"/> Matière, Management, Administration
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ministère, Tourisme, Accueil
<input type="checkbox"/> Assistants de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Langues	<input type="checkbox"/> Ingénierie Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Logistique Distribution
<input type="checkbox"/> Communication par le Volant	<input type="checkbox"/> Océanologie
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Coursier/Correspondance Sciences-Pu	<input type="checkbox"/> Production Textile
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Diététique (Médical)	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille
75008 Paris (réponse par courrier uniquement)
ou composez sur
mini-1 3615 code ORIENTATIO

PERSPECTIVES

ITALIE

Feu vert aux privatisations

L'Etat italien ne veut plus et ne peut plus garder un secteur public énorme et peu rentable. Plusieurs entreprises de second rang sont donc à vendre, mais on est loin de la transparence souhaitée par les investisseurs potentiels

L'UN des plus grands secteurs publics d'Occident est à vendre. Six cents, 700 milliards de francs ? C'est en gros la valeur des entreprises publiques que l'Italie compte céder au privé dans les plus brefs délais. Pour donner une comparaison, les privatisations françaises de 1986-1987 ont représenté 85 milliards de francs.

Des privatisations, on en parle en Italie depuis au moins dix ans. Mais, comme les chœurs d'opéra chantent « marchons, marchons » tout en restant sur place, les gouvernements successifs s'étaient habitués de ne rien faire. Pourquoi ? On le comprend mieux depuis que les enquêtes « mains propres » menées par les magistrats italiens ont révélé dans toute son ampleur la collusion entre partis politiques et dirigeants des entreprises publiques, les premiers assurant la nomination des seconds, qui assuraient à leur tour des versements aux caisses des partis. Personne n'avait intérêt à introduire la logique du privé dans ce système clientéliste où les décisions d'investissement se faisaient au gré des circonscriptions électorales, surtout dans le Sud - aussi longtemps que l'Etat était prêt à faire les frais de ce jeu. Ce n'est plus le cas.

BILAN • Le gouvernement de Giuliano Amato - remplacé la semaine dernière par le gouverneur de la Banque d'Italie Carlo Azeglio Ciampi - a pris des mesures sérieuses pour permettre



les privatisations. Son ministre du Trésor, Piero Barucci, présent à Paris jeudi 26 avril pour un colloque organisé par le Monde sur l'économie italienne à la veille des privatisations, l'a dit et répété : les privatisations, c'est pour de bon. Reconnu au même poste dans le gouvernement Ciampi, il pourra poursuivre le travail engagé depuis un an. Le bilan du cabinet sortant est, il est vrai, éloquent : en août 1992, les groupes publics ont changé de statut, devenant des sociétés par actions ; « les nominations, au sein des entreprises publiques, ne sont plus faites que par les conseils d'administration », a insisté Piero Barucci,

prenant à témoin les patrons du secteur public italien assis à la même tribune.

Le feu vert a été donné fin décembre pour la vente de plusieurs entreprises (la SME et le Credito italiano du groupe IRI, Nuovo Pignone du groupe ENI, les assurances INA) ; un projet de loi présenté à la Chambre le 20 janvier 1993 prévoit des incitations fiscales à l'achat d'actions, des avantages en matière de succession et d'imposition des dividendes ; pour faire acheter des actions de privatisées à des Italiens habitués à investir presque exclusivement en bourse du Trésor, le gouvernement sortant a eu l'idée de permettre la conversion

en actions des titres d'Etat... ce qui réduirait d'autant la dette publique. En somme, les signes de la bonne volonté « privatisatrice » ne manquent pas - et Piero Barucci s'est montré déterminé à pousser les feux : « L'Etat italien sortira complètement des entreprises publiques dont il a dit vouloir sortir », a-t-il dit, dans un délai de « quatre ou cinq ans ».

Pour les entreprises publiques elles-mêmes, la situation actuelle ne peut plus durer. Michele Tedeschi, l'administrateur délégué de l'IRI - le colosse public fort de 500 sociétés, 400 000 employés... et 73 000 milliards de lires de dettes (263 milliards de francs) - a expliqué lors du colloque parisien que les apports de l'Etat à l'IRI ne couvraient plus depuis dix ans que 10 % de ses besoins, et étaient tombés récemment presque à zéro. Ainsi, « le STET - équivalent d'Alcatel - n'a pu faire appel à l'actionnaire public pour mettre à niveau les télécommunications italiennes, et a dû s'endetter de 23 000 milliards de lires (83 milliards de francs) pour investir ». Et de préciser que l'IRI a commencé voilà dix ans à vendre des filiales (pour 72 milliards de francs jusqu'ici).

Pour sa part, l'administrateur délégué de l'ENI, Franco Bernabè, a annoncé un programme chargé de cessions et de restructurations : 50 à 60 sociétés du groupe pétrolier, employant 27 000 personnes et représentant 16 milliards de francs, vont être vendues, les autres sont appelées

à un sévère recentrage. La holding « assainie et resserrée » serait prête à être elle-même privatisée dans trois ans.

SCEPTICISME • L'Etat veut vendre, les entreprises publiques veulent vendre, sans préjuger sur la méthode ni les investisseurs potentiels (à part une petite préférence pour les acheteurs « communautaires », c'est-à-dire européens). Pourquoi, alors, ce scepticisme, cette retenue que ne parvenaient pas à chasser, au colloque du Monde sur les privatisations, les représentants éminents du monde des affaires tant français qu'italien - de René Thomas (BNP) à Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain), de Raul Gardini à Roberto Mazzotta (CARIPLO) ?

C'est que, jusqu'à présent, aucune vente n'a abouti. Quand Raul Gardini, ancien PDG de Ferruzzi « émigré » en France avec ses capitaux, a voulu acheter l'ensemble de la SME, belle entreprise de distribution, restauration et agro-alimentaire, il a été écarté ; le Credito italiano est en vente, mais les entreprises industrielles italiennes n'ont pas le droit de l'acheter - de par la loi - et on ne propose aux banques étrangères intéressées que des paquets minoritaires ; l'INA, second assureur italien et premier sur le secteur vie, coté en bourse, est prioritaire auprès de ses 1,3 million d'assurés ; l'achat de l'IMI, une banque spécialisée dans les prêts à moyen terme, par la CARIPLO (caisse d'épargne de Lombardie) bute sur une question

de prix qui causerait des dissensions entre partis politiques.

Les mis à vendre devraient permettre de se faire une idée plus précise sur les privatisations italiennes avec la mise sur le marché par l'IRI de deux divisions de la SME, GS (distribution) et Autogrill (restauration), la vente de Nuovo Pignone par l'ENI à un investisseur dont on exigera une stratégie industrielle, le placement de l'INA auoooc pour la fin de l'année. Contrairement à ce qui s'est passé en France en 1986-1987, il n'y a pas en Italie de loi de privatisation : d'abord, parce qu'il n'y a pas eu de loi de nationalisation, mais des interventions de l'Etat au coup par coup, pour sauver tel ou tel secteur ; ensuite parce que les résistances politiques au changement, toujours virulentes, ne l'auraient pas permis.

Les choses se font donc sans méthode, sans argeot (le ministre du Trésor ne dispose pas de lignes budgétaires pour faire évaluer les entreprises publiques par des cabinets indépendants), sans véritable marché boursier (300 000 Italiens seulement possèdent actuellement des actions). François-Xavier Ortoli, président du CNPF-International, faisait observer gentiment que « le système national italien était jusqu'à présent peu compatible avec tout autre » et qu'on pouvait espérer voir bientôt « la fin d'une certaine forme de cartellisation ». Les privatisations seroient un bon test.

Sophie Gherardi

La révolution Mercedes

Suite de la page 29

Il s'agit en même temps de vérifier que produire en Allemagne est encore rentable malgré des salaires les plus élevés du monde. Il s'agit enfin, accessoirement, de retrouver sa fierté en reprenant sa place, la première, parmi les constructeurs mondiaux de voitures de prestige, place ravie l'an dernier par BMW et convoitée avec acharnement par les Japonais. La Classe C est la tentative la plus aboutie et la plus attendue pour engager le redressement et pour retrouver une perspective stable vers l'an 2000.

Mercedes-Benz traverse certes la crise générale de l'industrie allemande due à la récession et aux surcoûts salariaux. Mais elle y ajoute, comme Volkswagen, une crise interne qui provient d'un épuisement de sa stratégie passée. Vendre toujours plus cher des voitures toujours plus chères à fabriquer, cette politique bute désormais sur un plafond. A continuer, Mercedes finirait comme Rolls Royce avec une base de clientèle toujours plus réduite.

OPTIONS • Tandis que les concurrents offrent de plus en plus d'options en série (système ABS,

contre quarante-cinq heures pour les anciens modèles).

La difficulté pour Helmut Werner est maintenant d'étendre la méthode à toutes les autres lignes de produits et d'aller plus loin. On estime que le surcoût de production de Mercedes par rapport aux constructeurs japonais est encore de 15 % pour la Classe C et de

L'un des volets de la stratégie : attaquer tous les segments du marché.

35 % pour les autres lignes. La stratégie désormais employée est triple.

D'abord poursuivre la baisse des coûts. Le plus facile ayant été fait, Mercedes va porter le fer plus profond. L'emploi a déjà été réduit de 15 000 postes en 1992, il le sera encore de 7 000 cette année ; tous en Allemagne. Les niveaux hiérarchiques sont passés de six à quatre.

Mercedes a modifié ses chaînes de montage et introduit « des groupes de travail » dotés d'une responsabilité élargie. Autant de méthodes largement utilisées au Japon, aux Etats-Unis et ailleurs en Europe, mais que les constructeurs allemands sur le petit ouage de la réunification avaient différées. Mercedes se met à son tour à la leur production.

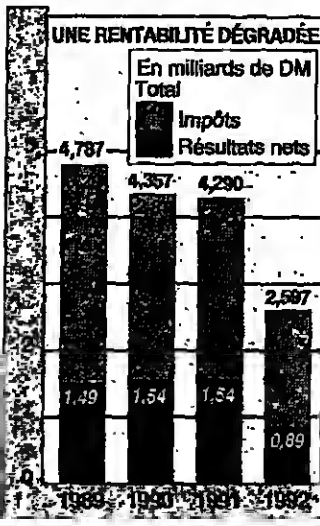
MÉLANGE • Mais pour autant la firme ne renonce pas à ce qu'elle est. Elle procède à un savant mélange. Ainsi des usines : elles sont chez Mercedes Allemagne au nombre de six (automobiles et camions) et non spécialisées par modèle. Tout rationaliser, comme il serait de bonne logique, permettrait de supprimer les norias de trains et de camions de pièces détachées. L'économie serait de 3 % selon Klaus-Dieter Vöhringer, directeur de la production des automobiles. Mais cela imposerait de supprimer des emplois ici pour en recréer là : ce n'est pas et ce ne sera pas dans la mentalité Mercedes que de manipuler ainsi ses employés. Et puis « supprimer des emplois coûte trop cher à notre réputation en Allemagne ».

Deuxième volet de la straté-

gie : attaquer tous les segments du marché. La firme va construire un « véhicule de loisir », un « monospace » et une voiture de la taille d'une Golf. Toutes les Mercedes ne seront plus des limousines. De 1993 à 1997, l'investissement en matériels neufs se monterait à 21,3 milliards de marks et les dépenses de recherche-développement à 17,2 milliards de marks. Une moyenne de 7,7 milliards par an : les économies n'affecteraient pas les bureaux d'études.

L'internationalisation de la production constitue le dernier pilier de la stratégie. Mercedes ne produit encore qu'un tiers de ses camions hors d'Allemagne et pratiquement aucune voiture (soit dehors de petites opérations de montage en Indonésie et en Afrique du Sud).

Désormais, les coûts salariaux allemands, les charges fiscales et l'absentéisme poussent à la délocalisation. Mais, là encore, Mercedes ne troque pas le modèle du consensus social allemand pour un libéralisme sauvage. Le groupe progresse avec mesure : le véhicule de loisir sera construit aux Etats-Unis, des



cedes faites hors d'Allemagne. Le « made by Mercedes » doit pouvoir remplacer le « made in Germany » sans dommage pour l'image. Une prudence liée aussi à la volonté de conserver une base majoritaire sur le sol natal.

« Si la production en Allemagne devenait un handicap définitif, nous devrions transférer toutes nos usines à l'étranger et non pas seulement une partie d'entre elles. Mais ce serait trop tard, nous n'aurions plus le temps face à la concurrence », explique Klaus-Dieter Vöhringer. Il demeure optimiste : « Les Allemands ont toujours su s'adapter. Quand ils verront que leur niveau de vie est menacé, ils changeront. »

La marque à l'étoile a symbolisé l'industrie allemande tout entière. « Trop lourdes, trop gourmandes, trop chères » : derrière les critiques adressées aux Mercedes ces derniers temps, on lisait les problèmes structurels de l'Allemagne. Voilà pourquoi la firme, le groupe et le pays sont les passagers de la Classe C.

Eric Le Boucher

LES ADMISSIONS PARALLÈLES DE L'INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE



Vous désirez poursuivre vos études dans une école de commerce dynamique, dont le diplôme est visé par l'Etat, l'ISC vous propose :

- ♦ Entrée en 1^{re} année : titulaires d'un DEUG (sciences économiques, droit...), d'un DUT (gestion-commerce...) ou d'un BTS
- ♦ Entrée en 2^e année : titulaires d'une licence ou d'une maîtrise
- ♦ EPREUVES D'ADMISSION : Tests - Entretiens - Oral d'anglais
- En 1^{re} ou 2^e année (2 sessions) : • 1^{re} session, 21 ou 22 juillet 1993
• 2^e session, 7 septembre 1993
- ♦ Date de clôture des inscriptions : 30 juin 1993

22 boulevard du Fort de Vaux - 75017 PARIS
Téléphone : (1) 40.53.99.99 - Télécopie : (1) 40.53.98.98

PERSPECTIVES

FINANCE

Bourrasque sur les banques

Progression des risques, baisse de la rentabilité : l'année 1992 a été impitoyable. Elle a révélé la nécessité de révisions stratégiques pour beaucoup d'établissements

« **T**OUS n'en mouraient pas, mais tous étaient frappés. » A l'image des animaux malades de la peste évoqués par Jean de la Fontaine, les banques françaises ont été atteintes l'an dernier, simultanément, par une crise immobilière sans précédent, par une conjoncture adoucie avec son enrobage, la multiplication des faillites d'entreprises, et par une nouvelle diminution de leurs marges.

Leur rentabilité, qui s'était miraculeusement redressée en 1991, est cette fois en chute libre. Les bénéfices n'ont pourtant baissé, en moyenne, que de 30 % pour les établissements liés à l'Association française des banques (AFB), mais la majeure partie des profits proviennent de plus-values. Les provisions, qui avaient déjà augmenté en moyenne de 22 % en 1991, se sont accrues de plus de 30 % l'an dernier, absorbant sans doute l'essentiel des résultats d'exploitation. Les dotations aux provisions ont atteint des niveaux records : 16,5 milliards de francs pour le Crédit agricole, 14,7 milliards pour le Crédit lyonnais, 8,3 milliards pour la BNP, 6 milliards pour la Société générale, 5 milliards pour le CIC et 3 milliards pour les Banques populaires. Encore faut-il y ajouter des reprises de provisions souvent importantes, sur risques payés notamment : de 3,6 milliards pour le Crédit lyonnais et 1,7 milliard pour la BNP.

Les risques ont aussi changé de nature. En 1991, il s'agissait pour l'essentiel de quelques grands sinistres bien identifiés, comme Maxwell, Olympia et York, La Cioq, Montlaur, l'EXURSS. L'an dernier, les provisions résultaient plus de l'accumulation de petites faillites et de petits crédits à risques : le Crédit lyonnais, une nouvelle fois fait exception et paye au prix fort les méseventures - le mot est faible - de sa filiale néerlandaise à Hollywood.

AMBITION • Cependant tous les établissements ne sont pas logés à la même enseigne. L'accumulation des difficultés a même élargi le fossé entre les banques prudentes et les trop audacieuses, et les différences de stratégie apparaissent maintenant clairement dans les comptes. L'ambition, les politiques d'expansion ont été sévèrement sanctionnées : le Crédit lyonnais et le groupe Suez, deux noms prestigieux de la finance française, affichent des pertes record, de respectivement 1,8 milliard et 1,9 milliard de francs.

Mais la liste des établissements durement touchés est longue. La Banque Worms n'a dû son salut qu'à une recapitalisation de 1,4 milliard de francs souscrite par sa maison mère, l'UAP. La Banque du bâtiment et des travaux publics et la BIMP sont à la recherche d'actionnaires de référence. La banque Hervet en a trouvé un, le CCF. La BRED a été reprise en main par les Banques populaires. L'avenir du Crédit d'équipement des PME (CEPME) est incertain. La BAC est en cours de liquidation. Le sauvetage in extremis du Comptoir des entre-

preneurs, en cessation de paiement, a révélé en février 1993 la fragilité de cette institution financière spécialisée dont deux administrateurs et le président sont nommés par les pouvoirs publics, et a laissé une forte impression de malaise. D'autant que les autorités de contrôle ont donné parfois l'impression d'être dépassées par les événements.

A quelques très rares exceptions près, la survie des banques françaises n'est pas en jeu, mais 1992 laissera des traces durables à la fois dans les comptes et dans les esprits. Les bons élèves ne manquent pas : généralement les moins engagés dans le financement de l'immobilier, comme le CCF et le Crédit mutuel, qui valent leurs résultats progresser de 13 % et 6,7 % respectivement. La palme revient pourtant au Crédit agricole avec 5,2 milliards

A quelques très rares exceptions près la survie des banques françaises n'est pas en jeu mais 1992 laissera des traces durables à la fois dans les comptes et dans les esprits.

de francs de bénéfices, soit une hausse de 6 % sur 1991. Et encore, selon bon nombre d'analystes, le Crédit agricole a-t-il fait preuve d'une extrême prudence en effectuant les plus importantes provisions de son histoire : « Il lui aurait été facile d'annoncer des bénéfices bien supérieurs », affirme le directeur général d'un établissement concurrent. Un cas un peu similaire à celui de la Société générale, dont le bénéfice de 3,2 milliards de francs, ou refait pas réellement la pertinence d'une stratégie axée sur le choix de métiers et de clientèles rentables. La BNP a, dans une moindre mesure, réussi aussi à tirer son épingle du jeu, en préservant un bénéfice de 2,1 milliards de francs.

Mais les « trois vieilles » banques de dépôt françaises (Crédit lyonnais, BNP, Société générale) n'ont gagné ensemble qu'à peine 3,7 milliards de francs en 1992, contre 9,5 milliards en 1991 : ce total est largement inférieur aux profits de la seule Deutsche Bank (1,8 milliard de deutschemarks, soit plus de 6 milliards de francs).

AMPLEUR • Les deux grandes institutions financières françaises, Paribas et Suez, ont eu également connu des fortunes diverses. Paribas, après une perte historique de 184 millions de francs en 1991, a renoué avec les bénéfices (886 millions) en amortissant les effets de la crise grâce à ses activités de banque d'affaires et de marchés. Suez, après un bénéfice de 3 milliards de francs en 1991, a plongé dans le rouge, affichant 1,9 milliard de francs de pertes en

En milliards de francs	Produit net bancaire		Frais généraux		Total du bilan		Frais généraux		Provisions (dotations nettes)		Résultat net (part du groupe)	
	1991	1992	1991	1992	1991	1992	1991	1992	1991	1992	1991	1992
Crédit agricole	57,5	62,3	66	72	1 591	1 648	35,3	36,7	14	16,5	4,9	5,2
Crédit lyonnais	46,3	49	39	44	1 387	1 338	33	36	9,6	14,7	3,2	-1,8
BNP	37,9	39,9	48,3	51,3	1 428	1 368	27	28,1	8	8,3	2,9	2,1
Société générale	35,3	36,4	33	40	1 216	1 200	24,8	25,9	5,4	6	3,4	3,1
CIC	18	17,2	16,3	15,5	475,4	522,2	12,8	13	3	4,9	0,7	0,1
Banques populaires	16,5	17,7	17,5	18,5	338	408	12,8	13,1	2	3	1,6	1,2
Crédit mutuel	15,1	16,7	23	25	355,1	380	11	11,7	1,5	2	1,3	1,5
Crédit parisien	10,9	11,3	11,6	12	367,2	364,7	8,1	7,9	1,5	3,5	0,8	0,1
Banque Indosuez	10,5	10,4	8,1	18	620	719,6	6,3	6,5	5,2	1,9	-1,7	0,8
Banque Paribas	7,6	7,8	8,8	10,5	291,6	338,4	5,2	5,1	1,1	1,3	0,9	0,97

• « Tier one », selon la norme de solvabilité internationale : ratio Cooke.

1992. Paribas et Suez sont confrontés à des problèmes d'une autre ampleur : de moyens et de taille pour rester de véritables banques d'affaires et d'investissement capables d'accompagner leurs clients industriels. En fait, seul le Crédit lyonnais joue encore ce rôle, mais à quel prix ?

SOLIDES • Si les banques françaises restent solides - et si trois d'entre elles (Crédit lyonnais, Crédit agricole, BNP) comptent parmi les dix plus importantes de la planète, - elles ne pourront toutefois pas échapper à des révisions stratégiques. Ainsi, la concurrence entre les « trois vieilles », le Crédit agricole et les caisses d'épargne est si forte sur le marché des particuliers que certains dirigeants se demandent ouvertement si la banque de masse peut être rentable.

D'autant qu'un nouvel acteur, La Poste, cherche à prendre par tous les moyens des parts de marché. « Si La Poste devient une banque à part entière, au moins un réseau national sera condamné à disparaître », pronostique le président d'un ensemble de banques régionales. Le mot barbare de « surbanarisation » revient de plus en plus souvent

« Le secteur bancaire français est confronté à une hausse de la charge du risque alors que la rentabilité d'exploitation atteint un niveau historiquement bas. »

dans la bouche des banquiers. « Le marché est tellement incertain que, dans cinq ans, seul le Crédit agricole me semble suffisamment solide pour préserver de façon certaine ses positions », affirme le président d'une banque moyenne.

Dans ce maelström, les établissements de taille moyenne (Crédit mutuel, CIC, Banques populaires) oscillent entre des stratégies coûteuses de conquête de parts de marché, pour atteindre une taille « suffisante » dans un certain nombre de régions, et des logiques privilégiant la rentabilité, à l'image de la Société générale. L'impact de la conjoncture sur la rentabilité des banques, avec la montée des risques

immobiliers et des défaillances d'entreprises, ne doit pas masquer des évolutions plus profondes. La fameuse « déreglementation » des années 80 a exposé les établissements bancaires à une concurrence toujours plus forte, au moment même où le coût de leurs ressources devenait de plus en plus élevé. L'explosion des cicav monétaires - un phénomène exclusivement français - a vidé les comptes à vue et condamné le plupart des banques à acheter leur matière première, l'argent, à des coûts de plus en plus élevés, notamment pendant la crise monétaire.

SURVEILLANCE • « Le secteur bancaire français est confronté à une hausse de la charge du risque alors que la rentabilité d'exploitation atteint un niveau historiquement bas. » Voilà ce qu'écrivait

au début de l'année l'agence de notation financière Standard and Poor's, en mettant sous surveillance huit grandes banques françaises. La marge d'intérêt, qui représente encore l'essentiel des bénéfices, en dépit des efforts pour faire rémunérer les services par des commissions, n'a cessé de diminuer au fil des ans. De 5 % en 1987, elle s'est réduite à 3,8 % en 1990 et 3,4 % en 1992.

Une évolution qui n'a pas été compensée, loin de là, par une augmentation du volume des crédits distribués. « Au contraire, pour la première fois depuis la guerre, la demande de crédits a stagné en 1992 », souligne Michel Pébereau, le président du CCF. Les particuliers et les entreprises ont limité leurs demandes de capitaux du fait des taux très élevés, mais les banques elles-mêmes n'ont redoublé de prudence. Elles

POINT DE VUE

Des profits nécessaires

PAR JEAN-PAUL BETBÈZE (*)

LE théorème du chancelier Schmidt - « les profits d'aujourd'hui font l'investissement de demain qui fera l'emploi d'après-demain » - est longtemps connu un succès aussi large qu'immédiat. Il s'agissait, objectif réussi à l'époque, de regonfler les profits des firmes et donc d'encourager le partage de la valeur ajoutée entre salariés et non-salariés. Mais les profits peuvent faire de l'investissement de capacité ou de productivité, physique... ou financier, et créer des emplois ici... ou ailleurs.

Plus profondément, c'est la logique même du théorème qui est fautive. En effet, les profits sont la conséquence de bons choix. Ils sont donc postérieurs à la formation de la demande, c'est-à-dire à la combinaison de ressources et d'un désir de dépenses. Et si l'on remonte encore cette logique séquentielle, la formation de ressources dépend des revenus de la période antérieure et de l'importance des nouveaux crédits qui seront accordés. Revenu et création de monnaie sont l'alpha de toute période de formation-dépense du revenu, et donc de la dynamique même de l'activité. Mieux, le revenu donné, c'est le crédit nouveau qui fait la différence.

Cette logique n'est malheureusement guère reconnue. En théorie d'abord, la vague monétariste a toujours mis davantage l'accent sur le support (le monnaie) que sur son origine (la création de monnaie - encore taboue). Dans les faits ensuite, on suppose implicitement qu'il n'y a pas de vraie contrainte dans le désir d'endettement et surtout dans la capacité des banques à prêter. Si l'on ajoute à cela que, fondamentalement, la décennie passée a été celle de la dérégulation et de la désintermédiation - c'est-à-dire plus de ressources offertes dans un climat plus concurrentiel, - on explique à la fois notre forte croissance et sa fragilité : une très forte montée du crédit associée à une très nette érosion des marges bancaires.

Le cas américain

La superposition d'une économie d'endettement et d'une économie de marché financier a conduit les grandes économies à un cycle du crédit, hors norme, porteur d'une grande croissance. Jusqu'au moment où ce crédit, massif et surtout polarisé (par lieu et activité, notamment dans l'immobilier des grandes capitales), a fabriqué une surproduction - qui appelle à son tour une correction, mais avec un système financier qui ne s'est pas réajusté dans la phase d'expansion du crédit. Ajoutons encore à cela l'interconnexion mondiale du marché des bons du trésor, qui, offerts à taux fixe pour de longues périodes, rendent les gestionnaires de fonds très nerveux face à toute menace inflationniste et constituent donc un très puissant facteur de surveillance de l'inflation. Nous avons les ingrédients majeurs de la crise actuelle des grandes économies :

- une expansion excessive du crédit, suivie d'une brusque contraction,
- des banques effaiblies (et qui n'ont à satisfaire la norme Cooke),
- une vigilance anti-inflationniste totale.

Voilà pourquoi ce cycle est si particulier, si résistant aussi aux solutions dites « keynésiennes » (la reflation... car elle ferait immédiatement repartir les

taux longs à la hausse) ou « classiques » (car le déendettement, la « purge », n'est que l'occultation de la récession, avec des risques cumulatifs).

Il n'y a, au total, de sortie que « par la haute », par la mise en œuvre de la reprise, c'est-à-dire par la redynamisation de la demande, donc des ressources, et donc - dans une phase où les revenus stagnent et les psychologues s'inquiètent - du crédit. Mais, comme les banques sont fragilisées et précautionneuses, comme les taux réels restent (et resteront) élevés, c'est le seul crédit public qui fera repartir la machine.

Le cas américain est exemplaire des modes de sortie possibles de ce marécage. D'abord, le taux auquel les banques se refinancent auprès de la Banque centrale a chuté de 10 % début 1989 à 3 % au début 1993, beaucoup plus vite que le *prime rate*, le taux de base offert par les banques à leurs clients, passé de 11,5 % à 6 % aux mêmes dates. La marge de refinancement, s'élevant donc à 300 points de base (6 % - 3 %), a permis aux banques de se refaire une santé. Ensuite, la courbe des taux est redevenue normale - les taux à court terme sont plus faibles que les taux à long terme - et a permis aux banques de poursuivre leur cure : avec un refinancement à court terme qui leur coûte 3 %, elle peuvent acheter des titres d'Etat à long terme qui leur rapportent 5 %, cela sans aucun risque et sans consommer de fonds propres, en même temps qu'elles financent le déficit budgétaire, c'est-à-dire la redynamisation. Enfin, on mesure expérimentalement le temps nécessaire au regain (près de trois ans) et sa toute relative solidité.

L'Europe vit, décalée, cette même situation. Partout, les marges bancaires s'affaiblissent, partout les crédits stagnent, voire baissent en termes réels. Mais, nulle part, une action à l'américaine ne paraît entreprise pour restaurer les marges bancaires. En France, avec des refinancements à 8,50 % et des taux de base bancaires à 9,50 %, la marge brute des banques est égale au tiers de celle des Etats-Unis. En Allemagne, seule la faible dérégulation bancaire, les us et coutumes locaux, ont préservé le système de financement, lui permettant d'ailleurs de résister au traitement de choc de la Bulle.

Et pour la France donc ? Reconnaissons d'abord que la situation bancaire y est significativement meilleure qu'aux Etats-Unis. Reconnaissons aussi qu'il s'agit aujourd'hui de freiner la descente de l'activité et d'organiser le retournement. Les taux baissent et aident, certes, mais ils ne peuvent tout faire. Consolider les systèmes de financement est impératif. Propos de banquier ! Bien sûr... Mais ce sont bien les banques qui ont supporté une très grande part de l'ajustement dans la récession. Aujourd'hui, le poids résiduel de leur sacrifice passé peut considérablement affaiblir le redémarrage. Propos plus généraux donc.

Finalement, le théorème de la reprise est celui-ci : le profit des banques aujourd'hui, c'est le crédit demain, donc les revenus après-demain, donc la dépense après-après-demain, donc l'investissement... donc l'emploi... Comme on le voit, la séquence est plus longue, plus impliquée, plus délicate. Elle a aussi le défaut d'être vraie.

(*) Directeur des études économiques et financières du Crédit lyonnais.

alternatives économiques

mai 93

- PARTAGE DU TRAVAIL OU DE LA CRISE ?
- PARFUM D'AUTONOMIE POUR LA BANQUE DE FRANCE

19 F Chez votre marchand de journaux

Alternatives Économiques 12 rue du Choigny 21000 DIJON

Le Monde ÉDITIONS

GREILSAMER

le procès

du

SANG

contaminé

DOCUMENTS

banques

FINANCE

La lourde facture de l'immobilier

Les craquements du marché immobilier, entre 1989 et 1992, ont infligé de lourdes pertes aux banques françaises qui y étaient engagées pour 300 à 500 milliards de francs. L'heure des comptes et des sanctions a sonné

LONGTEMPS minimisée, la crise de l'immobilier a dû être, finalement, prise en compte par les banques, qui se sont résignées à journelement provisionner leurs engagements sur le secteur pour l'exercice 1992.

Rappelons l'histoire de cette crise, tel que la définit Philippe Pontet, PDG pendant sept ans de la banque La Hénin, du groupe Suez, qui distingue quatre fractures successives du marché. La première s'est produite en 1989, dans l'immobilier de loisirs gagné par l'asphyxie. La seconde est apparue au printemps 1990 après trois ans d'excès spéculatifs, qui provoquèrent un phénomène de saturation, cette fracture étant masquée par l'éclatement de la crise du Golfe à laquelle on a imputé, à tort, le début du ralentissement de l'économie en France. La troisième a été marquée par une accélération de la dégradation du marché immobilier en 1991, tandis que la quatrième s'est manifestée par un véritablement craquement entre le printemps et l'automne 1992.

Les plus touchés en proportion de l'encours global de leurs crédits sont très logiquement les établissements spécialisés.

Les banques se décideront alors à opérer des révisions déclinantes en fin d'année et à fortement déprécier les créances chez les professionnels de l'immobilier, promoteurs et marchands de biens. Elles y étaient incitées par la Commission bancaire, leur organisme de contrôle, qui, dans son bulletin numéro 6 d'avril 1992, préconisait l'enregistrement en créances douteuses et litigieuses (CDL) de « tout concours pour lequel il existe un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel, pour toutes les échéances impayées et le capital restant dû, quelles que soient les sûretés en garantie qui y sont attachées ». Dès qu'une échéance était impayée depuis plus de trois mois, l'intégralité de la créance devait être enregistrée en CDL, et les intérêts provisionnés en totalité.

Dans ce cadre, les banques qui, maintenant, savent qu'une amélioration n'aura pas lieu avant longtemps dans l'immobilier, notamment dans celui des bureaux, ont fini par lever le voile sur les créances en question. A cette occasion, il serait imprudent d'appliquer un taux standard et

moyen à l'ensemble des engagements sur l'immobilier, que la Commission bancaire évaluait à 300 milliards de francs, il y a environ un an, chiffre que la banque Paribas portait pour son compte à 500 milliards de francs, et qui recouvre des situations tout à fait différentes.

Ainsi, Jean-Yves Haberer, PDG du Crédit lyonnais, établissement qui détient la palme des engagements dans le béton, 43 milliards de francs, a affirmé : « Nous ne voulons pas être le numéro un au palmier du risque », ne faisant rentrer dans ces risques que les crédits accordés à des emprunteurs « fragiles », tels que les promoteurs ou les marchands de biens, avec, pour gages, les actifs immobiliers ainsi financés. Il en exclut les engagements « sans danger », comme ceux sur les centres commerciaux (qui restent prospères), sur les entrepôts et locaux fonctionnels d'entreprises, et sur les filiales et grands groupes comme Bonygues, Dumez, etc. Ce tri lui permet de ramener de 43 milliards à 24 milliards de francs les crédits véritablement risqués, avec un taux de provisionnement porté de 3 % à 25 %, ce qui a coûté au Crédit lyonnais 5,3 milliards de francs en 1992, part de l'exercice.

Ce même genre de raisonnement a été adopté par la BNP, où le périmètre à risque « après examen de chaque dossier avec les commissaires aux comptes » est ramené de 31,5 milliards de francs à 9,4 milliards de francs, provisionné à 45 % soit 4,2 milliards de francs de dépréciation intégrée dans les comptes de 1992.

SPECIALISÉS • D'une manière générale, l'exposition du système bancaire français aux risques immobiliers peut s'analyser de la manière suivante : les plus touchés, en proportion de l'encours global de leurs crédits, sont très logiquement les établissements spécialisés, dont c'est le métier, à savoir la banque La Hénin, du groupe Suez (3,3 milliards de francs de provisions sur 18,8 milliards de créances), l'UIC-SOFAL, du groupe du CIC (2 milliards de francs sur 24 milliards), avec une mention très particulière pour le Comptoir des entrepreneurs (20 milliards de francs de créances dont 10 milliards de francs chez les promoteurs et une perte nette réelle dépassant 2 milliards), ce qui a exigé un renflouement en catastrophe, le plus beau scandale de la place de Paris depuis bien des années.

Les grandes banques de dépôts, certes, affichent de très grosses provisions, mais sur des encours qui représentent une faible proportion de leurs crédits, guère plus de 1 %, ce qui ramène

les choses à leur juste valeur. Les plus épargnés ont été la Société générale (11,1 milliards de francs d'engagements en France), provisionnée à 10 % - 46 % pour les risques les plus sensibles, - et le Crédit agricole, 6 milliards de francs de créances douteuses et litigieuses, couvertes à 35 %, sur un total de 19 milliards de francs d'engagements en France (2 % des crédits totaux), provisionnés à 15 %.

ENCOURS • Le Crédit commercial de France tire également son épingle du jeu avec, seulement, 3,7 milliards de crédits à l'immobilier en France. Ce n'est pas le cas de la Banque Indosuez, qui a dû constituer 1,84 milliard de francs de provisions après 754 millions de francs en 1991, sur 13 milliards de francs d'encours promoteurs (8 % des crédits totaux) couverts, pour l'instant, à 20 %. Ni celui du groupe Paribas, qui a porté ses provisions d'un peu moins de 900 millions de francs, en 1991 (hors sa filiale suisse), à un peu

plus de 1,7 milliard de francs sur un encours de 29,9 milliards de francs dont 21,6 en France.

Mais, en fait, ce sont les établissements petits et moyens qui ont payé le plus lourd tribut à la crise, après s'être chargés, souvent imprudemment, au-delà de leurs capacités.

Ainsi, la Banque Pallas-Stern a provisionné 1,2 milliard de francs sur 6 milliards d'encours, et partage encore un autre encours de 6 milliards avec la BRED, du groupe des Banques populaires qui a, elle aussi, supporté de fortes dépréciations. La banque Worms a perdu 1,6 milliard après 1,44 milliard de provisions sur un encours qui atteint 18 % des crédits globaux de l'établissement, ce qui est énorme pour un organisme non spécialisé dans l'immobilier.

Ce pourcentage est porté à 25 % pour la Banque Hervet (plus de 4 milliards de francs). On a même vu la filiale française (ex-banque Louis Dreyfus), filiale de la Banque Bruxelles-Lambert, avouer un déficit de 540 millions

de francs sur les crédits à des professionnels de l'immobilier.

La liste est encore longue, et les montants de provisions annoncés tiennent peu ou pas compte, dans la plupart des cas, des coûts de « portage » des programmes de construction pour les prochaines années, dans l'impossibilité de les calculer sérieusement : tout va dépendre des taux d'intérêt à court terme applicables aux crédits et du rythme de commercialisation desdits programmes sur lequel les experts sont bien peu optimistes (quatre ans de stocks sur les bureaux). L'uo d'eux hasardait récemment que les pertes totales pour les banques françaises pourraient atteindre, en cumulé, 100 milliards de francs pour les exercices 1992, 1993 et 1994.

Conséquence logique, des têtes sont tombées, bien que tout le monde se soit fait prendre dans cette crise, même le Crédit local de France et le vénérable Crédit foncier, entrés dans la danse en 1990 au plus mauvais moment. Pierre Moussa a dû passer la main à

Gérard Eskenazi, dont la holding Comipar a injecté 600 millions de francs propres dans la banque Pallas-Stern. Jean-Michel Bloch-Lainé, PDG de la banque Worms, a été contraint à démissionner, les pertes de son établissement ayant outrageusement « plombé » les comptes de l'UAP, sa maison mère. Philippe Pontet, PDG de la Banque La Hénin, a dû céder sa place, bien que, globalement, sa responsabilité n'ait pas été supérieure à celle des dirigeants du groupe Suez.

Jean-Jacques Piette, PDG du Comptoir des entrepreneurs, en principe contrôlé par l'Etat, mais qui bénéficiait des faveurs du pouvoir, a dû être « démissionné » par Michel Sapio, ministre des finances, le 26 mars, tout à fait in extremis : le scandale était devenu trop grand. Quant à la banque Hervet et son président Patrick Careil, ils tombent gentiment dans les bras du Crédit commercial de France.

François Renard



PARCE QUE FAIRE UN PAS L'UN VERS L'AUTRE
EST SOUVENT AVANTAGEUX,
LA CNP A CRÉÉ LA PRÉVOYANCE
EN GESTION PARTAGÉE.



Un contrat d'assurance employeur, c'est d'abord un contrat de gestion.

Pour que cette gestion soit adaptée aux réalités sociales et économiques de chaque collectivité locale, la CNP a mis en place différents systèmes de gestion partagée.

Avec pour résultat : une simplification administrative maximum, une gestion en temps réel de tous les cas qui le permettent, une plus grande maîtrise

sur le long terme des coûts de la protection sociale. Depuis la prise en

charge complète de la gestion par la CNP jusqu'à la délégation totale (la CNP met à disposition toute sa logistique et son assistance), chaque collectivité locale peut ainsi choisir son mode de gestion : le plus rigoureux, le plus profitable. Pour tout renseignement sur la gestion partagée, appelez le (1) 42.18.81.30. CNP, le leader de l'Assurance Collective.

CNP, VIVEZ BIEN ASSURÉ

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS

Mai
1993

SPÉCIAL : EXAMENS DERNIER ÉTAT DU MONDE

L'Europe présente deux visages, du grand marché à l'Ouest au retour des nationalismes à l'Est. La CEI semble constituée d'états dépendants après trois ans de coalition. L'Asie Pacifique est devenue le nouvel atelier du monde, il faut compter avec l'Asie orientale. Aux États-Unis, on commence à mesurer l'effet Clinton. Les différences Nord-Sud persistent.

DERNIER ÉTAT DE LA FRANCE

La France traverse une mauvaise passe. Personne n'avait anticipé la sévère récession due en particulier aux difficultés de l'Allemagne. Le chômage va en s'aggravant. Pourtant, la France dispose d'atouts bien réels : monnaie solide, inflation faible, produits compétitifs.

Au sommaire des Clés de l'Info : montée des mouvements intégristes dans les pays musulmans, la crise institutionnelle en Russie, les formations de droite en France, l'hyperinflation au Brésil, le blanchiment de l'argent sale, la faillite du système politique italien, le Printemps de Bourges, la déontologie des journalistes, mai 68.

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

PERSPECTIVES

ÉTATS-UNIS

Los Angeles, un an après

Suite de la page 29

De plus, la récession économique est particulièrement aiguë en Californie, où le taux de chômage atteint presque 10 %, se situant nettement au-dessus de la moyenne nationale (7 %).

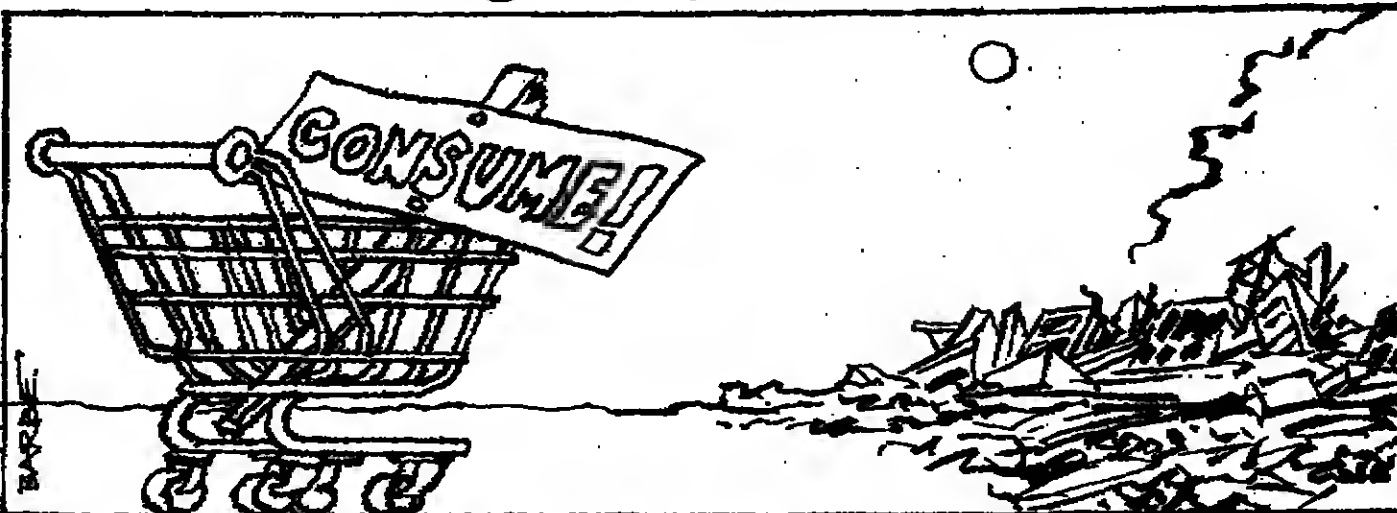
Reconstruire South Central, mission... impossible ? Et, si la reprise économique a jamais lieu, viendra-t-elle de l'initiative privée façon Ueberroth, des programmes d'aide gouvernementale ou de l'autodétermination et de la reprise en main de la communauté noire ? Isaac Baxter, gérant d'un magasin de peinture qui a rouvert il y a neuf mois sur un tronçon déserté de Vermont Avenue, a soupesé toutes ces solutions. Cet Afro-Américain de quarante-neuf ans, qui en tant que vétéran du Vietnam a bénéficié d'un cycle d'études supérieures, explique que son patron, le fabricant de peintures Sinclair, était couvert par l'assurance.

ARGENT • Il doute fort que la renaissance économique de son quartier puisse venir du secteur privé blanc. « Nous aider ? Ironie ! Il, tout nu plus profitent-ils de la situation, ce n'est qu'une question d'argent. » Un exemple : la plus grande chaîne de supermarchés de Californie du Sud, Vons, qui ne s'était jamais implantée dans South Central, annonce désormais son arrivée. « Pendant très longtemps, nous avons perdu de vue les possibilités commerciales qui existaient dans ces quartiers, explique en effet

La désertion des entreprises est ancienne. Suite au redéploiement du secteur industriel vers les technopoles californiennes, 70 000 emplois ont fui South Central entre 1978 et 1982.

le PDG de Vons, Richard Stangeland. Honte à nous pour avoir mis si longtemps à comprendre !

La désertion des entreprises est ancienne. Suite au redéploiement du secteur industriel vers les technopoles (les parcs industriels) californiennes, 70 000 de ces emplois ont fui South Central entre 1978 et 1982 (2). Et le commerce de détail demeure la principale activité économique d'un quartier où le chômage touche près de la moitié de la population masculine. Les pertes d'emplois consécutives aux émeutes (estimées à environ 40 000) ont affecté en premier lieu ces petits commerçants. Or les mom-and-pop shops (les boutiques tenues en famille) ont le plus grand mal à refaire surface, la moitié des



vicines n'étant pas, ou très insuffisamment, assurées. Sur plus de 1 000 bâtiments détruits ou sinistrés, seulement 150 ont fait l'objet d'une demande de permis de construction ou de rénovation.

Autant dire que sur South Central plane une atmosphère de blues économique... A côté du marchand de peinture de Vermont Avenue, Khang's Tropical Fish est à louer. Idem pour Kim's Family Shoes. Suite à l'abandon des Coréens, durement touchés, Collins Shoes avertit de son changement de propriétaire : « Black-owned » (tenu par un Noir), lit-on en vitrine. Le Super Swap Meet (marché couvert pratiquant le rabais) annonce une réouverture prochaine et des boxes à louer. Derrière un grand mur percé d'un minuscule guichet, Latinos' Pizza se protège désormais mieux qu'une banque. Plus loin, Laundeland offre un service de blanchisserie à 50 cents par machine pour fêter son redémarrage. Le petit mall (centre commercial) d'en face est désespérément vide.

DISCRIMINATION • Isaac Baxter envisage de se mettre à son compte, et il a fait le tour de la question. « On ne prête pas aux Noirs », voilà son verdict. Même avec des revenus corrects et un bon niveau d'éducation. Les statistiques officielles lui donnent raison : une étude de la Banque centrale atteste qu'en 1991 le taux de rejet des demandes de prêts par les établissements bancaires est de 15 % pour les Asiatiques, 17,3 % pour les Blancs, 26,6 % chez les Latins, mais culmine à 37,6 % pour les Noirs. L'association RLA veut s'attaquer à cette discrimination bancaire, en débloquent le jour anniversaire des émeutes un fonds de 5 millions de dollars.

Les banques gérées par les minorités peuvent-elles remédier à cette difficulté d'accès au capital ? L'expérience de Founders National Bank of Los Angeles s'avère intéressante. Fondée en 1991 et dirigée par des Afro-Américains, cet établissement bancaire compte 10 000 clients, dont 90 % sont

noirs. Il a 50 millions de dollars de prêts en cours, allant de l'emprunt de 5 000 dollars alloué à une femme pour l'acquisition de machines à coudre lui permettant de faire démarrer un cottage-industry (une industrie familiale), jusqu'à des prêts plus élevés (jusqu'à 1 million) accordés à des restaurants, des concessionnaires automobiles, des Églises, un centre médical, ou à la rénovation de l'unique

cinéma du quartier. « Notre idée est simple, explique Carlton Jenkins, directeur de la Founders Bank, trente-sept ans, né à South Central et banquier de métier, nous voulons fournir un service financier de qualité, des capitaux, des crédits, à une communauté qui n'en a pas bénéficié depuis vingt-cinq ans. Nos critères sont les mêmes qu'ailleurs, c'est notre détermination qui fait la différence. »

Convaincu que les firmes américaines doivent réinjecter dans ces quartiers les dollars, en essence, vêtements, alcool, automobiles... qu'elles y gagnent, et donc recycler les dollars noirs, selon une expression fréquemment employée par la communauté, Carlton Jenkins a obtenu que la compagnie pétrolière Arco investisse 1 million de dollars dans le capital de la Founders Bank. « Nos finances sont saines,

c'est une très bonne décision de leur part », ponctue le banquier qui croit que seul le self-empowerment, l'auto-renforcement de son propre pouvoir, peut sortir South Central de son marasme économique. L'association à but non lucratif L.A. Renaissance, qui dépend de l'influente église noire First African Methodist Episcopal Church, s'est aussi lancée dans le prêt commercial avec des fonds venus de Disney (1 million) et d'Arco.

Tandis que, évoquant la promesse faite par Abraham Lincoln aux Noirs, un vendeur ambulant de T-shirts, à l'angle de Manchester Avenue, lance : « We never got our forty acres and a mule ! » (on ne nous a jamais donné nos 40 acres et une mule), Isaac Baxter affirme que « les émeutes ont sonné le réveil de la communauté noire, qui doit trouver ses propres solutions à long terme ».

Une revitalisation économique des innercities serait un fait sans précédent. C'est pourquoi l'Amérique observe actuellement South Central, tel son champ d'essai.

Claudine Mulard

(2) D'après James Johnson, The L.A. rebellion. A retrospective, UCLA.

Micro IBM. On n'en fera pas pour vous.

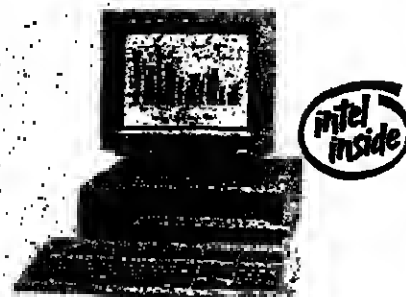
Nouveaux PS/1 : choix, confort et dernier cri.



A partir de 7990 FTT, facilité, confort d'utilisation et puissance accrue pour les 8 nouveaux PS/1, tous équipés de processeurs au standard du marché.

Côté technologie, ils sont au plus haut niveau : Multimédia, DOS 6 et Bus local sur les nouveaux 1486. Enfin, tous les PS/1 offrent des écrans couleur, des sécurités et le Minitel en option.

Nouveaux PS/VP : préconfigurés ou à la carte.



A partir de 7960 FTT. Pour le PS/VP, nouveau signifie encore plus puissant, plus performant, plus accessible. Par exemple : - Bus local sur tous les modèles - meilleures performances

graphiques en Bus AT - puissances évolutives, du 1486 SX à 25 MHz au 1486 DX/2 à 33 ou 66 MHz - socle pour l'OverDrive Pentium d'Intel ! - enfin possibilité de choisir sa configuration à la carte.

OFFRE SPÉCIALE PS/1*

PS/1 Multimédia modèle 511* / 133MHz / 4Mo RAM 35 Mo disque / Ecran VGA 14" 256 couleurs / 512 Ko vidéo RAM / 11796 FTT (35990 FTT)

*Tous ces ordinateurs DOS 5 et Windows 3.1 + WinWorks 3.1 + "Cade Multimédia" + "Photo Gallery 1.0" (nouveau logiciel) + nombreux logiciels et utilitaires + lecteur CD ROM Philips 20x + Carte Multisync Pro Audio Spectrum 16 + 2xEP extensibles + Coffret de CD ROM comprenant fonts et applications éducatives.

* Dans la limite des stocks disponibles. ** Offres valables jusqu'au 31.07.93. Prix généralement constatés pouvant varier avec les prestations offertes. IBM se réserve le droit de modifier ou d'arrêter ces offres spéciales à tout moment. 1336, 680 et Pentium sont des marques de Intel Corp. PS/1, PS/PP (PS/ValuePoint), ThinkPad, OS/2 et MCA sont des marques d'IBM Corp. Hiperware est une marque déposée d'IBM Corp. Windows est une marque de Microsoft Corp. Lotus SmartSuite, Lotus 1-2-3, AmiPro, Freelance Graphics et cc:Mail sont des marques de Lotus.

PARMI LES OFFRES SPÉCIALES PS/VP**

PS/VP 6382 PSC / 1486SX à 25MHz / 4Mo RAM 120 Mo disque / Ecran couleur SVGA 16" / Clavier et souris IBM / DOS 5 et Windows 3.1 préinstallés + Lotus SmartSuite + Lotus Organizer + imprimante Lexmark 4059/20 30335 FTT (24115 FTT)

* Lotus SmartSuite. Environnement bureautique de Windows, inclut : Lotus 1-2-3 : le tableur par excellence. Lotus AmiPro : le meilleur traitement de texte.

Lotus Freelance Graphics : le logiciel de présentation qui gagne. Lotus cc:Mail : le message universel. Lotus Organizer : pour mieux gérer son temps.

Le Monde de l'éducation

DOSSIER EXCLUSIF

LA PHILO AU BAC 390 SUJETS POUR RÉVISER

En rassemblant la totalité des sujets de philosophie proposés au bac depuis cinq ans, le Monde de l'éducation met à la disposition des candidats un outil exceptionnel pour l'entraînement personnel à l'épreuve. Avec une liste des sujets par nations, et des conseils pour la dissertation.

• HISTOIRE-GÉO : LE CHOC DE L'ACTUALITÉ

Comment sont enseignées l'histoire et la géographie de l'Europe, après l'effondrement des deux blocs.

• LIVRES ET LOISIRS POUR VOS ENFANTS

La sélection mensuelle du Monde de l'éducation.

• LES NOUVEAUX INSTITUTS UNIVERSITAIRES PROFESSIONNALISÉS

Ces filières, qui préparent au diplôme d'ingénieur-maître, attirent un nombre croissant d'étudiants. Mais le recrutement d'enseignants issus des milieux professionnels s'avère difficile.

NUMÉRO DE MAI 1993 - 25 F.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ÉTATS-UNIS

• Pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion, mises en lumière par les émeutes de Los Angeles il y a un an, le gouvernement démocrate redécouvre les zones d'entreprises bénéficiant d'avantages fiscaux

Ce projet n'a jamais vu le jour, pour cause de tourmente électorale et en raison du veto mis ultérieurement par la Maison Blanche à son volet fiscal. De retour aux affaires après douze ans, la nouvelle administration démocrate a ressorti ce mécanisme de réhabilitation des

« *Conte les États-Unis, le capitalisme ?* On en a surtout parlé en 1929 », estime James B. Steinberg, l'un des chercheurs de la Rand Corp., organisme d'études situé à Santa-Monica (Californie), et co-auteur d'un récent ouvrage consacré à la politique urbaine (1). Nés aux États-Unis au milieu des années 70, la formule n'a commencé à être développée qu'au début des années 80, à une échelle modeste. Actuellement, 36 États et le district de Columbia (où siège le pouvoir fédéral) ont mis en place des programmes de zones d'entreprises, qui consistent, pour venir en aide aux régions les plus sinistrées, à y attirer des firmes grâce à des incitations fiscales. Leur taille et leur nombre

EXPÉRIENCES • Après une dizaine d'années d'expérience aux Etats-Unis, l'efficacité de ces zones resta l'objet de vastes débats. Selon Jack Kemp, ancien secrétaire au logement du président George Bush, qui avait suggéré, en vain, à son patron l'instauration d'un système fédéral, ces zones ont permis de créer 180 000 emplois dans les régions concernées. Les services de Jack Kemp soulignaient le bien-fondé économique du système à partir de l'exemple du New-Jersey, notamment de Newark, où les problèmes urbains sont particulièrement aigus. La richesse économique créée après la mise en place des zones d'entreprises (matérialisée par l'impôt versé

« L'un des principaux problèmes est que les jobs oillent véritablement aux personnes vivant dans la zone visée et qu'on évite de transférer la croissance - et donc les emplois - d'une région à une autre, souligne James Steinberg. Mais ces zones peuvent avoir un effet positif pour peu

« Dans l'attention portée aux ressources humaines, nous sommes arrivés à l'Etiopie le plus avancé, assure Lizi Abdu, directeur des programmes de développement des zones économiques à Albany, la capitale de l'Etiopie de New-York. Nous consacrons de gros efforts au logement, à la garde d'enfants, à l'apprentissage et au réseau de communications. Depuis 1986, une législation de l'Etiopie nous a permis de créer des zones d'entreprises. Dès 1987, nous en avons créé 10, puis 9 autres l'année suivante : ces 19 zones - dont 4 sont situées dans la ville de New-York - ont permis de créer 12 000 emplois. La loi

Le nouveau président démocrate a hérité du dossier. Au cours de sa campagne électorale, Bill Clinton avait plaidé en faveur des zones d'entreprises. Son secrétaire au logement, Henry Cisneros, s'est repris en partie les idées de son prédécesseur (Jack Kemp) en matière de zones d'entreprises pour en faire « un concept totalement nouveau et qui ne se limitera pas à l'octroi d'incitations fiscales », indique Jack Flynn, l'un des porte-parole du ministère du logement. Sans pouvoir préciser, toutefois, sous quelle forme et dans quels délais ce projet sera soumis à la Maison

Mais une chose est sûre : pour Bill Clinton, une politique urbaine, définie cette fois au niveau de l'Etat, doit être élaborée au plus vite. Sous peine de voir rallumer des foyers que l'on croyait éteints, Henry Cisneros ne peut que se féliciter de cette priorité gouvernementale. Le ministère du logement et du développement urbain a été créé par le président Johnson en septembre 1965. Exactement un mois après les émeutes de Watts et en réponse à des violences qui, déjà, avaient la pauvreté et les tensions sociales pour principale origine.

Serge Marti

(1) *Urban America: Policy Choices for Los Angeles and the Nation*, de James B. Steinberg, David W. Lyon et Mary E. Vsiana. Rand Corp.

CONTEXTE • Ce principe peut-il être appliqué à Los Angeles et aider à rebâtir South-Central sur les cendres de son ghetto ? Liz Abzug en est convaincue : « Il doit naturellement être adapté au contexte local. Mais les zones d'entreprises constituent effectivement un instrument important pour revitaliser le tissu d'une ville », affirme-t-elle.

A condition que la volonté politique remonte d'un cran, jusqu'au oiveau de l'Etat fédéral. Même l'administration républicaine avait admis en son temps l'intérêt du système. En 1980,

NEW-YORK
de notre correspondant

De tout temps, les États-Unis ont connu des émeutes. De tout temps ou presque, les pouvoirs publics, au niveau fédéral et au niveau des États concernés, ont créé des commissions ad hoc, qui ont publié de volumineux rapports sur les causes de ces explosions de violence et les mesures à adopter pour les prévenir. Jusqu'ici sans grands résultats. La première commission de ce genre avait été constituée après les émeutes de 1917 dans le parti de Saint-Louis (Missouri), aujourd'hui la capitale du Missouri, quand la violence s'était développée pendant la guerre.

Par la suite, les violences de Chicago (1919 et 1988), de New-York (1935) et de Detroit (1943), de Washington (1969 et 1970) et de Miami (1982) eurent aussi été étudiées.

Un en après les événements de South-Central, il est tentant de comparer tous ces textes à la réalité. Le constat est unanime : non seulement la situation ne s'est pas améliorée mais elle s'est plutôt aggravée au plan racial et économique.

Dans son rapport, la commission constituée après les émeutes de South-Central, en 1992, constate elle-même que « les causes des émeutes sont les mêmes que celles qui ont entraîné les violences des années 60 ».

De plus, «elles ont été aggravées par une concentration accrue et très visible de la richesse en haut de l'échelle sociale et par un désengagement de l'Etat fédéral et de l'Etat local des programmes urbains destinée à ceux qui

se situent en base de l'échelle» (1).

Remontant jusqu'à 1998 et au fameux rapport Kemer qui avait suivi les émeutes de Newark et de Detroit l'année précédente, le fondation Milton-Eisenhower, qui vient de publier une étude censurée des « moyens de reconstruire la ville de Detroit », estime que les constataments faits il y a un quart de siècle sont toujours d'actualité. « Certes, des progrès ont été accomplis, notamment avec l'émergence d'une classe moyenne noire, admet, dans un entretien au Monde, Lynn Currie, président de la fondation. Mais, dans la plupart des cas, notamment pour les enfants, la situation n'a guère changé. On se préoccupe du bien-être des enfants ou de la proportion d'enfants vivant en-deçà du seuil de pauvreté, la situation est pire qu'avant... »

Dans cette guerre engagée contre le pauvreté et la discrimination, la fondation évalue à quelque 30 milliards de dollars per en, pendant dix ans ou moins, les sommes qu'il faut consacrer à la réhabilitation urbaine. A titre de comparaison, après les émeutes, le gouvernement fédéral avait promis une aide de 1,3 milliard de dollars à l'économie locale. Une somme minime, dant, pourtant, les habitants de South-Central n'ont toujours pas vu la couleur.

S. M.

(1) *Final report & recommendations of the Assembly special committee on the Los Angeles crisis* (présidé par Curtis Tucker), septembre 1992.

(2) *Investing in children & youth. Reconstructing our cities*, The Milton S. Eisenhower Foundation, mars 1993.

**Nouveaux PS/2:
pour le meilleur et pour longtemps.**

A partir de 9400 FHT.
Plusieurs innovations confirment l'avance technologique de la gamme ThinkPad :
- le modèle 720 par exemple, avec ses 2 emplacements pour cartes PCMCIA (format carte de crédit), processeur 486 SLC2 à 25/50 MHz, disque 160 Mo, écran couleur à matrice active 10,4 pouces (le plus grand du marché) et 256 couleurs, sans compter l'astucieux petit pointeur rouge.
- les nouvelles tablettes à stylet sans fil avec ou sans disque dur 60 Mo pour utilisation professionnelle.

**A partir de 14 092 FHT,
Pour confirmer sa vocation –
en us de l'exploitation
réduite et pérennité de
l'investissement –
plusieurs nouveaux
modèles :**

- des serveurs d'entrée de
gamme, évolutive,
puissants et fiables,
- à Architecture Micro
Channel étendue
- deux familles de postes
de travail ergonomiques
aux normes ISO :
des postes "réseau"
et des postes
"prêts à l'emploi"
- un sous-système disque
hautement disponible (RAID 5).

PARTIAL SPECIALS PORTFOLIO

• **Sony** - \$21,900 SL + 25MB + 1Mo RAM /
\$26,900 SL + 25MB + DOS or Windows preinstall
• **Sony** IBM - 80486 SamanSuite + Library Organizer
+ 100MB Hard Disk + 100MB Lexmark 2500
+ 100MB CD-ROM + ATTC

PARTILLES OFFRES SPÉCIALES PS/2:**
PS/2, modèle S6 BB6 / 486 SLC2 / 25/50 MHz
4 Mo RAM / 104 Mo disque dur
5 + Windows 3.1 + Lotus SmartSuite + Lotus Organizer
14900 FBT (7671 FBT)

Sur tous ces modèles,
IBM et ses Distributeurs Agréés
vous proposent les services
Helpware, afin que vous
tiriez le meilleur profit
possible de votre micro.
Il s'agit d'abord

Help
ware

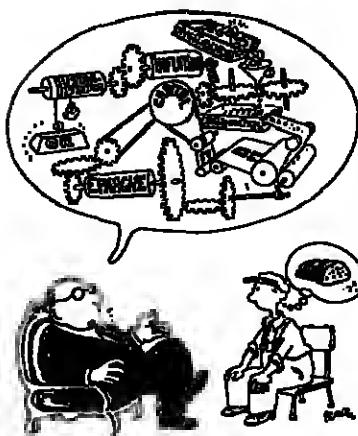
d'une assistance téléphonique
24 heures sur 24 et 7 jours sur 7,
mais aussi d'un club
utilisateurs vous faisant
bénéficier de nombreuses
offres "privilège", et d'un
magazine.

**Pour tout renseignement,
consultez le 3616 IBM**



DOSSIER

La politique familiale



La nouvelle majorité a promis de faire prendre progressivement en charge par le budget de l'Etat le financement des prestations familiales, assurées, pour l'essentiel, par des cotisations « patronales » sur les salaires ou sur les revenus des travailleurs indépendants. Cette mesure rapprocherait la France de la situation de la plupart des pays de la Communauté européenne. Même si la part de l'Etat dans le financement de la politique familiale est déjà plus importante qu'on ne le dit en raison du « quotient familial », qui allège l'impôt sur le revenu pour les familles. Mais cette réforme n'apportera pas pour autant de l'ordre dans un système devenu de plus en plus complexe : à des prestations d'« entretien » des enfants (les allocations familiales proprement dites), se sont ajoutées d'autres, à objectif plus nettement nataliste (l'allocation pour jeunes enfants, l'allocation parentale d'éducation), voire social, destinées à certaines catégories « fragiles » ou démunies (les prestations logement, allocation de parent isolé, de soutien familial). Dans cet ensemble complexe, les familles ont de plus en plus de mal à se repérer et les priorités proclamées au début des années 80 (les familles nombreuses et les familles jeunes) apparaissent de moins en moins clairement. Le quotient familial, bien que « plafonné », accroît encore cette complexité. L'efficacité « démographique » du système commence à être mise en doute : l'aide apportée suffit-elle pour les familles nombreuses ? Répond-elle d'autre part à la baisse tendancielle des premières naissances ? Construit après la seconde guerre mondiale pour des couples où la femme restait au foyer, ce système n'est pas encore adapté à la société actuelle, où les deux tiers des femmes travaillent à l'extérieur et où les modes de garde des enfants comptent de plus en plus. Tout en affichant une priorité à la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle, comme tous les gouvernements européens aujourd'hui, les socialistes, toujours mal à l'aise sur le terrain de la politique familiale, préoccupés de l'équilibre des comptes sociaux, n'ont pas su la mettre en œuvre en menant une politique dynamique et coordonnée dans les domaines du travail, de l'emploi et du logement. Le nouveau gouvernement, qui trouve ses alliés plutôt du côté des traditionalistes, fera-t-il mieux ?

Dossier réalisé par Guy Herzlich et Jean-Michel Normand

Comment e-t-elle évoluée ?

La politique française d'aide aux familles est ancienne : la première loi, prévoyant le versement par les communes d'allocations aux familles nombreuses dans le besoin, remonte à 1913. Elle a trois sources : démographique (la baisse de la natalité, plus précoce que dans le reste de l'Europe, apparaît comme un danger pour la nation), sociale, voire paternaliste (soutenir les familles nombreuses, méritantes), et patronale (fidéliser et moraliser les travailleurs par un supplément de salaire).

C'est entre les deux guerres que le système s'est construit : sursalaire pour les petits fonctionnaires chargés de famille, « caisses de composition » patronales. Le « code de la famille » du 29 juillet 1939 fixe déjà le cadre de la politique ultérieure : il généralise les allocations familiales, crée une prime à la première naissance et une allocation pour la mère au foyer, accorde des avantages fiscaux pour les familles en fonction du nombre d'enfants. Avec, en outre, natalisme et morale obligent, une aggravation de la répression de l'avortement.

Le régime de Vichy (travail-famille-patrie) ne pouvait que souscrire, mais la Libération, pour garantir le revenu du travailleur chargé de famille, intègre les allocations familiales dans le nouveau système de Sécurité sociale, en laissant leur autonomie aux caisses, à la demande des associations familiales et des démocrates-chrétiens. L'après-guerre est l'âge d'or de la politique familiale : la base mensuelle des allocations est fixée à 225 fois l'heure de travail du métallos parisien. Toutes les catégories socio-professionnelles en profiteront progressivement, mais dans les années 60 le taux de la cotisation tombe de 16,75 % à 9 % et les dépenses reviennent de 22 % à 10 % du PNB par habitant avec le baby-boom et la progression du niveau de vie.

Dans les années 70, la politique, devenue sélective, cherche à répondre à des besoins précis (logement), à aider des publics particuliers (orphelins, handicapés, parents isolés). Ces prestations s'adressent de préférence aux familles à revenus modestes ou moyens : en 1981, 46 % sont soumises à des conditions de ressources, contre 13,6 % en 1970.

Cette évolution est liée à la crise, qui fragilise certaines familles, mais aussi aux changements sociaux : multiplication des divorces, déclin du mariage – et démographiques : la baisse de la natalité (de 18,1 pour mille en 1964 à 13,8 en 1978) amène à augmenter l'aide aux familles « nombreuses » (trois enfants ou plus) par majoration des allocations et création du complément familial. Aujourd'hui, familles nombreuses et familles jeunes forment les « cibles » privilégiées. Mais le système n'a pas encore tiré les conséquences du développement du salariat féminin : les prestations juxtaposent allocations pour la garde des enfants et incitations au retour au foyer ; aucune coordination n'existe avec la politique de l'emploi.

LEXIQUE

CRITÈRES DE RESSOURCES. Depuis les années 70, certaines prestations familiales sont accordées seulement aux familles ayant des revenus au-dessous d'un certain seuil, afin de ne pas donner d'avantages supplémentaires à des couples qui peuvent supporter sans peine la charge d'enfants. Ce principe est contesté par les familialistes traditionnels, notamment par l'Union nationale des associations familiales, qui font valoir que les prestations sont destinées à rétablir l'égalité entre les familles avec enfants et sans enfants, et non à mener une politique sociale. La création de divers minima sociaux confiés à la CNAF a accru leurs craintes.

MINIMA SOCIAUX. Prestations qui assurent un minimum de ressources à certaines catégories, qu'il s'agisse ou non de familles (allocation de parent isolé (API), d'adulte handicapé, revenu minimum d'insertion). La CNAF en verse pour 33 milliards de francs en 1991.

MODULATION. Consiste à moduler le montant des prestations selon les ressources de la famille : le cas type est celui des prestations logement, dont le calcul, prenant en compte plusieurs critères, est particulièrement complexe. L'objectif est de rétablir l'équilibre entre des familles ayant des niveaux de vie différents. Mais il soulève chez les partisans sociaux et les associations familiales les mêmes débats que les critères de ressources (voir plus haut).

NEUTRALITÉ. Autre débat en cours depuis

Quels en sont les éléments ?

De nombreuses allocations sont directement versées aux parents, selon des règles différentes et complexes. Certaines sont accordées sans condition de revenu :

– Les allocations familiales proprement dites : versées dès la naissance aux familles ayant au moins deux enfants à charge, jusqu'à vingt ans de l'enfant (644 francs par mois pour deux enfants, 1 470 pour trois, plus 826 pour chacun des suivants), auxquelles peuvent s'ajouter, entre dix et quinze ans, des majorations.

– L'aide pour l'emploi d'une assistante maternelle et l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) correspondent à la prise en charge de cotisations sociales. La seconde (6 000 francs au maximum par trimestre) est versée seulement si les deux parents (ou le parent seul) travaillent.

– L'allocation parentale d'éducation peut être versée à l'un des parents à partir du troisième enfant – de sa naissance à son troisième anniversaire – s'il a travaillé deux ans dans les dix dernières années et ne travaille pas.

Il convient d'y ajouter notamment les aides au recouvrement des pensions alimentaires et les prêts à l'amélioration de l'habitat.

En revanche, ne sont attribuées qu'aux familles ne dépassant pas un certain seuil de revenu (ce qui exclut en général 15 % des familles) :

– l'allocation pour jeune enfant (925 francs par mois), accordée pour tous à partir du cinquième mois de grossesse jusqu'aux trois mois de l'enfant, peut être versée jusqu'à ses trois ans, selon les revenus de la famille ;

– l'allocation de rentrée scolaire, versée pour les enfants de six à douze ans ;

– le complément familial : pour les familles ayant au moins trois enfants de plus de trois ans.

De même, le versement de l'allocation de parent isolé, de l'allocation de soutien familial, des allocations de logement dépend des revenus des parents.

Au total, les familles de trois enfants et plus (un cinquième du total) reçoivent la moitié du volume des prestations et les familles avec enfants jeunes (moins de trois ans) 40 %.

Parallèlement à cette multitude d'allocations totalisant 156 milliards de francs en 1991, les familles – lorsque leur revenu est impossible – bénéficient d'allègements fiscaux. Il s'agit du célèbre quotient familial (chaque enfant compte pour une demi-part (1) et une part entière à partir du troisième), qui, la même année, a représenté l'équivalent de 62,7 milliards de francs. D'autres réductions d'impôt existent : pour l'emploi d'une personne au domicile de la famille (réduction d'impôt égale à 50 % de la dépense dans la limite d'un plafond de 25 000 francs par an), pour les frais de garde d'un enfant de moins de six ans (25 % des sommes avec un plafond de 25 000 francs de dépense), ainsi que des allègements sur intérêts immobiliers calculés selon la taille de la famille...

(1) Une part pour les parents isolés.

Comment est-elle financée ?

Les salariés ou versent pas de cotisation au titre des prestations familiales. Ce sont leurs entreprises qui paient une contribution. Jusqu'en 1990, celle-ci, de 9 %, n'était calculée que sur la part de salaire au-dessous du plafond de la Sécurité sociale. Pour ne plus pénaliser les bas salaires, elle l'est désormais sur la totalité de la rémunération (à un taux réduit). En 1992, elle apportait 124 milliards de francs à la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), qui, regroupant en une caisse unique presque tous les assurés sociaux, quelle que soit leur activité professionnelle, reçoit aussi les cotisations versées par les agriculteurs et les travailleurs indépendants.

La CNAF, qui verse des prestations non destinées aux familles (aides au loge-

« Quoi de plus démoralisant que de voir les parents s'enfoncer dans la misère à mesure que le nombre de leurs enfants s'élève... La restriction des naissances est favorisée par la différence de situation entre les familles selon le nombre de leurs enfants. »

Alfred Sauvy
(Des Français pour la France, avec Robert Debré, 1945)

ment, allocation d'adulte handicapé (AAH), revenu minimum d'insertion), bénéficie aussi du produit de la contribution sociale généralisée (40 milliards en 1992), et de 19 milliards de subventions de l'Etat, correspondant essentiellement à la prise en charge de l'AAH.

Ce mode de financement, bériné de l'après-guerre, est aujourd'hui contesté. Lors de l'introduction de la CSG, la cotisation déplaçonnée des entreprises a été ramenée de 7 % à 5,4 % et compensée par une augmentation équivalente de leur cotisation-retraite.

Alors que la CNAF dégage chaque année des excédents (17,2 milliards de francs, en cumulé, depuis 1989), le gouvernement d'Edouard Balladur souhaite aller plus loin dans la fiscalisation des prestations familiales – représentant un projet annoncé par Pierre Mauroy, alors premier ministre, le 5 novembre 1982. Il s'agit de réduire progressivement (sur dix ans, par exemple) la cotisation « patronale » afin d'augmenter le salaire direct – les salariés pouvant parallèlement être encouragés à constituer des fonds de pension par capitalisation. Mais il faudra trouver les ressources budgétaires correspondantes pour assurer le maintien des prestations familiales à leur niveau actuel.

Quels sont ses effets ?

La France est le pays européen qui dépense le plus pour sa politique familiale (quelque 3,5 % du produit intérieur brut, en incluant le quotient familial, mais sans compter la participation des collectivités locales aux crèches). Avec un double objectif : social – alléger le coût de l'enfant pour les familles – et démographique – maintenir le nombre de naissances.

Indéniable, l'effet social n'est cependant pas aisé à mesurer, car le montant de l'aide varie selon le nombre d'enfants et selon le revenu (même plafonné), le quotient familial avantageant les revenus élevés. Selon les calculs de Philippe Steck, sous-directeur à la Caisse nationale d'allocations familiales, le coût de l'enfant pour la famille est réduit de 45 % à 80 % pour une famille de deux enfants, selon que le revenu va de 1 à 5 fois le SMIC, de 35 % à 75 % pour une famille de trois enfants. On a aussi calculé que sur 800 000 familles se trouvant au-dessous du seuil de pauvreté (c'est-à-dire ayant un revenu inférieur à 50 francs par jour et par unité de consommation), 600 000 pouvaient franchir ce seuil grâce aux prestations familiales.

L'effet démographique, moins direct, est encore plus difficile à apprécier. Selon les comparaisons effectuées en 1985, avec plusieurs pays de la Communauté européenne par l'économiste Olivia Ekert-Jaffé, les prestations familiales françaises ont fait « gagner » l'équivalent de 0,2 enfant par femme (1) – l'indice de fécondité en France se situant aux environs de 1,8. La politique familiale a donc exercé un effet « à la marge » sur la fécondité, marqué surtout pour les troisième naissances : 13 % des femmes, estime-t-on, ayant eu un troisième enfant ou l'auraient pas eu en l'absence de politique familiale.

Selon Olivia Ekert-Jaffé, à l'avenir, la stagnation des prestations familiales (se traduisant par une baisse du pouvoir d'achat de 1,8 %) pourrait entraîner une baisse de l'indice de fécondité de 0,1 %, d'ici à 2009. La chute serait beaucoup plus forte si l'on ramenait les aides à la famille au niveau de la moyenne européenne, la baisse de pouvoir d'achat atteignant alors 59 %.

Pourtant, en Grande-Bretagne, pays réticent envers toute politique démographique, la fécondité est restée à peu près au même niveau qu'en France. En Suède, elle a remonte fortement depuis le début des années 80. Cette remontée peut être due à l'extension des modes de garde et du coût parental. De même la stabilité britannique, serait composée par une instabilité de l'emploi féminin. Il semble aussi qu'avec le temps la politique familiale, même lorsqu'elle est ciblée, s'« use » – ce fut le cas notamment en RDA – et que de nouvelles actions (ou allocations) seraient nécessaires pour maintenir l'incitation.

(1) Une prise en charge totale du coût de l'enfant aurait permis de gagner l'équivalent de 0,4 enfant par femme.

DES GARDES INSUFFISANTES

Alors que la France s'enorgueillit d'avoir élaboré l'une des politiques familiales les plus généreuses qui soient et dont les objectifs sont ouvertement natalistes, trouver une crèche ou même une nourrice ressemble trop souvent à un parcours du combattant. Actuellement, sur 750 000 enfants de moins de trois ans (sur un effectif total de 1,2 million) ne pouvant être gardés par leurs parents, moins de la moitié sont accueillis en crèche ou chez une assistante maternelle agréée. Les autres ? Au mieux, les grands-parents s'en chargent. A défaut, ils sont confiés à des nourrices travaillant « au noir », dans des conditions d'accueil qui ne sont pas toujours les meilleures.

Depuis une dizaine d'années, malgré les efforts consentis, la progression des places en crèche s'est plutôt ralentie. En dépit de la signature de plus d'un millier de « contrats enfance » et de

« contrats crèche » entre les collectivités locales et les caisses d'allocations familiales (qui y consacrent 2 milliards de francs par an), l'écart entre les besoins d'accueil des « moins de trois ans » et les équipements disponibles reste considérable.

Dès lors, on peut se demander si les fonds consacrés à financer certaines allocations versées directement aux familles ne seraient pas mieux utilisés s'ils permettaient d'améliorer l'environnement de ces mêmes familles. En clair, un virage en fin de mois des allocations familiales – surtout à des catégories sociales aisées – incite-t-il vraiment une famille à s'agrandir lorsqu'il existe pas de crèche à proximité ? L'on a cherché à compenser en facilitant la garde à domicile (par l'AGED) et surtout, plus récemment, le paiement des assistantes maternelles (plus de 1 milliard de francs aujourd'hui). Cela suffit-il ?

BIBLIOGRAPHIE

■ Les politiques familiales, de Michel Messu, Ed. ouvrières, coll. « Le social en acte », 1992.

■ La politique familiale en France depuis 1945, sous la direction de Pierre Laroque, La Documentation française, 1986.

■ Les prestations familiales de 1946 à 1985, de Philippe Steck dans *Revue française des affaires sociales*, juillet-septembre 1985.

■ Droit social, n° spécial, « Les prestations familiales », mai 1985.

■ « La politique familiale » d'Olivia Ekert-Jaffé dans *La France dans deux générations* (sous la direction de Georges Tapinos), Plon, 1992.

■ « Politique familiale et fécondité », d'Anne Pauti, et « La fécondité en France et au Royaume-Uni », de Linda Hantrais, *Population*, INED, n° 4, 1992.

■ *Politique familiale et dimension de la famille*, rapport du CERC, 1992.

■ « Deux points de vue sur le quotient familial », *Economie et statistique*, n° 256, juillet-août 1992.

OPINIONS

Industrie

Une nouvelle génération d'investissements

La baisse des taxes, si elle se confirme, va régénérer la volonté d'investir, mais dans d'autres domaines que dans la productivité, le rattrapage nécessaire en France depuis dix ans — bien que coûteux en emplois — arrivant à sa fin. Les investissements « new look » seront concentrés sur l'écologie au sens large et surtout sur l'innovation, le lancement de nouveaux produits. Seul problème : ils seront coûteux. C'est le prix du remodelage de l'industrie mondiale, il faut s'y préparer.

par ALBERT MERLIN (*)

ANNEE après année, les étudiants ont pu lire et entendre que, pour la France, l'investissement était l'impératif numéro un. Le message a été entendu, le sursaut est venu. Mais voilà que le pendule repart dans l'autre sens : à force d'investir, nous expliquent-ils, les entreprises françaises passent leur temps à comprimer leurs effectifs ; les industries sont donc devenues des obsédés de la performance, des maniaques de l'investissement ? Ce à quoi les hommes de terrain répondent qu'ils n'ont pas le choix et que la modernisation demeure la clé de la compétitivité.

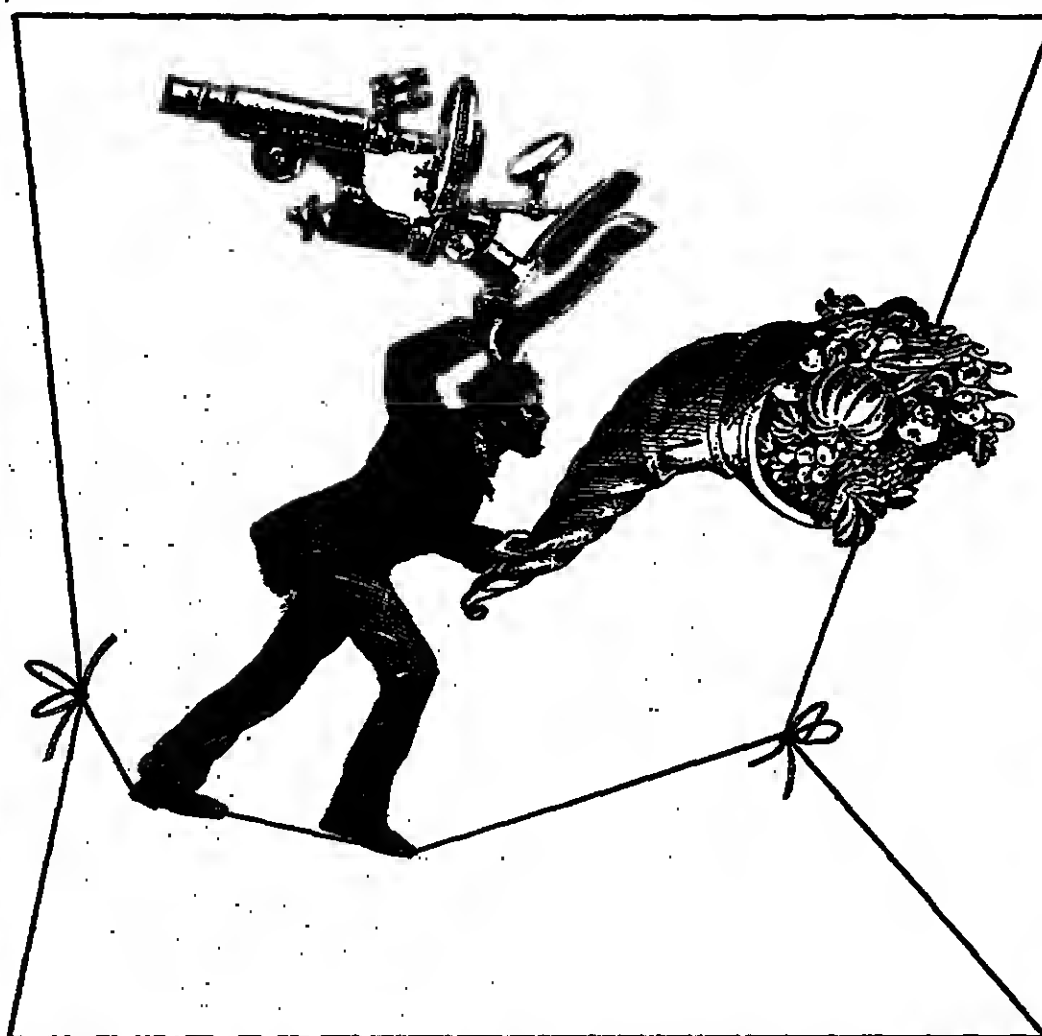
Comment leur donner tort ? Si l'idée de ralentir la marche vers le « tout automatique » dans le tertiaire non exposé aux vents du large recueille un large assentiment, peut-on soutenir que l'industriel, lui, est libre de choisir délibérément de ralentir ses progrès de productivité face à ses concurrents mondiaux ? En matière de compétition technologique, le quart d'heure de pause est exclu. C'est la règle du jeu.

Faut-il donc clore le débat sur l'investissement sans autre forme de procès ? Sur tout ça, au moment où la baisse des taxes ravive les espoirs de reprise, mais il faut d'abord comprendre avant de prévoir. Offrons-nous une mise en perspective : après la dernière guerre, il fallait construire, reconstruire, agrandir ; à cette époque, l'investissement rimait avec capacités de production.

L'innovation avant tout

Vint ensuite, durant les années 80, une deuxième phase, dominée par l'impératif de modernisation ; ont joué tout à la fois le déferlement massif de l'électronique et la prise de conscience du retard qu'avait accumulé la France entre 1974 et 1984. Les derniers travaux menés au Plan soulignent que le sursaut de 1985 à 1990 a enfin permis de rejoindre le rythme de la croissance, le taux d'investissement de nos voisins allemands, après avoir mis les bouchées doubles. Résultat : des progrès de productivité spectaculaires, allant jusqu'à 7 ou 8 % l'an dans certains secteurs. Du même coup, cette mise en perspective nous donne la clé du prétendu « mystère » : pourquoi l'expansion, durant cette période, a-t-elle créé moins d'emplois en France que chez nos voisins ? Parce que nous avions à opérer un rattrapage en matière de modernisation et de productivité.

Un rattrapage, par définition, n'est pas exploitable. Mais on l'extrapolait tout de même et l'on reste sur l'idée d'une poursuite probable de cet effort de modernisation, tout comme dans les années qui viennent de s'écouler. Ceci doit être corrigé : non que les usines ne reculent, ici ou là, des « glissements » de productivité à découvrir. Mais le rythme des « découvertes » devient forcément moins intense. Parce que la substitution de la machine à l'homme n'est pas extrapolable très longtemps à ce rythme, et qu'elle rencontre tôt ou tard des limites physiques : sauf à imaginer des ateliers complètement vides...



NICOLAS GUILBERT

Bref, la modernisation de l'industrie va se poursuivre, mais pas à la même cadence. Ce qu'il faut observer maintenant, c'est tout autre chose : ce sont les indicateurs précurseurs de la phase 3. Il faut, pour cela, explorer les encans des budgets. Qu'y voyons-nous ? Pour l'essentiel, la montée en puissance de deux catégories d'investissements, correspondant à deux soucis : la préoccupation écologique au sens large (écologie, propreté, environnement), et le souci crucial, grandissant, stratégique, du renouvellement des produits. A l'écologie reviennent d'ores et déjà, selon l'INSEE, 18 % des budgets d'investissement dans l'industrie ; le lancement de produits nouveaux, lui, absorbe 15 % desdits budgets.

Ces chiffres, bien que publics, ne sont guère connus. Lorsqu'on met en exergue les besoins écologiques, il faut savoir que, dès aujourd'hui, ils consomment plus de capital que la mise en œuvre de l'innovation ! Difficile de dire si cela est normal ou non. Du moins convient-il d'être conscient, et de savoir qu'il nous faudra désormais financer ces deux types d'investissement simultanément : l'un traduisant une revendication sociale très forte, l'autre la nécessité, pour les pays développés, de passer à une phase de développement plus créative. Ce qui conduit à une notion d'investissement singulièrement élargie.

Il nous faut, en effet, tirer les conséquences de la mondialisation. L'esprit de conquête manifesté

par une brochette de pays du Sud, bénéficiant de coûts de main-d'œuvre extraordinairement bas et de taux de change de combat, entraîne un formidable remodelage de la carte de l'industrie mondiale. On rapporte qu'un haut fonctionnaire international soulignait récemment que le G7 (le club huppé des sept pays les plus riches du monde) était globalement débiteur ; ce qui pourrait conduire à soutenir que le vrai G7 ne se situe plus dans l'hémisphère nord, mais bien plutôt en Asie du Sud-Est, où l'on peut trouver un triple « sept » : sept pays ayant soutenu un taux de croissance de 7 % l'an pendant sept ans !

Face à cela, que peuvent faire les pays du Nord ? Les répliques d'ordre quantitatif ne sont visiblement pas adaptées ; construire de nouvelles usines, les faire plus grandes pour réaliser des économies d'échelle (à condition de vendre...) ne peut aller très loin. Moderniser ? Oui, mais là aussi, on le voit, on rencontre tôt ou tard des limites. La vraie réponse, c'est clair, passe par l'innovation. Il s'agit, pour reprendre le vocabulaire du clintonien Robert Reich dans son analyse de l'économie mondialisée, de faire moins de productions « routinières » et plus de productions sophistiquées (de biens et de services), pour retrouver un avantage compétitif fondé sur la maîtrise grise et la formation de « manipulateurs de symboles ».

D'où l'intensification de l'innovation en Europe. D'où (on ne le souligne pas assez) l'effort actuel des

grandes entreprises pour maintenir leurs budgets de recherche-développement, en dépit de la présente récession. Ce comportement est nouveau, et heureux. Qui dit recherche-développement aujourd'hui dit investissements demain, c'est l'évidence. La comptabilité des dépenses, mais les économistes devraient les réduire. La vraie frontière, au plan stratégique, passe entre les dépenses actuelles sur le présent et les dépenses consacrées au futur : recherche et investissement.

Curieusement, lorsqu'on parle d'aides ou d'incitations fiscales, on reste étonnamment classique : on pense aux usines plus qu'aux laboratoires. Il faut penser aux deux. Même les innovations « douces » (celles qui restent proches des produits classiques) sont très coûteuses. Ainsi, les vitrages à basse émissivité, aujourd'hui largement utilisés dans un souci d'économie et de confort, ont nécessité dix ans de recherche-développement. Ce n'est rien, naturellement, en comparaison des innovations « dures », plus radicales. On cogite maintenant sur les métaux « intelligents », qui demain seront dotés de « muscles » et de « nerfs » leur permettant de s'adapter à leur environnement (1) : gare à la facture ! Tout bien pesé, le couple « investissement productif/recherche », si l'on veut rester dans la course, implique une enveloppe annuelle de 15 % du PNB, soit quelque 1 000 milliards par an pendant les dix prochaines années.

L'avantage d'être français

Le processus « formation + innovation + investissement » ne peut être que long, très long. En attendant, on ne va pas rayer de la carte les industries traditionnelles, qui, elles aussi, doivent innover. Il va donc falloir être partout à la fois.

Face à ce défi, les Français sont-ils mieux ou moins bien placés que d'autres ? En principe mieux, pour une raison évidente mais rarement évoquée : la dimension modeste de l'économie française. Dans les échanges mondiaux, la part de la France atteint à peine 7 %, dans le produit mondial, 4 %.

Signe de faiblesse, disent les peureux et les exilés. Les conquérants disent exactement le contraire, et ils ont raison : lorsqu'on a une part de marché encore modeste et que l'on ne souffre pas d'infériorité technologique, tous les espoirs sont permis. Songeons que si l'économie française passait de 4 % du total mondial à 5 % en dix ans, cela signifierait, pour nous, une croissance supplémentaire de 1,8 % l'an !

Il faut donc étendre le rayon d'action des Français : cela veut dire plus d'exportations, plus d'implantations extérieures (principalement commerciales) jouant le rôle de locomotive pour nos produits et nos services. Admettons que cela réussisse. La résolution de nos problèmes financiers s'en trouverait facilitée (qui dit croissance accrue dit ressources supplémentaires), et les possibilités d'emploi s'élargissent. Non seulement parce qu'on pourrait « exporter » un plus grand nombre de Français (pour bâtir des réseaux commerciaux), mais aussi parce que ces percées extérieures entraîneraient des besoins accrus en France même : en postes opérationnels et en postes de formateurs.

Voilà ce qui s'impose demain. Autant s'y mettre dès aujourd'hui. Cessons d'arguer sur le nombre optimal de machines dans l'hexagone. Organisons l'innovation et ouvrons les fenêtres. Voyons les choses en grand. La Terre est ronde.

(1) Cf. *Révis du prochain siècle*, sous la direction de Th. Gaudin, Editions Payot.

(*) Directeur des études économiques de Saint-Gobain.

Logement

Les revenus immobiliers sont surtaxés

Pour relancer la location il faudrait d'abord modifier les règles fiscales qui pénalisent particulièrement les propriétaires bailleurs privés. Ceux-ci, contrairement aux entreprises, ne peuvent pas amortir leurs biens dans des délais raisonnables et ils ne peuvent pas non plus déduire de leurs revenus les éventuels déficits fonciers résultant d'un excès de charges.

par PIERRE FERNOUX (*)

DE toutes parts, l'on parle de marasme de l'immobilier. On s'étonne de l'absence d'investissements dans l'immobilier locatif comme on s'offusque de la réticence des propriétaires à donner leurs immeubles en location. Les difficultés économiques du moment n'incitent certes pas à l'optimisme. Mais, à la vérité, l'attitude des propriétaires ne trouverait-elle pas pour partie son origine dans une lente dérive des principes de l'impôt ?

Ainsi, petit à petit, mal aimé des pouvoirs publics, le propriétaire bailleur a-t-il été exclu du bénéfice de principes pourtant bien établis si l'on se réfère au système fiscal originel.

Il a d'abord été privé de la possibilité de constater et d'imputer sur les loyers perçus la dépréciation normale de son immeuble sous forme d'un amortissement calculé dans des conditions convenables. Il a été ensuite confronté à l'impossibilité de soustraire de son revenu imposable le déficit foncier résultant d'un éventuel excédent des charges payées sur les loyers encaissés.

L'histoire de l'amortissement du « logement nu » (non meublé) est « pagnotesque ». Ainsi, un immeuble acquis 1 000 000 F assure un revenu de 80 000 F (pour un rendement de 8 %). La déduction forfaitaire de 8 % du revenu, incluse dans les charges déductibles des loyers, représente dans ce cas 4 800 F. Elle est censée couvrir non seulement

l'amortissement annuel mais aussi les frais de gestion et d'assurance. A raison donc d'un amortissement d'environ 3 500 F par an, surtout, que le propriétaire prenne son temps ! Il dispose d'environ... 280 ans pour constater la dépréciation de son immeuble, et reconstituer son investissement initial...

Un retour aux principes simples et logiques que le système fiscal connaissait à l'origine mènerait fin à cette situation pour le moins paradoxale. Initialement fixée à 30 %, la déduction forfaitaire — prenant donc en compte l'amortissement de l'immeuble — a été ramenée, à coups de mesures conjoncturelles, à 8 %. Mais, à chaque modification, s'est-on bien interrogé sur les raisons du choix du pourcentage de 30 % tel qu'il figurait dans l'article 40 de la loi du 28 février 1933 ? Manifestement, il n'en a rien été.

Retour au principe

Or, si l'on admet un rendement brut d'un immeuble égal à 7 % à l'époque, un logement acquis à l'équivalent actuel de 1 000 000 F procurerait un loyer annuel actualisé de 70 000 F. Calculé au taux de 30 %, l'amortissement de l'immeuble lui-même s'établirait donc à 20 000 F environ par an. La dépréciation de l'immeuble pouvait donc être prise en compte au bout de 50 ans. Cinquante ans, telle est bien la durée nécessaire à l'amortissement d'un même immeuble à usage d'habitation dévolu non par un particulier mais par une entreprise. Celui-ci est en effet calculé, dans ce cas, sur la base de 2 % de la valeur d'acquisition du bien.

Le retour à une déduction de 30 % est donc impératif. Les loyers perçus par le propriétaire seraient diminués fort justement d'un amortissement normal. Ainsi serait assuré le respect du principe d'égalité des citoyens devant l'impôt. Les

charges de gestion et d'assurances devraient être, elles, retenues pour leur montant réel et admises en déduction, comme le suggère d'ailleurs le Conseil des Impôts (1).

Pourquoi même ne reviendrait-on pas à la possibilité de déduire un amortissement calculé selon un mode réel, comme le prévoyait le ministre des finances dans une réponse à un parlementaire du 7 avril 1934 (2) ? Cela permettrait de rendre compte de la variété des situations et assurerait, là aussi, l'égalité devant l'impôt. Quel que soit le rendement, l'amortissement serait, en effet, égal au prix d'acquisition de l'immeuble multiplié par un taux applicable à tous.

Le Conseil des Impôts a certes proposé une solution de cette nature. Mais transformer les revenus de la location nue professionnelle en « bénéfices non commerciaux », comme il le propose, n'aurait à l'évidence pas dans le sens d'une simplification des régimes fiscaux. Cela impliquerait la définition de nouvelles modalités de détermination du bénéfice taxable, l'utilisation d'une nouvelle déclaration et, fatalement... des soucies supplémentaires pour le particulier. Pourquoi ne pas rester dans le cadre des revenus fonciers, catégorie désormais familière au propriétaire ?

Ces charges d'amortissement redéfinies, il serait nécessaire, dans un second temps, de revenir sur l'exclusion actuelle du report des déficits fonciers. Dans le système actuel, plus le propriétaire engage de frais d'acquisition et d'entretien, plus sa situation financière s'aggrave. Il paye en effet les dépenses, mais on lui refuse le droit d'imputer sur son revenu imposable l'éventuel excédent de ces dépenses sur les loyers.

Autrement dit, quand le résultat de la ou des locations est positif, il paie l'impôt, lorsqu'il est négatif, son imposition n'est pas diminuée immédiatement. Le déficit peut être seulement reporté

sur les revenus fonciers des cinq années suivantes. Pourquoi ne pas revenir au bon vieux principe fondamental qui veut que tout déficit dans une catégorie de revenu est vocation à diminuer le revenu soumis au barème de l'impôt ? Ce retour au principe ne devrait toutefois pas ignorer l'un des autres principes fondamentaux de l'impôt sur le revenu : le droit à l'imputation du seul déficit provenant d'une activité exercée professionnellement.

La solution pourrait être de transposer à l'imposition des locations nues la distinction connue en matière de locations meublées. Lorsqu'il peut être considéré comme professionnel, le loueur en meublé est en droit d'imputer, sur son revenu imposable, le déficit éventuellement né de la gestion de son ou de ses investissements. Il pourrait en être de même pour le bailleur de locaux nus. Le régime du propriétaire bailleur non professionnel serait, lui, aligné sur celui du loueur en meublé non professionnel. Le report de son déficit éventuel serait, limité aux revenus fonciers des cinq années suivantes.

Si la réhabilitation de tous ces principes favorisait enfin le retour à des conceptions plus saines de l'investissement immobilier, tout serait alors pour le mieux. Les pouvoirs publics auraient, eux, la satisfaction de ne plus apparaître comme indirectement à l'origine de la course à la défiscalisation devenue, depuis quelque temps déjà, un véritable sport national.

(1) Deuxième rapport au président de la République : « La fiscalité de l'immobilier urbain ».

(2) JO Chambre des députés, 8 avril 1934, p. 1063.

(*) Maître de conférences à l'université d'Auvergne Clermont-I, membre du Centre d'études et de recherche en gestion de patrimoine de Clermont-Ferrand.

CONJONCTURE

L'ENVIRONNEMENT conjoncturel se décale peu à peu. Aux Etats-Unis, la croissance paraît avoir trouvé son rythme de croisière. La reprise n'est certes pas soutenue qu'aux lendemains des récessions passées, mais elle ne semble pas menacée à court terme, même si la hausse de production se ralentit un peu, par suite de la faible demande prévue au cours des prochains mois.

Au Japon, la situation s'améliore lentement. Le plan de relance budgétaire de l'été dernier en même temps que la détente supplémentaire des taux d'intérêt ont atténué la dégradation de l'activité et interrompu la dépréciation des actifs financiers, favorisant ainsi une restauration progressive de la demande des entreprises et des particuliers.

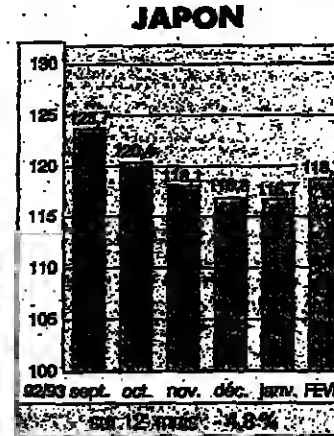
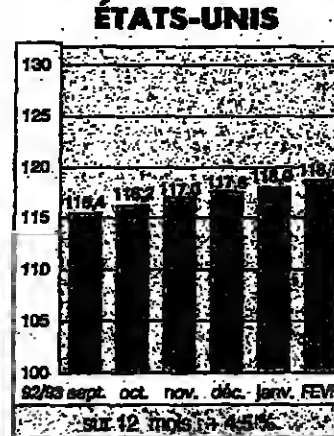
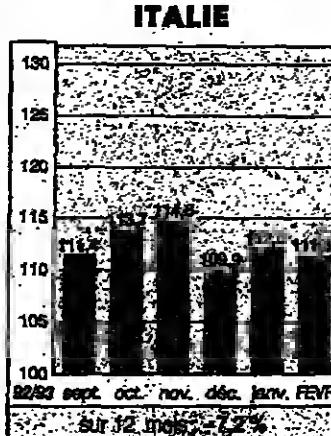
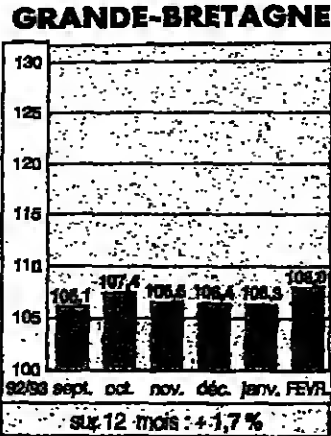
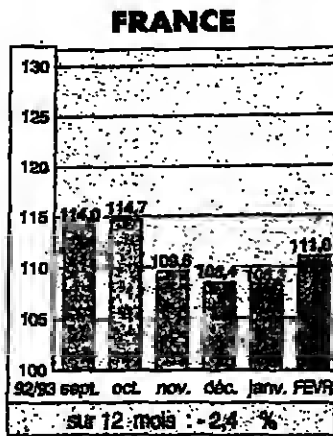
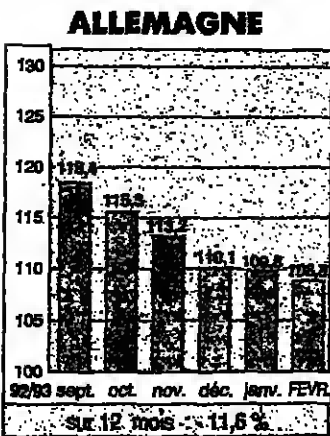
INDICATEUR • La production industrielle Éclaircies

Dans un tel contexte, l'importante rallonge budgétaire annoncée en avril devrait contribuer à la reprise économique.

En Europe, c'est de Grande-Bretagne que nous parvenons les bonnes nouvelles. Après avoir traversé une récession de plus de deux ans et demi, l'activité s'est ressaisie ces derniers mois. En même temps

que le chômage diminue, la reprise de la consommation s'accroît, autorisant une remontée prometteuse de la production industrielle.

Ailleurs en Europe, les points les plus bas de l'activité pourraient avoir été franchis ces derniers mois. Les indicateurs de confiance, sans remonter encore, se stabilisent, notamment depuis les baisses récentes des taux d'intérêt et l'atténuation des tensions au sein du système monétaire européen. En matière d'emploi, cependant, les perspectives restent défavorables, et de nouvelles diminutions d'effectifs pourraient contraindre plusieurs mois encore une reprise de la demande. En France, en Allemagne occidentale et en Italie, le panorama ne s'éclaircit vraisemblablement pas avant la fin de l'été.



Indices de la production industrielle - énergie incluse, hors bâtiment et travaux publics - en données corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1985. Sources nationales.

RÉGION • L'Afrique subsaharienne Marchés sans merci

L'AFRIQUE subsaharienne se représente plus que 2 % du commerce mondial, selon la Banque mondiale, et les perspectives ne prêtent guère à l'optimisme : à la fin du siècle, l'Afrique compterait 300 millions de pauvres (contre 200 en 1990) et le PIB par tête serait, sur la base du dollar de 1987, à peine supérieur à son niveau actuel, de 350 dollars.

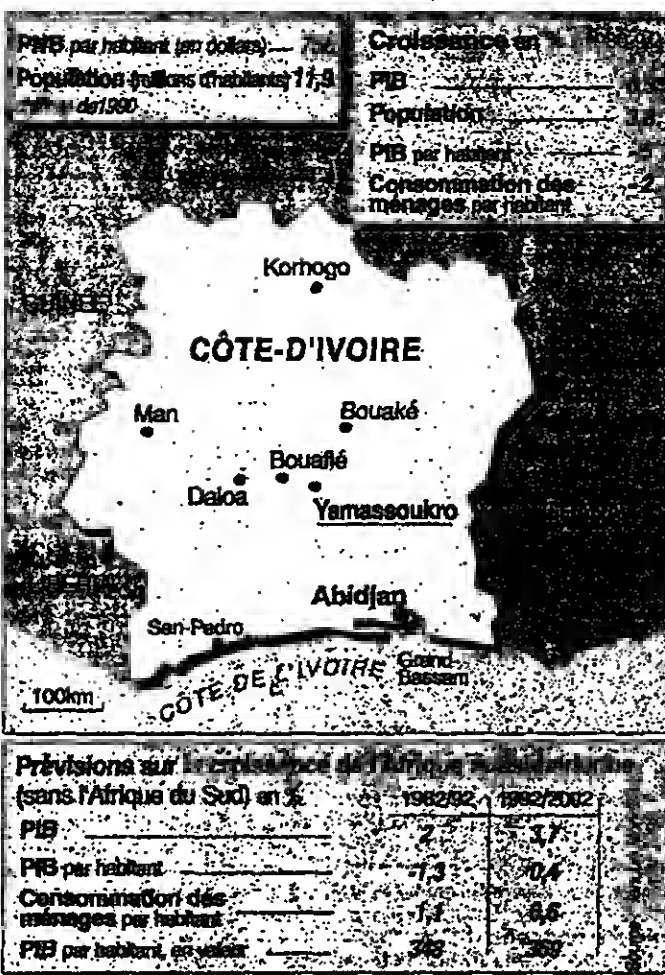
Ces chiffres ont-ils quelque sens ? On peut en douter, tant il est difficile d'appliquer aux économies africaines les cadres rigides de la comptabilité occidentale. Paradoxalement, ce sont les économies les plus « pauvres » du continent, les pays de l'Afrique de l'Ouest sahélo-saharienne par exemple, qui présentent les bilans « humains » les plus satisfaisants, bien plus que certaines économies intermédiaires aux prises avec un développement - en particulier urbain - mal maîtrisé. Ne cédonc donc pas à l'afro-pessimisme des chiffres !

Nombre de pays africains tirent l'essentiel de leurs recettes d'exportation de la vente de quelques produits : ainsi en 1992 le pétrole comptait pour 98 % des recettes du Nigeria, 83 % du Congo, 82 % du Gabon, 38 % du Cameroun ; le café était essentiel pour le Burundi (70 %), le Ruanda (60 %), l'Ouganda et l'Éthiopie, la Côte-d'Ivoire (7 %) et le Cameroun (5 %) ; le cacao représentait une place importante pour le Ghana (35 %), la Côte-d'Ivoire (25 %) ... On peut aussi ajouter l'uranium pour le Niger (58 %), le minerai de fer pour la Mauritanie (40 %), le coton pour le Burkina (41 %), le Mali (46 %) et le Tchad (56 %), le cuivre et le cobalt pour le Zaïre et la Zambie.

Pour certains de ces produits, la conjoncture est loin d'être défavorable : les cours du cuivre et du cobalt sont bien soutenus à des niveaux de bonne rentabilité pour les producteurs ; mais le Zaïre n'est guère en état d'en profiter et sa production ne cesse de diminuer. Plutôt sautenu, le marché du pétrole est bien orienté pour les quelques économies africaines qui en vivent. En léger retrait au début de 1993, le marché du thé demeure satisfaisant pour les producteurs d'Afrique de l'Est. Par contre, comme tous les producteurs de fer, la Mauritanie a dû accepter une baisse des prix de 10 % sur ses contrats 1993. Les cours du coton de la zone CFA sont au plus bas tout comme ceux d'autres raisons ceux du café et du cacao.

Parce que ces deux derniers produits n'ont fait naître beaucoup d'espoir, la déception est immédiate. Il y a quelques mois encore on pouvait espérer que la communauté internationale parviendrait à des accords sur ces deux produits, peut-être les plus symboliques du tiers-monde et en tout cas importants économi-

Philippe Chalmrin
Conseiller économique de la
Société française
d'assurance crédit.



PAYS • La Côte-d'Ivoire Diversification

Si le café et le cacao conservent une valeur symbolique, leur poids dans l'économie de la Côte-d'Ivoire ne cesse de diminuer. Le secteur primaire ne représentait plus en 1991 que 35 % du produit intérieur brut (44 % en 1980) et l'agriculture d'exportation 13 %. Café et cacao n'auraient représenté en 1992 que 32 % des exportations. Le coton pèse déjà presque aussi lourd que le café dans la balance commerciale.

La dépendance de la Côte-d'Ivoire vis-à-vis de ses produits vedettes est donc beaucoup plus faible qu'on le pense. Le problème demeure celui de l'absence de pôle de développement suffisamment dynamique pour assurer le relais du cacao. Aux prix actuels en effet, la filière peut s'équilibrer (avec des prix aux planteurs bien réduits par rapport aux années 80) mais ne peut plus être ni un moteur pour la consommation rurale ni une source de fonds pour compenser les déficits budgétaires.

L'évolution récente de l'économie ivoirienne illustre bien ces problèmes : baisse de 4,6 % du PIB en 1990, de 2 % en 1991 et probablement autant encore en 1992. L'économie se contracte, qu'il s'agisse de la consommation, des investissements ou des importations.

Le gouvernement ivoirien d'Alassane Ouattara a essayé de trouver un moyen terme entre la rigueur des plans d'ajustement proposés par le FMI et la néces-

sité de préserver équilibres sociaux et stabilité politique. Les problèmes rencontrés par son programme de privatisation illustrent bien ces difficultés.

C'est en 1990 que le gouvernement ivoirien a commencé à privatiser un certain nombre de services et d'entreprises publiques. A son arrivée au pouvoir, en novembre 1990, Alassane Ouattara avait parlé de transférer quatre-vingt entreprises publiques au secteur privé. Et fait, cinq entreprises seulement ont été cédées (édition, villages-vacances, élevage), la plus grosse affaire ayant été la cession de la distribution de l'électricité à une filiale de Bouygues (la SAUR) déjà présente dans la distribution de l'eau.

Au début de cette année, il a fallu que le président Houphouët-Boigny renouvelle publiquement son soutien à son premier ministre pour que le programme de privatisation puisse aller de l'avant avec pour 1993 une dizaine de sociétés d'économie mixte (hydrocarbures, agro-alimentaire, industries diverses) qui devraient rapporter une soixantaine de millions de francs français au Trésor ivoirien.

Sans espoir de relance à court terme pour le café et le cacao, c'est l'une des seules cartes que peut jouer la Côte-d'Ivoire pour desserrer ses contraintes budgétaires et attirer l'investissement étranger.

Ph. C.

SECTEUR • L'automobile Sombres pronostics

L'INDUSTRIE automobile est souvent utilisée comme témoin de l'économie. L'année 1992 n'a pas failli à la règle. Au niveau mondial, les immatriculations de véhicules particuliers et utilitaires ont progressé de 1,9 %, mais l'évolution a été très différente d'une zone à l'autre. Les Etats-Unis ont permis de redresser la barre. Le marché automobile s'y est accru de 3,9 %. En revanche les immatriculations ont plongé au Japon (-7,5 %). En Europe, après un bon premier semestre, les ventes se sont brutalement effondrées durant la deuxième partie de l'année (1). Sur l'année, la baisse (-0,3 %) a été en partie masquée par la bonne tenue apparente du marché français. Le marché allemand des véhicules particuliers, qui avait tiré les ventes en 1991 en raison du boom provoqué par la réunification, a chuté de 5,5 % en 1992. En revanche le marché espagnol s'est fortement repris, rattrapant un certain retard en la matière, aidé par des allègements fiscaux décidés courant 1991. Et le marché anglais a enrayé le déclin, également grâce à une baisse de la taxation sur l'automobile.

En France, les immatriculations ont progressé de 3,7 %. Mais ce score est en partie dû à deux phénomènes non significatifs de l'évolution du marché. Il s'agit, d'une part, du report au début de 1992 de ventes d'automobiles Renault, qui ne s'étaient pas réalisées fin 1991 pour cause de grève. Et, d'autre part, de ventes massives en fin d'année provoquées par les rabais effectués par les distributeurs et par les incitations fiscales accordées aux véhicules munis de pots catalytiques.

Les comptes des constructeurs automobiles reflètent en partie cette situation. Aux Etats-Unis, les « trois grands » ont commencé leur redressement. Hors provisions exceptionnelles pour les dépenses de santé des retraités, seul Ford serait resté dans le rouge. General Motors aurait dégagé de légers bénéfices, ce qu'a

fait Chrysler, qui a repoussé au premier trimestre 1993 ces provisions.

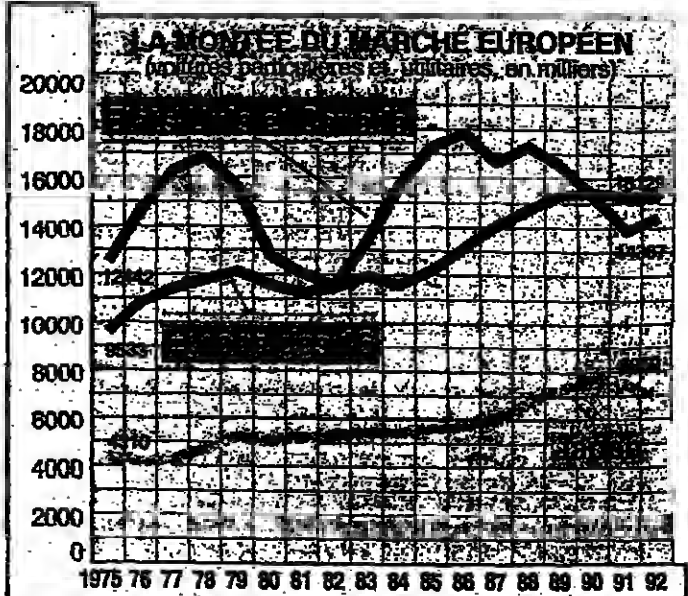
Au Japon, si Toyota a réussi à maintenir un résultat net positif lui assurant une rentabilité de 1,9 %, en revanche Nissan s'est enfoncé dans le rouge. A la conjoncture difficile se sont ajoutées les difficultés provoquées par le cours élevé du yen.

En Europe, les constructeurs français tirent très bien leur épingle du jeu. Dans un marché difficile, les restructurations engagées depuis une dizaine d'années ont payé. Renault est le constructeur affichant la plus forte rentabilité au niveau mondial (3,2 %). PSA se retrouve aussi dans le peloton de tête, au coude à coude avec BMW. Hormis ce dernier, les constructeurs allemands commencent à montrer des signes de faiblesse. Fiat, qui n'a pas encore publié ses résultats, devrait maintenir un léger bénéfice, en bonne partie dû à la dévaluation de la lire italienne.

Pour 1993, les prévisions concernant le marché européen se font de plus en plus sombres. Les experts les plus optimistes qui tablent sur une chute des ventes de moins de 10 %, reviennent leur chiffre à la baisse. Après trois mois, les immatriculations sont en recul de 18 % selon l'Association des constructeurs automobiles européens. En France, les immatriculations ont chuté de 22,5 %. Une baisse qui pourrait avoir des conséquences douloureuses pour les constructeurs du Vieux Continent, dans la mesure où, parallèlement, les ventes de voitures japonaises (exportées du Japon ou fabriquées dans les nouvelles usines européennes des constructeurs nippons) vont s'accroître en vertu des accords négociés entre le Japon et la CEE. Ce qui a provoqué la colère des constructeurs européens, pour une fois réunis dans l'adversité.

Annie Kahn

(1) Selon les chiffres communiqués par PSA (Peugeot-Citroën).



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde.

